RAPPORT SPÉCIAL DU CESA

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Anatomie de la malédiction des ressources naturelles : L'investissement prédateur dans les industries extractives en Afrique

J.R. Mailey

Mai 2015

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est une institution à vocation académique créée par le Département de la défense des Etats- Unis et financée par le Congrès aux fins d'étudier les problèmes de sécurité existants en Afrique. Elle sert de forum à la recherche de coopérations bipartites et multipartites, à la communication et à l'échange d'idées.

Anatomie de la malédiction des ressources naturelles : L'investissement prédateur dans les industries extractives en Afrique

Rapport spécial du CESA N° 3

J.R. Mailey

Mai 2015

Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Washington, D.C.

Les opinions, conclusions et recommandations, exprimées ou implicites, de ce document sont celles de toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cet ouvrage et ne reflètent pas nécessairement ni les points de vue du département de la Défense américain ni ceux de tout autre organisme dépendant du gouvernement des Etats-Unis. Sa mise à disposition au public avec distribution illimitée est autorisée.

Il est permis de citer voire de reproduire certaines parties de cet ouvrage à condition de mentionner leur source d'origine. Le Centre de l'Afrique apprécierait de recevoir, à titre gracieux, un exemplaire de toute édition ou revue.

Première diffusion - Mai 2015.

L'accès aux autres publications du Centre d'études stratégiques de l'Afrique est possible en visitant son site Web disponible à : http://africacenter.org.

Contenu

RÉSUMÉ ANALYTIQUE 1

PARTIE I — LE PROBLÈME POSÉ PAR LES RESSOURCES NATURELLES DE L'AFRIQUE 5

Richesse liée aux ressources et dégradation de la responsabilité 7

PARTIE II — ÉTUDES DE CAS PAR PAYS 15

La montée en puissance du groupe Queensway 15
Un État dans l'État dans un État : l'exemple de l'Angola 26
Passer inaperçu : l'exemple de la Tanzanie 49
Exploiter un État à deux doigts de la faillite : l'exemple de la Guinée 56
Tirer profit d'une crise politique prolongée : l'exemple du Zimbabwe 73

PARTIE III — LE SECRET DE LA PROSPÉRITÉ DE QUEENSWAY 89

Créer d'abord des amitiés, puis faire des affaires : l'émergence d'un modèle d'entreprise 89
La relation liant Queensway à Beijing : de s'imposer en tant qu'émissaire à s'afficher avec des émissaires 95
Suivre l'argent à la trace : les liens du groupe Queensway avec le système financier international 101

PARTIE IV — LE PROBLÈME NE S'ARRÊTE PAS À QUEENSWAY 109

PARTIE V — RECOMMANDATIONS 120

NOTES ET RÉFÉRENCES 133

REMERCIEMENTS 150

À PROPOS DE L'AUTEUR 151

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Avec plus de 20 pays possédant d'abondants gisements minéraux et pétroliers, l'Afrique abrite plus de pays riches en ressources qu'aucune autre région du globe. Pourtant, les conditions de vie de la plupart de ses citoyens restent déplorables, en partie dues à l'inéquitable distribution des revenus provenant de ces ressources. Les cinq premiers pays producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne se classent dans le dernier tiers à l'échelle mondiale pour ce qui est de la mortalité infantile. Les deux producteurs les plus importants du continent, l'Angola et le Nigéria, se classent parmi les dix derniers dans cette catégorie[1].

La richesse tirée des ressources naturelles est également étroitement associée à une gouvernance antidémocratique et illégitime. 70 % environ des pays riches en ressources au niveau mondial tombent dans la catégorie d'autocraties. Cet état de fait n'est pas une coïncidence. Le flux constant des revenus issus des ressources naturelles finance le patronage et les structures de sécurité sur lesquelles les gouvernements de reposent pour rester au pouvoir sans le soutien du peuple. Pratiquement sans aucune exception, dans les pays riches en ressources naturelles de l'Afrique, le secteur public est victime d'une forte corruption. De plus, les pays reposant lourdement sur l'exportation de pétrole et de minéraux, sont plus exposés au risque de conflits civils que les pays pauvres en ressources naturelles.

Ces modèles de référence ne doivent pas constituer la norme. Si le produit des ressources naturelles était gérée de manière responsable, elle pourrait être une aubaine pour la société, permettant ainsi des précieux investissements dans les infrastructures, le capital humain, les services sociaux et autres biens publics. Munies de leur savoir-faire technique et de leurs ressources financières, les sociétés internationales peuvent être un élément vital dans l'équation de la gestion des ressources en Afrique en aidant un pays à mettre ses ressources sur le marché et en récupérant un retour plus important pour le public qui ne serait autrement l'être. Pourtant, trop souvent, de telles collaborations ne sont pas toutes bénéfiques. Certains investisseurs sans scrupules, désireux surtout de faire des profits immédiats, ont trouvé que les gouvernements des pays riches en ressources de l'Afrique sont des proies faciles. La volonté de ces investisseurs à s'adonner à des transactions commerciales qui sont illégales, moralement questionnables ou autrement allant jusqu'à l'exploitation devient un avantage comparatif par rapport à des entreprises de réputation supérieure. Ces entrepreneurs prospèrent dans des situations où les gouvernements sont financièrement désespérés ou diplomatiquement isolés, où les institutions de contrôle sont faibles et où la société civile est réprimée. Ces entreprises au comportement prédateur ne sont pas seulement des spectateurs faisant des affaires comme si de rien n'était dans un environnement peu ragoûtant. Elles habilitent souvent, de façon proactive, des responsables non justiciables et tirent fréquemment profit directement de conflits internes et de crises politiques. Le retour possible sur investissement de ces investisseurs est énorme comparé au risque minimal pris d'une entente qui échoue. Avec les bonnes relations et la volonté d'opérer au milieu d'un chaos relatif, ces sociétés peuvent faire fortune à partir des pays riches en ressources naturelles.

Ce rapport étudie ces liens en suivant les pratiques de l'un des groupes d'investisseurs qui a été particulièrement actif sur le continent depuis le début des années 2000 : un groupe très puissant basé à Hong Kong et connu officieusement sous le nom de « 88 Group Queensway ». En cultivant des relations avec les hauts fonctionnaires des gouvernements dans les États fragiles mais riches en ressources naturelles et politiquement isolés par des infusions massives d'argent, des promesses de milliards de dollars dans le développement des infrastructures et l'appui au secteur de la sécurité, Queensway a été capable d'obtenir l'accès aux importantes concessions minières et pétrolières dans toute l'Afrique. En commençant ses activités en Angola en 2002, Queensway s'est ensuite engagé dans les industries extractives présentes dans au moins neuf pays africains, y compris la Guinée, Madagascar, la Tanzanie et le Zimbabwe.

Des contrats, s'élevant parfois à des milliards de dollars, entre des sociétés affiliées au groupe Queensway et des gouvernements africains sont rarement exécutés. Les directeurs du « syndicat » ont falsifié des transactions qui s'avéraient défavorables dans l'ensemble du pays attirant les intérêts à court-terme de ces hauts fonctionnaires contrôlant les ressources naturelles du pays.

Les collaborations entre le groupe Queensway et les gouvernements des pays africains riches en ressources ont souvent manqué à améliorer les niveaux de vie des citoyens africains. Les promesses de projets de construction d'infrastructures de grande envergure ont souvent manqué de se matérialiser. Les allégations de corruption parmi les hauts responsables des gouvernements qui contrôlent les contrats d'extraction des ressources naturelles sont très répandues. Des sociétés d'extraction de bonne réputation sont écartées du marché, sapant la santé à long terme du secteur des ressources naturelles. Et les gouvernements n'ayant pas à répondre de leurs actes sont capables de persister, soutenus par l'infusion d'appuis financiers et matériels aux régimes en place.

Les transactions impliquant le groupe ont été sujet à critique par les journalistes, les groupes de surveillance, les représentants de gouvernements et les législateurs de nombreux pays. Pourtant, une décennie après sa formation, le groupe Queensway continue à prospérer et à rester actif dans tout le continent africain. Le Groupe est capable d'accéder à des prêts de plusieurs milliards de dollars auprès d'institutions financières ordinaires, de contrôler une société cotée à la bourse de Hong Kong et d'être le propriétaire de biens immobiliers dans le monde entier, y compris le siège social historique de J.P. Morgan & Co. de l'autre côté de la rue de la bourse de New York.

Le modèle d'entreprise de Queensway perdure en Afrique et ailleurs à cause des faiblesses des structures de contrôle aux niveaux domestique et international. Ces lacunes au niveau de la reddition de compte se produisent à trois niveaux.

En premier lieu, les investisseurs prédateurs opèrent au niveau national dans des situations où les institutions nécessaires à tenir les représentants de l'administration publique et les entreprises internationales responsables sont souvent absentes. La nature des politiques d'exclusion et de

personnalisme dans ces pays fausse les motivations des dirigeants à agir au mieux des intérêts de la population sans son ensemble, tout en rendant ces personnalités au pouvoir plus susceptibles de s'adonner à la corruption. Les restrictions imposées sur la société civile et la presse sont des lieux communs dans ces états, minant encore davantage les opportunités de dévoiler au grand jour la mauvaise gestion des ressources étatiques et de surveiller de près les actions des représentants des gouvernements. Les interactions entre les agents d'état et les investisseurs dans ces pays laissent très peu de place à la transparence, et les contrats d'exploitation minière et pétrolière souvent contiennent des clauses de confidentialité qui empêchent de révéler au public les modalités de ces derniers.

Deuxièmement, l'échec des gouvernements des pays autochtones (« pays d'origine ») à réguler les activités extraterritoriales des sociétés de capitaux fortement installées dans leurs juridictions aide ces mêmes sociétés à échapper à tout contrôle. Certains gouvernements ont adopté des mesures législatives qui pénalisent les activités de corruption des sociétés enregistrées localement se produisant au-delà des frontières du pays en question. Malheureusement, plus souvent que moins, les gouvernements ont manqué de la volonté politique nécessaire à tenir pour responsables leurs citoyens et les sociétés s'adonnant à de telles activités même là où les lois existent.

Troisièmement, le cadre juridique et institutionnel international permettant de lutter contre la corruption et l'exploitation des industries extractives par les multinationales présente des carences. En dépit de quelques progrès à renforcer les contrôles contre le blanchiment de capitaux et à améliorer les régimes régulateurs et financiers, de nombreux scandales impliquant l'ouverture de banques internationales et maintenant des comptes pour les dirigeants de pays et les chefs de ces groupes déroutant les gains mal acquis montrent bien que les banques sont le catalyseur essentiel de la corruption présente dans les industries extractives. Pour mieux compliquer les choses, l'existence de juridictions opaques permettant à des personnes physiques d'enregistrer des sociétés sans révéler les renseignements capitaux tels les identités de leurs ayants-droits économiques. L'utilisation de ces sociétés écrans anonymes implantées dans ses juridictions empêche les personnes extérieures, partenaires éventuels, banques, régulateurs ou les représentants des services de répression des fraudes, d'identifier qui réellement contrôle et profite des opérations de ces groupes sans scrupules.

Tandis que les maux de la malédiction des ressources font fréquemment l'objet de lamentations, les transactions, les relations commerciales et les lacunes réglementaires qui renforcent ce phénomène sont encore moins bien comprises. Les cas de pays étudiés dans ce rapport, les activités du groupe Queensway en Angola, Tanzanie, Guinée et au Zimbabwe, donnent des exemples sur la manière dont la malédiction des ressources se traduit en pratique. Ce rapport n'offre qu'un aperçu de la manière dont ces investisseurs sans scrupules se servent des failles juridiques existantes dans le système financier international et profitent de l'exploitation des États fragiles disposant d'abondantes ressources naturelles. Les schémas qui se dégagent de ces expériences donnent un cadre de réformes à trois volets afin de renforcer la redevabilité dans la protection du secteur des ressources naturelles de l'Afrique de sorte que ces richesses puissent servir à bénéficier aux populations auxquelles elles appartiennent.

En Afrique, la démarche doit être adoptée pour renforcer les institutions de contrôle indépendantes, la transparence et l'opinion publique à chaque étape de la chaîne de valeur des industries extractives. Les assemblées législatives peuvent jouer un rôle crucial dans ce processus de réforme. Les comités des comptes publics (PAC), où siègent des députés de l'opposition, peuvent constituer un forum particulièrement efficace pour protéger la gestion des biens publics et les entreprises d'État en examinant les audits et en évaluant les dépenses du gouvernement.

Pareillement, les gouvernements des pays d'origine doivent remplir leur obligation à réguler les activités à l'étranger des multinationales implantées sur leurs territoires. Ceci exige non seulement d'adopter des lois qui pénalisent les pots-de-vin des agents publics étrangers mais également de veiller à ce que les agences chargées d'appliquer les lois visant à lutter contre la corruption des agents publics étrangers soient adéquatement financées et protégées de toute influence politique. De plus, les gouvernements des pays d'origine peuvent renforcer la transparence en obligeant les sociétés cotées sur leur bourse respective à divulguer les versements faits aux gouvernements étrangers par projet.

Enfin, la démarche adoptée doit viser à éradiquer les sociétés écrans anonymes et empêcher les banques de traiter avec elles. Sans exception, tout pays, en particulier les grands centres financiers, doivent créer et maintenir à moindre coût un dossier consultables de toutes les personnes morales enregistrées ou opérant dans les limites de sa compétence territoriale qui comprend les identités des ayants-droits économiques de chaque entreprise.

PARTIE I — LE PROBLÈME POSÉ PAR LES RESSOURCES NATURELLES DE L'AFRIQUE

Les exploitations minières et pétrolières sont sans aucun doute les commerces les plus rentables en Afrique, générant chaque année des milliards de dollars en revenus. Mais ces milliards ont été en général gaspillés. Par exemple, la Guinée équatoriale, riche en pétrole, affiche un produit intérieur brut (PIB) annuel impressionnant par habitant de $37.479. Pourtant, l'indice du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) classe la Guinée équatoriale au 144ème rang sur 187 pays[2]. La Guinée équatoriale arrive au tout dernier rang pour les dépenses publiques consacrées à l'éducation exprimée en pourcentage du PIB[3] et presque au dernier rang en termes de dépenses de santé par habitant. La mauvaise gestion de la Guinée équatoriale concernant sa richesse en ressources naturelles est la conséquence d'un manque de responsabilité. Au lieu d'utiliser la richesse provenant du pétrole pour financer les services publics, les dirigeants de la Guinée équatoriale ont été capables de canaliser des centaines de millions de dollars dans des comptes bancaires privés à l'étranger afin de perpétrer le train de vie opulent des membres de la famille au pouvoir[4].

L'expérience de la Guinée équatoriale n'est pas unique. La mauvaise gouvernance des industries extractives est la norme mais pas l'exception. Une étude des environnements juridiques et institutionnels des 58 pays riches en ressources naturelles dans le monde a conclu que seuls 11 pays gèrent efficacement leurs secteurs des ressources naturelles[5]. Ces 58 pays représentent 85 % des réserves mondiales du pétrole du monde et une part importante de la richesse minière mondiale, y compris 90 % des réserves de diamants et 80 % des réserves du cuivre. Des 58 pays compris dans l'étude, 20 se trouvent en Afrique, plus que dans toute autre région du monde. Aucun de ces pays africains n'a été jugé capable de gérer de manière satisfaisante leur richesse en ressources naturelles.

La nécessité d'une gestion efficace des ressources naturelles en Afrique devient de plus en plus urgente. En 2000, 7 pays de l'Afrique subsaharienne ont exporté plus de 20 000 barils de pétrole par jour. En 2013, ce chiffre est passé à 10. La production globale de pétrole brut dans la sous-région est passée de 4,2 millions à 5,8 millions de barils par jour, soit une augmentation de 38 %[6]. Grâce aux découvertes prometteuses de pétrole brut au Kenya, à Madagascar, en Sierra Leone et en Ouganda et des importantes découvertes de gaz naturel au Mozambique et en Tanzanie, on peut s'attendre à ce que le nombre d'exportateurs de ressources africains augmente encore davantage. Nombreux de ces États devront élaborer à partir de rien les cadres juridiques et institutionnels nécessaires pour gérer efficacement les industries extractives. Au Kenya, par exemple, la loi régissant l'exploitation du pétrole est un document datant de 1986[7].

Les performances en matière de développement humain dans de nombreux États africains riches en ressources restent lamentables. Les pays africains exportateurs de pétrole et de minerais se classent régulièrement presque en dernière position de l'Indice de développement humain de l'UNDP et affichent une répartition hautement inégale entre les revenus et les richesses. En Angola, par exemple, les 10 % les plus pauvres de la population ne représentent que 0,6 % du revenu total, tandis que les plus riches 10 % contrôlent 44,7 % de la richesse du pays[8]. Cette répartition des revenus très fortement déséquilibrée peut également être un frein à la croissance économique, puisque l'inégalité économique sape le développement des marchés, limite les opportunités d'investissement et prive les pauvres de tout accès aux outils et ressources dont ils ont besoin pour améliorer leur productivité[9].

La richesse liée aux ressources naturelles est par ailleurs étroitement associée à une gouvernance illégitime. Selon une estimation, 70 % des États riches en pétrole et en gaz sont des autocraties[10]. En l'absence de légitimité populaire, les ressources naturelles offrent à ces régimes les moyens financiers nécessaires pour leur maintien au pouvoir, quelle que soit la performance de leur gouvernance. L'effet est de prolonger les résultats négatifs des sociétés soumises à cette règle dysfonctionnelle. Mouammar Qadhdhâfî, de Lybie et Omar Bongo du Gabon sont restés au pouvoir pendant quatre décennies en grande partie dû aux solides réseaux de clientèle et à des forces de sécurité très importantes financées par les revenus du pétrole.

La corruption est une autre caractéristique courante des États riches en ressources de l'Afrique. En août 2012, les autorités françaises ont saisi un hôtel particulier de $186 millions à Paris et plusieurs véhicules de luxe totalisant une valeur de $4,1 millions appartenant à Teodorin Obiang, vice-président de la Guinée équatoriale et fils du président du même pays[11]. En mars 2014, un tribunal français a accusé en son absence le vice-président Obiang pour détournement des fonds publics pour obtenir les biens mal acquis[12]. Denis Christel Sassou Nguesso, le fils du président de la République du Congo, et un représentant haut placé de la compagnie pétrolière nationale du pays, a pareillement gagné en notoriété pour son mode de vie extravagant et ses achats effrénés sur les Champs Élysées[13]. Le Président du Sud-Soudan Salva Kiir a demandé l'aide à la communauté internationale pour récupérer les $4 milliards de revenus pétroliers dérobés par des hauts responsables de l'administration du Sud- Soudan[14].

La richesse liée aux ressources naturelles a été également très étroitement liée aux conflits violents dans toute l'Afrique. Dans la République démocratique du Congo, les groupes rebelles se sont servis des produits provenant des ventes de minerais afin de financer leurs opérations militaires. Les griefs suscités par la dégradation de l'environnement et la répartition inéquitable de la richesse pétrolière, aussi bien que la manipulation de ces sentiments par les chefs de guerre cherchant à profiter de l'instabilité dans la région, alimentent les mouvements insurrectionnels dans le delta du Niger au Nigéria. La vente des « diamants du sang » a financé les guerres civiles violentes en Sierra Leone et au Libéria dans les années 1990 et au début des années 2000[15]. La répartition inéquitable de la richesse pétrolière a été le point central de la guerre civile du Soudan et les revendications répétées sur le territoire riche en pétrole sont la menace régulière de reprise de conflits entre Khartoum et l'indépendant Sud-Soudan.

En bref, pour la vaste majorité des États africains riches en ressources naturelles, les richesses minières et pétrolières ne se sont pas par une amélioreation des conditions de vie des citoyens mais ont contribué à augmenter lesdisparités, la corruption et les répression croissantes.

Richesse liée aux ressources et dégradation de la responsabilité

Certains gouvernements ont été capables de trouver des moyens de réduire les conséquences économiques négatives concernant l'extraction des ressources[16]. La Norvège, qui produit en gros la même quantité de pétrole que le Nigéria et l'Australie, premier exportateur mondial de bauxite, est parvenue à établir un système de correspondance solide entre les industries extractives et l'économie dans son ensemble[17]. Le Botswana, riche en diamants, qui a connu un fort taux de croissance économique par habitant, pendant les quarante ans qui ont suivi son indépendance, est parvenu à éviter d'être la victime du sort que cette extraction de diamants a apporté au Sierra Léone et ailleurs[18]. Bien que ces exemples puissent être des exceptions, ils prouvent que la malédiction des ressources n'est pas un destin inévitable.

Naturellement, les gouvernements des pays qui exportent avec succès leurs ressources n'ont pas poursuivi ces politiques saines par hasard. Les gouvernements prouvent qu'ils sont capables de surmonter la malédiction des ressources uniquement lorsque les dirigeants sont efficacement incités, en général par la présence d'institutions de contrôle interne compétentes et transparentes autant que par l'existence de processus politiques inclusifs. Toutefois, les États riches en ressources sont souvent pris au piège d'un cycle vicieux dans lequel le monopole économique tant apprécié par les autocrates renforce la mainmise du régime en place et vice versa[19].

L'équation, en définitive, se résume à trois composantes : 1) des personnalités haut placées dans un gouvernement responsable de la gestion du secteur des ressources naturelles de pair avec des institutions de contrôle interne faibles, 2) des investisseurs de multinationales sans scrupules qui s'associe avec des membres haut placés du gouvernement pour exploiter les États riches en ressources tout en échappant à tout contrôle et, 3) les lacunes dans le système juridique et économique international qui permettent des investisseurs extérieurs et des représentants d'États corrompus pareillement afin de transférer les revenus des États riches en ressources vers le système financier international, le tout accompagné d'exigences limitées de présentation de rapports financiers.

La dynamique politique corrosive dans les État africains riches en ressources

Dans la plupart des États africains riches en ressources, la dynamique politique corrosive associée à la malédiction des ressources établissent en fait la période antérieure à la découverte du pétrole ou de minerais. Les États riches en pétrole dans le Golfe de Guinée sont des exemples évidents. Au moment de la découverte du pétrole, « toute condition préalable de structure manquait pour l'utilisation à bon escient des revenus tirés du pétrole »[20]. Bien avant que la région ait connu l'essor du pétrole, le régime

autocratique était la norme, les institutions publiques étaient sous-développées et les mécanismes de redevabilité étaient presque toujours absents. L'héritage de ces institutions faibles a sapé le progrès vers un développement économique et humain que les revenus tirés du pétrole pourraient générer. Bien que le monde entier en développement ait connu un développement social et économique notable ces dernières décennies, le progrès dans les États riches en ressources, en particulier ceux dont la richesse est le pétrole, ne s'est pas réellement réalisé[21].

Les occasions de recherche de profit accordées aux personnes au pouvoir dans les pays riches en ressources assurent, en général, une voie facile d'accès au gain financier personnel. Par conséquent, le contrôle sur toutes les industries extractives réduit les incitations des titulaires des postes à gouverner de manière responsable tout en les habilitant à réduire et supprimer de nombreux mécanismes permettant aux citoyens de les rendre responsables. Entretemps, les sources de revenus importantes, contrôlées par le pouvoir central, générées par l'extraction des ressources naturelles donnent aux dirigeants en place les ressources financières nécessaires pour continuer leurs priorités sans avoir à reposer sur les recettes fiscales de la population dans son ensemble.

Une pression fiscale moindre, à son tour, réduit la position de la société à exiger une bonne gouvernance, de la démocratie et de la redevabilité[22]. En effet, la richesse liée aux ressources naturelles permet « d'émanciper l'État de sa dépendance sur la société »[23].

Le manque de transparence entourant la gestion des industries extractives dans la plupart des États africains riches en ressources fait de la corruption un risque moindre et une option plus attractive pour les représentants des gouvernements et les investisseurs[24]. La transparence est vitale à une gestion efficace des ressources naturelles car elle constitue la première ligne de défense contre la corruption et la mauvaise gestion et réaffirme la confiance des populations dans la prise de décisions des gouvernements. Cependant, dans de nombreux États riches en ressources, les processus d'octroi de licence d'exploitation et de passation de marchés souvent se déroulent à huis clos et la plupart des contrats miniers et pétroliers contiennent des clauses de confidentialité qui empêchent le public d'avoir accès à des informations capitales sur ces ententes. Les citoyens de la plupart des États africains riches en ressources n'ont ni accès au montant des redevances perçues ni aux détails sur la manière dont les revenus sont ultérieurement dépensés.

Les restrictions généralisées imposées sur la société civile et la presse empêchent le questionnement du public sur la gestion des ressources naturelles d'être formulé et diffusé. Les journalistes et les organisations non gouvernementales sont fréquemment les initiateurs des enquêtes qui mettent au grand jour la corruption et qui lancent des campagnes visant à améliorer la transparence et la redevabilité. Toutefois, la censure et l'ingérence pratiquées par ceux au pouvoir créent un déséquilibre majeur dans l'accès à l'information et la coordination entre un régime et une population. Si le public savait réellement ce que ces revenus sont et pouvait s'organiser afin de représenter leurs intérêts, le résultat serait différent.

Enrichissement personnel et auto-préservation. En l'absence de mécanismes permettant de les tenir responsables, de nombreux chefs de gouvernements de pays riches en ressources sont libres d'utiliser, comme bon leur semble, les revenus provenant de ces ressources naturelles. Plutôt que de mettre en œuvre des politiques solidement fondées pour éviter les écueils d'une conjoncture économique associés à l'extraction des ressources, comme l' Australie, le Botswana, le Chili et la Norvège, les dirigeants de la majorité des pays riches en ressources naturelles de l'Afrique utilisent les revenus de ces ressources pour leur enrichissement personnel. Ces revenus sont détournés vers des comptes bancaires off-shore contrôlés par des représentants du gouvernement de haut niveau, canalisés sur des réseaux clientélistes et utilisés, de manière disproportionnée, pour maintenir des forces de sécurité importantes afin de protéger les titulaires de toute menace éventuelle à leur maintien au pouvoir.

Avec quelques incitations aux résultats leur permettant de gouverner efficacement, les gouvernements de nombreux pays riches en ressources naturelles manquent régulièrement de fournir les services publics nécessaires. Pratiquement sans exception, les dépenses sociales ne sont nullement comparables aux dépenses militaires et aux biens luxueux pour ceux qui ont des liens solides avec l'État[25]. Par exemple, au cours des quatre décennies de présidence du Président Bongo, le Gabon est devenu le premier consommateur au monde de champagne par habitant en dépit du fait qu'un tiers de la population du pays vivait avec moins de $2 par jour[26]. De plus, les zones rurales qui ne reposent pas sur les réserves de minéraux ou de pétrole souvent voient le retrait complet de l'appareil étatique. Le ressentiment croissant des populations qui, inévitablement, est la conséquence d'une telle inégalité, ne fait qu'intensifier la reluctance de ces régimes à céder du pouvoir, puisque les personnes en poste souvent craignent des représailles pour des violations commises pendant qu'elles étaient au pouvoir. Afin de soutenir leur contrôle, ces régimes imposent souvent un modèle de gouvernance édifié sur trois piliers : le truchement des affinités politiques, la force coercitive et le soutien des acteurs de la sphère internationale qui ont un intérêt manifeste dans la stabilité du régime.

La durabilité de certains chefs d'État africains le plus longtemps en poste a été étroitement associée avec la richesse liée aux ressources naturelles. Ces États représentent un paradoxe regrettable : les besoins élémentaires des populations sont souvent constamment négligés mais les régimes au pouvoir ont remarquablement prouvé leur réussite dans la réalisation de leurs objectifs très limités. Toutefois, les modèles de gouvernance, reposant sur les réseaux de favoritisme alimentés par les ressources naturelles et la répression violente des opposants par les forces de sécurité, s'avèrent être non-durables avec le temps. Une forte baisse du prix des matières premières souvent correspond à une rapide contraction des réseaux de favoritisme et une réduction, voire l'interruption, des salaires alloués aux forces de sécurité. Et étant donné sa distribution inégale de la richesse liée aux ressources naturelles, elle ouvre la porte à de fréquentes difficultés pour les régimes au pouvoir, l'érosion soudaine des réseaux de soutien superficiels peut être synonyme de désastre pour les titulaires de ces postes.

De nombreux États riches en ressources sur tout le continent africain souffrent vraiment d'instabilité chronique. Dans certains endroits, les différends sur l'accès aux revenus générés par les ressources

naturelles ou les griefs concernant l'impact de l'extraction des ressources sur l'environnement sont parmi les catalyseurs principaux des conflits. Dans d'autres lieux, les revenus tirés des ressources naturelles donnent aux belligérants les moyens nécessaires pour soutenir des campagnes militaires. Pour empirer les choses, le début de conflits ou de crises politiques modifie les structures d'incitation des dirigeants et affaiblit les possibilités des États à gérer les ressources naturelles efficacement.

Un parcours du combattant pour les États fragiles. Les pays connaissant des conflits ou des crises politiques sont particulièrement vulnérables à la mauvaise gestion du secteur de l'extraction et à l'exploitation aux mains d'investisseurs prédateurs. Les gouvernements de ces États ont en général des moyens ou le soutien des populations limités. L'exode des investisseurs et des donateurs de ces milieux laisse souvent les dirigeants en place financièrement désespérés. Par conséquent, ces gouvernements reposent sur les industries extractives afin de rester financièrement à flot. Les entreprises de l'industrie extractive ont prouvé qu'elles étaient remarquablement résistantes à l'instabilité. Les sociétés minières et pétrolières sont souvent les dernières à quitter des environnements hostiles et parmi les premières à revenir lorsque la situation se stabilise.

Cependant, dans des contextes d'États fragiles, la position de négociation des régimes en crise vis-à-vis des investisseurs internationaux est réduite. De plus, les dirigeants, non contraints par des structures de contrôle interne, ont la motivation d'optimiser leurs intérêts politiques et personnels plutôt que d'investir dans des biens ou des services publics. Par conséquent, les marchés d'extraction des ressources naturelles issus de ces crises ont tendance à être extrêmement défavorables pour les citoyens du pays-hôte.

Les transitions de régime politique ouvriraient la voie à des dirigeants orientés par l'établissement d'une démocratie peuvent être une période très favorable à une réforme significative des industries extractives. Quand bien même, l'héritage défavorable de marchés passés par le gouvernement précédent, illégitime peut s'étendre sur plusieurs années encore. Les représentants nouvellement élus doivent également faire face à des obstacles bureaucratiques pour faire passer des réformes fondamentales. Les nouveaux dirigeants font face à une pression immense de la part des institutions financières internationales afin d'honorer les contrats signés par les régimes précédents et de continuer à fonctionner dans le cadre juridique et institutionnel créé lors des administrations intérieures.

Dans certains cas, la restructuration du secteur économique des ressources naturelles est perçu comme une décision dérangeant l'équilibre fragile entre les groupes d'intérêt, la rendant éventuellement déstabilisante. De plus, les politiciens et technocrates en proie à des réformes significatives font souvent face à de l'intimidation et de la menace de violence. En étant prudent à ne pas faire perdre d'importantes sources de revenus ou en menaçant l'équilibre politique, les dirigeants nouvellement élus ignorent le besoin de réforme le secteur de l'extraction des ressources naturelles.

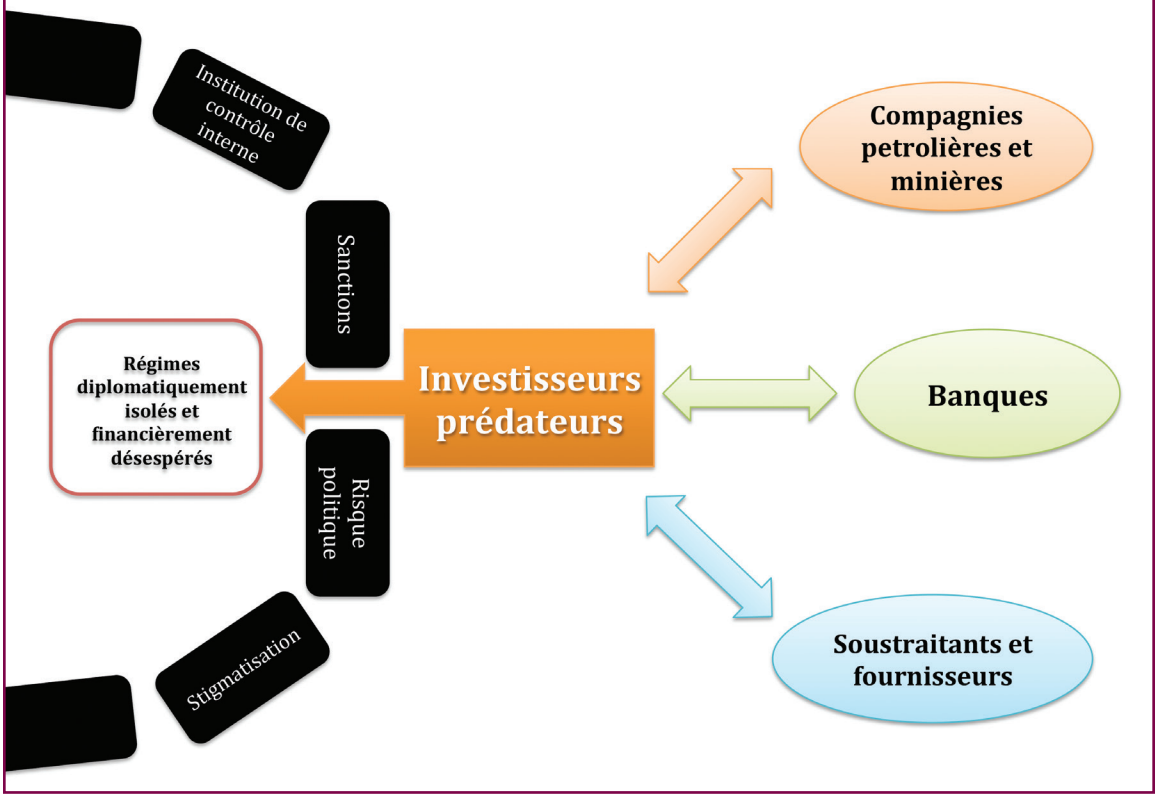
Faiblesse de la réglementation pour les investisseurs prédateurs

Les sociétés minières et pétrolières internationales jouent un rôle important dans virtuellement tous les États riches en ressources de l'Afrique. Elles apportent un savoir-faire de pointe et le capital nécessaire pour entreprendre des projets d'extraction coûteux et complexes. Ces compagnies sont, cependant, particulièrement enclines à la corruption et à l'exploitation, en particulier dans les États fragiles riches en ressources[28]. Les gisements de pétrole et de minerais économiquement viables sont si rares que ces sociétés font face à une pression immense de chercher à obtenir l'accès aux concessions où qu'elles se trouvent, même si cela signifie d'investir dans un pays connu pour ses niveaux élevés de corruption. Le montant important de l'investissement de départ requis et les niveaux élevés de contrôle des gouvernements sur les industries extractives rendent les sociétés minières et pétrolières vulnérables à l'extorsion aux mains de politiciens et de technocrates. Naturellement, pas toutes les activités du secteur des industries extractives ne naissent de pratiques malhonnêtes ou de l'exploitation. Nombre sont ceux qui s'abstiennent de telles pratiques à cause des dispositions législatives et réglementaires existant dans leur pays d'origine ou à cause de questions d'éthique et de réputation. Ces questions, cependant, n'ont pas prouvé être un moyen de dissuasion suffisant pour toutes les entreprises. Les employés de l'industrie minière et pétrolière s'avèrent être régulièrement parmi les plus enclins à payer des pots-de-vin aux représentants des gouvernements[29]. Comme c'est le cas pour les dirigeants des États qui sont à la tête d'États riches en ressources, la volonté des sociétés minières et pétrolières à s'adonner à la corruption est basée sur un examen calculé des contraintes et des incitations.

Investisseurs prédateurs. Pour quelques entreprises, payer à l'occasion un pot-de-vin est une triste réalité de négocier des contrats en Afrique dans les secteurs miniers et pétroliers. Pour d'autres, la volonté de participer à des opérations commerciales qui sont de nature exploiteuse, illégitime ou moralement questionnable constitue un avantage comparatif. Ces investisseurs échappent souvent à de nombreuses contraintes qui dissuadent les investisseurs conventionnels de traiter des affaires dans des États qui connaissent des conflits ou des crises politiques. Ils sont en général tolérants face aux risques politiques et affichent peu de préoccupation concernant les implications de faire des affaires avec des hommes politiques corrompus ou des régimes « parias ». Le gain éventuel d'un marché, à la place, pour ces investisseurs prédateurs est considérable par rapport au risque marginal que le marché n'aboutisse pas. Dotés des bonnes relations et de la volonté d'opérer au milieu d'un chaos relatif, ces investisseurs peuvent faire fortune dans les États fragiles riches en ressources.

Pour les régimes diplomatiquement isolés et financièrement désespérés, ces investisseurs représentent une véritable bouée de sauvetage. Les dirigeants des États fragiles riches en ressources manquent souvent des outils, du savoir-faire et des relations nécessaires pour contourner les contraintes auxquelles sont exposés ces régimes. L'aptitude à échapper à de telles contraintes est une condition *sine qua non* pour les investisseurs prédateurs qui réussissent dans les industries extractives. Ils offrent l'accès au financement (généralement avec une marge très élevée) afin que le gouvernement puisse rester à flot. Ils aident à négocier et à effectuer clandestinement des transactions commerciales entre des

Figure 1. Porte de la complicité ouverte au monde extérieur



gouvernements répressifs et des investisseurs conventionnels qui pourraient autrement refuser pour des raisons de réputation.

Ces intermédiaires aident même les « régimes parias » à outrepasser les interdictions de voyager, les blocages d'actifs et les embargos sur les armes. En substance, ces profiteurs offrent une voie à une collaboration du monde extérieur (cf. Figure 1).

Les investisseurs prédateurs font face à un problème particulièrement urgent dans les États riches en ressources lorsque les gouvernements en place sont financièrement désespérés ou diplomatiquement isolés. Glencore, par exemples, société suisse de négoce de matières premières, et son fondateur, Marc Rich, a perdu sa notoriété morale « en ne respectant pas les embargos des Nations Unies pour tirer profit de régimes despotiques ou corrompus »[30]. Une enquête de 2002 par la Chambre des représentants des États-Unis a conclu que : « [en] dépit des restrictions juridiques claires visant ce type de négoce, Rich…a acheté des matières premières à l'Iraq, l'Iran, Cuba et autres États rebelles qui ont sponsorisé des actes terroristes »[31]. De la fin des années 1970 jusqu'au début des années 1990, Rich a acheté du pétrole brut à des régimes exposés à des sanctions internationales tels les régimes de l'Iran et l'Iraq et a

amassé plus de $2 milliards en le vendant ensuite à l'Afrique du Sud violant les sanctions imposées à un régime où l'apartheid régnait[32].

Dans les États fragiles riches en ressources, les investisseurs prédateurs ne sont pas simplement des spectateurs faisant des affaires dans un environnement peu enviable comme si de rien n'était. Souvent, ils habilitent proactivement des chefs d'État incontrôlables et bénéficient directement des conflits et des crises politiques. Pierre Falcone, homme franco-algérien d'affaires et Arcady Gaydamak, magnat russo-israélien, ont gagné la loyauté des hauts dirigeants de l'Angola au début des années 1990 lorsqu'ils ont aidé le gouvernement de l'Angola, pays alors déchiré par la guerre, qui a été soumis à un embargo sur les armes par les Nations Unies, financent et obtiennent des expéditions d'armes provenant d'Europe de l'Ouest. A une autre occasion en 1996, Falcone et Gaydamak ont aidé à restructurer la dette de $5 milliards de l'Angola due à la Russie, une négociation par laquelle les représentants d'État de l'Angola et de la Russie « ont profité abondamment »[33]. Ces contributions ont permis à Gaydamak et Falcone d'obtenir l'accès aux infrastructures et à l'influence à Luanda sans commune mesure. Selon un rapport, « Grâce au rôle délicat joué en Angola, Falcone et Gaydamak sont censés …avoir reçu non seulement la citoyenneté angolaise mais également une participation dans virtuellement tous les secteurs économiques principaux de l'Angola, allant des produits alimentaires aux diamants et au pétrole »[34].

Des organismes de réglementation négligents. Dans certains cas, les investisseurs prédateurs sont capables d'employer leurs relations politiques haut placés dans leur pays d'origine afin d'évader tout contrôle et réglementation. Marc Rich, par exemple, sa tête a été mise à prix par les services de répression américains (FBI) pendant des dizaines d'années sur des accusations de fraude fiscale et d'avoir acheté du pétrole à l'Iran des ayatollahs pendant la prise en otage d'employés de l'ambassade américaine à Téhéran. Rich a cependant été amnistié par le Président américain d'alors, Bill Clinton, lors de ses derniers jours à la présidence[35]. Lors de son procès en 2003 sur des accusations de corruption, Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf Aquitaine, a avoué que la société a versé des paiements annuels, « à tout le moins », de €5 millions par an à tous les partis politiques français afin de sécuriser leur soutien[36]. Lorsque que les accusations contre Pierre Falcone en France ont été déposées, le Président Dos Santos l'a nommé au poste d'ambassadeur de l'Angola pour l'UNESCO dans une tentative de lui donner l'immunité diplomatique[37]. Un tribunal français a trouvé Falcone coupable de trafic d'influence et de fraude fiscale, le condamnant à 6 ans de prison, éventuellement réduit à 30 mois après appel[38].

De telles relations politiques aussi haut placées suffisent souvent pour échapper aux contrôles. Seuls quelques États se sont avérés capables de tenir responsables de pratiques de corruption des investisseurs prédateurs. Certains États ont promulgué des lois qui interdisent de s'adonner à des activités de subornation ou autre forme de corruption à l'étranger mais de nombreux États puissants exportant des capitaux ne l'ont simplement pas fait. Même lorsque des lois sont en place, les gouvernements ont échoué à faire appliquer ces réglementations pour venir à bout de ces pratiques de corruption d'investisseurs étrangers. En 1997, l'Organisation de la coopération et du développement économique (OCDE) a signé la Convention sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers dans les

transactions commerciales internationales. Cette Convention de l'OCDE, telle qu'elle est connue, exige des États signataires de criminaliser la corruption d'agents publics étrangers. Transparency International a cependant conclu dans son rapport qu'en 2013 seuls 4 membres de la Convention, puis 38 États signataires ont appliqué activement la loi anticorruption des agents publics étrangers. Selon le rapport, les ressources insuffisantes allouées aux organismes d'enquête et aux procureurs et l'ingérence politique sont les deux causes principales du décalage dans l'application de celle-ci[39].

Le transit international pour entreprises illicites

Une difficulté majeure posée à la lutte contre la corruption et l'exploitation dans les États fragiles riches en ressources est l'absence d'un cadre juridique et institutionnel adéquat à l'échelle internationale permettant de réglementer les activités des sociétés de capitaux multinationales dans ces environnements. Ceci est extrêmement problématique étant donné les contextes dans lesquels ni les représentants des pays-hôtes ni ceux des pays d'origine ne sont désireux ou capables d'endiguer les investisseurs prédateurs internationaux. En plus de la carence de dispositions réglementaires, l'existence de services conçus pour garantir le secret d'entreprise facilite la corruption et la mauvaise gouvernance des industries extractives.

Contrôle faible anti-blanchiment des capitaux. Le secteur financier international a été le catalyseur de la corruption en donnant aux auteurs de ce délit un moyen de pouvoir blanchir leur gains mal acquis. De nombreux gouvernements exigent que les banques internationales prennent des mesures pour empêcher que les produits d'activités illicites n'entrent sur le système financier. Pourtant, la négligence de la part de quelques banques donne aux dirigeants des États riches en ressources et aux malfaiteurs internationaux le moyen d'obtenir des lignes de crédit et un endroit pour déposer leurs gains illicites. Ceci se produit parfois car les investisseurs et les représentants des gouvernements corrompus sont capables de dissimuler leurs identités lorsqu'ils ouvrent des comptes bancaires. En d'autres occasions, les banques simplement renient leurs obligations de faire des vérifications préalables.

Sociétés écrans anonymes. Les juridictions opaques, centres financiers qui autorisent aux entreprises de s'enregistrer sans avoir à révéler les identités de leurs ayants-droits économiques, assurent aux investisseurs l'anonymat nécessaire pour échapper à tout contrôle. Pour les organismes chargés d'enquêter et les services de répression, les juridictions opaques rendent définitivement l'établissement de la carte virtuellement impossible des relations complexes entre les chefs d'États africains qui contrôlent les recettes provenant des ressources naturelles, les escrocs et leurs réseaux de soutien. Sans l'accès aux informations utiles sur la propriété effective des personnes morales, les banques et les entreprises sont incapables de procéder à toute vérification préalable des clients et des partenaires. Les sociétés écrans anonymes implantées dans les juridictions opaques ont servi à de nombreuses reprises à blanchir les produits de gains mal acquis ou à réinvestir les profits illicites dans le circuit économique officiel.

PARTIE II — ÉTUDES DE CAS PAR PAYS

La montée en puissance du groupe Queensway

Au 10ème étage de l'immeuble *Two Pacific Place*, 88 Queensway, à Hong Kong, se trouve le siège social commun de *China International Fund Limited* et China Sonangol, deux sociétés contrôlées par un réseau d'entreprises détenant un portefeuille d'investissements de plusieurs milliards allant de la reconstruction du réseau ferroviaire de l'Angola à l'extraction de charbon dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang Uyghur de la Chine à l'acquisition de biens immobiliers du quartier financier de New York. Les deux sociétés sont des piliers dans une structure d'entreprises qui est extrêmement complexe et qui change fréquemment. En tant que telles, les analystes ont fait référence à ce groupe d'investisseurs comme étant le groupe « *88 Group Queensway* » ou le syndicat « *Queensway syndicate* » d'après l'adresse de ses bureaux à Hong Kong[40].

A maints égards, l'investisseur prédateur du type Queensway apparaît fréquemment dans les États fragiles riches en ressources d'Afrique. L'opacité entourant les investissements du groupe a empêché les citoyens des pays en question de savoir comment la richesse liée aux ressources naturelles de leur pays est gérée et a sapé la capacité des citoyens à tenir responsables les dirigeants de leur pays respectif. En Angola et au Zimbabwe, par exemple, les quelques détails des contrats relatifs aux investissements de Queensway, représentant jusqu'à $9 milliards dans chaque pays, n'ont jamais été communiqué au public. Dans des États où les contrats ont été retrouvés, comme en Guinée et en Tanzanie, les accords se sont révélés être, de manière flagrante, désavantageux pour les citoyens du pays-hôte. Les transactions de Queensway en Afrique ont souvent eu des répercussions désastreuses sur la gouvernance. Des rapports prétendent que ce syndicat financier a soudoyé les représentants des gouvernements africains et a été impliqué dans le trafic illicite d'armes et la contrebande des diamants[41].

Peu de détails biographiques sont disponibles sur les propriétaires de Queensway, bien que plusieurs articles proclament qu'ils avaient des relations importantes avec les entreprises d'État chinoises et des liens fragiles avec le gouvernement même de la Chine. Bien que l'utilisation d'actionnaires mandataires (personnes physiques désignées pour détenir en nom propre uniquement le titre de la participation d'un investisseur dans une société d'investissement), les alias et les juridictions opaques mettent un voile sur la structure du pouvoir et de la propriété de beaucoup de sociétés dans ce réseau, des rapports d'enquête révèlent que Queensway est largement la création de trois investisseurs de Hong Kong et de la Chine continentale. Sam Pa, Lo Fong Hung et Wu Yang ont fondé conjointement la principale société de portefeuille de Queensway enregistrée à Hong Kong en 2003, qui plus tard aurait la raison sociale connue de *Dayuan International Development Limited*.

Sam Pa et Berlin Limited : le début

Peu sont d'accords sur le fondateur de Queensway, Sam Pa. Même son nom est le sujet de débats. Les communiqués de presse chinois font référence à lui comme étant Xu Jinghua, prononciation du chinois mandarin de son nom d'origine cantonaise, Tsui King Wah. Les communiqués révèlent qu'il s'est servi de plusieurs alias, y compris « Xu Songhua », « Sa Muxu », « Sam King », « Ghiu Ka Leung », « Samo » et « Antonio Famtosonghiu Sampo Menezes ». Ses employés et associés font référence à lui en employant les expressions « Monsieur Sam » ou « Monsieur Tsui »[42].

Issu d'une origine modeste, on dit maintenant que Sam Pa possède une « fortune colossale»[43]. Il a accès aux hautes sphères du pouvoir dans de nombreuses capitales africaines. Ses collègues le décrivent comme étant un travailleur incroyablement acharné, exigeant beaucoup et sujet à des accès de colère. Ses partenaires africains le connaissent comme étant un homme d'affaires avisé et ayant des relations pour réaliser ce qui semble impossible. Pourtant, nombreux de ses anciens associés se souviennent de lui comme étant un escroc qui exagère son importance et qui régulièrement échoue à délivrer ce qu'il a promis[44].

La nationalité de Sam Pa est tout aussi un mystère que son vrai nom. Les quelques personnes qui affirment bien le connaître disent qu'il est né et a été élevé à Hong Kong. D'autres prétendent qu'il a quitté le continent pour Hong Kong quand il était enfant. D'autres encore soutiennent qu'il est de Macao ou de Singapour[45]. Sous l'appellation de « Sam King », il a réclamé la citoyenneté britannique avant que le Royaume Uni ne cède Hong Kong à Beijing. Il a passé du temps ailleurs en Europe dans les années 1970 et au début des années 1980, notamment un bref séjour en Belgique où ses anciens associés prétendent qu'il avait le nom d'emprunt de « Ghiu Ka Leung ». Les communiqués de presse couvrant sa visite de 2004 en Argentine affirme qu'il est cambodgien[46]. Il est connu pour utiliser de nombreux passeports différents et voyage à bord d'une flotte de jets privés appartenant au groupe Queensway.

Grâce aux noms de « Ghiu Ka Leung » et de « Sam King », Sam Pa a été le directeur de plusieurs douzaines de sociétés dans les années 1980 et 1990, dont bon nombre gravitait autour d'une entreprise enregistrée à Hong Kong sous la raison sociale de Berlin Limited (cf. Tableau 1). Beaucoup de ces entités étaient conjointement détenues ou dirigées par quelqu'un du nom de « Chiu Yee Mui », qui fréquemment utilisait la même adresse de domiciliation que Sam Pa. Bien que l'objectif opératif de nombre de ces sociétés reste imprécis, les dossiers juridiques montrent que Sam Pa avaient des relations d'affaires avec des architectes, des développeurs immobiliers et des entreprises de travaux publics.

Ses relations avec les chefs africains d'armée et de gouvernement remontent à plusieurs décennies. Ces relations se sont en partie développées lorsqu'il agissait en tant que spécialiste du renseignement et négociant en armes[47]. « Il a travaillé toute sa vie dans le renseignement chinois », a annoncé au *Financial Times* une source bien placée. « Sam est l'acteur incontournable dans le commerce des armes en Afrique. Le pétrole, les diamants et les armes vont de pair. Tous ceux qui étaient dans le

Tableau 1. Entreprises reliées à Ghiu Ka Leung (alias Sam King)

Raison sociale	Année approx	Description
Ace Choice Limited	1986	Association en participation avec une citoyenne belge du nom de Marie Hélène
Comewide Limited	1986	Société détenue conjointement par Ghiu Ka Leung et Chiu Yee Mui.
Fairmost Investments Limited	1986	Association en participation entre Ghiu Ka Leung et un investisseur inconnu représenté par Sincere Nominees Limited.
Longhorn Investments Limited	1986	Entreprise liée aux investisseurs derrière Ascot Investments Limited.
Galwo Investments Limited	1987	Société appartenant à Ghiu Ka Leung (représentée ultérieurement par Chiu Yee Mui), citoyen chinois du nom de Lu Kwong Ting et un troisième investisseur représenté par un prête-nom.
Berlin Limited	1987	Société de portefeuille au centre d'un large réseau de sociétés contrôlé par Sam Pa lorsqu'il se servait de l'alias Ghiu Ka Leung.
Ascot Investments Limited	1988	Association en participation composée de deux personnes physiques utilisant des passeports somaliens soupçonnés de représenter le Front de libération du peuple érythréen, notamment l'ancien ambassadeur d'Erythrée Ermias Debessai en China50.
Pizza Belle Limited	1988	Association en participation entre Berlin Limited et Galwo Investments Limited.
Asiawide Investments Limited	1989	Association en participation entre Berlin Limited et deux citoyens chinois, Yu Zhong Li et Gao Jiang Cheng.
Munich Development Limited	1989	Association en participation entre Berlin Limited et Yu Zhong Li, citoyen chinois.
Anwol Enterprises Limited	1991	Association en participation avec Galwo Investments (cf. ci-dessus) et Fresh Fortune Limited, entreprise de Hong Kong contrôlée par plusieurs personnes physiques de la Chine continentale.
Berlin International Limited	1991	Filiale de Berlin Limited.
Contex Investments Limited	1991	Filiale de Berlin Limited.
Crown Light International Limited	1991	Association en participation entre Ghiu Ka Leung, Chiu Yee Mui et Fresh Fortune Limited.
Moreland Investments Limited	1991	Société détenue conjointement par Ghiu Ka Leung et Chiu Yee Mui.
Pacific Light Limited	1991	Société détenue conjointement par Ghiu Ka Leung et Chiu Yee Mui.
Sunmax Investments Limited	1991	Association en participation entre Berlin Limited et Galwo Investments Limited.
Winbuild Land Limited	1991	Société détenue conjointement par Ghiu Ka Leung et Chiu Yee Mui.
Berlin Industrial (Beijing)	1993	Association en participation entre Berlin International Limited et China Huitong Group, entreprise appartenant à l'Etat-major général de l'Armée de libération du Peuple chinois, opérant dans le secteur de la joaillerie.

renseignement à cette époque ont évolué dans le commerce »[48]. D'autres sources insistent sur le fait que ses activités dans le renseignement, prétendument en collaboration avec le Ministère de la Sécurité publique de la Chine, étaient considérablement menées en parallèle avec ses transactions commerciales. Ces activités comprenaient trois types principaux de travail : agir en tant qu'intermédiaire entre Beijing

et les gouvernements étrangers, fournir des renseignements sur les gouvernements étrangers aux représentants hauts placés du gouvernement chinois et être impliqué dans le courtage d'armes avec les gouvernements amis[49].

Sam Pa, grâce à *Berlin Limited*, a acquis l'expérience d'œuvrer dans des environnements déchirés par la guerre. Par exemple, au début de la mi-1980, Sam Pa s'est servi de Berlin Limited pour faire des affaires avec le Front de libération du peuple érythréen (EPLF), groupe de rebelles érythréens qui est devenu le parti au pouvoir du pays en 1991. Sam Pa a formé l'association en participation *Ascot Investments Limited*, qui a été enregistrée à Hong Kong le 4 novembre 1988. La moitié du capital en commandité d'Ascot était réparti entre *Berlin Limited* et « Ghiu Ka Leung ». Les actions restantes étaient détenues par Vaerini Mokonen et Ermias Debessai, des érythréens qui avaient des passeports somaliens et des adresses physiques à Londres. Ermias Debessai était un membre fondateur du parti EPLF et une figure illustre pour établir par la force l'indépendance de l'Erythrée[51]. Il était également l'ambassadeur de l'Erythrée pour la Chine au moment où Ascot a été constituée. Debessai a été arrêté en 1997 et condamné en 2001 par un tribunal spécial (quoique hautement controversé) de détournement des deniers publics pour financer son propre commerce des armes et d'avoir dissimilé plus de $1,2 million dans des comptes bancaires à Singapour, Hong Kong et en Grande-Bretagne[52].

Sam Pa a fait des investissements avec le gouvernement angolais pendant les dix dernières années de la guerre civile du pays qui a pris fin en 2002, développant dans ce processus des liens étroits avec le président dos Santos et les dirigeants haut placés de l'armée angolaise[53]. Sam Pa a également pu s'implanter au début des années 1990, en obtenant l'accès au premier ministre - Hun Sen. Ceux qui étaient familiers avec ses affaires commerciales au Cambodge confirment que ces négociations ont impliqué le transfert de quantités importantes d'armes au gouvernement. Toutefois, dès la mi-1990, les relations ont tourné au vinaigre à la suite d'un contentieux financier avec Phnom Penh[54].

La relation de Sam Pa avec Phnom Penh n'a pas été sa seule société de personnes à se détériorer au début des années 1990. A cette période, Berlin Limited et d'autres entreprises liées à Sam Pa se sont trouvées mêlées dans des contentieux judiciaires avec un bon nombre de ses associés. Une société de développement immobilier a poursuivi en justice Pizza Belle Limited pour HK$187 500 (environ US$25 000) en 1990. En 1993, Berlin Limited a été poursuivi par l'un de ses associés en participation pour HK$ 17 052 091 (environ US$2,2 millions). En 1994, le Commissaire à la fiscalité (« *Commissioner of Inland Revenue Department* ») de Hong Kong, autorité fiscale de Hong Kong, a poursuivi Munich Development Limited, autre société contrôlée par « Ghiu Ka Leung » pour HK$ 316 105 (environ US$40 000). Les ennuis avec la justice de Sam Pa ont continué jusqu'à la mi-1990. Une demande de mise en liberté sous caution en mai 1995 laisse à penser que Sam Pa a pu passer du temps en prison à Hong Kong au cours de cette même période. Peu de temps après, de nombreuses entreprises associées à Sam Pa ont déposé leur bilan et ce dernier semble avoir cessé d'utiliser les noms d'emprunt de « Ghiu Ka Leung » et de « Sam King », et a dissout toutes les sociétés liées à l'un ou l'autre de ces alias[55].

Sam Pa (arrière-plan à gauche) se tient au dernier plan lorsque Lo Fong Hong pose à une cérémonie de signature d'accord pour China Sonangol, filiale principale de Queensway (Source: China National Materials Group Corporation Ltd., 2011.)

Malgré la dissolution de Berlin Limited, la stratégie commerciale qu'il a employé referait surface des années après avec Queensway. Cultiver en premier des relations haut placées avec les décideurs de l'armée et du gouvernement dans les États fragiles riches en ressources. Deuxièmement, manifester sa volonté et sa capacité à mener des affaires dans des environnements instables. Troisièmement, exploiter les lacunes juridiques pour atteindre le secret d'entreprise et l'anonymat des investisseurs.

Une société de personnes importante : Lo Fong Hung et New Bright International Development

En 2003, Sam Pa a conclu une société de personnes avec Madame Lo Fong Hung, citoyenne chinoise possédant des relations haut placées avec les responsables des agences gouvernementales et des entreprises d'État chinoises. En juillet 2003, les deux associés ont commencé à enregistrer des sociétés de portefeuille, la plupart desquelles présentant la même adresse physique : 10/F, Two Pacific Place, 88 Queensway, Hong Kong. A la différence des sociétés constituées autour de Berlin Limited, aucun des alias de Sam Pa n'apparaît sur les documents de déclaration des entreprises pour ce nouvel ensemble d'entreprises. Sa participation semble plutôt être représentée par Veronica Fung Yuen Kwan. Cette dernière apparaît au titre d'actionnaire et de directeur de la plupart des entreprises de Queensway. Le plus important est qu'elle apparaît pour représenter la participation à 70 % de Sam Pa dans New Bright International Development Limited, une société de portefeuille au centre de la structure complexe d'entreprises du groupe.

La seule affiliation professionnelle connue de Veronica Fung avant l'enregistrement de New Bright était le titre de directeur et copropriétaire avec Sam Pa de l'entreprise enregistrée à Hong Kong - aujourd'hui

disparue - *Acegain Investments Limited*. D'anciens collègues affirment que Fung était l'épouse de Sam Pa qui l'accompagne fréquemment dans ses déplacements[56]. Elle est la mère d'au moins un de ses enfants, un fils né au début des années 1990. Cependant, lors d'une apparition en public en septembre 2013 en Chine, une autre femme, Sun Baihui, accompagnait Sam Pa et qui a été présentée comme sa femme[57]. Toutefois, la présence de Fung en tant qu'administrateur désigné ou d'actionnaire mandataire dans les entreprises de Queensway permettrait, en théorie, à Sam Pa de denier toute responsabilité juridique concernant le groupe Queensway.

Lo Fong Hung détient la participation restante à 30 % dans New Bright. Bien que certaines personnes aient suggéré que Lo n'avait qu'un rôle de figuration, d'autres au contraire affirment qu'elle exerce des pouvoirs importants sur le groupe. « Madame Lo est la relation de Beijing » proclame un autre ancien associé qui insiste que le fait que son pouvoir provient de ses liens à haut niveau dans le gouvernement chinois[58]. Un rapport signale que Lo a été dans le passé la traductrice pour Deng Xiaoping, le chef d'État de la China de 1978 à 1992. Lo a représenté le groupe Queensway à de nombreuses délégations commerciales dans le monde entier. A chacun de ses déplacements, elle a été présentée par le président Hugo Chávez comme « la fille d'un général d'armée puissant » de l'armée populaire de libération chinoise[59]. Elle représente les entreprises groupe Queensway lors de cérémonies de commémoration d'envergure des nouvelles sociétés de personnes récemment établies ou d'importantes opérations d'investissement. Dès 2013, elle a été citée comme le directeur de 70 entreprises à Hong Kong. « Sam était clairement le patron » a confirmé un dirigeant qui a fait des affaires avec les dirigeants du groupe Queensway. « Mais Lo Fong Hung était apparemment la puissance derrière le trône »[60].

Les relations haut placées de Lo correspondent à celles de son mari, Wang Xiangfei, fonctionnaire qui a occupé des postes de direction au sein de plusieurs entreprises d'État les plus puissantes de la Chine, notamment China International Trust and Investment Corporation (CITIC) et China Everbright[61]. Wang occupe le poste d'administrateur non exécutif indépendant de la China Development Bank International Investment Limited, une filiale enregistrée aux îles Cayman de la China Development Bank. A titre de directeur de plusieurs filiales du groupe Queensway à Hong Kong, Wang joue aussi un rôle dans les opérations du groupe.

Queensway se matérialise : Wu Yang, Beiya Industrial et China International Fund

Fin 2003, New Bright a fondé une association en participation enregistrée à Hong Kong, Beiya International Development Limited (BID), qui a servi de société de portefeuille pour Queensway concernant les marchés obtenus pour l'exploitation minière et pétrolière et la construction d'infrastructures dans le monde entier.

Au début, BID semblait être une association en participation entre New Bright et Beiya Industrial Group Co. Ltd., entreprise de construction des réseaux ferroviaires basée à Harbin en Chine. Beiya Industrial était une société cotée en bourse avec une liste d'actionnaires qui comprenait 28 entreprises d'État chinoises. New Bright détenait la participation majoritaire de l'association en participation avec 70 % des actions de BID. Les deux administrateurs de New Bright—Veronica Fung et Lo Fong Hung—siégeaient au conseil d'administration. Selon les documents d'enregistrement de Hong Kong, Beiya Industrial détenait la participation restante à 30 % des actions de BID. Wu Yang, précédemment identifié comme l'un des employés de Beiya Industrial, faisait office de son troisième administrateur.

Les liens de Wu Yang avec l'État chinois et les entreprises du parti remontent à loin. Sur les documents d'entreprise de Hong Kong, par exemple, Wu donne comme adresse résidentielle 28/F No. 14 Dong Chang An Street, Beijing, Chine, qui est l'adresse postale du Ministère de la sécurité publique (MPS) de la Chine. Une biographie en ligne de Wu affirme qu'il a tenu un poste au sein du MPS en août 1983, peu de temps après avoir obtenu une licence. Il déclare par ailleurs qu'en septembre 1986, il obtint un poste dans l'équipe du Comité central du Parti communiste chinois (CPC)[62].

Wu a publiquement annoncé qu'il avait « pris part activement dans les milieux d'affaires de la Chine continentale pendant un temps » et « qu'il avait des relations étroites dans les sphères du gouvernement et avec diverses sociétés importantes comprenant China Petroleum & Chemical Corporation (Sinopec) »[63]. Dès 2006, les communiqués de presse et du gouvernement angolais font référence à Wu comme le « vice- président » de Sinopec[64]. En janvier 2010, Wu avait le titre de directeur général adjoint de la société International Petroleum Exploration and Production Corporation (SIPC) de Sinopec[65]. Dans les années qui suivirent, Sinopec émergera comme l'un des plus importants associés de Queensway, notamment pour ses transactions en Angola.

Fin 2003, Queensway a enregistré China International Fund Limited (CIF), une entreprise enregistrée à Hong Kong qui deviendrait l'un des principaux véhicules pour ses investissements dans toute l'Afrique[66]. BID détenait 99 % du capital du CIF et le 1 % restant appartenait à Lo Fong Hung.

Début 2004, Queensway avait donc une équipe en place et commença à rechercher l'accès aux ressources naturelles afin d'obtenir des prêts garantis sur des matières premières auprès de banques internationales. Ces lignes de crédit permettraient de subventionner des projets de construction et de travaux publics de grande envergure, lesquels Queensway à son tour les sous-traiterait les marchés à des entreprises extérieures. Le *88 Queensway Group* serait le guichet unique pour les marchés relatifs au pétrole et aux infrastructures, du moins en théorie.

Agir au-delà des frontières : les investissements infructueux en Amérique latine

Au cours de l'essor initial de Queensway à l'étranger, ses fondateurs se sont servis de relations avec des hommes d'affaires bien établis afin d'obtenir leur entrée dans les pays visés. Personne n'a été plus essentiel à leur succès précoce que Hélder Bataglia, un banquier portugais ayant grandi en Angola.

En tant que directeur de la société Espírito Santo Commerce S.A. (ESCOM), Bataglia avait développé des liens très étroits avec les hauts responsables des gouvernements, notamment de nombreux chefs d'État, dans toute l'Afrique et en Amérique latine. En 2003, Sam Pa a approché Bataglia sur l'intention de former une association en participation pour faire des affaires en Afrique et en Amérique latine. Il a fait venir Bataglia en Chine et a présenté le banquier portugais à des hauts responsables de plusieurs entreprises d'État chinoises. Bataglia fut laissé avec l'impression certaine que Sam Pa avait précédemment travaillé pour le renseignement chinois. « Bien sûr je pensais que Sam pour le gouvernement », Bataglia a rappelé au *Financial Times* en 2014. « J'ai pensé que ses antécédents professionnels étaient dans les services du renseignement, et qu'il avait maintenant la mission d'ouvrir la Chine au monde »[67]. En avril 2004, Bataglia et Queensway ont constitué officiellement leur association en participation, en montant l'entreprise enregistrée à Hong Kong - China Beiya Escom (CBE) dont l'objectif s'arrêtait à là.

Ce même mois, Bataglia et ses nouveaux associés trouvés se sont déplacés à Caracas afin de signer des lettres d'intention à participer à des projets d'investissement à grande échelle au Venezuela, où le groupe Queensway avait essayé de s'y implanter l'année précédente[68]. Au cours de la visite en avril 2004, CBE a apparemment signé pour 20 projets au Venezuela valant $3 milliards[69]. Rapidement après avoir signé les lettres d'intention, la délégation de CBE a fait son apparition sur « Aló Presidente » puis au programme de télévision national du président Hugo Chávez. La délégation du CBE comprenait Lo Fong Hung en tant que directeur général de BID, « Xan Kin » (un ancien associé rapporte qu'il s'agissait en fait de Sam Pa) à titre de directeur adjoint de CBE et Bataglia[70]. Pour la retransmission télévisée étaient également présents l'ambassadeur de Chine au Venezuela et plusieurs hautes personnalités vénézuéliennes impliqués dans l'accord[71].

Les remarques faites à Chávez par « Xan Kin », au cours de l'émission, arboraient une troublante ressemblance à l'élocution que Sam Pa donnera lors de ses déplacements ultérieurs dans les pays fragiles riches en ressources pour le compte du groupe Queensway : « Je suis convaincu que sous votre commandement, la direction de vos ministres et avec la motivation du peuple vénézuélien, il y a aura, en très peu de temps, d'énormes réalisations dans le secteur économique, dans le domaine du redéveloppement social ». Xan Kin a insisté sur le fait que le Venezuela pouvait reproduire la croissance économique qu'ont connu de nombreux pays d'Asie de l'est dans les décennies antérieures. « J'aimerai signaler, Monsieur le Président, qu'il y a moins de 20 ans de cela, les pays d'Asie étaient dans une situation similaire à celle que nous avons ici au Venezuela, peut-être même pire, à ne pas employer le potentiel énorme des ressources naturelles que ce pays a.… En moins de 15 ans, les pays d'Asie ont

réalisé un énorme développement économique et je suis convaincu que si l'Asie peut le faire, le peuple vénézuélien peut le faire aussi [72]».

Le feu dirigeant du Venezuela semblait croire que ses alliés dans la région pourraient aussi bien profiter de la coopération avec CBE. « Vous devez aider mon ami Kirchner », Chávez aurait dit aux membres de la délégation, faisant référence alors au président de l'Argentine, Néstor Kirchner[73]. Rapidement après le déplacement au Venezuela les responsables du groupe Queensway ont organisé un déjeuner avec Kirchner dans un bureau administratif du gouvernement à Beijing pour discuter d'un ensemble d'investissements éventuels de plusieurs milliards. Selon Kirchner, le lieu de la réunion l'a conduit à penser que Beijing avalisait officiellement l'entreprise de Sam Pa[74]. Une cérémonie de signature d'accords élaborés était également prévue à Buenos Aires en Argentine le 17 novembre 2004, date qui coïncidait avec la visite du président chinois de l'époque. A cette date, Sam Pa et Kirchner ont signé des lettres d'intention pour environ $20 milliards d'investissements.

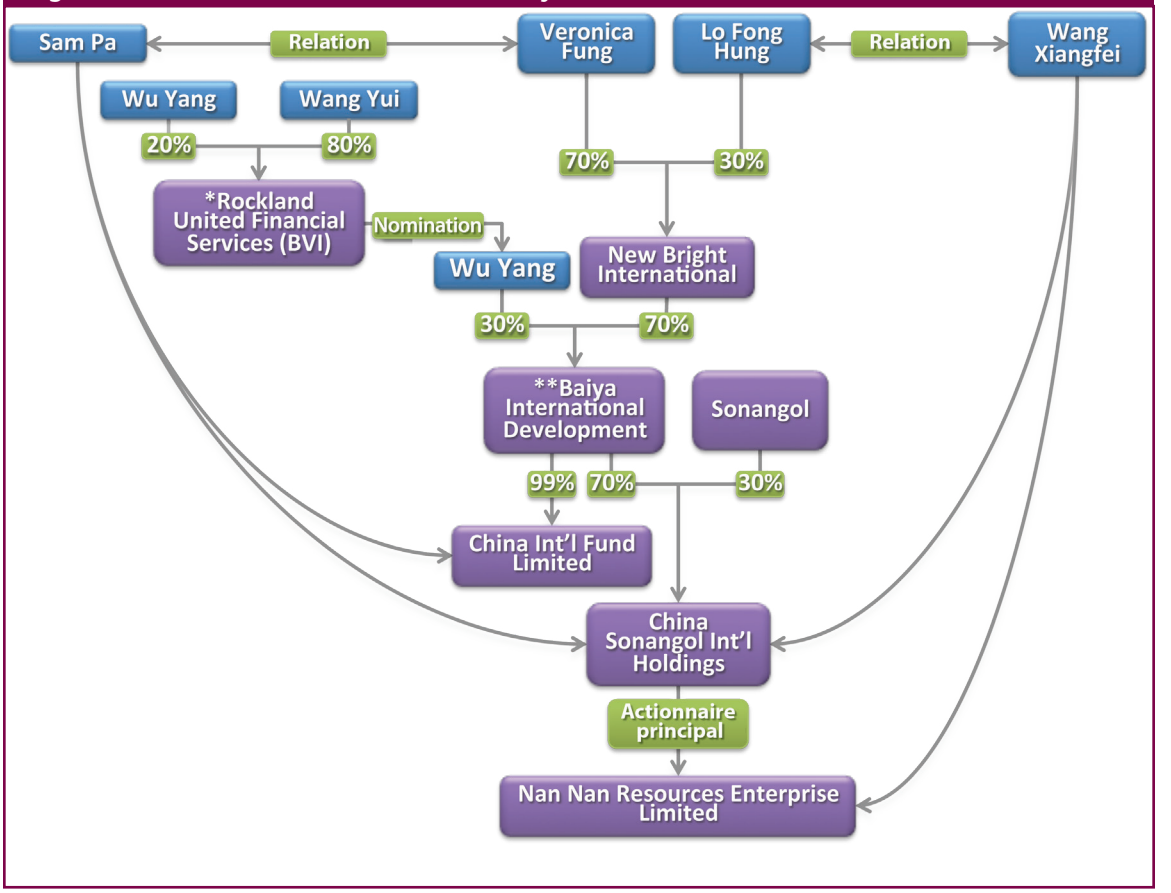
Un représentant de l'ambassade chinoise à Buenos Aires a, cependant, rejeté ultérieurement toute relation officielle avec le gouvernement chinois en disant aux journalistes que « l'entourage de Hu n'a jamais été au courant de ces accords, pas plus de ces investissements, ces chefs d'entreprises ou de ces sociétés prétendues chinoises »[75]. Les diplomates chinois à Caracas ont fourni un message similaire au gouvernement du Venezuela. Et finalement, les portefeuilles d'investissement proposés de Queensway en Amérique latine échouèrent.

De China Beiya Escom à China Sonangol

Contrairement à sa tentative en Amérique latine, les premières collaborations du groupe avec Bataglia en Afrique ont porté grandement leurs fruits. La première destination de CBE en Afrique a été l'Angola, le pays où Bataglia a passé son enfance. Selon Bataglia, Sam Pa avait déjà des liens tissés en Angola depuis au moins dix ans. « Sam m'a expliqué qu'il était en Angola il y a 10 ou 15 ans de cela », Bataglia a rappelé au *Financial Times*, faisant référence aux premières rencontres avec Sam Pa en 2003. « En ce temps-là, pour aller en Angola cela devait être à des fins officielles », ajouta-t-il[76]. Malgré ses liens passés en Angola, les chefs d'entreprises du groupe Queensway avaient relativement peu d'expérience à négocier des affaires en Angola. En conséquence, le groupe Queensway a renforcé ses liens à des investisseurs bien établis comme Bataglia afin d'avoir accès aux hautes autorités angolaises, y compris Manuel Domingos Vicente, alors PDG de l'entreprise pétrolière d'État puissante de l'Angola, Sonangol.

Queensway a laissé peu de place à ses homologues angolais pour douter de ses relations à Beijing. Les responsables de Queensway ont organisé une série de réunions entre Bataglia, Vicente et des responsables influents chinois. Selon un rapport chinois, Wu Yang a organisé que le vice-président Zeng Peiyan, alors en charge des affaires du secteur énergétique pour le gouvernement chinois, rencontre Vicente en mai 2004[77]. En juin 2004, quelques semaines à peine après la réunion de Vicente avec Zeng, CBE et

Figure 2. Structure de base de Queensway



* Wu Yang plus tard déclarera que sa participation dans Beiya représentait en fait les actions indivises qu'il avait avec un associé du nom de Wang Yui (Cf. : La lutte pour se partager le butin, Wu Yang contre Dayuan).

***Beiya International Development* est devenu *Dayuan International Development* en 2006. En septembre 2012, la part de Dayuan dans le CIF et China Sonangol a été transférée dans une société écran enregistrée dans les îles vierges britanniques (BVI) appelée *Magic Wonder Holding Limited.*

Sonangol ont constitué une association en participation : *Sonangol Asia*. Le 8 septembre 2004, BID a créé une association en participation avec Sonangol : China Sonangol International Holding Limited. BID détenait une participation à 70 % dans l'entreprise et Sonangol les 30 % restants (cf. Figure 2).

Cet accord ne cessera d'être la source de prospérité du groupe Queensway. China Sonangol (de pair le avec CIF) a par la suite établi plus d'une douzaine de filiales à Hong Kong et quelques autres encore à Singapour. En plus d'avoir des participations dans presqu'une douzaine de blocs pétroliers en Angola, China Sonangol fut le principal véhicule de titrisation utilisé pour les investissements du groupe Queensway en Guinée, à Madagascar, au Niger, en Tanzanie et au Zimbabwe. Des représentants au

siège social du groupe à Hong Kong et à Singapour ont expliqué que CIF et China Sonangol « sont la même chose » et « qu'il n'y a aucune différence entre China Sonangol et CIF[78].

Pour Sam Pa et Lo Fong Hung, le partenariat de BID avec Sonangol a permis de dissoudre l'utilité de leurs premiers associés, Wu Yang et Hélder Bataglia, lesquels ont été finalement mis à l'écart. BID coupa également les liens officiellement avec sa société éponyme, Beiya Industrial, moins de deux mois après avoir constitué China Sonangol et après changé deux ans après la raison sociale de la société de portefeuille à Dayuan International Development Limited (cf. « Couper les liens Beiya Industrial » ci- après). Vicente allait devenir le plus sûr allié du groupe en Afrique. Avant de quitter ses fonctions à Sonangol début 2012 pour devenir ministre d'État pour la coordination du développement économique et par la suite, vice-président de l'Angola, Vicente s'est déplacé dans des jets privés appartenant à China Sonangol pour aider le groupe Queensway à établir des relations dans toute l'Afrique. Il était souvent accompagné de Sam Pa, qui voyageait en possession d'un passeport diplomatique angolais[79].

Couper les liens avec Beiya Industrial

Bien que le mariage de Queensway avec Beiya Industrial ait semblé prometteur, la lune de miel n'a pas duré longtemps. Un ancien employé de Beiya Industrial a confié aux journalistes que Liu Guiting (ancien président de Beiya Industrial) avait transféré le contrôle de Beiya Industrial à China International Fund vers 2002[80]. A cette période, Wu Yang a brièvement fait office de directeur général de Beiya Industrial. Cependant, cet arrangement prit fin très rapidement. J'employé s'est souvenu qu'au début, Liu était attiré par la prospective de s'associer avec le groupe Queensway sur des projets de grande envergure mais a rapidement perdu confiance dans Wu et le CIF et « les a éconduits [81] ». « [Liu] dit que l'autre côté de [Queensway] avait fait des offres astronomiques », l'employé s'est rappelé, « mais après qu'il eut découvert la vérité, il eut l'impression qu'il mentait, il n'y a donc pas eu d'accord [82] ». Dès octobre 2004, les liens officiels entre Beiya Industrial et Queensway ont été coupés. A cette période, la participation à 30 % de Beiya Industrial dans BID a été soudainement transférée directement à Wu Yang.

Le fait de conserver le nom de « Beiya » devint rapidement une responsabilité pour la réputation du groupe Queensway. La création de BID a coïncidé avec une période de fréquents détournements de fonds et des fraudes croissantes chez Beiya Industrial. Entre 1997 et 2005, Beiya Industrial avait falsifié d'importants dossiers d'entreprise et avait manqué, au regard du droit pénal, de divulguer d'importantes informations afin de dissimuler un détournement de fonds et un blanchiment de capitaux à grande échelle[83]. Le scandale de la société de brassage de Beiya Industrial devint public lorsque son directeur, Liu Guiting, fut arrêté en 2006 alors qu'il tentait de s'enfuir du pays. En avril 2009, un tribunal chinois a condamné Liu « d'avoir détourné 100 millions yuans ($14,6 millions) » et « d'avoir détourné encore plus de 13 millions yuans, prenant 500 000 yuans en pots-de-vin et versant encore plus de millions en-dessous de table à des représentants du gouvernement pendant qu'il était président de 1997 à 2005[84] ». Quelques mois après l'arrestation de Liu, il a été manifeste que Queensway avait complètement rompu les liens avec Beiya Industrial.

En 2006, BID a changé sa raison sociale pour devenir Dayuan International Development Limited. Sur document, Wu Yang a semblé rester intégré dans la structure d'entreprises du groupe Queensway pendant plusieurs années encore. En 2009, il était cité comme directeur d'au moins 12 entreprises enregistrées à Hong Kong liées à Dayuan.

Un État dans l'État dans un État : l'exemple de l'Angola

En 2002, l'Angola est sorti d'une guerre civile brutale qui a duré trente ans et a coûté la vie à environ 1 million de personnes. Les difficultés auxquelles le pays étaient exposé au lendemain des conflits étaient énormes. Les infrastructures étaient complètement désorganisées. Des centaines de ponts ont été détruits. Les trois voies ferrées principales du pays étaient sérieusement endommagées et en grande partie inutilisables. Des millions de mines terrestres restaient éparpillées à l'intérieur de tout le pays, empêchant l'accès aux routes, aux ponts et aux terres cultivables. Le gouvernement manquait d'accès matériel aux vastes étendues de l'intérieur du pays, obligeant quelques analystes à décrire l'Angola comme « un archipel de villes »[85]. La population de Luanda était passée d'environ 500 000 personnes au chiffre impressionnant de presque 4 millions en 2002, ceci à cause du déplacement interne des populations à l'issue des conflits. Beaucoup de personnes nouvellement arrivées vivaient dans des taudis ou campements informels appelés *musseques*, terme local pour désigner les bidonvilles.

La fin de la guerre a donné à l'Angola une occasion cruciale de relancer l'économie. La capacité de production du pétrole était sur le point de se développer rapidement, générant des fonds qui pourraient servir à la reconstruction, au développement et à la réduction de la pauvreté. Entre 2002 et 2013, le PIB de l'Angola est réellement passé en moyenne au taux remarquable de 10,5 % par an, de $12,4 milliards en 2002 à $124,1 milliards en 2013, mettant le pays au premier rang des économies connaissant la plus fulgurante croissante de l'Afrique.

En dépit de cet essor énorme au niveau des ressources, beaucoup d'angolais restent figés dans la pauvreté : paradoxe prototype de la malédiction des ressources naturelles. Bien que le revenu national brut (RNB) par habitant de l'Angola représente plus que le triple de celui de toute l'Afrique subsaharienne, l'espérance de vie en Angola (51) est toujours bien en-deçà de l'espérance de vie moyenne pour le reste de la région (56)[86]. Les données de la Banque mondiale montrent que le pourcentage de la population rurale ayant accès à des sources d'eau potable améliorées avait en fait chuté sur la période de 10 ans qui a suivi la guerre civile de l'Angola, passant de 37,6 % en 2004 à 34,3 % en 2012[87]. Pire, l'Angola affiche toujours l'un des taux de mortalité infantile le plus élevé du monde, puisqu'un enfant sur six né en Angola a toutes les chances de mourir avant d'atteindre l'âge de 5 ans[88].

La prise de décision, politique et économique, en Angola reste hautement centralisée reposant sur une clique de conseillers proches du président. Il y a quelques contrôles institutionnalisés sur le pouvoir exécutif. Les fonctionnaires de haut niveau du gouvernement angolais ont été, de manière régulière, mêlés à des allégations de corruption par les médias nationaux et internationaux mais beaucoup d'entre eux n'ont pas l'objet d'une enquête. Le signalement d'actes de corruption est à la fois difficile et dangereux et les quelques journalistes qui sont arrivés à dénicher des détails sur la corruption ont reçu des actes d'intimidation, de violence ou des actions en justice. De nombreux journalistes et activistes ont été emprisonnés ou traduits en justice pour des accusations de diffamation douteuses[89].

Circulation de travailleurs chinois en construction dans les rues de Luanda à bord d'un pickup appartenant à GRN. (Source: Susana Moreira.)

En bref, l'Angola était le pays le plus adapté aux conditions opérationnelles préférées de Queensway : un pays riche en ressources mais un État fragile où le pouvoir est hautement centralisé autour d'un petit groupe de responsables influents et incontrôlables.

Pétrole et diamants en Angola

Le pétrole représente 93 % des exportations de l'Angola et les diamants un autre 6 %. Sans aucun doute, l'institution la plus puissante du secteur pétrolier est Sonangol, la compagnie pétrolière nationale de l'Angola. Créée en 1976, Sonangol s'est bâti une réputation pour ses compétences techniques. Pendant la guerre civile, Sonangol a émergé « en tant qu'îlot de compétence relative dans une mer de chaos[90]. A la différence des entreprises et des institutions du secteur public, Sonangol a été protégé contre toutes réformes motivées par des idéologies et machinations politiques au jour le jour et a reçu les conseils et la formation des chefs de file dans ces secteurs, y compris Eni, une société pétrolière multinationale italienne[91].

L'entreprise a reçu la protection et un traitement spécial depuis sa création pour diverses raisons. En premier lieu, l'équipe de direction de Sonangol était composée de membres très connectés du parti

politique du gouvernement au pouvoir, le MPLA. Deuxièmement, les directeurs de l'entreprise étaient largement reconnus comme des technocrates très qualifiés au moment où quelques représentants du parti MPLA avaient poursuivi une éducation universitaire. Enfin, le secteur pétrolier était vital pour assurer le régime politique du MPLA[92].

L'entreprise a été essentielle pour le maintien de solides relations avec les institutions financières multinationales et des compagnies pétrolières, en particulier lorsque les relations avec de nombreux gouvernements étrangers étaient tendues[93]. L'entreprise Sonangol a été capable par ailleurs de sécuriser des prêts sur garantie de l'exploitation du pétrole dont elle avait grandement besoin pour diverses fins, y compris l'achat d'armes[94].

Dès son début, Sonangol a été critiquée pour sa gestion et ses pratiques comptables nébuleuses, la corruption et un manque en général de responsabilité. L'entreprise tient des rôles à la fois multiples et conflictuels dans le secteur pétrolier en agissant en tant que concessionnaire, opérateur et régulateur. Un rapport de 2004 de l'ONG *Human Rights Watch* a trouvé que l'activité de Sonangol ne pouvait pas représenter environ $4 milliards en recettes pétrolières pour la période comprise entre 1997 et 2002[95]. En décembre 2011, le Fonds monétaire international (FMI) a révélé que le gouvernement de l'Angola ne pouvait pas représenter $32 milliards en fonds publics entre 2007 et 2010. Le gouvernement angolais a rejeté ces divergences comme étant le résultat d'une mauvaise comptabilité et d'un manque de ressources. Cependant, comme le fait remarquer l'ONG *Global Witness* « Un gouvernement et une entreprise pétrolière d'État qui gèrent des milliards de dollars par des accords complexes offshore, y compris l'utilisation de « sociétés *had hoc* » et de paradis fiscaux étrangers, peut certainement gérer un simple bilan »[96].

Sonangol rend compte uniquement au Bureau du Président et était dirigé par un protégé du Président dos Santos, Manuel Domingos Vicente. Vicente prit le contrôle de Sonangol en 1999 et resta PDG de la compagnie jusqu'en février 2012, année où il devint Ministre pour la coopération économique. Des rapports constants faisaient état que Vicente a tiré d'énormes avantages personnels de son rôle au sein de Sonangol. En 2008, par exemple, Vicente a transféré des actions du groupe Sonangol Holdings, l'une des entités les plus importantes de la myriade d'entreprises de Sonangol, à son propre bénéfice[97]. Par ailleurs, Sonangol accorda des participations sur des blocs pétroliers off-shore rentables à *Nazaki Oil*, petite compagnie pétrolière angolaise. Des enquêtes ultérieures ont révélé que l'un des propriétaires de *Nazaki Oil* était Vicente[98].

L'entreprise Sonangol est impliquée dans un large éventail d'activités en-dehors du secteur pétrolier, telles transport maritime, logistique, construction, immobilier, services bancaires et aviation. Elle est épisodiquement impliquée dans le paiement de la dette publique du pays, offrant des subventions consacrées aux carburants et de nombreuses autres « activités quasi-budgétaires » (dépenses hors budget des fonds publics) qui ont amené les analystes à cataloguer cette entreprise sous l'étiquette « d'un État dans l'État »[99].

Bien que considérablement moins importante que le secteur pétrolier, l'industrie diamantaire de l'Angola est un secteur où la corruption et le manque de transparence grouillent. De nombreux rapports ont fait état de violations des droits de l'homme et de la dégradation de l'environnement dans les mines de diamants de l'Angola. Des documents clairement exposés lors d'un différend juridique à Londres ont montré comment le gouvernement angolais « gère son commerce du diamant au profit de certains oligarques et membres d'une élite riche et puissante »[100]. Des permis d'extraction de diamants sont souvent accordés à des compagnies gérées par des « initiés » politiques et militaires de haut niveau[101]. La première épouse du Président dos Santos, Tatiana Cergueevna Regan, et leur fille, Isabel dos Santos, seraient des actionnaires anonymes *d'Angola Selling Corporation* (ASCorp), l'entreprise publique qui contrôle la commercialisation du diamant[102]. Des généralissimes angolais détiennent des parts dans des associations en participation rentables avec des entreprises minières étrangères autant que dans des sociétés de sécurité privées engagées pour assurer la sécurité des ateliers de taille et de polissage des diamants[103]. Pratiquement similaire au secteur pétrolier, seuls quelques citoyens angolais bien connectés tirent profit de la richesse diamantifère du pays.

Capitaliser sur la victoire

La stratégie globale de reconstruction après la guerre du gouvernement a été résumée comme étant une « décision prise du sommet vers la base pour un développement économique accéléré de haute technologie, en plaçant fortement l'accent sur l'investissement, les projets de grande envergure et les emprunts pour construire des infrastructures »[104]. Cette campagne de reconstruction à très grande visibilité aiderait à satisfaire plusieurs des objectifs à réaliser des dirigeants angolais. Reconstruire les infrastructures éclatées du pays aiderait à lancer une brusque relance économique, à améliorer l'accès du gouvernement à l'arrière-pays aux mains d'anciens rebelles et à renforcer la crédibilité du régime du MPLA.

Alors que le programme de reconstruction du gouvernement était en adéquation avec les intérêts de ces citoyens après la guerre, le gouvernement angolais commença rapidement par des projets « plus tape-à- l'œil et beaucoup moins utiles »[105]. Dès le début du processus de reconstruction, les donateurs et les organisations de la société civile ont fréquemment critiqué le manque de consultation publique et de transparence.

Au départ, le gouvernement a considéré la communauté traditionnelle des donateurs pour le financement, appelant à une conférence internationale des donateurs afin d'adresser les besoins et objectifs financiers de l'Angola[106]. Les relations, toutefois, entre le gouvernement angolais et de nombreux donateurs et prêteurs, en particulier le Paris Club et le FMI, s'étaient tendues depuis la mi-1990 lorsque Luanda répétitivement n'a pas soutenu les programmes de réforme du FMI et a refusé de communiquer au FMI des statistiques économiques de base[107].

Les campagnes à haute visibilité par les circuits de surveillance de la société civile qui ont mis au grand jour la corruption du secteur pétrolier en Angola ont seulement exacerbé l'inquiétude[108]. Au lieu d'organiser une conférence des donateurs, les donateurs et les bailleurs de fonds ont poussé un programme de réformes dans lequel l'Angola ne pourrait bénéficier d'aides financières jusqu'à ce qu'il y ait des améliorations visibles au niveau de la gouvernance et de la gestion économique. Selon un diplomate en poste à Luanda, « Le gouvernement angolais pensait que la communauté des donateurs allaient participer à une manifestation dans Luanda avec des sacs remplis d'argent et sans poser de question ; ils se sont trompés royalement »[109].

Préparer le terrain

Au lieu de suivre le programme de réformes proposé, les dirigeants de l'Angola ont recherché d'autres sources de financement, notamment auprès de plusieurs « banques stratégiques » chinoises (banques détenues par l'État avec la mission de financer et de promouvoir les activités commerciales chinoises à l'étranger), des prêteurs commerciaux, des entreprises publiques et une entreprise, précédemment peu connue, enregistrée à Hong Kong sous China International Fund.

Vicente, alors PDG de Sonangol, a fait la navette entre l'Angola, Beijing et Hong Kong plusieurs fois à la fin de l'année 2003 et au début de 2004. L'objectif principal des déplacements de Vicente en Chine semblait être pour négocier une importante enveloppe de financement avec la banque chinoise d'import- export (China Eximbank). En effet, la banque stratégique détenue par l'État a approuvé une ligne de crédit de $2 milliards garantie par des actifs pétroliers le 21 mars 2004. Il devint, cependant, rapidement évident que la grande partie du temps de Vicente a été passé à orchestrer une série de négociations massives, quoique secrètes, avec le groupe Queensway.

Après avoir établi le contact avec Vicente par une chaîne d'intermédiaires (y compris Hélder Bataglia – PDG d'ESCOM), Sam Pa a amadoué le dirigeant angolais de l'industrie pétrolière en échange de lui permettre l'accès à des hautes personnalités de Beijing[110]. Jusqu'à la mi-2004, il a travaillé avec Vicente et d'autres à Luanda pour négocier une enveloppe d'investissements qui servirait à couvrir les besoins des secteurs pétrolier, minier, des infrastructures, de l'immobilier et des finances. L'avancée majeure se produisit le 8 septembre 2004, avec la création de China Sonangol International Holding Limited. China Sonangol, à 70 % détenue par Queensway et à 30 % par Sonangol, devait avoir au départ deux principaux objectifs à réaliser. Le premier, China Sonangol serait l'opérateur du secteur de l'exploration et de la production du pétrole en Angola et agirait au titre d'acteur principal du commerce du pétrole brut angolais. Le deuxième, China Sonangol ferait office « d'emprunteur » pour plusieurs milliards de dollars garantis sur les actifs pétroliers. Avec le temps, China Sonangol a toutefois émergé en tant que véhicule de titrisation pour les investissements de Queensway en Angola.

Le 6 septembre, juste quelques jours avant la création de China Sonangol, Queensway a formé une autre association en participation avec Vicente et Francisco de Lemos José Maria (également directeur à Sonangol) du nom de Global Investments Fund Limited. En plus de Vicente et de Lemos, le Conseil d'administration a intégré Lo Fong Hung et Veronica Fung. Cependant, à la différence de China Sonangol, le doute demeure quant à savoir si l'État angolais avait une participation dans cette entreprise. Global Investments Fund, filiale en propriété exclusive, est une société de services d'entreprise enregistrée à Hong Kong, rendant sa réelle structure de participation virtuellement impossible à déterminer.

Le groupe s'est engagé pour entreprendre des projets de reconstruction nationaux à grande visibilité en Angola, y compris le réseau ferroviaire, les développements de logements sociaux, les complexes administratifs pour le gouvernement et un nouvel aéroport international. Le China International Fund (CIF) du groupe Queensway a servi au départ pour la majorité des projets de construction d'infrastructures du même groupe[111]. Bien qu'aucun contrat entre le groupe Queensway et le gouvernement de l'Angola n'ait jamais été révélé au public, le site Web du CIF fait la publicité de ses projets extravagants de financement et de construction en Angola.

Au début de 2006, la présence du CIF en Angola était hautement visible. Des camions arborant le logo du CIF semblaient omniprésents à Luanda, et le bâtiment récemment construit de China International Fund, surnommé Luanda Phase 1, était un élément caractéristique dominant dans le ciel de la capitale angolaise. Les panneaux publicitaires des projets de reconstruction à être entrepris par le CIF apparaissaient partout dans le pays. Des agents de sécurité chinois portant des uniformes au logo de « CIF Security » étaient présents dans toute la ville de Luanda[112]. Presque du jour au lendemain, cette entreprise douteuse basée à Hong Kong, gérée par des personnes physiques ayant peu d'expérience manifeste dans les secteurs pétroliers et miniers, était devenue l'acteur incontournable de la reconstruction de l'Angola.

Les investissements de Queensway dans le secteur des hydrocarbures de l'Angola

La plupart des investissements de Queensway dans l'exploration et la production du pétrole brut transitent par China Sonangol. Quelques autres participations sont détenues par une association en participation à but lucratif avec la plus grande entreprise d'État pétrolière chinoise, Sinopec. China Sonangol ne semble pas être impliquée dans les aspects techniques de l'extraction du pétrole en Angola : l'entreprise détient simplement des participations dans de nombreux blocs pétroliers lucratifs.

Les blocs pétroliers de China Sonangol. China Sonangol a détenu des participations dans neuf blocs pétroliers différents mais avait cédé sa participation dans trois des blocs dès la mi-2014 (cf. Tableau 2). L'une des plus importantes concessions pétrolières de China Sonangol, une participation dans le Bloc 32 de l'Angola, a été acquise en 2010 dans des circonstances douteuses. Bien que Sinopec se soit initialement associé avec China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) pour acquérir cette

Tableau 2. Actifs pétroliers de Queensway en Angola			
Entreprise	**Bloc pétrolier**	**Participation**	**Années avec licence d'exploitation**
China Sonangol	Cabinda North	11 %	2011-présent
China Sonangol	3/05	25 %	2005-présent
China Sonangol	3/05a	25 %	2005-présent
SSI	15/06	25 %	2006-présent
SSI	17/06	27.5 %	2006-présent
SSI	18/06	40 %	2006-présent
SSI	18	50 %	2005-présent
China Sonangol	19/11	10 %	2011-2013
China Sonangol	20	10 %	2011-2011
China Sonangol	31	5 %	2011-présent
China Sonangol	32	20 %	2010-présent
China Sonangol	36/11	20 %	2011-présent
China Sonangol	38/11	15 %	2011-2014

participation de Marathon Oil, Sonangol a invoqué son droit de premier refus afin d'en arrêter la cession et, à la place, Sonangol a acheté directement la participation à Marathon Oil pour $1,3. Peu de temps après, Vicente a déclaré dans une interview au magazine de promotion de Sonangol que la société avait l'intention de transférer : « cette participation dans le Bloc 32 serait transférée à une association en participation que nous avons avec le gouvernement chinois de la raison sociale de China Sonangol »[113]. Aucun détail n'a été, cependant, révélé sur la raison pour laquelle la participation serait transférée à China Sonangol ou sur le montant que l'association en participation basée à Hong Kong a payé Sonangol pour l'acquisition.

« Comme cela laisse à penser, Sonangol semble avoir dépensé US$1,3 milliards sur la participation à 20 % du Bloc 32, uniquement pour l'ajouter à l'association en participation dans laquelle Sonangol est partenaire minoritaire » a décrété Global Witness, décrivant l'accord comme étant « une transaction complexe qui ne présentait pas d'avantage financier manifeste »[114]. Néanmoins, pour les actionnaires de Dayuan International Development, l'avantage financier de cette transaction a été éventuellement énorme. Si aucune somme n'a été versée en échange de l'acquisition, en tant qu'actionnaire à 70 % dans China Sonangol, celle-ci représenterait un cadeau de $910 millions de Sonangol à Dayuan.

Les modalités de la majorité des autres acquisitions de China Sonangol restent un mystère, puisque les contrats passés relatifs à de nombreuses acquisitions n'ont pas été communiqués.

Sam Pa, Manuel Vicente et Lo Fong Hung (à droite) rencontrent les représentants de Sinopec (à gauche) en Décembre 2008, y compris Su Shulin, Directeur alors de Sinopec Corporation, Cai Xiyou, Président du conseil d'administration de Sinopec et le directeur général adjoint, M. Zhang Yaocang, Directeur général adjoint du groupe Sinopec Corporation et Zhou Baixiu, Chef du secteur international d'exploration et de production de Sinopec. Source: Site Web de Sinopec, téléchargement du 21 janvier 2014).

Sonangol Sinopec International. En septembre 2004, China Sonangol et Sinopec ont formé une association en participation dans les îles Cayman avec comme raison sociale Sonangol Sinopec International (SSI). Sinopec détient 55 % des parts de SSI et les parts restantes appartiennent à China Sonangol.

SSI a fait les gros titres de la presse en février 2005 lorsqu'elle a gagné une participation à 50 % dans le Bloc pétrolier 18 offshore, hautement convoité, de l'Angola qui avait été récemment abandonné par la *Royal Dutch Shell*. (Les 50 % restants du Bloc 18 sont détenus par British Petroleum, l'exploitant de la concession pétrolière). En avril 2004, Shell avait convenu de vendre sa participation à 50 % à ONGC-Videsh, compagnie gazière et pétrolière de l'Inde. Au milieu de l'année 2004, Sonangol a cependant exercé ses droits de préemption sur le bloc pétrolier et, par l'intermédiaire de SSI, a acquis la participation abandonnée. Certains critiques de l'affaire ont affirmé que les prêts précédents consentis de la Chine à l'Angola sur des emprunts garantis sur le pétrole de plusieurs milliards ont donné à SSI un avantage injuste. Le bloc avait une capacité de production maximale de 240 000 barils par jour (bpj) lui donnant une valeur très intéressante équivalente à $960 millions conformément aux documents déposés par la branche cotée en bourse de Sinopec en 2010. En plus de sa participation au Bloc 18, SSI avait également des participations dans l'exploration de trois blocs pétroliers en mer profonde.

La raffinerie de Lobito. SSI avait également prévu de construire et d'exploiter une raffinerie à Lobito, ville côtière située au sud de Luanda. Les négociations pour la construction de la raffinerie, connue en tant que projet Sonaref, ont débuté en 2006. Pour le gouvernement angolais, la raffinerie permettrait de quadrupler sa capacité de raffinage, réalisation majeure considérant que le pays riche en pétrole importe environ 70 % de ses produits pétroliers raffinés. Les négociations se sont arrêtées en janvier 2007 et le projet a été complètement abandonné le mois suivant. Les rapports des médias ont d'abord suggéré que les négociations se sont interrompues à cause de désaccords quant au marché visé. Bien que Sonangol ait envisagé que la raffinerie desservirait principalement l'Angola et les pays voisins, Sinopec avait espéré que Sonaref pourrait exporter 80 % de sa production vers le marché chinois. « Nous ne pouvons pas

construire une raffinerie simplement pour produire des produits pour la Chine » Vicente avait déclaré aux journalistes après la rupture des négociations en mars 2007[115]. D'autres ont cependant indiqué qu'il était possible que Sinopec n'ait jamais été intéressé à participer au projet de construction de la raffinerie pour commencer et qu'il ait avancé prudemment avec la planification car le gouvernement angolais avait associé la construction de la raffinerie avec l'attribution de concessions pétrolières[116].

Intérêt de Queensway dans le secteur du diamant

Queensway entra dans le secteur du diamant de l'Angola presqu'au même moment qu'il a constitué l'entreprise China Sonangol. En 2006, le groupe avait formé au moins sept entreprises avec des liens au secteur du diamant de l'Angola (cf. Tableau 3). La première était la *China Africa Development Holding* (CADH), qui a été formée le 6 septembre 2004, le même jour que la *Global Investments Fund Limited* (l'association en participation opaque formée par Queensway et Manuel Vicente). Pareillement à celle du *Global Investments Fund*, la structure de participation de CADH n'est pas claire, puisque ces parts sont divisées également entre Dayuan et *Gold Ascent Limited* (la même société de services aux entreprises qui essentiellement possède le *Global Investments Fund*). Les directeurs de CADH sont Lo Fong Hung et Catarina C. Marques Pereira, figure notoire dans l'industrie diamantifère de l'Angola. Pereira est le vice- président du conseil d'administration de *Sociedade Mineira do Camatchia-Camagico*, société représentant les intérêts du gouvernement angolais dans le gisement diamantifère de Camatchia-Camagico[117].

Ce gisement a été exploité conjointement par la banque du Portugal et un grand nombre de partenaires du groupe Queensway, ESCOM, l'entreprise publique russe d'exploitation des diamants ALROSA et ENDIAMA E.P, entreprise d'État qui contrôle la production de diamant de l'Angola.

Quelques mois plus tard, le 15 décembre 2004, Queensway a créé trois sociétés ayant comme raison sociale « Endiama » bien que l'une de ces entreprises semble en fait être une association en participation avec l'entreprise d'État qui contrôle la production de diamant de l'Angola. *Endiama China International Holding Limited* est une association en participation entre ENDIAMA et *New Corporate International Limited*, une société enregistrée aux îles vierges britanniques (BVI) et sous contrôle de Queensway. Ses directeurs comprennent deux représentants des sociétés de Queensway et quatre représentants du gouvernement angolais travaillant dans le secteur du diamant du pays. Les deux autres compagnies, Endiama International Limited et Endiama Asia Pacific Limited, sont des filiales à 100 % de CIF. La presse de l'État angolais a annoncé en 2005 qu'ENDIAMA serait, en fait, associé à CIF sur plusieurs concessions diamantifères dans tout le pays. En 2007, les rapports publiés ont annoncé que la société de personnes a été annulée. Les registres de sociétés de Hong Kong montrent, cependant, que chaque entreprise Endiama formée par Queensway reste en activité.

Tableau 3. Les sociétés de Queensway liées au secteur du diamant de l'Angola

Raison sociale	Date de formation	Lieu	Propriétaires	Directeurs (autre affiliation)
China Africa Development Holding	6 septembre 2004	Hong Kong	Dayuan (50 %)	Lo Fong Hung (Fondateur/ Directeur, Dayuan)
			Gold Ascent (50 %)	Catarina C. Marques Pereira (Sociedade Mineira do Camatchia- Camagico)
Endiama China International Holdings Limited	15 décembre 2004	Hong Kong	Nouvelle société en commandite Corporate International Limited (45 %)	Lo Fong Hung (Administrateur fondateur de Dayuan)
				Yuk Ying Angel Tong (Directeur financier, China Sonangol)
			ENDIAMA (55 %)	Manuel Arnaldo Sousa Calado (Président, Endiama)
				Beatriz Jacinto Antonio da Sousa (Endiama)
				Miguel Bondo Junior (Directeur, Angola Polishing Diamonds SA)
				Antonio de Jesus Matias (Endiama)
Endiama Asia Pacific Limited	15 décembre 2004	Hong Kong	CIF (100 %)	Aucun
Endiama International Limited	15 décembre 2004	Hong Kong	CIF (100 %)	Aucun
New Corporate International Limited	Inconnue	BVI	Unknown	Inconnus
World Noble Holdings Limited	Inconnue	BVI	Unknown	Inconnus
Worldpro Development Limited	12 juin 2006	Hong Kong	World Noble Holdings Limited (100 %)	Lo Fong Hung (Fondateur/ Directeur de Dayuan)
				Moshe Hallak (Directeur de LLD Asia)
				Manuel Domingos Vicente (Anc. PDG de Sonangol,
				Francisco de Lemos Jose Maria (PDG actuel de Sonangol)

Le 12 juin 2006, Queensway a formé une autre entreprise reliée au secteur du diamant de l'Angola : Worldpro Development Limited. Cette société était, notamment, dirigée par Lo Fong Hung, deux cadres dirigeants de Sonangol y compris Vicente) et un employé de Lev Leviev, qui était déjà l'un des acteurs dominants dans le secteur du diamant de l'Angola. A la différence d'autres sociétés de personnes dans le secteur du diamant, le propriétaire de cette société n'est pas clairement associé à une entité publique angolaise mais plutôt à une société écran dans les îles vierges britanniques (BVI).

Le 29 mai 2011, China Sonangol réalise sa première entrée dans le secteur du diamant, en achetant la participation à 18 % de Leviev pour $400 millions de l'ensemble de Catoca, le gisement diamantifère le plus important d'Angola[118].

Lignes de crédit opaques garanties sur le pétrole

On pourrait assumer que des perceptions de la corruption et des institutions du secteur public inefficaces diminueraient les chances d'un gouvernement d'obtenir des prêts de plusieurs milliards auprès de banques privées. Les lignes de crédit garanties sur le pétrole ont, toutefois, permis au gouvernement angolais et à Sonangol, en sécurisant la production future du pétrole, d'avoir un accès rapide sur des liquidités immédiates. Les accords de crédit généralement stipulent la création d'une technique financière (titrisation), telle une société *had hoc* offshore ou en anglais « *special purpose vehicle* (SPV) » ou un compte séquestre, pour recueillir les revenus tirés du pétrole aux fins de rembourser les prêteurs. Cette technique permet aux banques d'éviter les nombreux risques associés à l'octroi de prêts aux gouvernements ou à des sociétés de capitaux opérant dans des États présentant des risques élevés ou des normes comptables faibles.

Plusieurs rapports affirment que CIF a octroyé une facilité de crédit de plusieurs milliards garantie sur le pétrole à l'Angola entre fin 2004 et début 2005, bien que les montants de l'importance exacte du prêt varient considérablement (les estimations vont de $2,9 à $10 milliards). Les documents d'entreprise de China Sonangol à Hong Kong révèlent que le groupe Queensway a vraiment aidé à sécuriser de nombreux prêts garantis sur le pétrole, issus de banques européenne et chinoises importantes, au bénéfice de l'Angola. L'absence de détails sur les modalités des prêts et les moyens de remboursement de ces derniers empêchent les analystes, et plus grave encore, la société angolaise de déterminer si ces transactions étaient au mieux des intérêts de la population ou pas.

Le premier prêt est un bon exemple. China Sonangol a été la pièce maîtresse de cet accord, un prêt de $3 milliards négocié entre juillet et octobre 2005 émis par plus d'une douzaine de banques internationales majeures. Pour ce prêt, China Sonangol a été techniquement « l'emprunteur » et agissant par ailleurs comme intermédiaire entre le vendeur du pétrole brut angolais, Sonangol, et l'acheteur, China United International Petroleum and Chemicals Co. Ltd (UNIPEC). Les analystes de l'industrie ont suggéré que la raison principale pour laquelle China Sonangol a servi d'emprunteur pour ce prêt était les restrictions en matière de constitution des sûretés imposées sur Sonangol par la Banque mondiale qui l'a empêché de se servir des contrats d'enlèvement du pétrole octroyés comme accord de garantie. Bien que les accords précédents de financement aient utilisé des sociétés *had hoc* pour échapper à ces restrictions, les véhicules de titrisation (SPV) offraient une strate supplémentaire de complexité et pouvaient s'avérer onéreux. « La complexité globale associée à l'utilisation d'une société SPV comporte un important effet dissuasif » a remarqué rapidement après la conclusion de l'accord Philip Badge, spécialiste des transactions bancaires internationales qui a conseillé les banques prêteuses sur de nombreux projets de

financement de Sonangol[119]. Un rapport publié par l'Institut sud-africain des affaires internationales (« *South African Institute of International Affairs* ») suggère que China Sonangol a agi en tant qu'emprunteur car, à la différence de Sonangol, l'entreprise « avait un dossier d'emprunt sain »[120].

Le prêt syndiqué a été coordonné par la branche de Londres du Crédit Agricole Lyonnais (Calyon), l'une des plus importantes banques de France. Les autres banques impliquées dans le prêt étaient les suivantes : Banco BPI, BNP Paribas, Commerzbank, Deutsche Bank, DZ Bank, Fortis, HSH Nordbank, KBC Bank, Natexis, Nedbank, Royal Bank of Scotland, Société Générale, Standard Bank, SMBC, UFJ et West LB. Le prêt sur 7 ans de remboursement avait un taux d'intérêt LIBOR de plus 2,5 %.

Les dossiers d'entreprise donnent quelques détails sur le remboursement du prêt. Le 26 septembre 2005, China Sonangol a conclu un accord avec Sonangol « assurant la livraison de pétrole brut suffisant à China Sonangol afin de permettre à China Sonangol d'honorer des obligations de livraison ». Quelques jours plus tard, le 30 septembre 2005, China Sonangol a signé un « contrat de distribution du pétrole » avec UNIPEC « garantissant des livraisons de pétrole brut angolais à UNIPEC tous les trimestres » dans les quantités précisées. Entre octobre et décembre 2005, China Sonangol livrerait à UNIPEC 4 cargaisons de pétrole brut contenant un minimum en moyenne de 912 500 barils. Du 1er janvier 2006 jusqu'au 30 septembre 2008, l'obligation contractuelle de China Sonangol serait de livrer six cargaisons de la même quantité à UNIPEC chaque trimestre. Par la suite, l'obligation contractuelle de China Sonangol était de livrer 7 cargaisons de 912 500 barils à UNIPEC jusqu'à ce que le prêt soit entièrement remboursé[121].

Bien que ni le gouvernement angolais ni China Sonangol n'ait jamais complètement divulgué les modalités du contrat, les dossiers provenant du service en charge des négociations relatives au pétrole de China Sonangol en date du 23 mars 2007, montrent qu'entre décembre 2004 et mars 2007, China Sonangol a fourni 74 854 704 barils de pétrole brut à UNIPEC. Il est estimé que valeur totale de ces ventes ait généré $4,3 milliards en revenus[122].

Ces transactions montrent par ailleurs que China Sonangol vendait du pétrole brut angolais aux prix du marché, prouvant que, sur papier, ni UNIPEC ni Sinopec n'avait reçu du pétrole sur des conditions concessionnelles. Des détails cependant essentiels sur le prêt ne sont toujours pas disponibles. Plus grave encore, il n'y a aucune donnée disponible sur le prix auquel China Sonangol a acheté le brut à l'Angola.

Général Kopelipa et le GRN

La gestion du gouvernement angolais concernant les lignes de crédit garanties sur le pétrole a été hautement centralisée, maintenue secrète, douteuse et accompagnée d'allégations de corruption et de négligence. L'entité responsable du contrôle interne du groupe Queensway (et les projets de construction prétendument financés par la ligne de crédit) était le *Gabinete de Reconstrução Nacional* (GRN). Le

président dos Santos a fondé le GRN en octobre 2004 afin de gérer plus étroitement l'initiative de reconstruction. Dirigé par le général Manuel Hélder Vieira Dias Júnior (« Kopelipa »), officier supérieur conseiller au président, le GRN théoriquement coordonnerait les différents ministères impliqués dans le processus de reconstruction. En pratique, cependant, le GRN a une réputation d'opacité et d'implication dans des querelles de territoire avec d'autres institutions publiques, en particulier le Ministère des finances. Selon un rapport, « Le GRN aide le président dos Santos à avoir une ligne de contrôle meilleure et plus directe sur une part importante des fonds chinois; il l'a également aidé à dilué l'autorité du Ministère des Finances, qui était devenue de plus en plus puissante »[123].

La relation entre le GRN et le groupe Queensway a été l'un des aspects les plus secrets des opérations du groupe. Les conditions de ces prêts sont même un mystère à de nombreux hauts responsables angolais aux portefeuilles d'activité afférents. « Je n'ai aucune idée de combien d'argent [le CIF a] octroyé en prêts et je ne connais personne au CIF » a annoncé Bastos de Almeida, porte-parole pour le ministre des finances de l'Angola. « Je ne sais même pas où leurs bureaux de Luanda se trouvent1 ». Le premier ministre adjoint Aguinaldo Jaime a rapporté aux journalistes en 2007 que « Je ne gère pas [le prêt du CIF]. Il est géré par d'autres entités administratives. Il s'agit de prêts concessionnels et certains prêts sont prévus de ne pas être remboursés ; je n'ai donc pas les chiffres exacts ». Jaime continua par dire que le prêt n'était pas « de nature complètement commerciale.… Il est plus de nature politique. Une partie duquel ne doit pas être remboursée. C'est du domaine hautement politique probablement négocié dans les plus hautes sphères »[125].

A ce jour, aucun analyste n'a été capable de calculer en toute certitude le montant total des sommes prêtées au GRN par Queensway. A différents moments, les représentants du gouvernement angolais ont affecté des montants très divers à ces lignes de crédit et, curieusement, ces montants ont diminué avec le temps. Le 17 mai 2007, José Pedro de Morais, puis le ministre des Finances d'Angola, ont annoncé publiquement à une réunion organisée à Shanghai de la Banque de développement africaine que le CIF avait fourni un financement pour un montant total de $6 milliards[126]. Toutefois, le 29 octobre 2008 le ministre des Finances angolais a communiqué des données indiquant que le GRN avait reçu des lignes de crédit du CIF d'une valeur environ de $157 millions et que ces prêts représentaient 75 % de son budget. Au moment où le budget final de l'Angola a été communiqué le 11 juin 2009, le budget du GRN avait été diminué à $125 millions seulement. En notant le fort contraste entre les données officielles et les chiffres en plusieurs milliards de dollars largement controversés dans la presse, un rapport de 2009 de Chatham House faisait l'observation suivante : « soit les projets avaient été dramatiquement réduits parce que le CIF n'était pas capable de réunir le capital il avait promis, même avant la réduction des 40 % entre 2008 et 2009, ou une grande partie des dépenses du GRN étaient hors budget, ajoutant plus d'opacité sur l'emploi des fonds provenant des lignes de crédit »[127]. En 2007, General Fernando Miala, le chef de longue date des renseignements externes de l'Angola, qui a été limogé en 2006 et plus tard emprisonné pour « insubordination » a affirmé que des hautes personnalités du gouvernement angolais avaient détourné des fonds obtenus par la ligne de crédit du groupe Queensway[128].

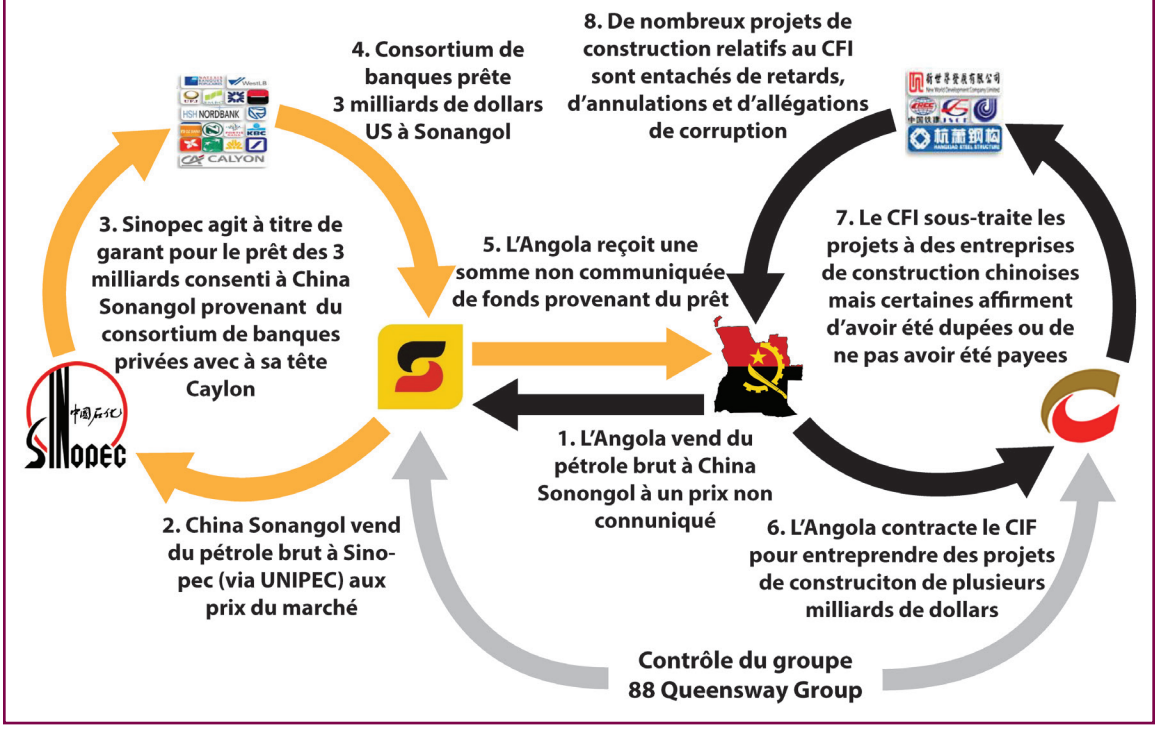
Sam Pa (extrême droite) et le général Kopelipa (centre droit) inspectent un des projets du CIF en Angola. (Source: China Railway 20 Site Web du Bureau, récupéré Août 2011.)

De l'extérieur, il semblerait que les liens financiers de Queensway au gouvernement angolais soient de nature opaque. Comme un diplomate en poste à Luanda a dit en plaisantant : « La seule personne qui pouvait comprendre quelque chose sur la relation existant entre le CIF et le [GRN] est le comptable d'Al Capone »[129].

Les promesses grandioses du CIF

Les fonds que Queensway faisait transiter par le GRN auraient été censés financer une série de projets de travaux publics exécutés sous le sobriquet du CIF, y compris plusieurs milliers de logements sociaux, des autoroutes, une zone industrielle, des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement, une usine de construction automobile, un aéroport à grande capacité d'accueil et un énorme et extravagant complexe de bureaux administratifs du gouvernement[130]. Les plans du complexe, qui ont été proposés en 2005, comprenaient un nouveau « palace présidentiel, Parlement, des cours suprêmes, des bureaux pour de nouveaux ministères » et aussi un centre de conférence[131]. L'entreprise a aussi mis en avant des plans pour créer une « nouvelle ville » à la périphérie de Luanda. Des représentations graphiques impressionnantes des projets étaient postées sur le site Web du CIF. Les journalistes décrivaient le projet proposé de la « nouvelle ville » comme étant « dotée de marinas, lagunes et suffisamment d'îlots pour montrer que Dubaï était bonnement moyenâgeux [132].

Figure 3. Stratagème « Pétrole en échange d'infrastructures » de Queensway en Angola



Les projets étaient pour la plupart sous-traités à des entreprises chinoises ou entrepris par des associations en participation formées avec des entreprises de travaux publics et de construction chinoises. Cependant, au début de 2007, il est devenu manifeste que le groupe n'avait livré les infrastructures promises. Dès la mi-2007, la construction de la majorité des projets du CIF en Angola s'était littéralement arrêtée (cf. Figure 3).

En janvier 2006, le GRN a chargé, par exemple, le CIF de réhabiliter la voie ferroviaire de Benguela délabrée. Le CIF, à son tour, a sous-traité le *China Railway 20th Bureau* (CR20) pour entreprendre la construction. Le CR20 a continué à mettre en place plus d'une douzaine de chantiers de construction et à importer les matériaux nécessaires pour construire la voie ferrée. Toutefois, le matériel, les machines et même les ouvriers chinois, importés pour poser les rails restèrent inactifs pendant des mois comme le projet était de plus en plus retardé. Quelques 2 000 ouvriers angolais engagés pour travailler avec les chinois ont été licenciés[133]. Un représentant de la compagnie du chemin de fer de Benguela a donné une explication simple pour l'arrêt soudain : « Beaucoup d'argent n'est pas encore arrivé ici … je ne peux pas vous en dire plus que cela, parce je n'en sais pas plus. Nous ne pouvons pas directement parler aux chinois, tout est pris en main par le [GRN] »[134].

Photos et plans des projets proposés du CIF en Angola postés sur le site Web de la société. Source: www.chinainternationalfund.com, document téléchargé le 2 avril 2015.

Le CIF avait également prévu de livrer le projet *Novo Cidade do Kilamba*, un développement de logements sociaux à 20 kilomètres du centre-ville de Luanda comprenant 25 000 logements sociaux et appartements. La responsabilité, cependant, du projet a été transférée à plusieurs autres sociétés en 2008 à la suite de difficultés financières rencontrées par le CIF[135]. Le *China International Trust and Investment Corporation* (CITIC) a été appelé pour entreprendre la construction du projet de logements sociaux de Kilamba avec le financement provenant de la *Industrial and Commercial Bank of China* (ICBC)[136]. Pierson Capital, une entreprise dirigée par Pierre Falcone, condamné pour commerce illicite d'armes, a été intégrée dans le projet afin d'en contrôler son exécution[137].

Afin d'aider à ce que les projets reprennent, le Ministère des Finances angolais a émis des bons du Trésor en 2007 afin d'obtenir les fonds nécessaires de $3,5 milliards[138]. Le gouvernement angolais a, par la suite, passé des marchés directement avec les sociétés de construction chinoises précédemment engagées par le CIF, et les panneaux d'affichage vantant l'implication du CIF dans les projets de construction ont été remplacés par les logos d'autres sociétés chinoises[139].

Un autre des projets phares de CIF qui a connu de nombreux retards est la construction d'un aéroport international pour lequel le gouvernement angolais a déclaré qu'il serait le plus gros d'Afrique lorsqu'il serait achevé au début de 2011. Une description du projet téléchargée sur le site Web de CIF en décembre 2008 donne l'impression que le projet avait déjà été entrepris. L'aéroport a, cependant,

A gauche : Pierre Falcone, portant un casque de sécurité CITIC, visite le site de Novo Cidade do Kilamba. *A droite :* Vue aérienne du projet de logements sociaux de Kilamba en 2012. (Source: Wikipedia Commons.)

des années de retard dans son calendrier d'exécution des travaux (cf. ci-dessous l'article « **Après dix ans, le projet du « plus gros aéroport d'Afrique » demeuré inachevé** ») [140]. Initialement estimé à coûter $300 millions, le budget a vertigineusement grimpé à environ $9 milliards. Selon un rapport de février 2014 par un groupe de sensibilisation à la lutte contre la corruption, Maka Angola, « Le budget prévisionnel exorbitant de $9 milliards, l'opacité concernant les sources de financement et les dépenses, aussi bien que les délais et la qualité des travaux font de ce projet le plus gros éléphant blanc d'Afrique »[141].

Outre un financement insuffisant, l'origine des contretemps du projet reposait sur les compétences faibles en matière de gestion et sur un manque d'expérience du GRN dans le secteur de la construction. Un représentant du GRN a confirmé :

> *Nous avons pris la décision de poursuivre des projets dotés d'un délai strict de réalisation et nous n'avons pas pris en compte la planification de prospection qui s'impose dans un pays comme le nôtre.… Nous avons négligé d'analyser des éléments cruciaux comme le fait que nos ports n'auraient pas la capacité d'accueillir la quantité accrue de matériaux importés pour la réalisation de ces projets*[142].

En septembre 2010, de nombreuses responsabilités du GRN, en tant qu'entité responsable du processus de reconstruction du pays, ont été transférées à *Sonangol Imobiliária*, une filiale de l'entreprise pétrolière d'État[143].

Après dix ans, le projet du « plus gros aéroport d'Afrique » demeure inachevé

Juillet 2005 : le ministre des transports angolais, André Luís Brandão, s'est déplacé jusqu'à Bom Jesus afin de présenter les plans pour la construction d'un aéroport dans la région. La présentation fut interrompue par les protestants locaux en colère contre le fait que leur terre avait été saisie sans indemnisation adéquate[144].

Septembre 2005 : Agora, journal angolais, rapportait que la construction avait démarré sur le site du projet d'aéroport à Bom Jesus. L'article mentionnait que le projet coûterait $300 millions et serait financé par une ligne de crédit chinoise[145].

Novembre 2007 : le ministre des transports angolais, André Luís Brandão, a reconnu le délai existant dans la construction de l'aéroport, annonçant que le contretemps était dû à la nécessité de réévaluer le projet et de mobiliser des ressources financières supplémentaires[146]. A ce stade, le CIF avait déjà commencé à faire la publicité de la construction de l'aéroport sur son site Web : « Nous avons entrepris la construction du plus gros aéroport en Afrique, le nouveau aéroport international de Luanda »[147].

Novembre 2008 : le président angolais, José Eduardo dos Santos, a visité le site d'implantation du projet de construction de l'aéroport pour la première fois le 23 novembre 2008. Au cours de la visite, António Flores, un représentant du GRN a annoncé que le CIF achèverait la construction de l'aéroport en 2010[148]. « Nous sommes à présent dans la phase de refonte du projet » a annoncé Flores. « Des problèmes persistent encore avec le [déplacement] des 140 familles vivant sur la zone où serait construit le projet ».

Octobre 2011 : le président dos Santos a visité le site d'implantation du projet une deuxième fois le 22 octobre 2011. Le nouveau Ministère des transports angolais, Augosto Tomas, a dit aux journalistes de l'agence de presse publique angolaise, Angop, que « les travaux étaient bien avancés et que les dates butoirs étaient respectées ». Cette fois, l'agence de presse publique a annoncé que la construction avait commencé à la fin de 2008 et que le projet serait achevé dès la fin de 2013, avec la première phase de construction terminée en 2012[149]. Il n'y avait peu d'indication, cependant, que des progrès avaient été réalisés sur l'aéroport à cette date[150]. Le CIF a proclamé que les retards étaient dus à la présence permanente de 3 000 familles vivant sur le site du projet[151].

Septembre 2012 : une enquête menée par Maka Angola a fait état d'allégations de « commerce secret de diamants sur le site dudit aéroport par des agents d'état chinois et angolais ». Le même rapport concluait que « des soldats impliqués dans le projet avaient confirmé que pendant une certaine période, le DCPS [le service central de protection et de sécurité de la garde présidentielle d'Angola] a supervisé et protégé le transport de graviers du site de construction de l'aéroport vers le port de Luanda, d'où ils étaient envoyés à destination de la Chine »[152].

Février 2014 : le président dos Santos a visité le site du projet de l'aéroport pour la troisième fois le 18 février 2014. Cette fois, la tour de contrôle aérien avait bien été construite[153], mais de nombreux aspects du processus de construction de l'aéroport restaient très loin d'être achevés. Ju Lizhao, le représentant en chef du CIF en Angola, a annoncé à la presse publique angolaise : « nous pensons que la visite du président permettra aux travaux d'avancer plus vite car nous aiderons à surmonter les contraintes financières et matérielles »[154]. Les délégués du gouvernement ont annoncé que l'achèvement de l'aéroport ne serait pas avant 2016. A cette époque, les budgets prévisionnels avaient atteint le montant astronomique de $9 milliards de dollars, soit 30 fois le devis initial[155].

Quelques projets liés au CIF avaient vraiment été achevés. Nombre desquels semblent être des projets de prestige. L'un de ces projets, le Luanda One, un gratte-ciel qui sert de siège social en Angola du CIF. Renommé pour sa pratique de projeter la nuit des dessins animés d'enfants sur sa façade, Luanda One est devenu connu des habitants locaux comme étant le building de « Tom et Jerry »[156]. Queensway était également impliqué, d'une manière ou d'une autre, dans la construction d'une brasserie et d'une grande cimenterie dans la zone périphérique de Luanda.

D'autres projets, au départ liés au CIF, semblent également avoir été réalisés après avoir été transférés à d'autres entrepreneurs, mais même les projets les plus connus portent des allégations de corruption de haut niveau. Par exemple, plusieurs représentants haut placés du gouvernement angolais sont connus pour avoir conspiré pour profiter financièrement de la vente de logements sociaux situés à *Novo Cidade do Kilamba*[157]. L'entreprise mandatée pour diriger le processus, une société apparemment privée enregistrée en Angola, dont la raison sociale est Delta Imobiliária, est détenue par Vicente, Kopelipa et le Général Leopoldino Fragoso do Nascimento, un autre conseiller principal de dos Santos[158].

La réhabilitation du réseau ferroviaire de Benguela a connu des problèmes similaires. Bien que le réseau ferroviaire soit techniquement géré par l'entreprise publique Caminho de Ferro de Benguela (CFB), il est ultérieurement contrôlé par l'entreprise DT Group enregistrée à Singapour[159], entreprise qui appartient en partie à Fragoso do Nascimento[160]. Selon le journal *Pambazuka News,* « Sam Pa…semble avoir été au moins le représentant principal de DT Group en Chine pendant les cinq premières années de l'entente passée lorsque toutes les opérations liées aux infrastructures étaient canalisés par le CIF[161].

A gauche : Vicente (au fond, à gauche), Kopelipa (arrière-plan à gauche), Sam Pa (au centre, à gauche) avec le président angolais dos Santos à la cimenterie de CIF à Luanda en octobre 2014. *A droite* : la Brewery Company Ltd du CIF à Luanda. (Source : Angola Press Agency, 2014.)

China Sonangol devient un État dans l'État dans un État

Angola a initialement annoncé que la crise financière mondiale survenue en 2008 aurait des répercussions minimes sur l'économie du pays. Mais lorsque les prix du pétrole ont chuté en 2009, la croissance du PIB de l'Angola a diminué de 2,4 %, très éloignée de celle de 17 % connue l'année précédente[162]. La politique monétaire du gouvernement dépendait fortement des prix du pétrole restant élevés à cause d'un déclin rapide de 33 % des réserves utilisables. Les dépenses non contrôlées du gouvernement ont persisté malgré la nette diminution des recettes. Les analystes allaient trouver plus tard que le gouvernement avait cumulé jusqu'à $9 milliards en arriérés, en majeure partie dus aux entreprises de construction[163]. Le gouvernement angolais était à nouveau à court d'argent, et cette fois a recherché de l'aide auprès du FMI.

Le 23 novembre 2009, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé qu'il avait approuvé un prêt de 1,4 milliards à l'Angola « afin d'aider…à lutter contre les répercussions négatives de la crise économique mondiale ». En acceptant ce prêt, l'Angola s'est engagée à renforcer le contrôle interne des entreprises d'État (en particulier Sonangol), mettant en place un fonds souverain et en élaborant une stratégie de réforme fiscale qui « progresserait vers un système d'impôts sur la consommation »[164]. Un rapport de suivi de décembre 2011 préparé par le FMI a révélé un écart très important : le gouvernement angolais ne pouvait pas expliquer les $32 milliards en dépenses publiques entre 2007 et 2010. Fin janvier, le FMI pensait qu'une grande partie de cette différence ($27 milliards) pouvait être attribuée à des « opérations quasi-budgétaires » non comptabilisées par Sonangol pour le compte du gouvernement. Transparency et les défenseurs des droits de l'homme ont vivement critiqué le gouvernement d'Angola, exhortant le FMI à ne pas mettre à disposition les $133 millions restants du prêt de 2009 jusqu'à ce que les autorités angolaises se soient pleinement expliquées sur les fonds manquants. Malgré les préoccupations en cours, y compris les demandes d'audit de Sonangol, le FMI a libéré la tranche finale du prêt fin mars 2012.

Même au pic de la crise des liquidités de l'Angola, China Sonangol semblait faire d'énormes profits. Après une bataille juridique entre l'ancien co-fondateur de China Sonangol, Wu Yang, et ses anciens associés a révélé que l'entreprise publique devait recevoir $186 millions en dividendes provenant uniquement des activités de Sonangol Sinopec International (SSI) en septembre 2008 et en août 2011. Si ces versements étaient représentatifs, à titre d'actionnaire à 70 % dans China Sonangol, Dayuan International Development serait apparemment autorisé à recevoir un versement d'au moins $130, 2 millions.

Lorsque les gouvernements favorables aux réformes et les institutions internationales ont fait pression pour que Sonangol cesse d'agir comme un État dans un État, China Sonangol a permis à la clique au pouvoir de l'Angola d'avoir le beurre et l'argent du beurre aussi. Luanda pouvait mettre en œuvre des réformes pro-transparence pour lesquelles la communauté internationale avait fait pression sur Sonangol pendant des décennies tout en conservant sa caisse noire sous la forme de China Sonangol. En même temps, Sonangol a joué un rôle toujours plus affirmé dans la gestion de la relation de l'Angola avec le groupe Queensway, semblant avoir sa main mise sur virtuellement tous les aspects des opérations de Queensway, comme le prouve la gestion de Sonangol Imobiliária concernant les projets de construction par le CIF. L'éventail des opérations de Queensway en Angola, à son tour, n'a cessé de se diversifier de plus en plus. Dès 2011, China Sonangol était déjà devenu l'opérateur dans les secteurs du pétrole, des minerais, de l'aviation et du financement de l'Angola. Selon un rapport de 2012, une filiale du groupe Queensway, « Chinafrique », payait même les salaires de certains membres de la garde présidentielle d'Angola[165]. China Sonangol devint vraiment un État dans l'État dans un État.

L'objectif terminal du jeu de Queensway : devenir indispensable

Le 30 janvier 2012, après 12 ans à la tête de Sonangol, Vicente quitta l'entreprise pétrolière pour devenir le ministre d'État en charge de la coopération économique de l'Angola, laissant beaucoup à penser qu'il était conditionné pour succéder à dos Santos en tant que président d'Angola[166]. Cette spéculation n'a fait que s'intensifier lorsque, le 26 septembre 2012, dos Santos nomma Vicente en tant que son Vice-Président[167].

Malgré son départ de Sonangol, Vicente semblait rester impliqué dans plusieurs sociétés contrôlées par Queensway. Les dossiers d'enregistrement d'entreprise de Hong Kong de 2012 et 2013 indiquent que le vice-président Vicente était resté directeur de *Worldpro Development Limited*, *Global Investments Fund* et de plusieurs autres filiales de China Sonangol même après avoir quitté l'entreprise pétrolière d'État. Il semblerait que l'implication continue de Vicente dans la gestion de ces entreprises aurait été en violation du droit angolais. Par conséquence, le 8 août 2013, Rafael Marques de Morais, fervent défenseur angolais de la lutte contre la corruption déposa une plainte de nature pénale à qui demandait aux autorités angolaises « de lancer une procédure de destitution à l'encontre de Vicente » car son implication avec China Sonangol a violé la disposition constitutionnelle qui interdit les fonctionnaires d'État à prendre part dans « toute fonction administrative, tout poste de direction ou de gestion au sein de sociétés et à d'autres fins de nature économique »[168].

Vicente et le groupe Queensway prirent rapidement des mesures pour supprimer son nom des dossiers d'entreprise en remontant jusqu'à 18 mois antérieurs. Presqu'au moment où Marques a déposé sa plainte, China Sonangol a envoyé une « Notification des changements adoptés du Secrétaire et Directeur » aux autorités de Hong Kong en expliquant clairement que Vicente avait démissionné à la date effective du 23 décembre 2011, presque 2 ans plus tôt. China Sonangol a également envoyé une version modifiée de sa déclaration d'impôts annuels de 2012 pour montrer l'évidence que Vicente ne siégeait plus à son Conseil d'administration. Le groupe avait supprimé, de la même façon, Vicente en tant que directeur de *World Pro Development* et de *Global Investments Fund* affirmant qu'il avait quitté ces sociétés en même temps qu'il s'était retiré de China Sonangol.

Marques ne croyait pas que sa plainte au pénal serait prise au sérieux. « Le système de justice pénale est dirigé par l'armée aussi. Le président de la Cour suprême est un général, de même qu'il est le procureur général. De nombreux juges proviennent des services de sécurité », a-t-il déclaré dans une interview. « Toutes mes plaintes seront rejetées. Sans aucun doute ». Cette sorte de pessimisme souvent agit comme un fort élément de dissuasion pour les journalistes, les défenseurs de droits et les personnes en charge des réglementations qui cherchent à mettre au grand jour la corruption. Pour Marques, cependant, continuer à mettre au grand jour la corruption et la manipulation des institutions publiques est son seul recours. « Si l'Angola doit prendre le chemin menant à une démocratisation efficace, il est de ma responsabilité aussi de contribuer à l'éducation des populations. J'agis ainsi en utilisant les institutions publiques aux fins desquelles elles ont été constituées » a annoncé Marques. « C'est la seule façon de lutter pour le transfert des compétences des institutions publiques au domaine de l'intérêt public »[169].

En même temps, Queensway semblait s'être rendu indispensable au régime au pouvoir de l'Angola et aux acteurs essentiels extérieurs cherchant à faire des affaires dans le pays. En s'associant avec des hauts responsables du gouvernement angolais qui semblent être au-dessus des lois, Queensway a trouvé le moyen d'opérer en Angola avec impunité.

Passer à l'échelle mondiale

Au lieu de se servir des bénéfices générés par China Sonangol pour investir dans les infrastructures et améliorer les services publics en Angola, une partie importante de ces fonds ont servi à payer des acquisitions de biens immobiliers haut de gamme à l'étranger et ont servi à reproduire des opérations angolaises du groupe Queensway dans de nombreux autres États instables mais riches en ressources en Afrique et au-delà. Dès le début 2007, la présence de China Sonangol commença rapidement à se généraliser dans toute l'Afrique. Accompagné du CIF, China Sonangol a frappé en Guinée, Madagascar, and Niger rapidement après des coups d'état aient amené des régimes militaires au pouvoir respectivement en 2008, 2009 et 2010. China Sonangol connu pareillement un essor au Sud-Soudan rapidement après que le pays ait obtenu son indépendance.

Tout au long de cette période de foisonnement, Vicente s'est rendu dans plusieurs pays africains pour le compte de China Sonangol. Les représentants du gouvernement de ces pays africains étaient régulièrement invités en Angola pour voir les maquettes des projets du groupe Queensway (voir photo ci-après). Des représentants du CIF et du gouvernement angolais ont amené le président Alpha Condé de Guinée et Andry Rajoelina, président alors de la Haute autorité de la transition de la République de Madagascar[170], pour ne citer qu'eux, à visiter longuement le site du projet de la cimenterie comme preuve de la capacité de construction du CIF[171]. Une délégation du gouvernement actuellement sous dictature militaire du Niger s'est rendue également par voie aérienne à Luanda en juillet 2010 afin de rencontrer « Sam Xu » et de voir ce que Queensway avait à offrir. Sur son trajet

À gauche: Alpha Condé fait un tour à l'usine de ciment à Luanda en Janvier 2011. (Source: China Sonangol Vidéo Marketing, 2014.) *A droite:* Andry Rajoelina fait le tour de la même usine de ciment au début de 2012. (Source: CIF SPACE VIII, Février de 2012.)

de retour à Freetown, après les funérailles de Nelson Mandela en Afrique du sud, le président de la Sierra Leone Bai Koroma s'est arrêté en Angola pour dîner avec Sam Pa aux bureaux du CIF à Luanda Phase One[172].

Début 2008, China Sonangol a également commencé à inonder des centaines de millions de dollars dans l'immobilier et autres actifs à l'étranger. Compte tenu du fait que le FMI avait débloqué un prêt de sauvetage de $1,4 milliards à l'Angola en 2009, le fait que China Sonangol, entreprise qui était effectivement détenue à 30 % par l'État angolais, a été en même temps autorisée à placer ses bénéfices à l'étranger est ironique. En effet, il semble que le FMI, quoiqu'involontairement, était en train de subventionner les acquisitions de biens immobiliers de China Sonangol à l'étranger.

République du Congo : les affaires opaques du fils du président

Grâce à la stratégie fignolée en Angola, le groupe Queensway a cherché à obtenir son entrée dans la République du Congo en début 2005. Le 21 mars 2005, Queensway a constitué une association en participation avec l'entreprise pétrolière d'État du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), sous la raison sociale de SNPC Asia Holding Limited. Par l'intermédiaire de Dayuan, le groupe Queensway détenait 85 % des actions de SNPC Asia Holding. La société parapublique du Congo détenait une participation à 10 % dans l'association en participation et les 5 % restants étaient détenus par Espirito Santo Commerce Limited. Lo Fong Hung et Veronica Fung siégeaient au Conseil d'administration de la société de portefeuilles représentant les intérêts du groupe Queensway. La participation de la SNPC était représentée par le président de la société, Denis Gokana, et de son conseiller juridique, Blaise Elenga. SNPC Asia Holding, à son tour, avait deux filiales : SNPC Asia Development Company Limited et SNPC Asia. Denis Christel Sassou Nguesso, alors responsable de la filiale chargée de la commercialisation du pétrole de SNPC et le fils du président de la République du Congo, fait office de directeur dans ces filiales.

En 2006, SNPC Asia semblait être impliquée dans un scandale de corruption impliquant ses directeurs congolais. Une enquête menée par Kensington International, un créancier qui avait acheté une partie de la dette extérieure du Congo, a révélé que le fils du président congolais s'était laissé aller à plusieurs frénésies d'achats à Hong Kong et Paris en utilisant des fonds détournés des ventes de pétrole de la SNPC. Les relevés des cartes de crédit ont montré que Sassou Nguesso avait dépensé $35 000 en août 2006 sur des marchandises de designers. Une enquête ultérieure a montré que ces dettes ont été repayées à l'aide des fonds provenant de deux sociétés écrans anonymes basées à Anguilla, paradis fiscal. Il s'est avéré que ces sociétés faisaient partie d'un système complexe dans lequel les revenus provenant des ventes du pétrole congolais transitaient par de nombreuses sociétés écrans anonymes intermédiaires pour arriver ensuite dans des comptes contrôlés par les dirigeants de la SNPC173.

Kensington a considéré le système comme une preuve que les dirigeants de la SNPC blanchissaient de l'argent pour cacher les fonds du contrôle des créanciers. Par la suite, Kensington a déposé une action en justice à la Haute Cour de Justice et au Tribunal de district de Hong Kong (où les sociétés étaient enregistrées) cherchant à recouvrer les dettes dues par le gouvernement congolais. La plainte de plus alléguait que les défendeurs transportaient du pétrole volé et vendu aux États-Unis. Au début, SNPC Asia était citée comme l'un des défendeurs sur les documents versés aux tribunaux de Hong Kong. Toutefois, la filiale de l'association en participation de la SNPC avec le groupe avait été supprimée de ces documents au fur et à mesure que le procès avançait. A la fin, les défendeurs congolais ont été contraints de payer presque HKD 900 000 (environ $116 000) en amendes à Kensington et à plusieurs autres créanciers internationaux.

Une enquête ultérieurement menée par Global Witness a conclu que les habitudes à dépenser sans compter de Sassou Nguesso peuvent avoir été facilitées par la négligence de la part de la Bank of East Asia basée à Hong Kong. En 2004, l'Autorité monétaire de Hong Kong avait issu des directives aux banques pour gérer les « personnes politiquement exposées » (PEP). Ces lignes directrices obligent les banques à (a) obtenir l'approbation de la haute direction avant

d'accepter la PEP en tant que client, (b) prendre des « mesures raisonnables » pour identifier la source de richesses des PEP et à, (c) assurer un suivi accru, permanents des relations commerciales associées aux PEP174. La Bank of East Asia maintenait, cependant, des comptes pour Long Beach, une société écran basée à Anguilla contrôlée par Sassou Nguesso, qui servait à blanchir les capitaux de la SNPC. « La banque était en position de savoir que les fonds présents dans le compte avaient des chances de provenir des ventes du pétrole congolais » a déclaré Global Witness dans un communiqué en 2009 sur le rôle des banques dans la corruption liée aux ressources naturelles. « Les propres registres de la banque montraient que le pétrole était la principale activité de Long Beach et que les transferts sur ce compte semblaient provenir de la vente de cargaisons particulières de pétrole transportées par les pétroliers cités »[175]. Le rapport, cependant, indique que la Bank of East Asia continuait à effectuer le paiement des factures des cartes de crédit personnelles de Sassou Nguesso grâce aux fonds provenant du même compte[176].

Le scandale a eu peu de retombées négatives sur la carrière du fils du président congolais puisqu'il est à présent directeur général adjoint de la SNPC. Le 31 décembre 2013, la participation de Dayuan dans SNPC Asia Holding a été transférée à Double Fame Holdings Limited, une société écran anonyme de capitaux enregistrée aux îles BVI dont l'appartenance est difficile à retrouver.

Passer inaperçu : l'exemple de la Tanzanie

Au début de la mi-2007, les hauts dirigeants du groupe Queensway, y compris Sam Pa, ont commencé à se rendre fréquemment à Dar es Salaam pour rencontrer les hautes personnalités du gouvernement. En juillet 2008, le gouvernement tanzanien a signé une série d'accords avec China Development Bank (l'une des banques stratégiques d'État de la Chine) et China Sonangol pour développer les secteurs de l'agriculture, de l'habitation, de l'exploitation minière, de la production électrique et des infrastructures de transport de la Tanzanie. Le 30 juillet 2008, le ministre des Finances de la Tanzanie a communiqué publiquement des notes de synthèse sur les échanges tenus avec la Banque chinoise de développement et China Sonangol.

Sam Pa (à gauche) serre la main à Jakaya Kikwete (à droite), président de la Tanzanie.

Nouvelles altitudes

Selon les notes de synthèse, China Sonangol construirait un autre terminal sur l'aéroport de Dar es Salam - *Julius Nyerere International Airport* – et achèterait 49 % d'*Air Tanzania Company Limited* (ATCL), la compagnie aérienne nationale du pays. ATCL avait des difficultés financières depuis qu'elle s'était séparée en 1977 de la compagnie East African Airways, maintenant dissoute. Le gouvernement avait bien essayé de la maintenir à flot en associant ATCL à des compagnies aériennes plus rentables ailleurs dans la région, y compris en vendant 49 % de ses parts à *South African Airways* (SAA) en décembre 2002. En septembre 2006, SAA et ATCL ont, cependant, rompu leurs liens. Avec la compagnie ATCL

couverte d'une dette estimée à $4 millions le gouvernement a commencé à rechercher de nouveaux partenaires d'investissement pour remettre la compagnie sur une assise financière saine.

La proposition de China Sonangol d'acquérir la participation 49 % de cédée de SAA dans ATCL et le désir d'injecter les capitaux indispensables dans la société couverte de dettes a semblé être une bouée de sauvetage. China Sonangol a convenu d'aider le gouvernement de Tanzanie à trouver les fonds nécessaires afin d'acheter neufs aéronefs pour des vols domestiques et internationaux. Les plans qu'avait China Sonangol pour procurer les nouveaux appareils de ATCL ont été matérialisés dans un mémorandum d'accord signé en 2007[177], un an avant que les détails de l'opération ne soient publiés par le ministre des Finances de Tanzanie. Selon un représentant, l'implication de China Sonangol a forcé le gouvernement de Tanzanie et le Conseil d'administration d'ATCL à renoncer à un plan budgétaire quinquennal modeste prévu pour redresser la société en faveur d'un plan plus ambitieux pour amener l'entité vers « de nouveaux sommets »[178].

Le groupe Queensway a effectué au moins trois versements relatifs à ses opérations en Tanzanie en 2008. China Sonangol a effectué un virement de HK$ 15,6 millions (environ 2 millions USD) à la Bank of Tanzania libellé « Cabinet du président pour [sic] préliminaire ». Dayuan International Development a également fait plusieurs versements relatifs à ses opérations en Tanzanie, notamment une transaction de HK$ 12,156.241 (environ US$1,5 million) libellée « Projet [sic] Air Tanzanie » et un autre virement de HK$ 7,683.000 (environ US$1 million) libellé « Paiement pour Tanzanie et Zimbabwe »[179]. Il n'est pas sûr comment ces fonds ont été utilisés.

Pendant ce temps, la performance d'ATCL continuait à plonger et les perspectives d'un partenariat qui dure entre China Sonangol et la compagnie aérienne en difficulté commencèrent à sembler peu réjouissantes. En 2009, la compagnie aérienne a transporté 60,018 passagers comparés aux 207 305 de l'année précédente, un déclin de 345 %[180]. Début janvier 2010, Sam Pa a annoncé à *East African* que la Banque chinoise de développement financerait le rachat d'Air Tanzania mais que la bureaucratie du gouvernement de Tanzanie l'avait retardé[181]. Toutefois, le même mois, le gouvernement de Tanzanie a annoncé qu'il solliciterait des appels d'offres supplémentaires auprès d'investisseurs internationaux intéressés dans l'acquisition de la participation abandonnée de SAA dans la compagnie aérienne nationale. En juillet 2010, il a semblé que l'association China Sonangol-Air Tanzania avait été abandonnée, lorsque la presse tanzanienne a annoncé que la compagnie aérienne nationale du pays établirait un partenariat avec Air Zimbabwe.

A gauche : photo de septembre 2011 d'un panneau publicitaire à l'extérieur d'un lot vide où le projet Terminal III était censé être construit. (Source: blog de Tang Xiaoyang, China in Africa: The Real Story, 2011.) A droite : les vestiges de Kipawa, le quartier avait été rasé au bulldozer pour accueillir l'aérogare. (Source: blog de Knowledge Matters, avril 2010).

Un terminal inexistant

China Sonangol a également promis de construire un nouveau terminal sur l'aéroport international Julius Nyerere, Terminal III. China Sonangol avait même convenu de construire « gratuitement » un terminal pour VIP sur l'aéroport[182]. La décision des autorités tanzaniennes en février 2010 à démolir le quartier de Kipawa adjacent à l'aéroport, malgré les protestations de ses résidents, pour faire place au nouveau terminal a donné l'impression que la construction était immédiate. Quelques 1 300 personnes ont été expulsées. Selon *The Guardian* (UK), « Des grenades lacrymogènes ont été utilisées et plus de 300 bâtiments ont été démolis en deux jours »[183]. Quelques familles sont restées sans abri. D'autres résidents de Kipawa ont été réinstallés dans un secteur dépourvu d'électricité, d'eau potable, de routes goudronnées et d'écoles en service[184].

Aucun progrès n'a cependant été réalisé sur la construction du terminal aéroportuaire. La seule trace du projet de construction « Terminal III », un panneau publicitaire mentionnant « China International Fund » accompagné de la représentation extravagante de ce qui devait être le « Terminal III », a été depuis recouvert de peinture[185].

L'accaparement infructueux des ressources naturelles

Ni le gouvernement de Tanzanie ni les représentants d'ATCL n'ont communiqué au public une explication claire quant à la raison pour laquelle les accords liées à la compagnie aérienne et à l'aéroport avec China Sonangol n'ont pas abouti. Cependant, certaines réponses commencent à faire surface lorsque les médias tanzaniens et les membres d'opposition du Parlement commencèrent à analyser vigoureusement la situation. Ces enquêtes ont révélé que l'objectif principal de China Sonangol en

Tanzanie était d'obtenir l'accès aux ressources naturelles. China Sonangol cherchait à entrer en particulier dans les secteurs naissants du pétrole et du gaz, en obtenant en 2007 les droits de prospection du pétrole sur trois blocs situés dans la dépression logeant le lac Rukwa, une initiative que le gouvernement de Tanzanie d'alors n'avait pas révélé publiquement. Début 2009, cependant, Queensway a subi un revers considérable en Tanzanie lorsque *The East African* a rapporté que les autorités tanzaniennes avaient « donné » des licences d'exploration pétrolière à China Sonangol afin d'inciter l'entreprise à acheter des participations ATCL. Selon certains députés d'opposition, ceci a été une violation de la législation nationale régissant les marchés publics. Zitto Kabwe, président du Comité permanent des comptes des institutions paraétatiques (POAC), a affirmé que le Parlement n'a jamais eu connaissance de cet accord[186]. « Le Parlement a besoin de savoir comment des droits d'exploration pétrolière peuvent être échangés contre une compagnie aérienne », a dit Kabwe aux journalistes. Le Parlement annula sur le champ les droits d'exploration pétrolière[187] de China Sonangol.

Sam Pa s'envola vers la Tanzania plusieurs fois en novembre et décembre 2009 afin de faire part de sa cause au président Jakaya Kikwete, se plaignant que le pays faisait preuve d'une « bureaucratie excessive »[188]. Bien que la tentative de China Sonangol à acquérir les concessions d'exploration des hydrocarbures dans le bassin de Rukwa Basin ait été arrêtée par le Parlement, Sam Pa continua à rechercher l'accès à la richesse liée aux ressources naturelles de Tanzanie, cette fois en se fixant sur le secteur de l'extraction de diamants. Selon l'un des fonctionnaires du Ministère de l'Energie de Tanzanie en 2010, l'entreprise China Sonangol était « prête à payer environ $5 milliards…au gouvernement pour l'acquisition de la mine de diamants Williamson », l'une des plus anciennes de ces mines en Afrique[189].

Cependant, selon *The Guardian on Sunday* (Tanzanie), la demande des droits à la mine de China Sonangol a obligé le gouvernement de Tanzanie à se retirer des négociations sur la compagnie aérienne et la construction du terminal d'aéroport[190]. D'autres rapports suggèrent que la procédure de réglementation de la Tanzanie était la raison principale du retard. « L'accord proposé pour l'investissement de [China] Sonangol semblait à priori attractif », a précisé aux journalistes un représentant du Ministère des Transports en Tanzanie. « Mais à cause de la pratique du gouvernement sur des questions délicates comme celle-ci, le document contractuel devait passer les étapes d'un long processus, en commençant par la soumission au secrétariat du Cabinet, au comité technique du gouvernement composé de secrétaires permanents et enfin présenté au Cabinet pour approbation »[191].

A la différence de nombreux autres États riches en ressources en Afrique, la Tanzanie avait suffisamment de ressources institutionnelles de contrôle interne pour empêcher Queensway d'obtenir les ressources pétrolières et minières uniquement en attrayant les intérêts d'une petite clique au pouvoir. Apparemment, une fois qu'il est devenu évident que Queensway ne recevrait pas d'accès privilégié à la richesse liée aux ressources naturelles de la Tanzanie, le groupe a abandonné ses projets de construire le Terminal III.

Enquêtes des affaires douteuses de la compagnie aérienne

Des investigations continues en 2011 et 2012 par les journalistes tanzaniens et le Bureau du contrôleur et vérificateur général (CAG) de Tanzanie ont trouvé qu'au moins un accord entre China Sonangol et ATCL avait été conclu, mais que les conditions générales de celui-ci étaient extrêmement défavorables.

Ces communiqués de presse révélaient qu'en fait ATCL affrétait des jets auprès de China Sonangol. « Les investisseurs chinois avaient abandonné deux appareils que nous utilisons » a révélé Paul Chizi, PDG délégué d'ATCL au journal *The Guardian* en mars 2012[192]. Selon un ancien directeur de la compagnie, ATCL s'était initialement tourné vers le groupe Queensway pour affréter les jets car la compagnie aérienne n'était pas suffisamment solvable pour acheter les appareils d'elle-même[193]. Les appareils en question n'avaient pas été, toutefois, complètement « abandonnés ». Dans un contrat rédigé à la hâte, ATCL avait convenu d'affréter les appareils auprès de Wallis Trading Inc. pour une période de 6 ans à un prix exorbitant (environ $370 000 par mois). L'emploi de Wallis Trading mérite d'être signalé en ce sens que cette entité a été utilisée par China Sonangol lorsqu' « il pouvait y avoir matière à discussion sur la bonne foi soulignant le contrat, il était donc recommandé que la dénomination commerciale [China Sonangol] soit exclue de toute culpabilité »[194].

L'examen des médias a de plus révélé des carences profondes dans le contrat de location-bail. Lors de la réunion du 1er mars 2010, le comité directeur d'ATCL a conclu que le contrat de 2007 visant à affréter les avions n'était pas économique[195]. Le comité directeur a trouvé que la société n'avait ni des installations de maintenance pour l'Airbus ni des pièces de rechange normalisées pour l'appareil. Ceci s'est avéré problématique lorsque, une fois le contrat signé, il s'est trouvé que l'Airbus fourni par China Sonangol n'était pas à jour et devait subir la révision majeure exigée une fois dans les 12 ans.

Au cours des 48 mois que cet appareil est resté sous le contrôle d'ATCL, l'appareil est resté soi-disant « immobilisé pour raison de révision technique majeure en France » pour un total de 41 mois[196]. Toutefois, le prix de location imputé à ATCL resterait le même que « l'appareil vole ou soit immobilisé au sol pour n'importe quelle raison »[197]. Le prix était 10 fois supérieur au prix courant d'un jet non exploité du même modèle[198].

Curieusement, l'Airbus qui était soi-disant immobilisé au sol pour maintenance en France semble avoir été exploité ailleurs en Afrique tandis qu'ATCL continuait à payer ses charges d'affrètement. Un rapport d'ATCL, en date du 14 décembre 2010, révélait que « la visite inspection de septembre 2010 avait trouvé l'appareil peint aux couleurs *d'Air Guinea*, [quoique] le relevé des comptes soumis par Wallis Trading Inc. montrait que le loueur continuait à facturer ATCL »[199].

Alerté par les communiqués de presse, les difficultés persistantes traversées par ATCL et les projets de construction inachevés par China Sonangol, le CAG dirigé par Ludovick Utouh a lancé une investigation en 2011 dans les affaires d'ATCL et ses relations commerciales avec China Sonangol. Le rapport,

publié le 28 mars 2012, a vivement critiqué plusieurs aspects de l'accord ATCL-China Sonangol. Premièrement, le rapport notait que le Conseil d'administration et les directeurs d'ATCL avaient été exclus des négociations avec le groupe Queensway pendant que des personnalités (non nommées) du gouvernement tanzanien avaient joué le rôle prépondérant à orchestrer les contrats[200]. « [Les membres du Conseil d'ATCL] ont été seulement informés de la décision d'acquérir les deux appareils et il leur a été demandé d'avancer [$500 000] à titre d'engagement »[201]. Deuxièmement, le rapport a conclu que le contrat de location de deux appareils d'occasion était en violation du mémorandum d'accord de 2007 dans lequel China Sonangol avait convenu de fournir plusieurs jets neufs pour la compagnie. Troisièmement, le rapport soulignait qu'ATCL avait cumulé $200 millions en dettes en conséquence de ce contrat passé avec Wallis Trading Inc., suffisant pour acheter deux Airbus A320 série Prestige (jets d'entreprise) neufs. Dernièrement, le CAG a recommandé que le gouvernement intente un recours en justice à l'encontre des personnalités responsables du contrat de location ATCL-China Sonangol[202].

Le 9 avril 2012, après la publication du rapport de CAG, les conséquences des affaires douteuses d'ATCL avec China Sonangol et Wallis Trading, Inc. devinrent péniblement évidentes lorsque le turbopropulsé Dash-8-300 de Bombardier d'occasion, loué par le groupe Queensway à la compagnie aérienne tanzanienne, s'est écrasé peu après le décollage sur l'aéroport de Kigoma en Tanzanie occidentale, blessant 35 passagers et 4 membres d'équipage. *L'East African* a rapporté que l'appareil était désuet[203].

Un jet loué à Air Tanzanie par China Sonangol s'est écrasé à l'aéroport de Kigoma peu après son décollage le 9 Avril, 2012 (Source: Bongo5).[204]

Au fur et à mesure que des détails faisaient surface sur la relation de la compagnie aérienne avec China Sonangol, les dirigeants d'ATCL ont continué à se dégager du contrat. « Le projet des A320 était une initiative du gouvernement-cum-Sam Po [sic] », a écrit un employé d'ATCL dans le *Business Times*. « Ce contrat de location a été littéralement forcé sur une direction ignorante et incapable et sur le Conseil d'administration et les récriminations afférentes ne peuvent être encourues que par les principaux acteurs »[205]. Ce représentant est convaincu que les accords désavantageux ont été le résultat de l'ingérence du Ministère des Transports et de l'absence de l'équilibre des pouvoirs au sein d'ATCL[206].

La publication du rapport du CAG sur la saga ATCL-China Sonangol et l'actualité de l'avion qui s'est écrasé à Kigoma ont donné lieu à un débat houleux au Parlement de Tanzanie. Plusieurs membres du parlement ont posé des questions précises à la session du 19 avril 2012. Le Parlement et le CAG ont posté sur leur site Web respectif l'audit du CAG sur ATCL ainsi que la transcription de la session.

A la suite de la session, le premier ministre, Mizengo Pinda, a informé le président Kikwete des résultats d'enquête sur le CAG et de la réaction au Parlement. « Le premier ministre… m'a informé de tout ce qui a transpiré à la Chambre des députés et a abordé chaque ministre impliqué au cas par cas », a dit le président Kikwete aux journalistes plus tard. « L'affaire a été à nouveau sérieusement adressée par les membres du Comité central du [parti] au pouvoir, Chama Cha Mapinduzi, qui a approuvé le remaniement ministériel »[207]. Peu de temps après, Kikwete a démis de ses fonctions le ministre des Transports aussi bien que deux personnels de direction d'ATCL, notamment Paul Chizi, PDG délégué d'ATCL

Le président Kikwete a publiquement adopté les résultats de l'audit. Lors d'un discours à l'occasion de la Fête internationale du travail le 1er mai 2012, Kikwete a exprimé sa satisfaction « avec le niveau de transparence affiché par les membres du Parlement et le sérieux avec lequel la Chambre des députés a traité le rapport CAG »[208].

Bureaucratie excessive ou contrôle interne efficace ?

L'expérience du groupe Queensway en Tanzanie a eu des conséquences réelles, préjudiciables pour les citoyens de Tanzanie. L'entrée de China Sonangol dans le secteur aéronautique de la Tanzanie a par la suite entraîné l'accumulation massive de dettes encourues par ATCL suite à des contrats désavantageux avec son associé sino-angolais. Un terrain vague désert a remplacé un quartier de Kipawa duquel ses résidents ont été expulsés pour accueillir un terminal d'aéroport que China Sonangol n'a jamais construit. Le seul côté positif en Tanzanie est que ses institutions de contrôle interne ont empêché que cette relation problématique ne fasse plus de dégâts. La tentative de China Sonangol à obtenir l'accès aux blocs pétroliers et à la mine de diamants a été par la suite contrecarrée par les membres du Parlement et les personnes chargées de l'enquête visant à lever le voile sur la relation existante entre le gouvernement et le groupe.

Les deux éléments caractéristiques la pénétration de China Sonangol en Tanzanie distinguent celle-ci des autres décrites dans ce rapport. En premier lieu, les citoyens et les législateurs de Tanzanie ont été informés des intentions du gouvernement à s'engager dans un partenariat avec le groupe Queensway. Le Ministère des Finances a réellement posté sur son site Web des détails sur la relation orientée vers l'avenir du pays avec China Sonangol. Deuxièmement, lorsqu'il devint manifeste que cette association soit avait déviée des promesses initialement prévues soit que China Sonangol n'honorait pas ses obligations, les journalistes et les membres du Parlement ont pareillement investiguer sans

relâche l'affaire en question et ont exigé des réponses du pouvoir exécutif. En bref, ces personnes ont été capables de tenir le gouvernement responsable parce qu'elles ont eu accès à l'information et grâce à l'efficacité des institutions de contrôle interne.

Cette opinion n'a pas échappé au collège de la société civile de Tanzanie. « Le plus d'informations obtenues, meilleure sera la qualité du débat public », a écrit dans *The Guardian* le Docteur Stephen Munga, Evêque du diocèse du Nord-Est de l'Eglise luthérienne évangélique de Tanzanie. « Nous allons pouvoir convaincre le gouvernement de signer des marchés avec des partenaires crédibles, ceux prêts à faire l'effort supplémentaire à accroître la transparence »[209].

Malgré ce progrès, la Tanzanie a continué à faire face aux problèmes associés aux investissements de Queensway dans le pays, comme récemment en début 2015. En janvier 2015, *The Guardian* (Tanzanie) rapportait que Wallis Trading Inc., l'entreprise par laquelle China Sonangol avait loué les jets d'entreprise à ATCL, cherchait à recouvrir $43 millions de dettes en souffrance que lui devait le gouvernement de Tanzanie[210]. Peu de temps après, la Commission des comptes publics (PAC) de l'Assemblée nationale de Tanzanie a répondu en pressant le Ministère de Transports à étudier la possibilité de déposer une plainte à l'encontre de l'intermédiaire du Liban qui a facilité le contrat de location avec China Sonangol[211]. La Commission a également demandé à ce qu'une enquête approfondie soit exécutée sur China Sonangol[212].

Exploiter un État à deux doigts de la faillite : l'exemple de la Guinée

La Guinée regorge de ressources minérales abondantes. Le pays est le deuxième exportateur mondial de bauxite, matière première très prisée dans la fabrication de l'aluminium. Cependant, quels que soient les indicateurs mesurés, la Guinée est l'un des pays les plus pauvres de la planète. Son PIB annuel par habitant est de $460. Moins de la moitié de la population de la Guinée a accès à l'eau courante et à l'électricité et à peine 30 % de la population adulte est alphabétisée. Presque 15 % des enfants nés en Guinée décèderont avant d'atteindre l'âge de 5 ans.

Sam Pa (au centre, à droite) pose avec le Capitaine Moussa Dadis Camara (au centre, à gauche), ancien chef de la junte guinéenne, qui présente la maquette d'un jet d'entreprise d'Airbus à Lo Fong Hung (premier plan), François Chazelle, alors vice-président de l'aviation d'affaires et des ventes d'avions VIP d'Airbus (à droite), et Kabine Komara, ancien premier ministre de la Guinée (à gauche) en juin 2009.

La cause, largement admise, de la situation désespérée de la Guinea est la mauvaise gouvernance. L'abus de fonctions et la mauvaise gestion des ressources et des institutions publiques ont été la norme

pendant des décennies en Guinée. Selon l'Index de perception de la corruption annuel de *Transparency International*, le pays se classe régulièrement dans les derniers pays. La corruption a paralysé l'aptitude de l'État à exécuter les services publics de base et a créé un environnement d'impunité.

La Guinée a été soumise à un régime autocratique depuis presque son indépendance en 1958. Entre 1984 et 2008, le pays a été dirigé par le régime notoirement rapace du président Lansana Conté caractérisé par son manque de transparence, ses pratiques de prédateur et le manque de redevabilité. Accompagné de ses collaborateurs, ils faisaient régulièrement des retraits d'espèces à la banque centrale du pays en plein jour[213]. La « petite corruption » était aussi très répandue, lorsque des fonctionnaires, dans les bonnes grâces du président, étaient libres de surfacturer, de détourner des fonds et de solliciter des pots-de-vin protégés de toute conséquence ou d'investigation.

Le soir du 22 décembre 2008, le président Conté a succombé à la suite d'une longue maladie. Six heures après l'annonce du décès du président, un groupe d'officiers militaires ont annoncé sur les ondes la formation d'un gouvernement militaire s'appelant le *National Council for Democracy and Development* (Conseil National pour la Démocratie et le Développement, CNDD). Leur première action a été de supprimer la constitution et de dissoudre l'Assemblée nationale. Le coup d'État a été mené par le Capitaine Moussa Dadis Camara, jeune officier à la tête de l'unité des approvisionnements en pétrole de l'armée de terre. Le 24 décembre 2008, Camara a été annoncé Président du CNDD.

Un régime désespéré et isolé

L'Union africaine (AU) a condamné rapidement le coup d'État militaire. La Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a supprimé l'adhésion de la Guinée. Les États-Unis et l'Union européenne ont bloqué certains programmes principaux d'aide au développement bilatéraux.

En héritant d'un État à deux doigts de la faillite, le CNDD a promis d'entreprendre une vague de réformes. Camara a promis que la junte organiserait des « élections libres, crédibles et transparentes » d'ici décembre 2010, annonçant aux journalistes que « le Conseil n'a aucune ambition de se maintenir au pouvoir »[214]. Le CNDD a également fait la promesse de sévir le trafic de drogues et la corruption. « Quiconque a détourné des biens publics pour son profit, s'il est pris, sera jugé et punis devant le peuple », a affirmé Camara à un auditoire composé de centaines représentants du secteur public, y compris les syndicalistes, les politiciens et le clergé[215]. Le secteur minier devait recevoir une attention particulière lorsque les élus du CNDD ont promis d'entreprendre un examen de tous les contrats existants et de renégocier ceux qui n'étaient pas avantageux.

Les promesses de réforme de la junte sont restées sans suite. Les partisans du Capitaine ont reçu des postes importants au gouvernement et au Conseil d'administration des sociétés étrangères opérant en Guinée. La junte a remplacé les administrateurs régionaux par des officiers loyaux qui ont géré

les institutions publiques par des décisions autoritaires. Les institutions du secteur public, déjà en déliquescence, se sont enfoncées dans l'insignifiance. La junte a imposé des restrictions sévères sur les libertés civiles et la dissidence politique.

Ceux qui critiquaient le gouvernement ou essayaient de s'opposer au CNDD faisaient l'objet d'intimidations, harcèlements voire d'attaques. Pendant ce temps, la corruption se répandait encore davantage. Quand il prit ses fonctions en 2011, le président Alpha Condé a estimé que la junte avait dépensé plus en 2 ans de son mandat que le pays avait dépensé au cours des cinq décennies précédentes[216].

Le contrôle sur le secteur lucratif minier du pays était concentré dans les mains du ministre des Mines nouvellement appointé, Mahmoud Thiam, ancien banquier de Wall Street qui détenait la nationalité américaine et guinéenne. Bien qu'il passa énormément de temps à l'étranger, même après avoir pris ses fonctions, Thiam s'est avéré d'une influence extrême. Il a conçu une restructuration du secteur d'exploration minière qui a conduit à des accords de plusieurs milliers de dollars et a provoqué des audits sur les activités en Guinée des principales sociétés minières étrangères. En réalité, les changements apportés ont peu restructuré les réseaux de favoritisme de tout temps pour convenir aux nouveaux dirigeants de la Guinée.

La frustration parmi la population guinéenne monta de manière régulière. Le 28 septembre 2009, des dizaines de milliers de guinéens organisés par les défenseurs de la société civile se sont rassemblés dans une manifestation tenue sur le stade principal de foot de Conakry pour protester contre la junte après évidence que Camara ne respectera pas sa promesse de ne pas se présenter aux élections présidentielles prévues en janvier 2010. Peu après l'arrivée des chefs de l'opposition à la manifestation, un contingent armé de membres de la garde présidentielle, de soldats, de policiers et des membres des milices se sont rassemblés aux sorties du stade et ont tiré des grenades à lacrymogène sur les protestants avant de charger sur le stade et d'ouvrir le feu. Selon *Human Rights Watch*, 157 manifestants ont été tués par les forces assaillantes qui ont violé des douzaines de femmes et de jeunes filles et ont blessé plus 1400 personnes dans le massacre qui s'ensuivit[217]. Les gouvernements étrangers et les organisations régionales ont renforcé les sanctions et appelé à une transition prompte vers un régime civil.

Alors qu'un tel contexte politique tourmenté ferait fuir de nombreux investisseurs à cause des craintes relatives au risque politique et au tort causé à la réputation de l'entreprise, le groupe Queensway vit la possibilité de réaliser ses projets.

Le rendez-vous de tous les escrocs de la terre à Conakry

Afin d'obtenir l'accès aux gisements miniers rémunérateurs et aux droits d'exploration de la Guinée dans son potentiel offshore des secteurs d'exploration pétrolière, le groupe Queensway avait pris contact avec la junte militaire peu après le coup d'État de décembre 2008 en approchant un agent émissaire de

François Chazelle (au fond, à droite) serre la main du Capitaine Camara (centre-arrière) comme Lo Fong Hung (au centre) assiste à la cérémonie d'inauguration d'Air Guinée International à Conakry début juin 2009.

Guinée en Chine, l'ambassadeur Mamadi Diaré[218]. Début 2009, le Groupe a envoyé une délégation à Conakry pour rencontrer la junte militaire. Le principal contact du groupe à Conakry était le ministre des Mines, Mahmoud Thiam. Au début, Thiam était sceptique, proclamant que « lorsqu'un nouveau gouvernement arrive au pouvoir, en particulier un qui manque d'expérience, il y a un phénomène qui se répète toujours : tous les escrocs de la terre vont arriver. Et tous les escrocs de la terre reçoivent les promesses les plus impressionnantes, ont accès à des milliards de dollars en lignes de crédit, en prêts »[219]. Malgré toutes les craintes estompées, Manuel Vicente, PDG de Sonangol, arriva en jet privé à Conakry peu de temps après[220].

D'autres hauts responsables du nouveau gouvernement sont restés cependant sceptiques. Après tout, le groupe Queensway n'était simplement qu'un autre investisseur international dépourvu de toute transparence motivé pour avoir une part des ressources abondantes de la Guinée. Pour se démarquer de ses rivaux, Queensway a tenu une réception sur l'aéroport international de Conakry pour célébrer le lancement de la nouvelle compagnie aérienne. Camara était l'invité d'honneur. Dans l'assistance se trouvaient Sam Pa et Lo Fong Hung, représentant CIF et China Sonangol, les commanditaires de la compagnie aérienne nationale. Des représentants d'International Enterprise Singapore, organisme gouvernemental qui vante les intérêts financiers de Singapour à l'étranger, étaient également invités. François Chazelle, alors vice-président de l'aviation d'affaires et des ventes d'avions VIP d'Airbus, était

Lo Fong Hung (à gauche) et Sam Pa (à droite) sont assis au premier rang la cérémonie d'inauguration de la compagnie aérienne à Conakry. L'audience comprend également François Chazelle (troisième rangée, à gauche), Mahmoud Thiam (à droite) et Ian Lee, alors Directeur régional du Moyen-Orient pour International Enterprise Singapor et Africa Group (deuxième rangée, à gauche).

également présent car il entretenait déjà une relation d'affaires préexistante avec Sam Pa remontant à l'achat par China Sonangol de trois jets privés d'Airbus et, Ian Lee, alors Directeur régional du Moyen-Orient pour International Enterprise Singapore et Africa Group[221].

Le 12 juin 2009, une semaine après, l'association en participation s'est plus accentuée lorsque le CIF et le CNDD ont signé un accord-cadre qui définissait les plans visant à établir une association en participation à utiliser comme véhicule de placement pour les investissements du Groupe dans le pays. Le CIF serait l'actionnaire majoritaire dans l'association en participation, détenant 85 % du capital de la société (cette participation de 85 % était par la suite divisée entre le CIF et China Sonangol). Le gouvernement de Guinée conserverait au début une participation à 15 % accompagnée de l'option d'achat de 10 % supplémentaire des parts de Queensway à une date ultérieure.

L'accord-cadre stipulait que l'association en participation exécuterait des projets dans des secteurs économiques très diversifiés, notamment les secteurs suivants : « énergie, traitement des eaux, production électrique, transport, logement, agriculture, pêche ou toute autre initiative d'intérêt commun »[222]. En effet, comme il l'avait déjà fait ailleurs, le Groupe a promis d'entreprendre un ensemble de projets ambitieux et extravagants, comprenant une nouvelle centrale thermique, des installations de traitement de l'eau et plusieurs grands barrages autant que la construction de bâtiments administratifs grandioses pour le gouvernement, évalués à $650 millions. Il installerait un réseau ferroviaire transguinéen pour

transporter les minerais extraits de l'intérieur du pays sur un port du littoral. Le Groupe a promis d'expédier 100 bus à Conakry dans les 45 jours suivant la signature de l'accord. La compagnie aérienne récemment inaugurée, Air Guinée International, faisait également parti du programme[223].

Comme en Angola, le CIF s'est engagé à financer les projets et serait en charge de la conception et de la mise en œuvre. Le gouvernement guinéen, à son tour, faciliterait la capacité de CIF à obtenir tous les permis et autorisations nécessaires et les « exemptions applicables ». De surcroît, l'accord-cadre précisait que pendant une période de 12 mois (« la période d'exclusivité »), l'entreprise en participation aurait les droits exclusifs d'entreprendre les projets dans tous les secteurs précédemment cités. En effet, le gouvernement a convenu « de n'entreprendre à aucun moment de la période d'exclusivité des discussions, des négociations ou de signer des contrats ou des accords avec un tiers sur des projets concurrents »[224]. Plus important, une clause de confidentialité a stipulé que « toutes les informations échangées entre [les parties de l'accord] relatives à cet accord-cadre et tous les documents, supports d'information et autres données y afférents, …en vertu de cet accord-cadre et sur les négociations s'y rapportant…resteront strictement confidentiels aux parties, à la fois pendant l'exécution et à la fin du projet »[225].

Aussi radical que cela était, l'accord-cadre n'était rien d'autre que le cadre d'un partenariat. De nombreux détails de la constitution et des opérations de ce partenariat doivent encore être éclaircis. Le groupe Queensway a envoyé deux émissaires, Jack Cheung Chun Fai, conseillé très proche de Sam Pa et Adrian Lian, pour représenter ses intérêts à Conakry. Du côté de la Guinée, Camara a constitué un « comité directeur » afin de coordonner les investissements du CIF et de China Sonangol dans le pays. Thiam a occupé les fonctions de l'un des vice-présidents du comité directeur[226].

« Le contrat du siècle »

Le 10 octobre 2009, 2 semaines à peine suivant le massacre du 28 septembre, des représentants du groupe Queensway et de la junte militaire de la Guinée ont signé un pacte d'actionnaires visant à finaliser les conditions générales de leur association. Vicente et Cheung étaient les deux signataires du pacte pour le compte de Queensway. Deux représentants du CNDD, le ministre des Finances, Mamadou Sandé, et le ministre de la Justice, Siba Nolamou, ont signé le pacte pour la junte.

Thiam a appelé le pacte d'actionnaires « le contrat du siècle ». Bien que les documents régissant la société de personnes n'aient pas été communiqués au public, Thiam a donné à la presse un aperçu du pacte, ressemblant à l'accord d'association entre le groupe Queensway et l'Angola :

> *Les $7 milliards seront financés par le CIF par les mêmes mécanismes utilisés pour les $11 milliards investis par les entreprises chinoises en Angola depuis 2005 : une*

> *combinaison de leurs fonds propres, des lignes de crédit de banques privées et d'État chinoises et par des banques internationales à leur signature*[227].

Le pacte d'actionnaires créa officiellement une association en participation entre le groupe Queensway et le gouvernement guinéen appelée Africa Development Corporation (ADC). Les filiales enregistrées à Singapour de China Sonangol et du CIF devait détenir chacune une participation à 42,5 % dans l'affaire et le gouvernement de Guinée aurait les 15 % restants[228]. Le pacte stipulait qu'ADC aurait plusieurs filiales pour exécuter ses opérations dans divers secteurs économiques sous l'appellation de « Guinea Development Corporation » (GDC). ADC détiendrait 85 % du capital de chaque filiale et l'État guinéen contrôlerait les 15 % restants. Ces filiales de GDC étaient GDC *Mining Oil* & *Gas*, GDC *Commercial* & *Logistics*, GDC *Water* & *Energy* et GDC Transport.

Après examen du pacte, les conditions générales étaient ouvertement défavorables au peuple guinéen. Deux articles du pacte conféraient à ADC et aux filiales GDC les droits exclusifs sur les projets dans une grande diversité de secteurs :

> *Les parties proposent que ADC et les filiales GDC doivent servir à titre de véhicule de titrisation pour leur association en participation aux fins, entre autres (a) [sic] de construire et/ou d'assurer des services dans les secteurs suivants : eau, électricité (y compris des groupes électrogènes, un centrale électrique, barrages [sic] hydroélectriques), logement, port maritime, pêche, télécommunications, aéroport, compagnie aérienne, logistique, réseau routier, réseau ferroviaire et tous les projets relatifs aux transports, aux infrastructures et autres projets relatifs aux services publiques, (ii) investir et exploiter les mines de diamants, fer, bauxite, or et les concessions minérales, gazières et pétrolières et, (iii) tous les autres projets (« les Projets ») que pourraient convenir de temps en temps les Parties dans la République de Guinée.…*
>
> *Soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, la République de Guinée doit donner la pleine exclusivité à ADC et aux filiales GDC dans les secteurs indiqués et approuvés par les Parties, telle que mentionnés dans les projets proposés à être entrepris par les filiales GDC dans ce Pacte et l'Accord-cadre (« Secteurs des projets »)*[229].

En substance, le pacte d'actionnaires conférait le contrôle par ADC de l'entière économie du pays pour autant que la junte militaire le juge nécessaire.

La composition du Conseil d'administration à trois membres d'ADC est un deuxième exemple des conditions extrêmement désavantageuses. Conformément au pacte d'actionnaires, le Conseil serait constitué de trois membres, deux nommés par le CIF et China Sonangol et le troisième nommé par le

gouvernement guinéen. Selon *Africa-Asia Confidential*, les trois premiers membres du Conseil étaient Adrian Lian, Jack Cheung et Thiam. N'exigeant qu'une majorité simple concernant les décisions d'investissement essentielles, la structure de ce conseil garantissait que le groupe Queensway contrôlerait en permanence toutes les prises de décisions d'investissement pour la société (et le pays)[230].

Le pacte d'actionnaire d'ADC contenait une clause de confidentialité par laquelle chaque partie « doit traiter sous le sceau du secret et ne pas révéler ni utiliser les données de nature confidentielle relatives à ADC et aux filiales GDC ou que les autres parties ont reçues ou obtenues par suite de la conclusion du dit accord ». La junte avait passé un accord qui aurait des implications importantes sur pratiquement tous les secteurs économiques du pays et pourtant, il n'aurait pas la possibilité de donner des détails sur les investissements passés ou sur les parties avec lesquelles il avait conclu l'affaire. Selon *The Economist*, le groupe Queensway était « si enchanté qu'il aurait fait cadeau au dirigeant militaire de la Guinée d'un hélicoptère »[231].

Le groupe Queensway a aussi aidé à alléger les difficultés financières de la junte à court terme. Selon les communiqués de presse de fin octobre 2009, les filiales enregistrées à Singapour du CIF ont transféré $100 millions d'un compte à la Banque centrale de la République de Guinée. Thiam a demandé $50 millions de ce transfert à titre d' « appui budgétaire d'urgence » afin de maintenir à flot le gouvernement à court d'argent[232]. Une correspondance entre China Sonangol et la Banque centrale de la République de Guinée connecte Sam Pa à ce virement bancaire. Une lettre du 21 juillet 2010 provenant d'Alhassane Barry, alors gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée, à « M. Antonio Famtosonghiu Sampo Menezes », un alias connu de Sam Pa, a confirmé qu'au moins un virement bancaire de $45 millions s'est produit d'un compte de la *Bank of China* (Hong Kong) sous le même alias.

Les critiques internationales sur les affaires du Groupe en Guinée ne se sont pas fait attendre. La Chambre des représentants des États-Unis a adopté une résolution condamnant l'accord et demandant son annulation. Au Royaume-Uni, le Secrétaire d'État à l'Europe, David Lidington, en en fait autant en critiquant les accords dans un mémorandum explicatif. Une analyse publiée par *Chatham House* a déclaré que le CIF « ne semble pas considérer l'instabilité du régime militaire comme un frein à ses ambitions. Loin de là, le Groupe a saisi l'occasion du coup d'État pour parvenir à des accords lui donnant éventuellement un contrôle démesuré sur toute l'économie[233].

Etant donnés les désavantages flagrants contenus dans le pacte, le « contrat du siècle » allait être considéré comme une débâcle économique pour le peuple guinéen.

Critiques supprimées ou ignorées

Le 8 octobre 2009, plusieurs jours avant l'annonce de l'affaire, le Conseil des ministres de la Guinée s'est rencontré pour discuter « des divers documents qui devaient régie la relation contractuelle » avec le groupe Queensway. A cette réunion, qui était présidé par le Premier ministre d'alors Kabiné Komara, le Conseil des ministres a formulé des commentaires importants et a soulevé plusieurs domaines de préoccupation concernant le projet de pacte d'actionnaires. Après étude de la version finale du pacte, le Premier ministre Komara a toutefois fait observé que les directives du Conseil des ministres avaient été largement ignorées et que « de nouvelles dispositions qui [allaient] au-delà du mandat donné au Comité directeur du Conseil…avaient aussi fait surface ». Le Premier ministre Komara a alors écrit, le 4 novembre 2009, au Comité directeur responsable de la coordination des investissements par le CIF et China Sonangol pour demander instamment au ministre des Mines que soient renégociées « certaines clauses qui étaient plutôt déséquilibrées pour le côté guinéen »[234].

Lorsque les préoccupations exprimées dans la première lettre du Premier ministre sont restées sans suite, il écrivit une deuxième lettre au Président du Comité directeur. Le 2 décembre 2009, des copies ont été également envoyées au ministre des Mines ainsi qu'aux ministres de la Justice et de l'Economie. En annexe du deuxième courrier était un mémorandum de six pages qui donnait une analyse détaillée des désavantages du pacte d'actionnaires et des directives visant à « faciliter et à expédier la révision et la renégociation »[235] du contrat. Le mémo indiquait que le Conseil des ministres avait décidé en particulier, au cours de leur réunion du 8 octobre que l'exclusivité ne doit pas être accordée à ADC ou aux filiales de GDC, bien qu'il reconnaissait que le CIF et China Sonangol pouvaient servir conjointement à titre d'associé stratégique. « La priorité serait donnée à l'associé stratégique », continua le Premier ministre Komara « à la condition que les prix qu'il offre sont plus rentables et que sa compétence et sa réputation soient reconnues dans les secteurs concernés »[236]. De plus, le Premier ministre affirma que l'exclusivité devait être accordée à ADC uniquement pour une durée fixe n'allant pas au-delà de 12 et que le statut doit uniquement s'appliquer sur les projets convenus lors de la négociation de l'accord-cadre.

Le mémo révèle que le Conseil des ministres n'avait aucune connaissance à ce que le Comité directeur prévoyait de former une entreprise minière nationale avec le CIF :

> *Le Conseil des ministres n'avait pas…abordé la question de la création d'une entreprise minière nationale. De plus, il est inacceptable d'engager maintenant un investisseur étranger sera un actionnaire dans l'entreprise en question, car cela lui donnerait ipso facto une participation de toute la richesse présente et future du pays*[237].

Le Premier ministre questionna le principe et la validité dans leur globalité de l'accord. « Le gouvernement n'accordera pas de concessions en gage d'investissements », annonçait sans détour le mémo visant à conseiller le comité directeur, « cette clause doit être supprimée dans son intégralité ». Par ailleurs, le Premier ministre Komara annonça que le pacte d'actionnaires ne serait pas considéré final, en affirmant

que « le document ne peut pas être juridiquement contraignant dans le contexte actuel de la transition étant donné que les domaines et les sujets sont de nature délicate, diverse et stratégique »[238].

Bien que quelques guinéens soient restés secrets quant aux détails de l'association avec le Groupe, au moins un défenseur a connu des répercussions pour avoir dénoncé les accords. Yero Baldé, alors Directeur du financement des projets pour Guinea Alumina Corporation, perdit son emploi après avoir fait entendre ces préoccupations sur les accords que la junte avait négociés avec le groupe Queensway. Le 27 février 2010, Baldé a fait son apparition sur la chaîne de télévision nationale et a critiqué l'affaire. « Quelque chose sonnait vraiment faux », rappelait-il plus tard. « Le gouvernement venait à peine de violer des femmes et tuer des civils innocents, tous les investisseurs déguerpissaient et pourtant ce groupe est resté et a signé un accord. Il est difficile de savoir ce qui est vraiment pour la Guinée dans cet accord »[239]. Après l'apparition de Baldé sur les chaînes nationales, Thiam a demandé aux directeurs de Guinea Alumina Corporation de s'occuper de leur directeur du financement des projets au franc-parler. Baldé fut licencié peu de temps après[240].

La chasse à la sorcière du CNDD dans le secteur minier et pétrolier

Comme si des droits exclusifs sur tous les gisements minéraux et pétroliers tombés en déshérence de la Guinée ne suffisaient pas, Queensway a aussi aidé à expédier la restructuration du secteur minier et pétrolier du CNDD en soutenant des audits des entreprises minières et pétrolières déjà en activité dans le pays. United Company RUSAL Plc, basée en Russie, la plus grande société productrice d'aluminium au monde et un acteur important dans le secteur de l'extraction minière de la Guinée, a été la première entreprise visée par les audits.

L'une des ressources les plus lucratives de RUSAL en Guinée, la bauxite et l'usine d'alumine de Friguia, a été l'objet principal de l'examen du secteur minier du CNDD. RUSAL avait acheté l'usine de Friguia en 2006 au gouvernement de Conté. En mai 2009, Thiam a affirmé aux journalistes que le gouvernement de Conté avait vendu l'usine à RUSAL pour $20 millions à peine, une fraction de la réelle valeur de Friguia, justifiant les procédures juridiques du gouvernement afin de rectifier la situation. Début septembre 2009, un tribunal de justice a déterminé que la vente de 2006 de l'usine de Friguia était nulle et non avenue. Selon Momo Sacko, conseiller juridique à la Présidence à cette période, ceci signifiait que « à partir de maintenant, [l'usine de Friguia] appartient à 100 % à la Guinée »[241].

Le 14 octobre 2009, 6 semaines après la décision du tribunal d'annuler le titre de propriété de RUSAL sur Friguia et quelques jours à peine après la signature du pacte d'actionnaire d'ADC, la junte a signé un accord de prêt avec le groupe Queensway. L'accord stipulait que la filiale du CIF enregistrée à Singapour consentirait un prêt jusqu'à concurrence de $3,3 millions aux fins exclusives d'engager le cabinet Alex Stewart International, société de conseils internationale, « afin de lancer un audit sur les activités de l'industrie minière en particulier dans la République de Guinée, y compris sur RUSAL »[242]. L'accord de

prêt a été signé par Thiam, qui a insisté que le CIF « était le seul lieu auprès duquel [le gouvernement de Guinée] pouvait obtenir ces fonds »[243]. Par la signature de l'accord, Thiam a par ailleurs engagé l'État guinéen à payer au CIF 2 % de tous les fonds que la junte avait récupérés après l'audit d'Alex Stewart sur le géant russe de l'aluminium à titre de « rémunération au succès ».

Le 13 janvier 2010, Alex Stewart signala au gouvernement qu'il était en droit de réclamer des dommages-intérêts de montant de $860 millions à RUSAL [244]. Ceci signifiait que le CIF pouvait réclamer une prime de succès potentielle de $19,2 millions, un chiffre presque six fois supérieur au montant d'origine du prêt. De plus, conformément au pacte d'actionnaires d'ADC, ADC était sur le point de recevoir les droits exclusifs sur l'usine de Friguia saisie de RUSAL.

RUSAL était le seul investisseur visé parmi plusieurs autres à subir l'examen du CNDD des contrats miniers et pétroliers. La société pétrolière basée à Houston, *Hyperdynamics Corporation*, devint pareillement confrontée à une dispute avec la junte qui a entraîné la confiscation d'environ 70 % de sa superficie d'exploitation pétrolière à l'étranger. Selon *Africa-Asia Confidential*, cette participation tomba directement dans les mains de China Sonangol[245].

Ousmane Kaba, chef du comité d'audit du CNDD, a annoncé aux journalistes, lors d'une conférence de presse, que les audits ne doivent pas être considérés comme « une chasse aux sorcières ». Les audits, selon Kaba, ont été la tentative de comprendre comment et par qui les décisions essentielles avaient été précédemment prises. « Si nous n'essayons pas de savoir comment notre pays a été géré hier » a-t-il continué, « nous ne pouvons pas prétendre léguer à nos enfants une Guinée prospère »[246].

Le rôle du groupe Queensway, concurrent potentiel de RUSAL, dans le financement de l'audit a été sans conteste un conflit d'intérêt qui a sapé l'intégrité du processus d'examen du contrat. Un autre aspect problématique de l'audit de Friguia (et de la restructuration du secteur des industries extractives dans un contexte plus large) ont été les rapports que le ministre des Mines Thiam, l'allié incontournable de Queensway à Conakry, ait été financièrement récompensé pour avoir garanti que le CIF et China Sonangol bénéficient de la restructuration[247].

Thiam a été impliqué dans un autre scandale de corruption impliquant un investisseur étranger important qui a bénéficié de l'examen du secteur des industries extractives. Plusieurs rapports affirment que Thiam a servi d'interlocuteur pour au moins un investisseur étranger, *BSG Resources Ltd*, société d'exploitation minière contrôlée par le milliardaire israélien Benny Steinmetz, pour soudoyer des officiers supérieurs de l'armée. Le rôle présumé de Thiam dans ces transactions a, par la suite, fait l'objet d'une enquête par le FBI[248].

Les allégeances changeantes de Queensway à Conakry

Le 3 décembre 2009, le commandant de la garde présidentielle a tiré sur Camara et l'a gravement blessé. Le jour suivant, Camara s'envolait vers le Maroc pour recevoir des soins médicaux. Le Général Sékouba Konaté, vice-président du CNDD et ministre de la Défense, est intervenu pour diriger le gouvernement. Bien que beaucoup craignait que la tentative d'assassinat plongerait encore plu la Guinée dans la crise, les dirigeants de la région ont travaillé de pair avec Konaté pour accélérer le passage du pays vers un régime civil. En janvier 2010, Konaté a promis que des élections seraient tenues dans les 6 mois qui viennent et, plus important encore, qu'il n'y aurait aucun candidat des forces armées guinéennes. Peu de temps après, Jean-Marie Doré, un chef de l'opposition impliqué dans l'organisation des manifestations du 28 septembre, devint le Premier ministre *ad interim* et a lancé la préparation des élections présidentielles.

Bien que plusieurs alliés principaux du groupe Queensway aient maintenu temporairement leur poste à Conakry, il devint manifeste que des changements importants au paysage politique de Guinée étaient imminents. Le Groupe chercha à nouer de nouvelles relations qui garantiraient que sa présence en Guinée survive au CNDD.

Fin juin 2010, le directeur du service des communications pour le Premier ministre par intérim a diffusé un communiqué de presse annonçant une déclaration d'engagement entre le CIF et le gouvernement provisoire. La dépêche expliquait que Sam Pa et Thiam (toujours ministre des Mines) étaient venus rencontrer le Premier ministre par intérim Doré. Au cours de la rencontre, Sam Pa vendait apparemment la Chine à titre d'exemple d'un modèle économique pour les pays africains et a prôné la valeur des investissements du groupe Queensway partout ailleurs sur le continent. « Ce que la Chine a réalisé, l'Afrique peut le faire aussi », a dit Sam Pa à Doré. Dans un diaporama de présentation, Sam Pa faisait défiler les réalisations prétendues du groupe Queensway en Angola dans un effort de montrer « la puissance et la fiabilité du CIF »[249]. Il a été rapporté que Sam Pa a suggéré au Premier ministre du gouvernement transitoire que les projets en Guinée pourraient rapidement commencer avec la volonté qui s'imposait. Doré a été cité pour avoir dit à Sam Pa en réponse de son enthousiasme : « nous souhaitons exprimer notre engagement à travailler avec la Chine et en particulier avec vous »[250].

La parade nuptiale de Sam Pa au cabinet du Premier ministre a été en fort contraste avec la relation tendue entre le groupe Queensway et la Banque centrale de la République de Guinée pendant cette période. Rapidement après que Sam Pa ait rencontré le Premier ministre par intérim Doré, le groupe Queensway prit des mesures afin de réclamer les fonds qu'il avait transférés à la Banque centrale de la République de Guinée en novembre 2009 dans les derniers mois de pouvoir de la junte de Camara[251]. Dans une série de courriers officiels envoyés en juillet 2010, Cheung, le représentant de Queensway à Conakry, a écrit au gouverneur de la banque centrale de la République de Guinée exigeant à ce que le solde restant du prêt de $45 millions alloué à la banque à titre « d'appui budgétaire d'urgence » soit reversé à China Sonangol. Cheung a menacé qu'il y aurait « de graves répercussions politiques et

A gauche : Sam Pa et une assistante à Conakry. *A droite :* Sam Pa rencontre de Sam Pa (à gauche) avec le Premier ministre Doré et le ministre des Mines Thiam en juin 2010. (Source: *Guinea 24*.)

juridiques » si le gouvernement ne répondait pas aux préoccupations de China Sonangol[252]. Dans sa dernière mise en demeure, Cheung expliquait que l'auditeur des comptes de la société « n'a pas été satisfait avec la contrôlabilité de la somme déposée à la Banque centrale de la République de Guinée.… Il est très important de ce virement bancaire immédiatement …. Autrement, notre auditeur et le service des finances de notre groupe perdra toute confiance à investir en Guinée »[253].

Pendant ce temps, au fur et à mesure que la transition politique de la Guinée s'installait, le groupe Queensway a lourdement accentué sa séduction envers les deux candidats de tête des élections présidentielles vivement attendues. Selon *Africa Confidential*, le groupe Queensway a nommé l'épouse d'un candidat, Mme Halimatou Diallo, au Conseil d'administration d'Air Guinée International[254]. Après qu'Alpha Condé ait remporté les élections présidentielles de novembre 2010, les efforts déployés de Queensway pour le séduire se sont intensifiés. Juste après le mois qui suivit son inauguration, Condé a effectué le voyage en Angola à titre de visite d'État. En plus de rencontrer en privé le président dos Santos, la visite de plusieurs sites de projets du CIF et du GRN fut donnée au président Condé. Le ministre des affaires étrangères de l'Angola, George Chikoty, accompagna le président Condé au *Novo Centradidade do Kilamba*, le projet immobilier de l'État avec le CIF controversé sur la banlieue de Luanda présentant des liens opaques au CIF. Il fut escorté ensuite à la cimenterie de Queensway située dans la banlieue de la capitale[255].

Le partenariat avec Bellzone

Afin de couvrir ses risques, le CIF a également constitué, en mai 2010, une société de personnes avec Bellzone Mining Plc, entreprise relativement inconnue et détenue principalement par des investisseurs australiens. Le directeur général de la société et le plus important actionnaire était un ressortissant d'Australie, Nikolajs Zuks, qui détenait une participation de 31,5 %. Le CIF a conclu

une série d'accords avec Bellzone visant à entreprendre conjointement en Guinée les projets dans les secteurs de l'exploitation minière et de la construction des infrastructures le 4 août 2010. Le contrat de l'association avec Bellzone a été contresigné par Thiam et le ministre de l'Economie et des Finances, Kerfalla Yansane, deux représentants rescapés de la junte militaire de Guinée.

Après avoir finalisé l'accord, le directeur général de Bellzone a appelé le CIF « un groupe d'entreprises hautement respecté à l'expérience avérée dans le développement des projets importants de construction des infrastructures en Afrique »[256]. En énumérant les avantages de s'associer avec le CIF, Graham Fyfe, directeur des opérations de Bellzone, a souligné le groupe est bien nanti, déclarant que « d'un point de vue liquidités, oui, ils en ont vraiment beaucoup ». Lors d'un discours donné à une conférence sur les industries extractives en septembre 2011, Fyfe a également cité « la relation intime avec Sinopec », (l'une des plus importantes entreprises d'État pétrolières chinoises) du groupe Queensway et a affirmé que le groupe a probablement « des relations au plus haut placées en Chine ». Le représentant a fait référence à l'équipe juridique et commerciale du CIF comme étant « un groupe de jeunes loups ambitieux » désireux de s'engager dans « des négociations difficiles » mais il a ajouté que Bellzone pensait globalement « qu'il était facile de faire des affaires » avec le CIF »[257].

Le CIF et Bellzone ont convenu d'exploiter conjointement les gisements de minerais de fer sur les sites de Kalia et de Forécariah en Guinée. Le CIF a convenu de financer le « projet de fer Kalia », qui coûterait environ $4,45 milliards en échange des droits pour acheter toute la production de la mine aux prix du marché. Après la signature de l'accord CIF-Bellzone, Le président en exercice Konaté a signé un décret qui donnait à Bellzone « un corridor exclusif » pour construire le réseau ferroviaire et les installations portuaires afin d'exporter la production du minerais de fer extraite à Kalia »[258]. Dans le cadre de son accord avec Bellzone, le CIF a convenu de financer et de construire les infrastructures nécessaires. A la même période, le CIF et Bellzone ont constitué une association en participation « visant à entreprendre le programme accéléré du projet d'exploitation et de mutualisation des infrastructures issues des exploitations minières du CIF à Forécariah qui s'étend entre 30 et 80 kilomètres à partir du littoral guinéen »[259].

Même après avoir mis en place deux concessions minières productives en partenariat avec Bellzone et les élections de 2010, le groupe Queensway a continué ses efforts visant à prendre le contrôle des opportunités du secteur minier aux entreprises concurrentes. Lors d'une réunion en septembre 2011 avec les représentants du gouvernement de Guinée, les représentants du binôme CIF-Bellzone ont essayé de persuader le gouvernement de Condé de lui accorder les droits sur la mine de fer de Simandou, dont le titulaire de cette concession lucrative est Rio Tinto[260]. Lorsque *The Sunday Times* (UK) a demandé si cette entreprise essayait de retirer le contrôle de Simandou de son géant minier rival, Zuks a simplement répondu, « Qu'est-ce qu'il y a de mal à ça »[261]?

Remédier aux dégâts

Après les nombreuses promesses de sa campagne et les déclarations publiques dans les semaines qui suivirent son inauguration en décembre 2010, le président Condé prit des mesures concrètes pour réformer le secteur de l'industrie extractive. Le président nouvellement élu a engagé les services du philanthrope millionnaire, George Soros, fondateur d'*Open Society Institute*, pour aider au processus d'examen du secteur minier. « La Guinée est en train de connaître une nouvelle ère », a annoncé Soros aux journalistes. « Ses ressources naturelles n'ont pas servi au bénéfice des populations. La Guinée a maintenant la possibilité de le faire »[262].

Le processus d'examen commença rapidement après. Dans une lettre de déclaration du 30 juin 2011 envoyée au FMI, le gouvernement a découvert qu'un seul prêt de $78 millions avait été contracté par le groupe Queensway sur les 2 ans d'engagement et les milliards promis[263]. Pour aller de l'avant, le gouvernement de Guinée a promis de « renoncer à tout emprunt aux conditions non préférentielles ou à toute émission de garanties prévues dans l'accord [du CIF et de China Sonangol] »[264].

Le nouveau code minier élaboré par l'administration de Condé a été approuvé le 9 septembre 2011. Les organisations internationales de la société civile, plusieurs desquelles ont servi de conseillers au gouvernement de Guinée tout au long du processus de réforme, ont félicité le nouveau code, soulignant à la fois son contenu et le processus par lequel il a été rédigé. Le code minier imposait la publication de tous les contrats du secteur miniers et a établi un engagement officiel aux principes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI). Il a établi des « procédures d'attribution, de renouvellement, de transfert et d'annulation des titres miniers » claires et transparentes. Le code exigeait que toutes les entreprises du secteur minier présentes en Guinée signent un « code de conduite » et mettent un plan de suivi anticorruption en coordination les autorités guinéennes. Mohamed Lamine Fofana, le ministre des Mines du gouvernement de Condé, a déclaré aux journalistes que « le nouveau code minier permettra aux investisseurs miniers en Guinée de travailler dans la transparence »[265].

Le 22 janvier 2012, le gouvernement de Guinée a publié le mandat destiné au processus d'examen des marchés en Guinée qui présentait les institutions et les procédures impliquées dans le processus. De cette façon, les objectifs du mandat étaient : renforcer la légitimité des contrats miniers, éliminer le doute sur les contrats non contrôlés, empêcher que les réformes ne sapent la confiance des investisseurs et renforcer la base juridique des contrats. Le document présentait également des plans visant à créer deux comités pour contrôler le processus, un comité technique et un comité stratégique, et décrivait les rôles de chacun. En bref, une tournure heureuse des évènements qui a été le catalyseur des premières élections démocratiques du pays depuis son indépendance en 1958 a amené une fenêtre d'opportunité pour la réforme du secteur minier.

Le 15 février 2013, le gouvernement de Guinée a publié en ligne les contrats existants du secteur minier, faisait de lui le premier des États africains à mettre à disposition ces documents au public[266]. De

plus, l'administration de Condé a reconnu les contraintes imposées sur les capacités institutionnelles auxquelles elle était exposée et a recherché le soutien technique et stratégique auprès d'experts internationaux éminents sur la transparence du secteur de l'extraction. Le *Revenue Watch Institute* (actuellement le *Natural Resource Governance Institute*) s'est associé à l'institut de la Banque mondiale et à l'Université de Columbia pour configurer le site Web où les contrats miniers de la Guinée ont été publiés[267]. Le même organisme s'est également associé à l'Institut supérieur de l'information et de la communication et la *Thomson Reuters Foundation* pour mener un programme de formation de 10 jours destiné à 15 journalistes guinéens pour faire des reportages sur les industries minières et pétrolières[268].

Même après la transition du pays vers un régime civil, enquêter sur la corruption restait dangereux. 8 mois à peine après avoir pris ses fonctions en tant que directeur du Trésor, Aissatou Boiro a gagné la réputation d'être un opposant acharné à la corruption et avait lancé des investigations officielles sur la disparition de millions de dollars des caisses de l'État de la Guinée pendant le mandat des précédents régimes. Le 9 novembre 2012, Boiro a été tué par une balle tiré par un groupe d'hommes portant des uniformes militaires. D'anciens collègues sont convaincus que l'assassinat était une tentative de contrarier l'enquête en cours. « [E]n Guinée toutes les affaires de détournement à grande échelle se produisent au niveau du département du Trésor », a confié un ancien agent du Trésor à Reuters. « [Boiro] était devenu un élément gênant pour les prédateurs économiques qui sont au gouvernement »[269].

Maintenir la cadence

Les opérations de Queensway en Guinée révèlent les longues périodes qu'il a passé afin de préserver sa source de richesse mal acquise auprès d'un gouvernement illégitime même après que ses alliés soient destitués du pouvoir. La transition politique de la Guinée a donné une occasion de devenir un exemple rare de succès parmi des États fragiles cherchant à mettre en place des systèmes efficaces visant à gérer le secteur des industries extractives. En même temps, l'exemple de la Guinée montre le parcours du combattant auquel sont exposés les États nouvellement démocratisés lorsqu'ils cherchent à instaurer ces réformes. Finalement, la capacité de la Guinée à transformer sa richesse issue de l'industrie minière en résultats tangibles de développement dépendra de si le gouvernement a réellement la volonté et la capacité d'aller jusqu'au bout de ses réformes.

Le partenariat entre China Sonangol et Bellzone a, cependant, connu des difficultés. Le cours de l'action cotée en bourse à £92 (environ US$147) début 2011, a chuté au cours des 4 années suivantes pour n'être cotées qu'à seulement £0,50 (environ US$0,80) par action sur fond des actions Bellzone en pleine chute des prix du minerais de fer et des inquiétudes sur la viabilité de ses projets en Guinée. Lorsque les moyens de la société à financer ses opérations ont été remis en question, Bellzone s'est tourné vers China Sonangol pour qu'elle lui accorde un emprunt à court terme de £4 millions (environ US$6,4 millions) pour faire face à ses besoins urgents en août 2014. Le prêt a été garanti contre tous les actifs en minerais de la compagnie en Guinée et, une fois finalisé, exigerait de Bellzone qu'elle transfère l'actif

d'un montant non déterminé de l'une de ses filiales sur une autre. Cependant, Bellzone a suspendu les opérations sur ses actions le 21 septembre 2014, puisque les négociations avec China Sonangol sur la facilité de prêt s'étaient arrêtées[270].

La crise financière continua pour Bellzone pendant plusieurs mois après avoir suspendu les opérations sur ses actions. Le 5 septembre 2014, *Africa Mining Intelligence* a communiqué que Bellzone avait passé un « accord de prêt secret » avec PRVC S.A., une société de conseils basée au Panama dirigée par un homme d'affaires angolais, Ezequiel da Cunha. Le prêt d'un montant de $860 millions n'a pas été divulgué sur le marché boursier, selon la réglementation en vigueur des échanges de la Bourse de Londres1. En novembre 2014, China Sonangol a négocié une participation à 51 % dans Bellzone et a rapidement remplacé le Conseil d'administration de la société par le sien[272].

Début décembre 2014, Bellzone s'était heurté à des difficultés avec les régulateurs guinéens. Le Ministère des Mines a fait savoir à l'entreprise que des employés locaux avaient été congédiés sans motif valable et qu'elle avait manqué à ses obligations de fournir un plan destiné au transport en toute sécurité du minerai de fer[273]. Pendant ce temps, le nouveau comité technique du gouvernement, ayant pour mission d'examiner le secteur minier de la Guinée a trouvé que Bellzone avait fait le transfert non approuvé de l'une de ces concessions minières à une filiale et, à une autre occasion, a promis de vendre ses droits miniers sans en avoir été autorisé[274].

Début mars 2015, Bellzone et China Sonangol ont finalisé un prêt pluriannuel pour financer les opérations de la société en Guinée. Lorsque les cours des actions de Bellzone ont repris le 5 mars 2015 après une interruption de 5 mois, la part de la société a fait un bon de 587 % en un jour.

Les opérations de Queensway en Guinée révèlent les longues périodes qu'il a passé afin de préserver sa source de richesse mal acquise auprès d'un gouvernement illégitime même après que ses alliés soient destitués du pouvoir. La transition politique de la Guinée a donné une occasion de devenir un exemple rare de succès parmi des États fragiles cherchant à mettre en place des systèmes efficaces visant à gérer le secteur des industries extractives. En même temps, l'exemple de la Guinée montre le parcours du combattant auquel sont exposés les États nouvellement démocratisés lorsqu'ils cherchent à instaurer ces réformes. Finalement, la capacité de la Guinée à transformer sa richesse issue de l'industrie minière en résultats tangibles de développement dépendra de si le gouvernement a réellement la volonté et la capacité d'aller jusqu'au bout de ses réformes.

Madagascar : un autre coup, un autre audit

La stratégie du groupe Queensway à viser les régimes financièrement désespérés et politiquement isolés en a été encore la preuve en mars 2009 après le coup d'État militaire à in Madagascar qui a amené au pouvoir une junte connue sous l'appellation de la Haute Autorité de Transition. A la mi-2010, le groupe Queensway a obtenu l'accès au leader de la junte à savoir le président Andry Rajoelina. Une affaire ultérieure de Queensway à Madagascar était, de façon frappante,

similaire à celle négociée avec la junte militaire en Guinée. Ceci n'avait rien d'une coïncidence. Étant déjà dans le giron de Queensway, Mahmoud Thiam, alors ministre des Mines de la Guinée, a joué un rôle essentiel à établir la connexion de Queensway à l'administration de Rajoelina.

Pratiquement comme en Guinée, la confiance des investisseurs a chuté et les donneurs internationaux ont largement retiré leur soutien de Madagascar à la suite du coup d'Etat, laissant le régime, soutenu par la junte militaire, diplomatiquement isolé et manquant des ressources nécessaires. Dans cet environnement, l'arrivée d'une délégation d'investisseurs proposant d'injecter des milliards de dollars dans un pays traversant difficilement un marasme économique, a semblé être un don du ciel pour une junte frappée d'ostracisme. La volonté de représentants du gouvernement provenant d'autres pays africains à garantir l'efficacité du groupe Queensway n'a fait que renforcer sa crédibilité. Comme il avait déjà fait en Angola et en Guinée, Queensway a promis d'entreprendre des projets grandioses de construction d'infrastructures en échange de l'accès aux richesses pétrolières et minières de Madagascar. Les investisseurs de Hong Kong ont promis de construire une cimenterie, un réseau de tramways dans la capitale et des milliers de logements sociaux.

Le groupe Queensway a été également capable d'orchestrer un audit par le gouvernement de Madagascar Oil, société pétrolière privée cotée sur le marché alternatif de la bourse de Londres, qui détenait des droits sur des actifs convoités par Queensway. Un groupe « d'auditeurs » qui est arrivé aux installations pétrolières de Madagascar Oil comprenait un mélange du personnel du gouvernement malgache des filiales des trois plus importantes entreprises pétrolières d'Etat de la Chine : Shanghai Oil Co., filiale de Sinopec, CNOOC-Zhanjiang (filiale de l'entreprise pétrolière d'État chinoise) et Great Western Drilling Company, filiale de China National Petroleum Corporation. Selon un représentant, familier avec l'affaire, la partie de l'audit de Madagascar Oil « ressemblait moins à un audit mais plutôt à une tentative d'obtenir des informations sur les propriétés et la technologie de l'industrie pétrolière »[276]. Cette même personne est persuadée que le groupe Queensway espérait que l'audit révèlerait des problèmes qui donneraient au gouvernement l'excuse de céder la licence à China Sonangol. Le Groupe a cependant reculé une fois que l'audit a révélé le niveau d'engagement financier et les compétences techniques qu'il fallait pour extraire le pétrole du champ pétrolifère de Tsimiroro de Madagascar Oil[277].

Tirer profit d'une crise politique prolongée : l'exemple du Zimbabwe

En juin 2006, la société britannique, *Africa Consolidated Resources Plc* (AFCR) a découvert d'énormes dépôts alluviaux de diamants dans la région appelée Marange, située à la frontière est du Zimbabwe avec le Mozambique. Selon une estimation, le gouvernement du Zimbabwe « pourrait générer des montants importants de revenus tirés des diamants, peut-être autant que $200 millions par mois, si Marange et les autres centres miniers étaient gérés de manière responsable et transparente [278]». Les communiqués de presse et de l'industrie ont suggéré que les gisements diamantifères à Marange pourraient représenter une valeur de $800 milliards[279].

Les revenus générés de l'extraction diamantifère ont représenté une occasion d'améliorer grandement le niveau de vie de nombreux zimbabwéens. Le pays était en pleine conjoncture économique, avec un record d'inflation, un taux de chômage de 80-90 % et des centaines de petites entreprises locales en faillite. Le système de santé publique du Zimbabwe s'était pareillement détérioré conduisant en 2008 une épidémie de choléra affectant plus de 90 000 personnes.

De nombreux zimbabwéens ont blâmé l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF) pour la chute vertigineuse de l'économie du pays, en particulier le favoritisme et la

Robert Mugabe, président du Zimbabwe, visite les installations de Sino Zim Cotton Holdings (une filiale du groupe Queensway), porte un chapeau et une blouse arborant le logo de la société (Source: vidéo de campagne de marketing de China Sonangol, 2014).

corruption qui semblaient être omniprésents. Le gouvernement était devenu diplomatiquement isolé et l'aide budgétaire avait pratiquement disparu et de nombreux représentants de l'État ont reçu l'interdiction de se déplacer et les gouvernements des États-Unis et de l'Europe leur ont imposé des sanctions. Dans ce contexte, le ZANU-PF était exposé à un futur incertain.

Cette dynamique a été reflétée au cours des élections nationales en 2008. Malgré les rapports de fraude omniprésente, les actes d'intimidation et de violence manifeste contre l'opposition, Morgan Tsvangirai du Mouvement pour un changement vers la démocratie (MDC), est arrivé à évincer le président sortant et chef du parti ZANU-PF, Robert Mugabe, au premier tour des élections présidentielles, afin d'influencer le scrutin présidentiel. Une campagne de violence par les forces de sécurité et les milices du ZANU-PF a été par la suite déclenchée sur l'opposition, obtenant un bilan de centaines de morts et encore davantage de personnes blessées. Mugabe gagna le second tour lorsque Tsvangirai refusa à se présenter afin d'épargner ses partisans. L'indignation internationale a, cependant, oblige le gouvernement Mugabe à concéder à un accord de partage du pouvoir. Le 15 septembre 2008, le ZANU-PF et le MDC ont signé un « accord politique global ». Il décrivait la constitution d'un gouvernement d'union afin de détenir le pouvoir pendant une nouvelle constitution était élaborée. En vertu de cet accord, Mugabe resterait le chef d'État, contrôlant les forces de sécurité du pays et la Banque centrale du Zimbabwe. Quant à Tsvangirai, il deviendrait le Premier ministre et son parti MDC prendrait le contrôle du Ministère des Finances et d'autres ministères importants.

Opération « No return »

Rapidement avoir averti les autorités de la découverte des diamants à Marange, AFCR, entreprise minière britannique, qui avait reçu les droits exclusifs d'exploitation sur la région, a demandé l'aide du gouvernement pour contrôler les villageois qui avaient commencé la prospection des diamants. Au lieu de cela, le régime Mugabe a annoncé que l'exploitation de Marange était ouverte à chacun, provoquant une ruée de milliers d'exploitants artisanaux. En octobre 2006, le gouvernement du Zimbabwe a fait partir AFCR des gisements diamantifères de Marange.

D'abord, l'entité publique du Zimbabwe, responsable de la commercialisation des minéraux, s'est déplacée sur les gisements diamantifères de Marange afin d'acheter les diamants aux exploitants artisanaux. Ces derniers, cependant, découvrirent rapidement que des trafiquants des pays voisins, principalement le Botswana, le Mozambique et l'Afrique du Sud, offraient un prix supérieur à celui du gouvernement zimbabwéen. Presqu'immédiatement, les trafiquants de diamants du monde entier arrivèrent au Zimbabwe en quête des pierres précieuses extraites des gisements de Marange. Pendant ce temps, les villages, auparavant endormis, du Mozambique situés le long de la frontière, ont été transformés en lieux de passage animé pour les trafiquants.

Pour le régime en difficulté financière de Mugabe, la sortie illicite des pierres précieuses représentait une menace. « Aucun autre pays n'est béni comme le Zimbabwe jusqu'au point où les minéraux précieux *anongonyuka ega* (simplement surgissent de partout) », a déclaré Gideon Gono, gouverneur de la Banque centrale du Zimbabwe. Il a toutefois affirmé que le Zimbabwe « perdait entre $40 millions et $50 millions par semaine par le trafic clandestin de l'or, des diamants et de tous les minerais précieux ». Afin de mettre un terme aux exportations frauduleuses de diamants, le gouvernement zimbabwéen a lancé l'opération « *Chiorokoza Chapere* » (Fin à l'exploitation illégale) en novembre 2007. L'opération dirigée par la police a entraîné l'arrestation d'environ 9 000 exploitants qui travaillaient « illégalement » sur les gisements de Marange et la saisie d'une valeur environ de $7 millions de pierres précieuses[280]. Finalement, afin d'avoir le contrôle total des gisements, l'opération « Hakudzokwi » (*No return*) a été lancée en octobre 2008 et exécutée par le général Constantine Chiwenga, commandant des forces armées du Zimbabwe, et le général Perence Shiri, chef de la police de l'air. Au matin du 27 octobre 2008 à 7 heures, plus de 800 soldats zimbabwéens lourdement armés, répartis dans des bus militaires et des gros véhicules de transport arrivèrent à Marange, accompagnés par des hélicoptères de combat en vol stationnaire au-dessus d'eux. Après l'arrivée sur les gisements diamantifères, les forces terriennes et les hélicoptères ont tiré des rafales de balles et de grenades lacrymogènes sur les exploitants non armés. L'opération s'est poursuivie quotidiennement pendant les 3 semaines qui suivirent, tuant des centaines et laissant un bilan plus important de blessés[281].

Les dilemmes des exportations de diamants

Une fois que le ZANU-PF a gagné le contrôle physique sur les gisements diamantifères, il a été confronté à la difficulté de garantir les revenus provenant des ventes de diamants pour son profit et non celui de son chef rival, le MDC. Selon la constitution, les revenus des diamants doivent être canalisés par le Ministère des Finances, ministère contrôlé par le MDC. De plus, beaucoup d'organismes publics ont subi des sanctions économiques, notamment les services de sécurité et la *Zimbabwe Mineral Development Company* (ZMDC).

Ceci empêchait les interdisant acheteurs potentiels des autres pays, principalement les États-Unis, les membres de l'Union européenne et l'Australie, imposant des sanctions au ZANU-PF, d'acheter de diamants du Zimbabwe. Pas plus que le ZMDC ou les entités publiques qui obtiennent du financement ou du matériel auprès d'entreprises installées dans ces juridictions.

Afin de rendre les choses plus difficiles au régime du président zimbabwéen Robert Mugabe, dès le début de 2009, le Zimbabwe a fait face à la possibilité d'être retiré de tous les marchés internationaux du diamant. Les groupes de travail défendant les droits de l'homme ont commencé à faire la campagne du système de certification du processus de Kimberley (KPCS) afin de retirer le Zimbabwe de sa liste d'exportateurs certifiés de diamants. Officiellement lancé en 2003, le KPCS est une initiative lancée sous l'égide des gouvernements, des représentants de l'industrie internationale du diamant et des organisations de la société civile « afin d'éviter le commerce de diamants bruts utilisé par les mouvements rebelles pour financer des guerres contre les gouvernements légitimes » en imposant à ses participants « de nombreuses conditions avant de leur permettre de certifier que la vente des diamants bruts ne sert pas à financer un conflit armé »[282]. En effet, la suspension du Zimbabwe par le processus de Kimberley permettrait de rendre la vente illégale de ses diamants sur le marché international du diamant.

En juin 2009, une mission chargée d'examiner le processus de Kimberley a été déployée afin d'enquêter sur les violations à Marange et de déterminer si oui ou non le Zimbabwe a respecté les normes du KPCS. Les résultats de l'évaluation de la délégation ont été sans équivoque accablants, identifiant plusieurs domaines dans lesquels le Zimbabwe n'était pas conforme aux normes minimales du KPCS. S'intéressant aux représentants du Zimbabwe, le chef de cette mission d'évaluation, le ministre adjoint des Mines du Libéria, Kpandel Fayia, a condamné les violations qui ont été découvertes :

> *Sur la question de la violence à l'encontre de civils, j'ai besoin d'être clair avec ceci. Notre équipe a pu interroger et répertorier les historiques vécues par des dizaines de victimes, observer leurs blessures, les cicatrices laissées par les morsures des chiens et par les coups de bâton, les larmes et les traumatismes psychologiques en cours. Je suis du Libéria, Monsieur, j'ai vécu au Libéria pendant les 15 années de la guerre*

> *civile et j'ai connu trop de violence insensée dans ma vie, reliée en particulier aux diamants. Après avoir parlé avec certaines de ces personnes, Monsieur le Ministre, j'ai dû quitter la salle. Ceci doit être reconnu et doit cesser*[283].

En plus d'avoir prouvé les violations flagrantes des droits de l'homme, la mission d'évaluation a trouvé que l'exploitation de nombreux groupes miniers qui restaient actifs à Marange était directement sous le contrôle des forces de sécurité du Zimbabwe. Etant donné la preuve de ces violations et d'autres, la délégation a recommandé que le Zimbabwe soit suspendu du KPCS pendant au moins 6 mois. Bien que le KPCS ait décidé de ne pas complètement suspendre le Zimbabwe, l'organisme chargé du suivi a temporairement interdit l'exportation des diamants extraits à Marange[284].

Afin de garder le contrôle sur les revenus générés par les diamants, le parti au pouvoir, le ZANU-PF, avait besoin de courtiers internationaux qui seraient prêts à risquer des sanctions internationales. Ils devront être prêts à contourner les voies officielles pour acheter les pierres précieuses directement auprès du ZANU-PF. Le régime aura également besoin d'un spécialiste aux achats capable d'acquérir les biens, les véhicules et le matériel de communications nécessaire au parti et aux forces de sécurité.

Heureusement pour Mugabe, Sam Pa, magnat basé à Hong Kong arriverait rapidement à Harare et offrirait d'aider avec tous les éléments de la chaîne ci-dessus.

Arrivée de Queensway

Sam Pa arriva pour la première fois à Harare en février 2008, à la veille des élections mouvementées. Pendant plus d'un an, il a mené discrètement ses affaires et n'a pas attiré l'attention. Il s'est rendu fréquemment à destination du Zimbabwe par voie aérienne, utilisant habituellement son passeport diplomatique angolais et a acheté un bungalow luxueux. Aucun organisme public n'a divulgué de renseignements sur les activités économiques de Sam Pa. Puis, fin 2009, le gouvernement a annoncé qu'il avait convenu à un portefeuille d'investissements de plusieurs milliards avec China Sonangol.

Au cours de la cérémonie de signature, les hauts représentants du ZANU-PF, agissant pour le compte du gouvernement de Zimbabwe, ont salué les accords en guise de témoignage de la solide relation avec la Chine et l'Angola. Manuel Vicente, alors PDG de Sonangol, était présent. « Le Zimbabwe, l'Angola et la Chine apprécient les bonnes relations dans leur coopération Sud-Sud », s'est exclamé Vicente à la foule[285].

Malgré la fanfare entourant l'annonce, les conditions exactes de l'affaire étaient vagues. Gono, gouverneur de la Banque centrale, a affirmé qu'il ne pouvait pas révéler l'ampleur réelle du marché mais que le chiffre impliqué était monstrueux. « Cet accord représente l'entrée la plus importante de d'investissement entrant au Zimbabwe. Ceci arrive à une période où le pays a été ridiculisé à gauche,

à droite et au centre », a dit Gono[286]. « Les diverses institutions bancaires et financières qui gèrent cette affaire ne peuvent pas croire aux flux énormes qui sont déjà entrés dans le pays[287]. Kelvin Kwan Man Fai, figurant à titre de Directeur général adjoint de China Sonangol, était également présent à la cérémonie et a confirmé les « montants d'argent astronomiques impliqués[288]. Kwan, avocat qui avait été impliqué dans de nombreuses transactions du groupe Queensway dans le monde entier, a commenté ultérieurement que les accords n'étaient que le « commencement d'une relation longue et fructueuse destinée à donner à l'économie du Zimbabwe un bond gigantesque »[289].

Comme en Angola et en Guinée, le groupe Queensway a formé plusieurs véhicules de titrisation pour exécuter leurs opérations au Zimbabwe. La première association en participation, Sino Zim Development Private Limited, a été formée à Singapour. Peu de temps après la cérémonie de signature, les médias contrôlés par l'État ont signalé que Sino Zim devait investir dans des secteurs économiques très diversifiés au Zimbabwe, et que le groupe injecterait $8 milliards au Zimbabwe[290]. Sino Zim a promis entreprendre un agrandissement de $40 millions de l'aéroport international d'Harare qui comprendrait une nouvelle piste, une voie de roulement au sol et des systèmes de balisage. Il construirait une voie ferrée de 25 km entre Harare et Chitungwiza, une importante banlieue de la capitale et moderniserait la ligne ferroviaire Harare- Gweru[291]. Une tentative par une autre filiale de Queensway pour acquérir une société, dont la Banque centrale du Zimbabwe (*Reserve Bank*) est l'actionnaire à 100 % qui a imprimé la monnaie zimbabwéenne, a été déjouée par le Ministère des Finances contrôlé par le MDC[292].

Sino Zim semblait se concentrer sur l'acquisition des actifs de l'industrie minière. L'entreprise devait recevoir les droits de raffiner le platine et le chrome (bien que ces négociations aient échoué au début du processus) [293]. Sino Zim a également promis de s'associer avec la Banque centrale du Zimbabwe pour acheter entre $500 millions et $1 milliard de la valeur de l'or du pays. A titre d'élément de négociation, Sino Zim paierait les vendeurs d'or « en espèces et directement sur place »[294]. La priorité du groupe Queensway était, cependant, d'obtenir l'accès aux diamants du Zimbabwe.

Signaux d'alerte

Après l'annonce de l'arrivée du groupe en novembre 2009, la présence de Sino Zim était affichée partout dans le centre-ville d'Harare. Les médias nationaux signalaient que l'entreprise entreprendrait des projets d'importance considérable dans divers secteurs économiques. Les dites affaires ont immédiatement donné lieu à de nombreux signaux d'alerte. Les activités de Sino Zim étaient extrêmement secrètes. Les députés de l'opposition étaient exclus des consultations, négociations et de la mise en œuvre de tous les projets, en dépit du fait que Sino Zim semblait s'engager dans pratiquement tous les secteurs économiques du Zimbabwe.

Malgré les promesses faites en 2009 par Sino Zim concernant les projets massifs de construction d'infrastructures, aucune construction de voie ferrée, d'aéroport n'a été entreprise. Toutefois, étant

donné les détails relatifs aux activités du groupe Queensway au Zimbabwe n'ont jamais été publiés ; il demeure impossible de vérifier quelle livraison était due et à quel moment.

Des indications aussi montraient que Queensway recherchait l'influence politique afin d'écarter les concurrents. Sino Zim a fait beaucoup de bruit dans le secteur de l'agriculture, par exemple, lorsqu'il s'est lancé dans une campagne visant à donner à 180 000 fermiers des semences et des engrais en échange du droit d'acheter leur production. L'association des égreneurs de coton du Zimbabwe (CGAZ), qui supervise les petits exploitants et applique les normes de qualité dans le secteur du coton du Zimbabwe, a déposé une plainte auprès de la Haute Cour du Zimbabwe accusant Sino Zim « d'user de puissance politique »[295] pour acheter le coton directement aux cotonculteurs déjà sous contrat par les détaillants locaux. Dans son *affidavit*, l'association CGAZ a allégué que Sino Zim, de concert avec les hauts représentants du ZANU-PF, « a enfreint de manière manifeste la loi et a poussé les cotonculteurs sous contrat à ne pas respecter leurs obligations contractuelles ». « La police est sans espoir puisqu'on voit les agents circuler à bord de camions à l'enseigne Sino-Zimbabwéenne », a écrit le chef du groupe représentant la filière du coton dans l'affidavit. Le juge présidant l'audience a rejeté les allégations de CGAZ comme « n'étant pas une affaire urgente »[296]. L'affaire a été ultérieurement réglée à l'amiable.

Les connections de Queensway avec les services de sécurité contrôlés par le ZANU-PF du Zimbabwe sont devenues plus manifestes lorsqu'un rapport de janvier 2011 a révélé que Sam Pa avait aidé à organiser un transfert d'armes clandestines du Zimbabwe aux forces demeurées loyales au président évincé de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, lors du conflit postélectoral du pays en décembre 2010[297].

Affaires secrètes avec la police secrète

En mars 2011, des détails alarmants ont fait surface concernant les activités du groupe Queensway au Zimbabwe et l'utilisation des revenus issus des gisements diamantifères de la zone de Marange. Un groupe d'agents du renseignement et des représentants du ZANU-PF déçus ont communiqué des informations au *Times LIVE* révélant que Sam Pa faisait « partie du grand plan à utiliser les diamants de Marange pour soutenir le régime »[298].

Selon un représentant, « le directeur des services du renseignement tanzanien » a aidé Sam Pa à obtenir l'accès à Happyton Bonyongwe, directeur général du service de la police politique de Mugabe, les Services centraux du renseignement (CIO), en février 2008. Bonyongwe était à la recherche d'autres sources de financement pour les opérations menées dans le secret du CIO à l'approche des élections présidentielles et Sam Pa était en position d'aider. En échange de l'accès aux ressources diamantifères et minérales du Zimbabwe, Sam Pa a convenu de contribuer au soutien matériel du CIO, sous la forme de fonds et de matériel[299].

La composition du Conseil d'administration de deux sociétés de personnes, Sino Zim Development Private Limited (enregistrée à Singapour) et Sino Zim Development Pvt Ltd (enregistrée au Zimbabwe), utilisées pour les opérations d'investissement du groupe Queensway au Zimbabwe, indique l'implication des services CIO dans les affaires. Sino Zim (Singapour) a trois directeurs. Lo Fong Hung et Alain Fanaie, ressortissant français et ancien dirigeant de services financiers (qui a été également le PDG de China Sonangol de 2011 à 2014) représentaient les intérêts de Queensway. Masimba Ignatius Kamba, citoyen zimbabwéen, ayant siégé précédemment au Conseil d'administration de l'entreprise publique contrôlant l'industrie pétrolière du Zimbabwe (NOCZIM) représentait les intérêts de ZANU-PF [300]. L'adresse de Kamba, à noter considérablement, est le septième étage de la *Chester House* au coin de la *3rd Street* et de *Speke Avenue* à Harare, un étage au-dessus des bureaux occupés par le CIO. L'identité des ayants-droits économiques de Sino Zim (Singapour) était maintenue secrète puisque le capital de la société de portefeuille était en propriété exclusive de deux sociétés anonymes enregistrées aux BVI. La commandite *Star Delight Holdings Limited* contrôlait 70 % du capital de Sino Zim, pendant que *Strong Achieve Holdings Limited* détenait 30 % du capital restant.

Le groupe a créé une deuxième société de portefeuille en 2009. Portant à confusion, cette société avait également la raison sociale de Sino Zim Development Pvt Ltd, mais était enregistrée au Zimbabwe et présentait une structure de participation ainsi qu'une composition du conseil d'administration différente. Kamba détenait 51 % du capital de cette société. Les 49 % d'actions restantes de la société étaient détenues par Jimmy Zerenie, émissaire en chef du groupe Queensway à Harare. Zerenie et Kamba représentaient deux des six directeurs de la société. Lo and Fung siégeait également au conseil. Parmi les autres directeurs, deux membres nommés au Conseil par le ZANU-PF : Gift Kalisto Machengete, diplomate qui avait précédemment servi au titre de Haut-Commissaire du Zimbabwe par intérim en Malaisie qui plus tard siégeait à l'Office de commercialisation des céréales du Zimbabwe et Pritchard Zhou, diplomate zimbabwéen. Les deux étant connus pour avoir des liens étroits avec le CIO[301].

Sam Pa a par ailleurs fourni au CIO des cargaisons de matériel début 2010, notamment 200 *pickups* Nissan NP300 expédiés sur le Zimbabwe en transitant par Durban en Afrique du Sud. Dans une interview avec le *South China Morning Post*, l'interlocuteur du groupe Queensway a confirmé la livraison de ces camions au Zimbabwe mais a insisté qu'ils étaient destinés à la police du Zimbabwe plutôt qu'à destination du CIO.

« Deux cent camions ont été importés de l'Afrique du Sud au Zimbabwe par des entreprises liées au CIF », a annoncé l'interlocuteur de Queenway. « 100 ont été utilisés par des entreprises de Queensway pour des activités commerciales légitimes et 100 autres ont été donnés au gouvernement zimbabwéen, lesquels nous sommes convaincus ont été utilisés par les services de police pour leurs activités régulières de police »[302]. Les communiqués de presse de la même période ont cependant affirmé que ces camions ont bien été donnés au CIO[303]. La preuve de ces « activités régulière de police » montre qu'elles ont pu comprendre des violations des droits de l'homme[304]. Des bulletins d'information indiquent qu'à

plusieurs occasions, les camions Nissan identifiés ont servi à des activités liées à des actes de violence à l'encontre des défenseurs connus du MDC[305].

D'autres implications de l'accord liant Sam Pa et Bonyongwe sont devenues manifestes au début 2011. Dans le cours des négociations, Sam Pa a offert « d'harmoniser équitablement les salaires de tout le personnel du CIO, de la police et des forces armées pour assurer leur loyauté à la cause du ZANU-PF »[306]. Pour sûr, les salaires de nombreux opérateurs du CIO ont doublé en l'espace d'un an[307]. La nouvelle source de financement du CIO a aidé à financer la formation de milices déployées pour harceler et intimider les opposants du ZANU-PF et à financer des campagnes de diffamation contre les gouvernements occidentaux qui ont imposé des sanctions sur Mugabe et ses alliés politiques[308].

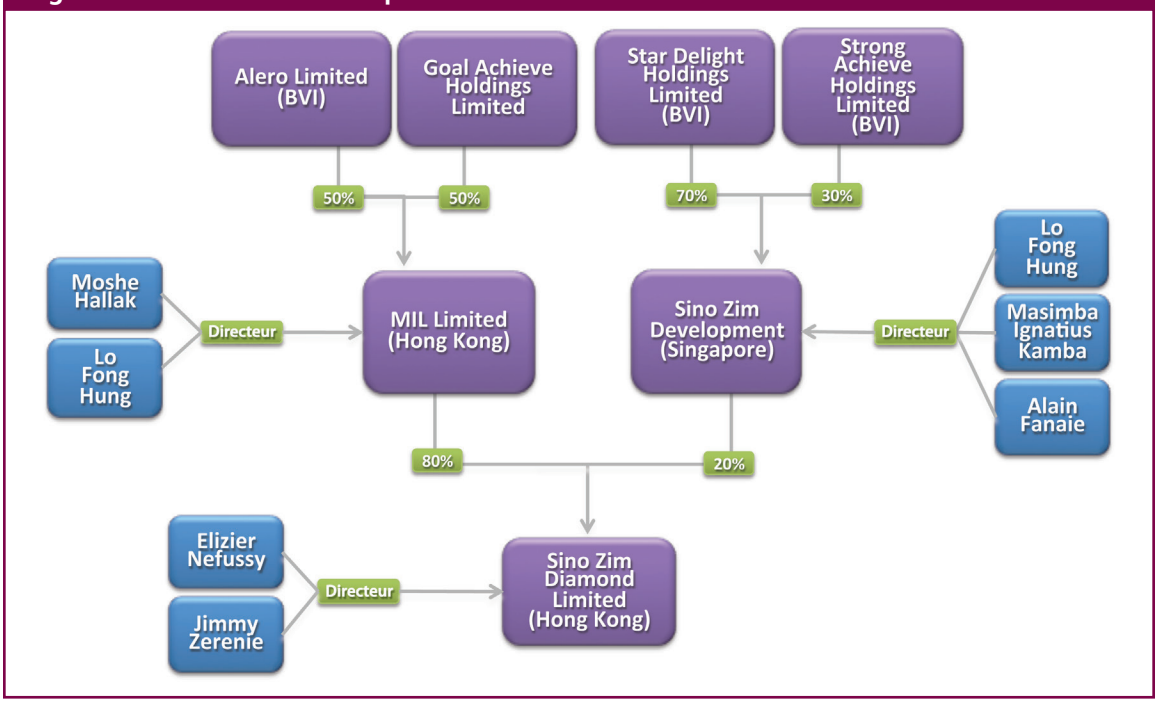
Ces opérations ont fait gagner à Sam Pa l'accès, presque inégalé, aux plus hautes personnalités du ZANU- PF, y compris Mugabe. Au début de 2011, Sam Pa se rendait une fois par mois au Zimbabwe et rencontrait régulièrement les dirigeants hauts placés de l'armée et du ZANU-PF. Plus tard, lorsque Mugabe s'envola pour Singapour pour recevoir un traitement médical d'urgence en avril 2012, il voyageait à bord de l'appareil de Sam Pa[309]. « Aucun autre homme d'affaires au Zimbabwe n'a cette influence énorme », a confié un agent du CIO au *Times LIVE*. « [Sam Pa] s'est frayé une voie au plus profond du régime »[310].

Sino Zim et les diamants de Marange

Selon *Times LIVE*, Bonyongwe « a usé de sa position pour intimider les entreprises locales afin de vendre les ressources économiques à [Sam Pa] à des prix défiant toute concurrence »[311]. Sino Zim était aussi en fait, la seule des cinq sociétés à peine capable à se tailler une participation très convoitée dans les mines de diamants de Marange. L'offre de la société se situait au premier rang devant de nombreuses entreprises cherchant à obtenir le marché des champs de diamants, passant même devant une entreprise publique chinoise soutenue par le Général Constantine Chiwenga, commandant des forces de défense du Zimbabwe[312].

Faute d'avoir l'expérience technique dans le secteur de l'extraction des diamants, Sam Pa s'est adressé au leader dans cette industrie qui avait traité, auparavant, d'importantes affaires avec le groupe Queensway : Lev Leviev. Leviev avait déjà vendu des biens immobiliers de luxe de Manhattan et des actifs miniers au Groupe. De plus, Leviev détenait presque 10 % de Nan Nan Resources Enterprise Limited, entreprise du groupe Queensway inscrite à la Bourse de Hong Kong qui contrôlait plusieurs mines chinoises de charbon. Les associés proches de Leviev siégeaient aussi au Conseil d'administration de plusieurs entreprises contrôlées par le Groupe. Pour ses opérations dans les champs de diamants de Marange, le groupe Queensway a engagé les services de *Sakawe Mining Corp*. (Samicor), société minière, filiale de Leviev basée en Namibie[313].

Figure 4. Structure de l'entreprise de Sino Zim



Le 27 mai 2010, le groupe Queensway constitua la société *Sino Zim Diamond Limited* enregistrée à Hong Kong. La société était dirigée par Jimmy Zerenie, représentant de haut niveau de Queensway à Harare et Elizier Nefussy, citoyen israélien et directeur financier (CFO) chez Samicor. Sino Zim Development (Singapour) contrôlait 20 % du capital de *Sino Zim Diamond*. *MIL Limited*, entreprise enregistrée à Hong Kong, détenait les 80 % du capital restant. Les directeurs de *MIL Limited* sont Lo Fong Hung et Moshe Hallak, associé de longue date de Leviev. Il est difficile, cependant, d'identifier les propriétaires réels de *MIL Limited*, puisque les actions sont divisées équitablement entre les sociétés écrans anonymes aux îles vierges britanniques (BVI) : *Alero Limited* et *Goal Achieve Holdings Limited* (cf. Figure 4).

Les rapports de la presse zimbabwéenne suggère que l'opération du Groupe concernant la concession à Marange semble avoir été moins fructueuse que prévue. En mai 2011, le journal dirigé par l'État du Zimbabwe, *The Herald*, (et contrôle par le ZANU-PF) a signalé que Sino Zim n'était pas préoccupé par le fait que sa concession d'extraction des diamants puisse ne pas contenir de gisements économiquement viables et qu'en conséquence, l'entreprise a arrêté l'exploitation de gisements et a licencié la majorité de ses ouvriers à Marange. En janvier 2012, Zimbabwe Mining Development Corporation (ZMDC), entreprise nationale de l'industrie minière du pays, a annoncé qu'elle reprendrait « la gestion et les opérations quotidiennes de [Sino-Zim] »[314].

Sam Pa a été apparemment capable d'exporter une importante quantité de diamants zimbabwéens achetés par ses relations à Bonyongwe et, dans cette démarche, d'éviter le processus de certification de Kimberly. Plusieurs rapports indiquent qu'il a agi ainsi par son jet privé[315], un Airbus 319CJ – VIP.

« Nous ne connaissons rien de la destination, ni des itinéraires de vol empruntés, ni même qui est derrière cela », a annoncé Farai Maguwu, défenseur zimbabwéen des droits humains et lauréat du prix Alison Des Forges, qui a milité contre les abus se déroulant dans les gîtes diamantifères de Marange. « Mais nous savons que le VP-BEX A319 [jet privé de Sam Pa] a été identifié comme jouant un rôle important à faciliter ce système secret qui fait perdre les revenus issus des diamants au peuple zimbabwéen »[316]. Selon un rapport de mars 2011 dans le *Times LIVE*, rien qu'en 2010 (avant que Sino Zim ait acquis sa participation dans les champs de diamants de Marange), Sam Pa a fait sortir du Zimbabwe à bord de son jet privé au moins 60 000 carats de diamants d'une qualité exceptionnelle en plus de 69 kg de diamants de qualité industrielle[317].

En septembre 2013, le journal *The Zimbabwean* signalait qu'il avait découvert des documents du CIO révélant que « l'Angola et la Chine étaient les principaux acteurs dans le trafic illégal d'au moins 36 800 carats de diamants extraits du domaine minier de Marange en moins de deux mois »[318]. Les documents indiquaient que le Général Hélder Vieira Dias Júnior ou « Kopelipa » (allié le plus important de Queensway dans l'armée angolaise), Sam Pa, Fung, et plusieurs autres citoyens chinois avaient transporté régulièrement des diamants du Zimbabwe d'une valeur estimée à des millions de dollars sur Luanda, Dubaï et Hong Kong. Les documents montraient qu'à priori Sam Pa et des hautes personnalités angolaises effectuaient régulièrement des paiements de plusieurs millions de dollar à des personnels de l'armée et du gouvernement du Zimbabwe en échange de diamants, y compris « un chèque [émis par Sonangol] garanti par Monsieur Pa…pour la livraisons de pierres précieuses d'une valeur de $41 millions »[319].

Selon un rapport d'enquête de février 2013 par *100Reporters*, VP-BEX A319 a régulièrement échappé à tout contrôle :

> *L'Airbus semble apprécier un manque remarquable de contrôle, apparemment en volant en zone perpétuellement dépourvue de contrôle. A l'aéroport d'Afrique du Sud qui était la base domestique de l'appareil, à moins que le fret et les marchandises ne soient auto-déclarés, l'appareil et ses passagers n'étaient normalement pas soumis au contrôle des services des douanes, de police ou des autorités de l'aviation civile [320].*

En réponse de l'article de *100Reporters*, China Sonangol a nié toute implication dans le commerce des diamants zimbabwéens. « China Sonangol n'a pas acheté un seul carat de diamant provenant du Zimbabwe », a affirmé J.K. Wee, avocat général de China Sonangol[321].

Le même Airbus A320-214 peint aux couleurs d'Air Tanzania en 2009 (à gauche), Air Guinée International en 2010 (au centre), and Air Zimbabwe en 2013 (à droite). (Source : (de gauche à droite): Stuart Scollon, Sylvain Gourheu et Charles Joubert via Planespotters.net.)

Queensway et Air Zimbabwe

Le groupe Queensway a par ailleurs facilité les transactions prévues pour la location de deux Airbus A320 pour Air Zimbabwe, qui n'a pas été capable de remplacer son parc aéronautique vieillissant dû aux sanctions imposées, aux troubles parmi les dirigeants et aux difficultés financières chroniques. La compagnie devait à ses créanciers environ $150 millions d'ici 2012. China Sonangol avait précédemment loué un des A320 en question à Air Tanzania, quoiqu'accompagné d'une controverse considérable (cf. Maintenir un profil bas : exemple de la Tanzanie). Afin de faciliter la transaction d'Air Zimbabwe, China Sonangol a avancé les fonds à Reliance Aerospace Solutions, société de solutions « aéronautiques » française appartenant à Mohamed El Borai, associé de longue date du groupe Queensway. La société d'El Borai a alors garanti les jets.

Les actionnaires principaux étaient laissés dans l'ombre pendant toute la phase de négociation de l'affaire, qui se matérialisa en 2011 et 2012.

La location des A320s aurait été négociée entre China Sonangol et deux représentants du Zimbabwe : Bonyongwe et le ministre des Transports du pays[322]. Un représentant d'Air Zimbabwe a annoncé aux journalistes que les directeurs d'Air Zimbabwe n'avaient « aucun idée d'où l'argent pour acheter les appareils [provenait] » [323]. Encore une fois, les membres élus du parti de l'opposition MDC n'ont pas été tenus au courant. Tendai Biti, le ministre des Finances nommé au Conseil du MDC, dit que son ministère n'était pas impliqué dans ce qu'il désignait comme « une affaire du ZANU-PF qui impliquait des diamants et des personnes véreuses » [324].

Par ailleurs, les conditions générales du contrat de location semblaient extrêmement défavorables à Air Zimbabwe. Selon Africa Confidential, Air Zimbabwe commença à payer $410 000 pour les deux jets avant même qu'ils soient prêts à voler. Un ancien mécanicien d'Air Zimbabwe a confirmé aux journalistes que des directeurs de la compagnie aérienne avaient été escroqués par des membres du parti de Mugabe :

> *La gestion a été trompée car l'affaire a bénéficié au parti ZANU-PF et à ses membres. Annuler l'affaire serait très onéreux mais une chose intéressante à propos de l'affaire d'Airbus est qu'au lieu que les propriétaires soient responsables des révisions techniques majeures, c'est Air Zimbabwe à qui il a été demandé de payer pour cette maintenance. Mais la question est de savoir comment ils ont pu accepter en premier lieu des aéronefs qui n'étaient pas aptes au vol ? En toute évidence, la réponse est qu'ils ont tout laissé au contrôle de politiciens qui en bénéficiaient malgré les frais imputés à la compagnie aérienne*[325].

L'un des deux A320 resta immobilisé au sol car des pièces détachées auraient été prélevées pour servir à réparer l'autre[326]. Selon rapport publié de l'industrie aéronautique, Air Zimbabwe a envisagé de se débarrasser de ces jets d'Airbus à cause « du manque de personnel qualifié pour leur entretien et leur exploitation »[327].

Contraintes imposées sur l'utilisation compromise des revenus issus des diamants

Fin 2009, le ZANU-PF avait obtenu le contrôle physique sur les gisements diamantifères du pays et avait garanti des acheteurs désireux de diamants. Finalement, les mécanismes qui auraient pu éventuellement empêcher le parti de Mugabe d'utiliser les revenus de la vente des diamants afin de truquer les élections, étaient soit compromis soit inefficaces. La décomposition de ces quatre mécanismes mérite d'être mentionnée.

En premier lieu, les sociétés de personnes internationales opaques du ZANU-PF ont aidé le parti à éviter le Ministère des Finances, avec à sa tête Tendai Biti, membre élu du MDC. La volonté de ces associés à traiter directement avec les hautes autorités d'État-major et du ZANU-PF signifiait que très peu des revenus issus des ventes de diamants passaient en fait par les voies officielles. Obert Mpofu, ministre des Mines nommé par le parti ZANU-PF, a réfuté ces affirmations. « Il n'est pas possible au Zimbabwe de dissimuler quelque chose fait par quelqu'un…. Les circuits de communication sont si serrés. Tout a été extrait dans ce pays, vendu dans ce pays et comptabilisé ». La plupart des observateurs informés rejettent toutefois cette assertion. « Nous entendons des rapports très détaillés sur la façon dont les ventes sont faites par des valises remplies d'argent liquide et des unités parallèles anti-sanctions dans les banques locales », a remarqué un diplomate en poste à Harare. « Par ces détails de ventes et de revenus non communiqués dans les données officielles du Trésor, ceci laisse beaucoup à penser que les ventes réelles sont plus élevées, peut-être même beaucoup plus élevées»[328]. Selon Biti, des diamants pour une valeur de $800 millions ont été extraits du Zimbabwe en 2012 mais uniquement $45 millions des revenus diamantifères sont entrés dans les caisses du Trésor du pays[329].

Deuxièmement, le groupe Queensway a constitué une source très importante concernant le financement et l'appui matériel aux forces de sécurité du Zimbabwe. Ces associés internationaux ont souvent aidé le parti de Mugabe à éviter les sanctions diplomatiques mises en place par de nombreux gouvernements étrangers[330]. En conséquence de ces activités, les défenseurs et les législateurs ont commencé à demander à ce que Sam Pa soit inscrit sur les listes de sanctions présentes aux États-Unis et dans l'Union européenne. En juillet 2012, Peter Hain, membre du parlement britannique, a lancé cette initiative. « Il existe un risque réel que tout argent donné par Sam Pa…et Sino Zimbabwe Development aux forces de sécurité va financer des abus des droits de l'homme dans la période précédant les élections de l'an prochain », a dit Hain, qui a demandé à l'Union européenne d'imposer un gel sur tous les avoirs de « Sam Pa…les forces de sécurité [du Zimbabwe] ne peuvent donc pas se constituer un trésor de guerre avant les élections [générales de 2013] »[331]. Finalement, aucun des collaborateurs étrangers du ZANU-PF n'a été ajouté sur la liste des sanctions avant les élections générales du pays en juillet 2013. La Belgique, carrefour principal du commerce international des diamants, s'est catégoriquement opposée à renforcer les sanctions[332].

Troisièmement, les enquêtes menées par les journalistes, les organisations de la société civile et des membres du parlement (à la fois des membres de l'opposition et des dirigeants mécontents du ZANU-PF) ont cherché à révéler le détournement de la richesse diamantifère du pays. Ces journalistes

d'investigation ont, cependant, vu régulièrement leur accès barré aux informations cruciales sur les gîtes diamantifères. Par exemple, la Commission nationale parlementaire des Mines et de l'Energie, Commission bipartite nationale de 13 membres élus responsables de la surveillance des industries extractives, a eu l'accès refusé aux données de la région minière de Marange et du gisements diamantifère lui-même à deux occasions différentes[333]. Même pour les membres du ZANU-PF, enquêter de trop près sur l'emploi des revenus issus du diamant est perçu dangereux et, dans un cas, peut s'avérer meurtrier. Edward Chindori-Chininga, ancien ministre de l'Energie et des mines du Zimbabwe et l'un des quelques représentants du ZANU-PF, souhaitant ouvertement critiquer des hauts responsables au sein de son parti, ont publié un rapport en juin 2013, soulignant les écarts entre les redevances payées par les entreprises de l'industrie extractive du diamant et le montant des revenus qui est finalement parvenu au Trésor du Zimbabwe. Une semaine après avoir publié le rapport, Chininga trouve la mort dans un accident de voiture mystérieux[334]. Beaucoup pensent que Chininga, qui avait précédemment dénoncé les abus des droits de l'homme se déroulant à Marange, a été assassiné [335].

Dernièrement, l'interdiction par le processus de Kimberley de régulariser des exportations de diamants du Zimbabwe a été, non sans créer de polémique, levée bien avant les élections du pays en 2013. Les défenseurs des droits de l'homme et de la transparence dans le monde entier avaient espéré que la suspension du Zimbabwe pendant 6 mois par le KPCS en 2009 continuerait jusqu'à ce que la situation relative aux droits de l'homme se soit considérablement améliorée et que sa prolongation puisse démunir le ZANU-PF des ressources nécessaires pour truquer les élection ou mener des campagnes de violence et d'intimidation. Toutefois, en suivant une réunion du processus de Kimberley le 23 juin 2011, Mathieu Yamba Lafpa Lambang de la République démocratique du Congo, alors président du processus, a publié une note administrative annonçant que le KPSC « approuve les exportations de la production issue des opérations d'extraction conformes de Marange Resources et de Mbada [deux sociétés de l'industrie extractive en activité au Zimbabwe] avec effet immédiat »[336]. L'annonce a généré immédiatement des polémiques. Beaucoup affirment que les membres du KPSC n'étaient pas, en fait, parvenus à un consensus et Yamba avait agi unilatéralement. Le Département d'État des États-Unis a fait savoir qu'il était « profondément déçu » et que l'assemblée « n'était pas arrivée à un texte de consensus »[337]. Global Witness, membre fondateur du processus de Kimberley, a annoncé en décembre 2011 qu'il quittait le processus de Kimberley. Pour Global Witness, l'échec de ce processus a représenté les carences plus marquées des initiatives volontaires. « Nous devons, dès à présent, reconnaître que ce système, démarré avec de trop bonnes intentions, a fait beaucoup de progrès qui sont utiles mais qu'au bout du compte il n'a pas tenu ses engagements », a écrit Charmian Gooch, Directeur fondateur. « Il a prouvé au-delà de tout doute que les systèmes volontaires sont inadéquats dans un monde multipolaire où les entreprises et les pays sont en concurrence engagés pour acquérir les ressources naturelles»[338].

Au centre du débat du KPCS, ressortait sa définition de « diamants de conflits ». Selon le cadre actuel, le processus de Kimberley est conçu pour assurer que les ventes de diamants ne financent pas les guerres civiles ou les mouvements rebelles. Pour les critiques, cette définition manque de prendre en compte les abus commis par les gouvernements sédentaires qui ne sont pas engagés dans une guerre civile. « Mettre à

jour la définition rendra le processus de Kimberley plus crédible, adapté et efficace et capable d'anticiper les problèmes du futur », a décrété Michael Posner, ancien secrétaire d'État adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail[339]. La question a été soulevée lors de la réunion intersession du KPCS en août 2012 à Washington, DC, qui était présidée par les États-Unis. La réunion à huis clos n'a toutefois pas suscité aucune décision concrète quant à cette mise à jour de la définition[340].

Aucune des principales carences dans la structure du KPCS n'a été abordée au fil des ans depuis la réunion à Washington, DC obligeant de nombreux défenseurs, experts et détaillants à douter sérieusement du système de certification. « Ce même système mis en place pour éradiquer le commerce des diamants du conflit donne maintenant à l'industrie un article de couverture parfait puisqu'elle continue à opérer de la même façon opaque qu'elle a toujours fait », a écrit David Rhode, joailler de Londres, dans *The Guardian* (UK) en mars 2014[341].

Financement de la campagne et réélection de type Mugabe

Regorgeant de liquidités provenant des revenus de la vente des diamants et enhardie par la loyauté achetée des forces de sécurité, la campagne de violence et d'intimidation du ZANU-PF a continué jusqu'en début 2013 au fur et à mesure que les élections générales s'approchaient. En février, des agents de police et du CIO ont fait une descente dans les bureaux de deux coalitions d'ONG chargées de contrôler les élections, le réseau de soutien aux élections du Zimbabwe (ZESN) et le Projet de paix Zimbabwe (ZPP), s'emparant de dossiers, de téléphones portables, de t-shirts et autres objets considérés être du « matériel subversif »[342]. Le 17 mars, Béatrice Mtetwa, avocate très connue pour les droits de l'homme du peuple zimbabwéen, a été arrêtée lorsqu'elle a exigé à ce que la police produise un mandat de perquisition lors de la descente au domicile de l'un de ses clients, Thabani Mpofu, proche collaborateur de Morgan Tsvangirai. Elle a été accusée plus tard « d'obstruction ou d'entrave à la justice »[343].

En dépit d'appels répétés des organismes régionaux et internationaux de retarder les élections jusqu'à ce que des réformes de la constitution soient adéquatement mises en place (comme le précise l'accord de partage du pouvoir), les élections se sont déroulées le 31 juillet 2013. Sans aucune surprise, Mugabe et le parti ZANU-PF l'ont incontestablement emporté. Après les élections, *The Sunday Times* (UK) a révélé que ZANU-PF a sollicité l'aide et les dons auprès de plusieurs partenaires internationaux afin d'aider à truquer les élections[344]. Sam Pa, selon le rapport, « a donné [2 millions] à la campagne du Zanu-PF, des T-shirts de campagne et autres articles de promotion du parti pour les élections »[345]. Une investigation menée par le Département du Trésor des États-Unis a par la suite conclu que « Sam Pa a donné, entre autres, plus d'un million de dollars, des fournitures et du matériel aussi à des hautes personnalités du gouvernement zimbabwéen en soutien des services centraux du renseignement ». En conséquence, le 17 avril 2014, le Département du Trésor des États-Unis a soumis à sanctions Sam Pa et Jimmy Zerenie, directeur de Sino Zim « pour leur rôle à saboter les processus et les institutions démocratiques du Zimbabwe et pour avoir facilité la corruption des agents de l'État »[346].

Souhaitant s'exprimer sur ce sujet rapidement après que son nom soit révélé, Sam Pa a rejeté les allégations portées à son encontre sur ses activités au Zimbabwe comme étant « sans fondement ». « Certaines personnes écrivent sans motif et sans fondement », a-t-il commenté se refusant à tout commentaire supplémentaire[347]. La décision empêche Sam Pa et Zerenie d'entrer aux États-Unis, de posséder des biens aux États-Unis ou de faire des affaires avec des citoyens et des sociétés américaines, notamment les banques. Malheureusement, à ce stade, des préjudices importants ont déjà été faits au Zimbabwe. La victoire du ZANU-PF a maintenu un *statu quo* problématique. Plutôt que d'être forcé à satisfaire aux exigences de transparence et de redevabilité accrues, le parti reçut un nouveau souffle de vie, accentuant encore davantage sa mauvaise gouvernance.

Pour Mugabe et les dirigeants du ZANU-PF, la découverte de diamants à Marange a été une aubaine opportune qui a entraîné l'enrichissement personnel et a facilité une victoire électorale capitale. Pour le zimbabwéen moyen, le résultat a été une malédiction. « La découverte d'énormes dépôts alluviaux de diamants…aurait dû être un moyen de salut pour un pays virtuellement en faillite après dix ans de chaos qui a connu le taux d'inflation le plus élevé du monde et un pays mis à genou », a remarqué un groupe défenseur des droits du peuple zimbabwéen. « A la place, elle a amené la cupidité, la corruption et l'exploitation à grande échelle, le recours au travail forcé, à la fois des adultes et des enfants, d'épouvantables abus des droits de l'homme, des massacres brutaux, la dégradation de l'environnement et l'enrichissement massif de quelques privilégiés[348].

Le degré de corruption et de mauvaise gestion des ressources naturelles du pays met en lumière que le problème rencontré par le Zimbabwe ne s'arrête pas au cercle fermé entourant Mugabe. Les perspectives du Zimbabwe à transformer sa richesse liée aux ressources naturelles en gains de développement humain et économique durables dépendent finalement sur la création d'un système d'institutions et de lois capables de tenir pour responsable quiconque est au pouvoir.

PARTIE III — LE SECRET DE LA PROSPÉRITÉ DE QUEENSWAY

Créer d'abord des amitiés, puis faire des affaires : l'émergence d'un modèle d'entreprise

Dans les dix ans qui ont suivi sa création, le groupe Queensway a connu une rapide expansion dans toute l'Afrique. Depuis 2004, les entreprises associées à Queensway ont été impliquées dans au moins une douzaine de pays africains et dans de nombreux autres États hors du continent. Lorsqu'on lui demande les raisons de la réussite du réseau d'entreprises basé à Hong Kong à s'implanter dans tout le continent, une employée de China Sonangol a répondu avec candeur : « En Afrique, vous devez avoir des relations. D'abord vous faites des amis, ensuite vous faites des affaires »[349]. En fait, obtenir l'accès aux hautes personnalités et travailler à assurer leur loyauté, semble être la pierre angulaire de la stratégie d'investissement du « syndicat ». Bien que ses tactiques et partenaires soient différents en fonction du pays et du secteur économique, sa stratégie globale à opérer dans les pays fragiles riches en ressources naturelles est demeurée relativement la même.

Obtenir l'accès aux hauts dirigeants des États fragiles

Les pays que Queensway vise pour ses investissements tendent à afficher un certain nombre de qualités similaires. Certains sont enlisés dans des conflits ou crises politiques ou en sortent, et leurs gouvernements sont diplomatiquement isolés ou financièrement désespérés. Pratiquement sans exception, Queensway a cherché à entrer dans des pays ayant des niveaux élevés de corruption des agents publics et des mécanismes de contrôle interne et de responsabilité sous-développés. Les pays visés ont, en général, les secteurs économiques de ressources naturelles grandement prometteurs. Plus important encore, dans la plupart de ces pays, les décisions économiques étaient prises non pas par de solides institutions mais par des personnes puissantes qui avait le réel pouvoir.

L'attirance de Queensway pour les pays ayant des institutions faibles se manifeste sans équivoque par ses tentatives de s'établir au Zimbabwe, qui traversait une crise politique prolongée, en ainsi qu'en Guinée, au Niger et à Madagascar au lendemain de coups d'État militaires. Les autres associés de Queensway ont compris des gouvernements de certains pays les plus fragiles du monde, comme le Sud-Soudan, la République centrafricaine et la Corée du Nord[350].

Dans chaque pays ciblé, le Groupe a noué des relations avec les hautes personnalités (en particulier dans les sphères de l'armée ou du renseignement) ou avec celles dotées d'une influence importante dans le secteur des ressources naturelles. Bien qu'au départ Queensway se soit repose sur des hommes d'affaires occidentaux bien établis pour faciliter son accès aux dirigeants africains, il chercha rapidement

Ambassadeur Antonio Inacio Junior (au fond, à gauche) et Sam Pa (au centre, à droite) visitent un site d'implantation de projet au Mozambique. (Source : deuxième entreprise de construction de China Chemical Engineering, 2012).

l'ambassadeur du pays en question en poste à Beijing à titre de point de contact initial. L'ambassadeur de la Guinée en Chine, par exemple, a joué un rôle essentiel à aider le Groupe à obtenir l'accès aux hauts responsables à Conakry[351]. China Sonangol a emprunté en 2009 HK$2,340 millions (environ US$300 000) pour l'ambassadeur du Mozambique en Chine pour un projet « non défini » et a effectué des versements à des entités connectées à l'ambassade de la Corée du Nord à Beijing[352]. Le consul général de'Angola à Hong Kong siège au Conseil d'administration de l'une des associations en participation du groupe Queensway enregistrée à Singapour, UNIPEC Sonangol International[353].

Les partenaires africains du Groupe ont de plus en plus servi de liaisons pour d'autres gouvernements dans la région. Le « syndicat » a même demandé à ses associés dans le gouvernement de Guinée, par exemple, d'aider Queensway à nouer des relations avec d'autres États africains en tant que partie intégrante de son contrat d'entreprise commune. Un représentant haut place des services du renseignement tanzanien aurait également aidé à la présentation de Sam Pa aux services CIO du Zimbabwe[354].

Recruter les partenaires adéquats

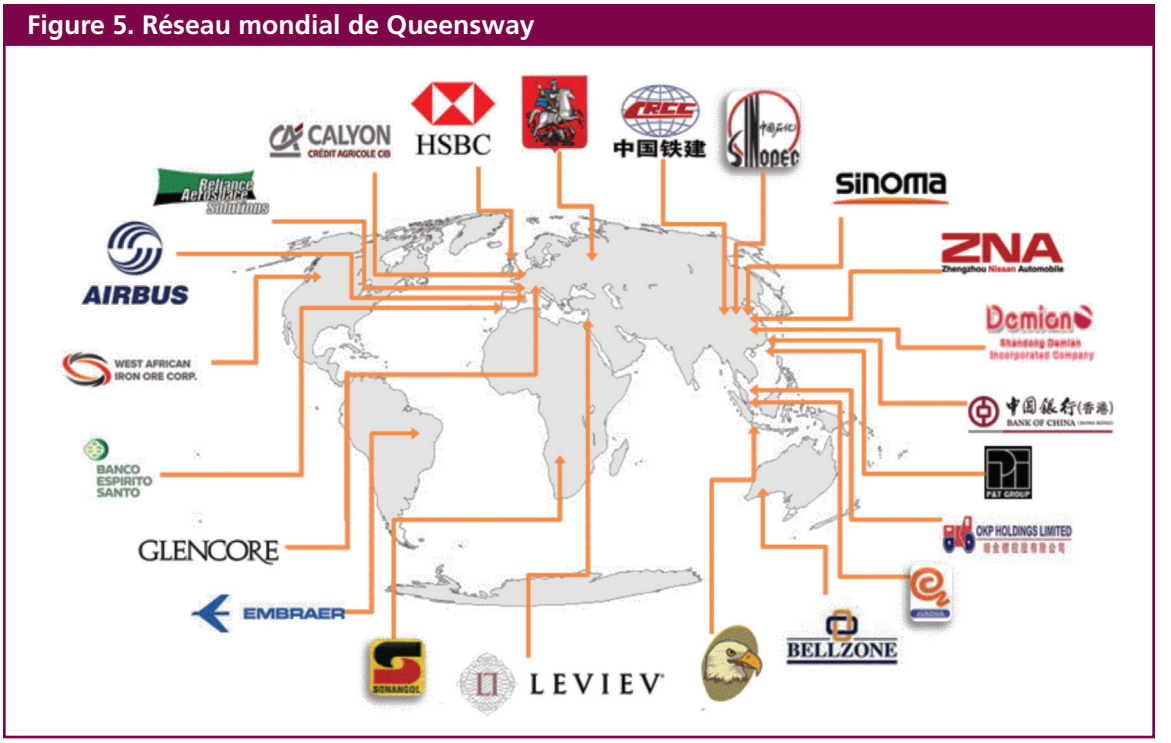
Etant donné que les investissements de Queensway sont répartis sur de nombreux secteurs économiques et exigent souvent une interface importante avec les hauts dirigeants du gouvernement, le Groupe souvent demande un solide partenaire local ayant accès aux élites politiques et à l'implication dans de nombreux secteurs économiques. Sonangol, par exemple, a l'accès direct au président de l'Angola et est impliqué dans les secteurs de la construction, de l'immobilier, des services bancaires et de l'aéronautique en plus de ces activités dans le secteur des hydrocarbures[355]. Au Zimbabwe, Sam Pa a noué des relations avec le secteur de la sécurité, un service dominant dans la politique et le commerce. Les partenaires locaux de Queensway ailleurs ont affiché des caractéristiques similaires.

Plus important encore, la plupart des projets de Queensway sont contractés à des tiers. Ceci signifie que la réussite de Queensway passe obligatoirement par des relations avec les entreprises de construction, les sociétés pétrolières et minières, les acheteurs de matières premières, les fournisseurs et les entreprises de transport routier et aérien. Les projets de construction des infrastructures ont généralement été entrepris par des entreprises de travaux publics et de construction chinoises, nombreuses desquelles étaient des entreprises d'État. Ses projets relatifs à la compagnie aérienne ont été externalisés à Reliance Aerospace Solutions, entreprise de conseils aéronautiques basée en France. Son projet relatif au minerai de fer en Guinée est entrepris conjointement avec Bellzone, une société minière australienne. Queensway a constitué un partenariat avec Lev Leviev, géant israélien du diamant, afin d'exploiter sa concession diamantifère au Zimbabwe. Il s'est également associé avec Moshe Hallak, associé de longue date de Leviev, pour vendre les diamants bruts sur les marchés asiatiques. Sinopec, entreprise pétrolière d'État chinoise, achète la part du lion du pétrole brut du groupe Queensway par l'intermédiaire de sa filiale chargée des échanges de pétrole brut, UNIPEC. En effet, la fonction du groupe Queensway est souvent considérée comme celle d'un courtier (cf. Figure 5).

Offrir une bouée de sauvetage aux régimes isolés

Après avoir obtenu aux personnes les plus haut places dans un pays ciblé, Queensway a généralement cherché à négocier des portefeuilles d'investissement à grande échelle financées par des prêts garantis sur les ressources naturelles. Bien que l'instabilité d'un pays ait tendance à dissuader les investissements étrangers, une poignée d'investisseurs peu scrupuleux restent toujours engagés pendant les périodes de conflits ou de crises politiques. Queensway a par conséquent employé trois tactiques pour se démarquer du lot. En premier, Queensway a fait remarquer sa présence en offrant aux régimes à court d'argent les services de financement nécessaires. Il a fourni en 2009 au moins $45 millions à titre « d'appui budgétaire d'urgence » à une junte militaire en Guinée.

Figure 5. Réseau mondial de Queensway



A peu près au même moment, Queensway a fourni $100 millions de financement aux services centraux du renseignement du Zimbabwe (CIO).

Deuxièmement, le Groupe a livré des véhicules à plusieurs gouvernements pendant les périodes d'instabilité ou d'isolement. Il a fourni 200 pickups Nissan au gouvernement du Zimbabwe, 300 Nissan Xterras au gouvernement de la Corée du Nord et, en mars 2014, 350 4x4 Nissan et Hyundai au président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina[356].

Troisièmement, et plus important encore, le Queensway, à son accoutumée, cherche des opportunités à présenter son portefeuille intense à des clients potentiels. Les dirigeants de Queensway ont la réputation d'étaler des photos d'eux-mêmes avec des hautes personnalités chinoises et d'arranger des rencontres aux clients potentiels avec les représentants du gouvernement chinois à Beijing. Sam Pa et Lo Fong Hung ont également organisé pour les directeurs d'entreprises bien connues et des diplomates des États africains partenaires de se déplacer sur le pays ciblé afin de renforcer la légitimité et la crédibilité de Queensway.

Bien que les affaires du portefeuille d'investissement de Queensway comprennent souvent des projets dans plusieurs secteurs économiques et qui, par conséquent, exigeraient la concertation avec les représentants officiels de divers ministères, le Groupe a réussi à négocier avec le cercle restreint de hautes personnalités du gouvernement. Sans exception, les accords d'investissement de Queensway ont été négociés à huis clos et souvent en-dehors du protocole normal. La vaste majorité des contrats et accords,

relatifs à ses activités, n'a jamais été révélée. Pour pratiquement toutes ses associations en participation principales, le groupe Queensway forme une société de portefeuille enregistrée à Hong Kong ou à Singapour. A leur tour, ces sociétés de portefeuille ont plusieurs filiales dédiées à des activités dans des secteurs spécifiques. Le Groupe contrôle habituellement 70 à 85 % du capital de chaque association en participation. Les participations restantes sont en général détenues par le gouvernement du pays hôte, une grosse entreprise d'État ou des hautes personnalités du gouvernement.

Bien que Queensway ait souvent déployé beaucoup d'efforts à passer inaperçu dans ses activités, les hauts dirigeants des pays avec lesquels il est associé ont souvent de forts programmes d'incitation pour faire fort de leur capacité à attirer des investissements étrangers à grande échelle et de prouver au niveau international leur crédibilité. En conséquence, des cérémonies d'inauguration ou des fêtes de lancement grandioses accompagnent souvent la signature d'accords. Des panneaux affichant les projets prévus sont fréquemment érigés en périphérie des sites d'implantation des projets de Queensway. Les agences de presse de l'État souvent publient ou diffusent les annonces des affaires traitées avec le groupe Queensway.

Rompre à maintes reprises les promesses

Même dans ses fonctions d'intermédiaire, Queensway s'est forge une réputation de ne pas honorer ses promesses. Nombreux de ses projets de construction d'infrastructures lancés en Angola en grande fanfare, d'une valeur supposée de $10 milliards, se sont arrêtés en 2007 et ont été transférés à d'autres entreprises, voire complètement annulés[357]. L'aéroport que le CIF avait promis de construire en Angola a été marqué par des retards et ses plans de construire un terminal d'aéroport et d'investir dans la compagnie aérienne de Tanzanie ont été complètement abandonnés. Les promesses de construction des infrastructures au Zimbabwe n'ont également pas été honorées.

Les résultats ont été similaires partout ailleurs dans le monde. Entre 2007 et 2009, China Sonangol a accumulé une série de projets en Corée du Nord, notamment un quartier commercial énorme en front de rivière appelé « KKG Avenue » à Pyongyang. Aucun des travaux, toutefois, ne semble avoir été réalisés sur le projet[358]. En novembre 2013, Lo Fong Hung fit son apparition sur la chaîne de la télévision nationale sud-coréenne lors d'une cérémonie d'inauguration pour un « parc industriel du secteur *high-tech* » que Queensway prévoyait de construire, mais les rapports depuis indiquent que cette construction a été annulée en juin 2014[359]. Bien que l'opacité entourant les activités du groupe Queensway soit virtuellement impossible d'en faire l'inventaire, sa tendance est claire : promettre gros et ne pas délivrer. Plus exactement, les promesses ne servent souvent qu'à rendre Queensway sympathique aux représentants du gouvernement, uniquement pour laisser ses plans sur la table une fois que l'accès à des contrats à des ressources naturelles plus précieuses a été sécurisé.

Au début, le groupe Queensway a fait des efforts intensifs pour conditionner la perception du public concernant ces activités, gagnant ainsi la réputation d'être extrêmement opposé à toute publicité quelle qu'elle soit. Au lieu de s'appuyer sur sa marque pour renforcer sa crédibilité, il s'est repose sur le témoignage de ses clients et partenaires afin de prouver sa valeur. Cependant, après une série de rapports très critiques de groups de réflexion et d'exposés[360] détaillant les activités de Queensway, le Groupe a changé de stratégie en disputant certaines allégations faites à son encontre. Parfois, les représentants de Queensway sont allés jusqu'au point de nier que Sam Pa avait tenu tout rôle officiel dans ses activités[361]. Les représentants légaux pour le CIF ont toutefois admis « qu'il effectue des tâches à titre de conseiller pour China International Fund et les entreprises afférentes »[362]. Ces négations du rôle de Sam Pa dans la société, lorsqu'il était photographié lors de rencontres avec les dirigeants de Tanzanie, Guinée et de Dubaï respectivement en 2008, 2010 et 2013, les personnes concernées l'ont identifié comme le dirigeant à la tête du China International Fund, vice-président de China Sonangol voire président du groupe China Sonangol Group[363].

Par la suite, China Sonangol s'est également embarqué sur une campagne de relations publiques afin de réparer sa réputation. Les avocats engagés par le groupe ont commencé à envoyer des lettres aux analystes et journalistes, qui avaient diffusé par écrit des allégations à l'encontre du Groupe, les menaçant de saisir la justice[364]. Fin 2012, la société de capitaux a lancé un nouveau site Web qui révélait, de manière considérable, plus d'informations sur son portefeuille d'investissement et sur certains de ses dirigeants. Le groupe se vante dorénavant d'une stratégie consacrée à la responsabilité sociale des entreprises[365]. Il y a peu d'indication, cependant, que ceci ait eu un impact important sur les activités du consortium dans les États fragiles riches en ressources naturelles.

Le coup le plus puissant porté à la réputation de Queensway s'est produit en avril 2014 lorsque les États-Unis ont imposé des sanctions sur Sam Pa pour avoir apporté son soutien au CIO et avoir facilité la corruption du secteur public au Zimbabwe, validant ainsi les rapports précédents sur la contribution de Sam Pa à l'instabilité et à une pauvre gouvernance au Zimbabwe. Quelques semaines à peine suivant les sanctions annoncées par les États-Unis, le CIF a cependant signé un accord avec Moscow pour construire un pont de $1,3 milliards traversant le détroit de Kerch, reliant ainsi la Russie continentale à la Crimée, la région de l'Ukraine qui avait été annexée par la Russie 2 mois plus tôt à peine, sujet très controversé. L'annonce est arrivée au moment où de nombreux gouvernements commençaient à renforcer les sanctions sur le régime de Vladimir Putin sur le rôle de la Russie dans le conflit ukrainien. Le contrat du pont, suivi par un autre accord de plusieurs milliards de dollars destine à construire les infrastructures prévues pour la Coupe du monde de 2018, a montré qu'en créant des partenariats avec des régimes diplomatiquement isolés, Queensway peut trouver des contrats malgré sa réputation ébranlée.

Vedomosti, un journal russe, a signalé en octobre 2014 que le CIF et son associé, *China Railway Construction Corporation*, a obtenu l'entrée en Russie grâce à l'aide de Putin Consulting Ltd., entreprise appartenant à Roman Putin, cousin du président russe Vladimir Putin[366]. « L'élément crucial du succès de notre équipe est de maintenir un lien étroit avec la direction des services de répression et

Sam Pa (à gauche), Marat Khusnullin, maire adjoint de Moscou chargé du développement urbain et des projets de construction (centre) et Hu Zhenyi, vice-président de China Railway Construction Corporation (à droite) lors d'une cérémonie de signature à Moscou pour l'accord de construction des infrastructures pour la Coupe du monde en 2018. (Source: Business Wire, 2014.)

les organismes de contrôle interne » annonce le site Web de l'entreprise »[367]. Lorsqu'il est questionné sur le marché passé avec le CIF, Putin a suggéré à *Vedomosti* que la Russie n'était pas en position d'être trop regardante quant à ces partenaires d'investissement. « L'origine des investissements importe-t-elle vraiment dans l'économie national ? » a-t-il demandé. « En particulier dans des contextes de sanctions et de la chute vertigineuse des prix de l'énergie ».

La relation liant Queensway à Beijing : de s'imposer en tant qu'émissaire à s'afficher avec des émissaires

Les dirigeants de Queensway ont maintenu des liens étroits avec l'État chinois avant même d'avoir lancé en 2003 le CIF ou leur entreprise phare. D'anciens associés et connaissances ont affirmé que Sam Pa travaillait pour le renseignement chinois avant de former le groupe Queensway[368]. D'autres rapports affirment que Sam Pa affiche fréquemment des photos de lui en compagnie de divers politiciens et représentants du gouvernement chinois afin de prouver son statut[369].

Lo Fong Hung est la fille d'un général d'armée chinoise et aurait été l'interprète de Deng Xiaoping, fait marquant de sa vie[370]. Wang Xiangfei, époux de Lo qui a également tenu des postes haut places au sein de plusieurs entreprises de Queensway, a travaillé comme directeur pendant des dizaines d'années pour diverses banques publiques chinoises. Wu Yang s'est servi de l'adresse du Ministère de la sécurité publique de la Chine, pour son adresse physique sur les documents d'entreprise officiels

et a même fait savoir que ses liens étroits avec Sinopec lui avaient valu une participation à Dayuan, société de portefeuille très importante de Queensway[371].

Pendant toute son existence, le groupe Queensway n'a rien caché de ses liens aux hauts dirigeants du gouvernement et du parti communiste à Beijing afin d'obtenir avec des clients potentiel. Queensway effectue régulièrement des associations en participation avec les entreprises d'État chinoises. Dans le secteur du pétrole, le Groupe œuvre en étroit collaboration avec l'entreprise publique, Sinopec. Il a signé un accord très important d'enlèvement avec l'UNIPEC, la filiale du commerce de pétrole de Sinopec, pour la vente du pétrole brut angolais sur le marché chinois. Sinopec a même servi de garant pour un prêt de $3 milliards à China Sonangol en 2005.

Les relations, toutefois, entre Queensway et Beijing n'ont pas toujours été placides. Des détails semblent indiquer que certains éléments du gouvernement chinois sont empreints d'embarras et de frustration par les activités du groupe dans le monde entier. Cependant, en dépit, parfois, de relations tendues avec les diplomates chinois, les liens de Queensway avec les entités publiques importantes ont continué virtuellement sans interruption. D'autres éléments probants montrent que la relation s'est dissipée considérablement depuis 2011. Cependant, tout au long de ses caprices, Beijing n'a jamais publiquement cherché à tenir responsables les dirigeants du groupe Queensway pour leurs activités en Afrique.

Dénonciations

Des autorités publiques chinoises ont publiquement critique à plusieurs occasions le groupe Queensway. En général, les diplomates chinois émettent des déclarations distançant le gouvernement chinois des activités de Queensway lorsqu'elles attirent une attention défavorable. Ces déclarations ont généralement suivi un modèle. D'abord elles ont insisté que les entreprises liées à ces projets était des sociétés privées enregistrées à Hong Kong ou à Singapour. Deuxièmement, elles annoncent que le gouvernement chinois n'avait aucune connaissance de leurs activités. Et enfin, elles affirment que Beijing ne peut pas garantir la viabilité de ces projets.

Les polémiques entourant les opérations financières du Group en Angola se sont avérées frustrantes pour les chefs d'entreprises et les diplomates chinois travaillant dans le pays. Des plaintes ont été portées par les entreprises chinoises de construction et de travaux publics qu'elles étaient flouées par le CIF et qu'elles n'avaient jamais été payées pour leurs travaux[372]. *Asia Times* a rapporté en mars 2007 que « […] parmi les entreprises de construction de la Chine continentale, le CIF est bien connu pour amadouer des entreprises à prendre part dans des projets de construction en Angola. Jusqu'ici six d'entre elles ont eu des expériences déplaisantes avec le CIF, qui reste accusé de retarder régulièrement le paiement pour les travaux achevés et en gardant des prix aussi bas que possible »[373].

L'ambassade chinoise à Luanda a critiqué oralement et brièvement le China International Fund. « Nous ne connaissons pas grand-chose des antécédents du [CIF] mais tous leurs projets qui ont été bâtis ici en Angola ne sont pas bons » s'est indigné un interlocuteur de l'ambassade chinoise en mars 2007 »[374]. « Nous ne sommes pas le service direct en charge des efforts de coopération économique entre la Chine et l'Angola», a ajouté un conseiller aux affaires commerciales de l'ambassade commercial, « mais nous n'avons jamais vu que [le CIF] apparaît dans les exercices publics et les rencontres entre le gouvernement chinois et le gouvernement angolais »[375]. Un diplomate chinois, voulant rester dans anonymat, base à Luanda a exprimé son mépris vis-à-vis du CIF à une équipe de journalistes :

> *Personne à l'ambassade ne sait même pas comment les contacter. Nous ne savons pas ce qu'ils font pour gagner leurs privilèges, par lesquels je veux dire, par exemple, le fait qu'ils soient les seuls à être pré- approuvés pour leurs visas angolais. Et qu'ils ont l'accès direct aux dirigeants à la fois [à Luanda] et à Beijing. Mais une chose que je connais pour sûr : ces trente projets dont ils parlent ? Des mensonges, que des mensonges ! Les seuls qu'ils ont démarrés ont été arrêtés et les autres ne quitteront jamais la planche de dessin. Ils sont responsables de toutes les incompréhensions entre les deux pays, et ils sont à l'origine à ce que nous devons actuellement [fin 2007] utiliser tout l'art de la diplomatie pour restaurer de bonnes relations avec l'Angola*[376].

Selon plusieurs sources, les représentants de Sinopec ont en vain cherché à contourner Queensway, perçu par certain comme un intermédiaire inutile, pour obtenir l'accès direct au pétrole angolais.

En Tanzanie, la discorde entre Queensway et l'ambassade de Chine est survenue peu de temps après l'annonce des accords d'investissement[377]. En août 2008, Xia Na, le Premier secrétaire des affaires économiques à l'ambassade chinoise en Tanzanie, a annoncé au gouvernement tanzanien que puisque la China Development Bank financerait certains projets dans le pays, l'ambassade n'a pas été au courant des plans par China Sonangol pour obtenir les participations en capitaux propres dans la compagnie aérienne tanzanienne[378]. Ceci était en contradiction avec les notes de synthèse à la suite de la réunion entre le ministre des Finances et China Sonangol et la China Development Bank, publiées à l'époque par le gouvernement de Tanzanie.

Beijing a également été rapide à se distancer des affaires signées entre le CIF et la junte militaire en Guinée en 2009. Le Ministère des Affaires étrangères de Chine a affirmé qu'il avait « pris note des rapports intensifs publiés par les medias occidentaux concernant la coopération qu'a pu avoir le gouvernement de Guinée avec China International Fund Ltd, société internationale enregistrée à Hong Kong. Son investissement en Guinée est entièrement un agissement de son groupe. Le gouvernement de Chine n'a rien à voir avec ses opérations commerciales pas plus qu'il n'est au courant de leurs particularités »[379].

L'affaire a été similaire au Zimbabwe. En dépit du fait que les affaires ont été saluées comme la preuve de « la pertinence et l'efficacité de la politique d'ouverture à l'Est », l'ambassade chinoise à Harare s'est activement distancé des projets de Queensway dans ce pays. Selon un rapport de mars 2011, Xin Shunkang, ambassadeur de Chine au Zimbabwe, a averti le gouvernement du Zimbabwe à se montrer prudent dans ses négociations d'affaires avec le groupe Queensway, affirmant que le gouvernement chinois n'avait aucune connexion avec China Sonangol[380]. Au Nigéria, plusieurs entreprises pétrolières d'État chinoises ont été bloquées à obtenir des concessions en faveur de China Sonangol[381].

Le Ministre du Commerce chinois (MOFCOM) a vivement critiqué Queensway dans une enquête soumise au Conseil d'État chinois. L'enquête désignait le CIF comme « un escroc dirigé par des intérêts commerciaux de Hong Kong sans loi qui s'acoquinent avec les chinois de la Chine continentale cupides »[382]. L'enquête a révélé que Queensway des agents publics des gouvernements étrangers et a échotié que Queensway avait présenté des clients à « émissaires bidons » du gouvernement chinois. Les affaires douteuses du Groupe, selon le rapport, étaient « en train de ternir l'image de la Chine à l'étranger »[383]. L'enquête interne du MOFCOM n'a pas été délibérément communiquée au public mais plutôt dénichée par un groupe de journalistes d'investigation en 2011[384]. Bien que des préoccupations du secteur privé aient été exprimées sur les activités de Queensway, il n'y a aucune indication permettant d'affirmer que Beijing ait entrepris une poursuite officielle contre le groupe.

Rapprochement

Malgré ces dénonciations régulières, le groupe Queensway a continué d'élargir ses partenariats avec des entreprises publiques chinoises. Ses associations principales, telles ses associations en participation avec Sinopec, ont perduré précisément à cause du statut d'intermédiaire du Groupe. L'association en participation Queensway-Sinopec, SSI, ont continué à gagner des licences d'exploitation pétrolières en Angola. En novembre 2010, China Sonangol a créé une nouvelle association en participation avec UNIPEC ou enregistrée à Singapour sous UNIPEC Sonangol. Pendant ce temps, de nombreuses entreprises de construction et de travaux publics chinoises ont signé pour s'associer au CIF et à China Sonangol sur une grande diversité de projets.

Des diplomates chinois ont été régulièrement photographiés aux côtés de hauts dirigeants du groupe Queensway au fil des années. Moins de 2 semaines après avoir présenté ses références en août 2011, l'ambassadeur de Chine en Angola, Gao Kexiang, a visité le siège social du CIF à « *Luanda One* » où il a rencontré la haute direction. Le groupe Queensway a inséré ces photos dans son portfolio de marketing téléchargé sur le site Web du CIF[385].

La relation de Queensway avec le gouvernement chinois est devenue plus déclarée les années passées. En septembre 2013, Sam Pa a fait une apparition à un exercice d'entraînement militaire à l'Université Yinchuan en Chine[386]. Quelques mois plus tard, China Sonangol a signé un accord avec le gouvernement

Sam Pa passe devant les rangs d'un défilé militaire en septembre 2013 à l'Université Yinchuan en Chine (Source: communiqué de presse de l'Université de Yinchuan, septembre 2013.)

de Hebei, province de la Grande Muraille (Chine) pour l'exploitation du gaz de schiste au Zimbabwe. En bref, les liens de Queensway avec le gouvernement chinois sont extrêmement complexes. Plus important encore, ils sont souvent basés sur des liens avec des personnes plutôt qu'avec des institutions et ont, de ce fait, des chances de changer lorsque la dynamique du pouvoir change à Beijing[387].

Echec du contrôle interne

Un communiqué de presse publié par l'équipe d'intervention spéciale du poste central à Beijing d'inspection frontalière des entrées et sorties du territoire en août 2011 suggère que les autorités à Beijing avaient connaissance des allées et venues en Chine des jets d'entreprise de China Sonangol. Lors de la réunion, Xu Wang, du Comité central de l'équipe d'intervention spécial « a demandé à Sonangol de se conformer strictement aux lois et règlements du pays dans le processus d'entrée et de sortie transfrontalier de leurs avions d'affaires, et de contacter et de consulter l'équipe d'intervention spéciale afin de résoudre à l'avance tout problème éventuel ». Wang Jianbang, chef de la délégation de China Sonangol a parlé de la manière « dont les agents de l'équipe d'intervention spéciale ont activement coopéré avec les efforts de [China] Sonangol et dont ils ont facilité en grande partie les tâches de [China] Sonangol »[388]. Les représentants de China Sonangol ont présenté à l'équipe d'intervention spéciale une bannière portant l'inscription « Défenseur du peuple, une grande paroi d'acier ».

Les allégations que Sam Pa utilisait les jets d'entreprise de China Sonangol pour faire sortir clandestinement les diamants du Zimbabwe avaient été publiées dans les médias quelques mois avant que cette réunion n'ait eu lieu1. Malgré le fait d'être en position de connaître les contenus des jets d'entreprise de Sam Pa, les autorités chinoises concernées n'ont pris aucune mesure apparente.

A gauche : les représentants de China Sonangol rencontrent les agents de l'équipe d'intervention spéciale du poste central à Beijing d'inspection frontalière des entrées et sorties du territoire. *A droite* : les représentants de China Sonangol présentent à l'unité d'intervention spécial un panneau mural. (Source : page du site Web du poste central à Beijing d'inspection frontalière des entrées et sorties du territoire. Copie versée au dossier de l'auteur.)

L'inaction de Beijing dans le cas du groupe Queensway n'est pas également une question de capacité en matière de répression. Plusieurs exemples de la coopération chinoise avec les services de répression étrangers visent à freiner les activités criminelles perpétrées par les citoyens chinois à l'étranger. En août 2012, le Ministère de la Sécurité publique chinois a travaillé avec ses homologues angolais pour arrêter et rapatrier 37 membres de groupes de criminels chinois œuvrant à Luanda. Ces criminels auraient été impliqués dans des délits de « kidnapping, vol, chantage, trafic d'êtres humains et de prostitution forcée des femmes »[390]. La condamnation a été la première « opération de grande envergure menée à l'encontre de la criminalité visant les chinois en Afrique », d'après Xinhua, de l'agence de presse nationale de la Chine[391].

En bref, les autorités chinoises ont prouvé leur capacité à s'engager dans des investigations complexes transfrontalières et des actes de répression, lorsqu'il va de l'intérêt du gouvernement à agir ainsi.

L'exemple du groupe Queensway fait également ressortir l'utilisation de Hong Kong en tant qu'échappatoire pour les investisseurs chinois cherchant à éviter la réglementation de Beijing. Bien que l'enregistrement de Queensway à Hong Kong donne une logique pratique pour ne pas poursuivre en justice, Beijing peut exercer sa compétence territoriale sur le groupe Queensway pour au moins deux raisons. La première, les deux filiales les plus importantes du Groupe, le CIF et China Sonangol, maintiennent des bureaux à Beijing. Deuxièmement, des citoyens chinois ont, à divers moments, tenus des postes de direction au sein de plusieurs sociétés contrôlées par le Groupe.

En bref, de nombreuses relations existent entre le groupe Queensway, des hautes personnalités chinoises et des entreprises publiques chinoises, et nombre de ces associations en été fondées ou se sont développées en dépit de dénonciations répétées par le Ministre des Affaires étrangères chinoises et des membres d'ambassades. De plus, en dépit des réfutations répétées par des diplomates chinois, le

sentiment persiste que l'État chinois soutient proactivement l'expansion de Queensway ou bien qu'il ferme les yeux à ses tendances d'exploitation.

Suivre l'argent à la trace : les liens du groupe Queensway avec le système financier international

Bien qu'il y ait des liens constants entre Queensway et l'État chinois, les agissements du Groupe semblent être largement motivés par le profit que par la politique. Bien que l'opacité entourant les activités du Groupe rende pratiquement impossible de déterminer l'étendue de sa réussite financière, Queensway semble avoir engrangé des profits extraordinaires sur les dix ans qui ont suivi sa création. Cette opacité, de pair avec les origines douteuses de certains revenus du Groupe, complique le processus de distribuer et de réinvestir les bénéfices. Un outil primordial destiné à protéger les opérations de Queensway de tout contrôle et à faciliter les mouvements de fonds dans le monde est l'emploi de sociétés écrans anonymes, entreprises qui permettent à leurs propriétaires de ne pas dévoiler leur identité.

La confusion créée par l'usage généralisé de ces structures d'entreprises opaques a même conduit à des litiges acrimonieux entre leurs administrateurs fondateurs.

Se battre pour le butin : affaire Wu Yang contre Dayuan

Wu Yang était un associé fondateur de Dayuan, véhicule d'investissement central pour Queensway. Bien qu'il soit possible que la relation de Wu avec Sinopec ait été cruciale pendant la première phase des opérations de Queensway, son utilité a été étroitement imbriquée avec ses contacts à Beijing. Après une restructuration de Sinopec en 2007, Wu semble avoir été marginalisé par les autres administrateurs fondateurs de Dayuan. Le litige devint public lorsque le moment vint pour China Sonangol de payer les dividendes à ses actionnaires. Les documents du tribunal de Hong Kong montrent qu'en septembre 2008 et 2011, China Sonangol devait recevoir environ $186 millions en dividendes pour sa participation à un bloc pétrolier d'Angola. Les 30 % de Wu de sa participation dans Dayuan aurait dû dégager un paiement de presque $40 millions. Il n'a cependant jamais reçu de paiement. En conséquence, Wu déposa un plainte contre Dayuan et les deux autres directeurs de la société, Lo Fong Hung et Veronica Fung, en demandant l'accès aux documents pertinents administratifs et financiers relatifs aux activités de Dayuan.

La bataille juridique entre les fondateurs de Queensway a montré que la structure de participation de Dayuan était plus complexe et opaque que celle pensée précédemment. Lo a déclaré devant le tribunal de commerce que Wu n'avait seulement qu'un intérêt de prête-nom dans Dayuan mais, selon le juge, ne pourrait pas expliquer « pourquoi les actions ont été allouées à [Beiya Industrial] comme entièrement libérées, pourquoi [Wu] devint un administrateur et pourquoi [Dayuan] n'a jamais cherché à payer les actions »[392]. Wu confirma publiquement qu'il était, en fait, un actionnaire mandataire. Selon Wu, lui

ainsi qu'un autre associé, Wang Yui, ont reçu une participation de 30 % dans Dayuan (qu'ils détenaient par une société écran anonyme dans les îles vierges britanniques) « en reconnaissance du fait que lui et [Wang] offriraient des contacts et une influence précieux pour les affaires potentielles de [Dayuan] »[393]. Le 4 juin 2013, le juge a prononcé son jugement en faveur de Wu[394].

Les sommes d'argent impliquées dans le litige révèlent que les activités de Queensway rapportent un profit extraordinaire. Les déclarations faites durant l'affaire soulèvent aussi des questions sur la façon dont les profits étaient au bout du compte utilisés. Lo a déclaré que Wu n'aurait de toute façon pas reçu le paiement de dividendes car « l'argent reçu par China Sonangol est allé financer des projets en Angola entrepris pour se faire connaître ». Le juge a noté cependant « qu'elle n'avait indiqué aucune projet en particulier ou expliqué avec qui le groupe Dayuan essayait de s'attirer les faveurs »[395].

La révélation de Wu en salle d'audience

La liste des documents financiers demandés par Wu Yang a totalisé la plus importante divulgation financière de l'histoire de Queensway. Les documents ont donné des détails d'un paiement de HK$15,6 millions (environ US$2 millions) au Cabinet du président de Tanzanie et d'un prêt de HK$2,34 millions (environ US$300 000) à l'ambassadeur du Mozambique en Chine pour un projet indéterminé. Des détails ont fait également surface sur des paiements pour de nombreux projets en Corée du Nord. De plus, la divulgation a révélé un paiement anticipé en espèces de HK$11,7 millions (environ US$1,5 million) donné à « Monsieur Sam » le 30 juin 2009, immédiatement après que le Groupe ait finalisé ses partenariats avec une junte instable de la République de Guinée et les Services centraux de renseignement au Zimbabwe. Un autre paiement de $128 millions à Dayuan de China Sonangol pour « conseils ».

En début du procès, le juge a rejeté les arguments de l'équipe de Dayuan prétendant de refuser l'accès à Wu à ses documents comptables et financiers car Wu pourrait divulguer à la presse des données confidentielles ou les utiliser pour obliger Dayuan à lui racheter sa part[396]. « La Cour…doit être lente pour permettre aux entreprises défenderesses à transformer ces requêtes en des combats complexes et onéreux dans un effort d'empêcher les actionnaires de voir des documents embarrassants », a-t-il précisé[397]. Le rejet de la procédure d'appel de Dayuan par le tribunal en juillet 2013 a confirmé la décision précédente rendue le 4 juin 2013 en faveur de Wu.

Les nouvelles strates de l'opacité : Singapour, BVI et au-delà

Bien que l'opacité et la complexité de la structure d'entreprise de Queensway ait été au centre du litige entre ses administrateurs fondateurs, l'utilisation de sociétés représentent des avantages importants pour Queensway. L'utilisation de ce type de société permet de conjurer les soupçons de conflits d'intérêts, gêne les enquêteurs à retracer entièrement les activités des réseaux et empêche les banques d'entreprendre correctement les vérifications d'identité préalables à l'ouverture de comptes pour les sociétés sous leur contrôle.

En 2009, le groupe Queensway avait déjà enregistré des douzaines d'entreprises à Hong Kong. A cette époque, il commença à enregistrer, à une fréquence supérieure, des sociétés dans des juridictions hors de Hong Kong, ajutant des niveaux supplémentaires d'opacité dans le processus. Les principales sociétés du groupe pour ses partenariats avec la Guinée, le Zimbabwe et Madagascar

ont été enregistrées à Singapour, comme l'étaient de nombreuses sociétés spécialisées opérant sous la désignation familière du CIF et de China Sonangol. Début 2011, pas moins de 30 sociétés avaient été enregistrées à la même adresse commerciale que China Sonangol International (S) Pte. Ltd.: 9 Temasek Boulevard, #42-01 Suntec Tower Two, Singapour.

Depuis 2009, le groupe Queensway avait transféré la participation des sociétés principales sous le contrôle de sociétés anonymes enregistrées dans les Iles vierges britanniques (BVI). Plus important encore, le 6 septembre 2013, quelques mois à peine après que le juge de Hong Kong ait autorisé l'accès par Wu aux documents internes de Dayuan, le groupe Queensway a informé les autorités de Hong Kong qu'il avait transféré le capital de Dayuan dans China Sonangol à *Magic Wonder Holdings Limited* enregistrée aux BVI le 7 septembre 2012. En plus de *Magic Wonder*, au moins six autres sociétés BVI sont contrôlées par le groupe Queensway: *Newtech Holdings Limited*, *Shinerun Limited*, *Postrun Limited*, *Powerpost Limited*, *Richrise Holdings Limited*, *Grand Chance Investments Limited* et *World Noble Holdings Limited*.

Aucune de ces juridictions n'exige de divulguer l'identité des dirigeants responsables des sociétés enregistrées sur leur territoire propre. Les investisseurs peuvent simplement utiliser un administrateur désigné ou actionnaire mandataire pour représenter légalement leur participation dans une société enregistrée dans l'une de ces juridictions. De plus, dans ces territoires, il est difficile (voire dans certains cas impossible) même pour les agents des services de répression des fraudes et les régulateurs d'avoir accès aux identités des propriétaires réels sur ces sociétés.

Nombreuses de ces sociétés enregistrées aux BVI sous le contrôle du groupe Queensway ont, par exemple, la même adresse commerciale du bureau de liaison : P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, BVI. Le bureau d'immatriculation des sociétés offshore a enregistré des dizaines de sociétés utilisant sa propre adresse, montrant bien comment il est facile de monter une société offshore et le peu de détails que nécessite le montage d'une société offshore. De nombreuses autres sociétés de Queensway sont localisées dans d'autres juridictions, à savoir celles garantissant le secret bancaire, notamment les îles Cayman, les Bermudes et d'état du Delaware aux États-Unis.

La tendance du groupe Queensway à rendre les structures d'entreprise opaques en montant une chaîne de sociétés répandues sur plusieurs juridictions est une tactique courante appelée « échelonnement » ou « saucissonnage », signifiant couper une pièce de type saucisse en pièces de plus en plus petites. « Lorsqu'on découpe et répartit les parts d'une structure sur plusieurs juridictions, chacune offre un « emballage » juridique et comptable différent autour des actifs qui peuvent renforcer la complexité et le secret bancaire tout en protégeant les actifs », a écrit Nicholas Shaxson dans « *Treasure Islands: Uncovering the Damage of Offshore Banking and Tax Havens* ». « Même si vous pouvez discerner les éléments de la structure, la technique de l'échelonnement vous empêche de les voir complètement, et lorsqu'on ne peut pas voir dans l'intégralité, alors on ne peut pas comprendre »[398].

L'absence de Sam Pa des documents d'enregistrement des sociétés du groupe et son utilisation d'alias permet de créer des barrières importantes à faire le rapprochement entre des opérations du Groupe et lui. Ceci permet de rendre complètement impossible, même pour les associés du Groupe, à la fois du secteur privé et public, d'avoir la moindre idée de qui est la personne.

Acheter de l'immobilier à New York

China Sonangol a commencé à acquérir des biens haut de gamme début 2008, notamment des concessions pétrolières à l'étranger, des participations dans les sociétés minières cotées en bourse, et des centaines de millions of dollars en immobilier dans le monde entier. La première grosse acquisition aux États-Unis de China Sonangol s'est produite le 31 août 2008, lorsqu'il a acheté un gratte-ciel symbole de Manhattan, situé au 15 Broad Street, qui comprend le siège social d'origine de J.P. Morgan & Co. au 23 Wall Street, de l'autre côté de la rue du New York Stock Exchange, pour $150 millions[399].

Le vendeur de la « House of Morgan » était notamment AFI USA, filiale de Africa Israël Investments, Ltd., un conglomérat contrôlé par l'un des associés de Queensway dans le secteur du diamant, Lev Leviev. A l'origine, China Sonangol était prévu d'acquérir trois gratte-ciels de Manhattan auprès d'Africa Israël. La vente des deux autres immeubles, immeuble du New York Times au West 43rd Street et la *Clock Tower* au Madison Avenue Park, n'a pas aboutie[400]. En 2009, China Sonangol a conclu un accord avec Africa Israël engageant China Sonangol à payer $25 millions pour les rénovations de l'immeuble du New York Times. Cet accord n'a jamais été honoré. En reflet du malaise qu'ont même certains associés de Queensway avec le Groupe, un directeur d'Africa Israël a déploré : « La lettre d'engagement peut tout aussi bien avoir été signée sur du papier toilette »[401].

L'acquisition de Wall Street par Queensway provoqua quelques polémiques au sein de la société de Leviev. Richard Marin a rejoint AFI USA à titre de CEO de la compagnie afin d'aider celle-ci à « arrêter l'hémorragie » des investissements en immobilier qu'il avait fait pendant l'apogée du marché[402]. A la suite de son licenciement soudain en décembre 2010, Marin déposa une plainte en justice à l'encontre de son ancien employeur pour non-paiement d'indemnités de départ. L'allégation qu'il avançait dans sa plainte était qu'il avait été remercié de ses services parce qu'il avait découvert des irrégularités qui « auraient porté préjudice au seuil de rentabilité [de la société] ». Parmi les irrégularités Marin a affirmé avoir été témoin que pendant plus de 2 ans, China Sonangol devait au groupe AFI USA $700 000. Mais lorsque Marin a voulu intenter une action contentieuse pour recouvrer la somme, Izzy Cohen, un haut responsable de la société mère d'AFI USA basée à Tel Aviv, a ordonné à Martin de la déclarer « créance irrécouvrable »[403].

En dépit de son statut d'icône, la « *House of Morgan* » est demeurée sans locataire avec bail à long terme pendant 6 ans après que China Sonangol ait acheté l'immeuble. En 2011, China Sonangol a engagé l'agence Cushman & Wakefield pour l'aider à trouver un locataire pour les locaux situés à Wall Street.

Début octobre 2011, une exposition d'art sur stand pliable s'est installée à l'intérieur de la « House of Morgan » qui cherchait à documenter les protestations du mouvement de contestation « Occupy Wall Street » se déroulant à l'extérieur[404]. Quelques semaines plus tard, le 30 octobre 2011, Christopher Nolan, réalisateur cinématographique, a brièvement transformé le 23 Wall Street en Gotham Stock Exchange pour la superproduction de 2012 avec le film « L'ascension du chevalier noir » ou son titre original « *The Dark Knight Rises* »[405]. Pourtant, globalement parlement, l'immeuble n'a produit aucun revenue pour China Sonangol. En janvier 2015, le développeur immobilier, Latitude 360, a annoncé des plans pour louer tous l'espace commercial du 23 Wall Street et transformer la « House of Morgan » en un complexe de divertissement complet doté de restaurants, d'écrans géants de projection se déplaçant et d'un « *bowling* de luxe »[406].

Même sans locataire, l'immobilier de New York est cependant un investissement solide pour des hommes d'affaires ou des politiciens internationaux qui cherchent à passer inaperçus. Un article dans le magazine *New York* a trouvé que le marché immobilier de la ville est devenu un endroit connu pour les investisseurs œuvrant dans l'ombre pour placer leurs actifs. « Bien que l'immobilier de New York présente d'importants inconvénients à titre d'actif immobilier, il se compose d'actifs non liquides et coûteux à gérer, il présente donc un point de vente très important dans son opacité relative » décrivait le rapport. « Avec des formations de structures d'entreprise peu créatives, l'identité d'un propriétaire d'un bien à New York peut être tout aussi introuvable que celle d'un titulaire d'un compte bancaire numéroté »[407].

Bien que China Sonangol se vante d'être le propriétaire du 23 Wall Street sur son site Web, il a acheté le bâtiment grâce à CS Wall Street LLC, une société enregistrée au Delaware. Ceci a donc créé un autre degré de distance entre Sam Pa, qui, soumis à des sanctions, est interdit aux États-Unis de faire des affaires voire même de détenir une participation majoritaire de tout bien, et des actifs de Wall Street de China Sonangol.

Un portefeuille diversifié

China Sonangol a continué à collaborer avec des partenaires d'affaires de confiance, issus d'autres secteurs, lors de ces investissements dans l'immobilier dans le monde entier. A Singapour, Queensway est en train d'ériger deux tours de luxe avec OKP Holdings, entreprise de génie civil singapourienne. Le CIF et OKP ont d'abord constitué une association en participation en septembre 2009 afin de collaborer sur des projets de construction en Angola, en Guinée et au Zimbabwe[408]. China Sonangol a acheté une participation de 14 % dans OKP en 2009. OKP a été temporairement impliqué dans les plans de Queensway de construire une zone industrielle *high-tech* en Corée du Nord en novembre 2013[409].

En Indonésie, Queensway a travaillé étroitement avec Surya Paloh, magnat de médias hautement influent, qui a aidé China Sonangol à obtenir l'accès à une participation sur le bloc pétrolier Cepu du pays début 2009[411]. Depuis lors, China Sonangol et le Media Group de Surya ont collaboré dans

les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie, s'associant pour acheter un complexe de commerces, de résidences et de bureaux à Djakarta appelé *Entertainment X'nter* (*eX Plaza*) et exploitant conjointement le complexe hôtelier *Intercontinental Bali Resort*, hôtel de luxe en front de mer doté d'une capacité d'accueil de 418 chambres.

En plus de ses acquisitions immobilières, Queensway a investi des centaines de millions de dollars dans l'acquisition d'aéronefs, de navires et d'automobiles (cf. Tableau 4). China Sonangol est propriétaire d'aéronefs qui comprend 10 jets d'entreprise et 25 hélicoptères, la plupart desquels ont été fabriqués

Tableau 4. Les Acquisitions* à l'étranger de China Sonangol

Investissement	Année	Détails
Parcs d'aéronefs	2005	Le parc d'aéronefs comprend plus de 10 jets d'entreprise et 25 hélicoptères d'Airbus et plusieurs autres provenant d'avionneurs divers.
23 Wall Street	2008	China Sonangol a acheté à Lev Leviev le siège social historique de J.P. Morgan & Co. situé au 23 Wall Street.
Nan Nan Resources Enterprise	2008	China Sonangol a transformé un ancien horloger côté à la bourse de Hong Kong en une entreprise houillère dans la province chinoise Xinjiang.
Gisement de gaz de Cepu	2009	China Sonangol a acquis une participation de 4,5 % dans le gisement de gaz de Cepu sur l'île indonésienne de Java.
Angullia Park	2009	China Sonangol a racheté un immeuble sis à 21 Angullia Park dans le quartier huppé de Singapour à l'OUE et est associé avec OKP pour développer le site en condominiums.
OKP Holdings	2009	En deux transactions séparées, China Sonangol a acquis 30 millions d'actions (une participation 14 %) de la société BTP et d'ingénierie de Singapour, OKP Holdings.
Bellzone Mining	2010-2014	En commençant en 2010, China Sonangol a progressivement acquis la participation majoritaire dans la société cotée en bourse, Bellzone Mining Plc, l'un de ses principaux associés en Guinée.
Amber Towers	2011	China Sonangol a acheté Amber Towers en 2011 et travaille avec le groupe OKP Holdings (actionnaire à 10 % dans le bien) pour développer le site
Sampoerna Strategic Square	2011	Avec la société indonésienne de tabac, Sampoerna Group, China Sonangol détient ce gratte-ciel de bureaux au cœur de Jakarta.
Entertainment X'nter (eX Plaza)	2012	China Sonangol détient 90 % du capital dans ce complexe commercial, résidentiel et administratif à Jakarta, Indonésie.
Royal Palace Hotel	c. 2012	China Sonangol est propriétaire de l'hôtel à 22 étages de Guangzhou en Chine.
Haikou Yusha Village	c. 2012	Plans en cours pour le développement d'un quartier important commercial, résidentiel et immobilier sur l'île chinoise de Hainan.
Intercontinental Bali Resort	2013	Avec le groupe Media Group de Surya, China Sonangol est le copropriétaire de cet hôtel luxueux de 418 chambres en front de mer à Bali, Indonésie.
Patrouilleurs et Catamarans	2014	China Sonangol a acheté 40 patrouilleurs grande vitesse et 10 catamarans avec une capacité de 350 passagers du groupe Rodman

A noter : cette liste ne comprend pas les participations de China Sonangol dans les projets reliés aux programmes d'investissement du groupe Queensway en Guinée, à Madagascar, au Mozambique, en Corée du nord, en Tanzanie, et au Zimbabwe.

par Airbus. En novembre 2014, China Sonangol a négocié un accord avec le groupe Rodman, chantier naval espagnol, pour le rachat d'une flotte de navires de $40 millions qui comprendra 40 patrouilleurs grande vitesse et 10 catamarans. En mars 2015, il a été annoncé que China Sonangol rependrait la majorité du capital de Rodman[412].

Des banquiers peu scrupuleux

Fin 2009, le groupe Queensway était aux dernières étapes de l'acquisition à Singapour du 21 Angullia Park, un immeuble haut de plusieurs étages à $200 millions. Afin de payer pour l'achat du bien, Sam Pa a cherché à transférer les fonds de Harare au Zimbabwe sur une branche du groupe bancaire britannique HSBC à Singapour. Le transfert a cependant été bloqué au départ car la banque ne pouvait déterminer l'origine des fonds. Ayant maintenu un compte HSBC avec des centaines de millions de dollars tout au long de la crise financière mondiale, Sam Pa aurait à priori fait savoir qu'il se sentait trahi par la banque. Néanmoins, il y a eu une petite retombée à la suite de l'incident. Rapidement après la déconvenue initiale, les fonds ont été virés à Singapour et l'achat a pu être finalisé.

Des révélations sur les lacunes flagrantes du programme anti-blanchiment des capitaux (AML) du groupe bancaire HSBC suggèrent qu'il y a une forte probabilité que la banque aurait dû soupçonner quelque chose de louche à la suite d'un transfert de fonds d'un montant important provenant du Zimbabwe, et peut-être moins probable que la banque aurait dû prendre des mesure. En septembre 2010, HSBC a fait l'objet d'un contrôle poussé par les organismes de réglementation des banques des États-Unis, notamment *l'Office of the Comptroller of the Currency* (OCC) du *Ministère des Finances américain,* pour insuffisance de contrôles du programme AML. La HSBC Bank USA N.A. (HBUS), succursale principale aux États-Unis du groupe bancaire, a reçu plusieurs analyses fin 2010 qui montraient une liste effarante des irrégularités concernant le programme AML.

Le Sous-comité permanent chargé des enquêtes (PSI) du Sénat des États-Unis a, par la suite lancé une enquête approfondie de HSBC. Le rapport d'enquête publié en juillet 2012 a conclu que HSBC a fréquemment manqué à ces responsabilités de diligence raisonnable et a facilité des « transactions qui gênent les efforts du gouvernement américain à arrêter les terroristes, les narcotrafiquants, les juridictions rogues et autres criminels utilisant le système bancaire des États-Unis »[413].

La branche HSBC à Singapour a reçu une attention particulière. En décembre 2007, une branche d'HSBC à Singapour a ouvert un compte pour *Islami Bank Bangladesh Limited*, banque connectée à des terroristes et à leurs financiers connus[414]. HSBC a ouvert le compte en dépit du fait que la cellule de renseignements financiers de HSBC avait découvert les liens d'Islami *Bank* avec les terroristes et un agent du service conformité de HSBC avait au début refusé d'avaliser la transaction. Selon le rapport du PSI de juillet 2012 : « Lorsqu'un agent en charge de vérifier la conformité au programme AML …a refusé d'avaliser l'ouverture d'un compte, le personnel d'HSBC a trouvé quelqu'un d'autre pour prendre sa place »[415].

Gauche: Lo Fong Hung (à gauche), ancien PDG de China Sonangol Alain Fanaie (centre) et Jerry Tan, un consultant immobilier de luxe basée à Singapour (à droite), posent pour une photo à la marche de 2012 "Champagne Cène," un événement privé organisé par la firme de Tan, JTResi et China Sonangol pour offrir aux clients un aperçu de la nouvelle propriété de Singapour de ce dernier, TwentyOne AngulliaPark. *A droite*: Sam Pa (à gauche) serre la main avec Jerry Tan (à droite) en Mars 2012 pendant qu'Alain Fanaie (centre) regarde. (Source: page Web JTResi, 2012.)

Bien que le PSI ait en grande partie blâmé HSBC et sa culture de conformité « empoisonnée de manière généralisée », le rapport faisait aussi la critique des régulateurs du groupe bancaire pour laisser ce type de problème s'envenimer[416]. Beaucoup de pays ont en place des dispositions législatives et réglementaires rigoureuses relatives au programme AML et au devoir de vigilance à l'égard de la clientèle (CDD). Il existe même un organisme international, le FATF ou groupe d'action financière, conçu pour renforcer les normes du programme AML à l'échelle mondiale. Le scandale d'HSBC n'est cependant pas le seul qui montre comment la mise en œuvre du programme a souvent été retard par rapport à la législation. En fait, selon le rapport du PSI, le fait que les lacunes du programme AML de HSBC ont été « graves, répandues et longtemps en pratique …ont soulevé des questions de savoir comment on avait permis à ces problèmes de s'accumuler et pourquoi l' OCC n'avait pas contraint HSBC plus tôt à des mesures correctives »[417].

Suivre la trace de l'argent révèle une autre partie de la vérité sur les dirigeants de Queensway : ils ont besoin de pouvoir accéder aux structures officielles du système bancaires international. Les normes de divulgation du système financier international devraient créer, en théorie, un dilemme pour les investisseurs peu scrupuleux. Cependant, par son usage habile de sociétés écrans anonymes, Queensway a prouvé que les investisseurs prédateurs peuvent avoir accès aux tribunaux pour régler tout contentieux commercial, maintenir des comptes bancaire, investir dans des sociétés cotées en bourse et posséder des biens immobiliers dans le monde entier sans avoir à révéler leur identité.

PARTIE IV — LE PROBLÈME NE S'ARRÊTE PAS À QUEENSWAY

Bien que l'échelle de son exploitation des pays riches en ressources naturelles est virtuellement sans conteste, le 88 Group Queensway est loin d'être le seul. Pour chaque agent public échappant à tout contrôle doté de la décision sur l'attribution de marchés publics jeux, il y a un investisseur prédateur désireux de s'entendre pour engranger un profit aux dépens de la population du pays. Bien que des efforts visant à tenir responsables les investisseurs prédateurs comme Queensway aident à dissuader les actes de corruption, les progrès réalisés demeurent éphémères tant que le système qui leur permet de prospérer reste inchangé. En conséquence, empêcher les investisseurs prédateurs de se répandre passe par l'identification et remédier aux lacunes systémiques qui permettent à ces entreprises d'opérer en toute impunité. Trois lacunes de structure ressortent dans tous les cas étudiés visant à perpétuer la complicité qui contribue aux résultats lamentables présents dans les pays riches en ressources naturelles : l'absence manifeste de mécanismes de responsabilité des hauts responsables en charge de la richesse liée aux ressources naturelles des pays, une faiblesse du contrôle interne des entités commerciales dans le secteur des industries extractives et les lacunes majeures présentes dans le système international de régulation financière et des financements des entreprises.

Exploiter le système immunitaire faible des États riches en ressources naturelles

Comme les exemples profilés dans ce rapport l'illustrent, la vulnérabilité à la malédiction des ressources naturelles commence par des structures de responsabilité faibles voire inexistantes au sein d'un État riche en ressources naturelles. Cette vulnérabilité est exploitée par la volonté de quelques personnes privilégiées responsables du contrôle interne du secteur des ressources naturelles à s'engager dans des activités d'enrichissement personnel aux dépens de la population en général. Les inégalités qui en résultent sont perpétrées par la volonté du régime à faire usage de la force pour réprimer toute contestation à son autorité.

Le groupe Queensway a obtenu son entrée en Angola immédiatement après la clôture de trente ans de guerre civile. Il a cherché à entrer en Guinée, à Madagascar et au Niger après que les coups d'État militaires aient mis en place de nouveaux gouvernements dans chaque pays. Il a conclu des affaires au Zimbabwe pendant la pire crise politique que le pays ait connue depuis son indépendance. Pendant que les autres investisseurs s'enfuyaient à grands pas des environnements politiquement tourmentés, le groupe Queensway s'y est immiscé.

Les exemples étudiés dans ce rapport montrent comment le groupe Queensway a essayé, de manière opportuniste, à négocier son pouvoir d'influence dans ces contextes de transition politique où les institutions de contrôle interne étaient affaiblies. Queensway a prospéré dans ces circonstances en Afrique

en nouant des relations avec les figures éminentes de ces gouvernements qui ont une influence hors pair à cause de la faiblesse des structures de contrôle interne. Ces relations sont cultivées en orchestrant des plans élaborés de financement pour les régimes criblés de dettes, en aidant les gouvernements à échapper à toute sanction, voire même en facilitant les transferts d'armes.

Les groupes comme Queensway persistent car ils sont capables de faire des affaires à huis clos et à travailler avec des personnes plutôt que de passer par les institutions. Ces investisseurs sont souvent capables de persuader les gouvernements à s'engager dans des affaires qui sont défavorables à leur population respective en faisant appel aux intérêts privés d'un petit groupe d'agents de l'État bien connectées au contrôle sur les ressources naturelles. Queensway a donc bénéficié de l'accès qu'il a obtenu sur les ressources naturelles de l'Afrique pendant que les dirigeants non soumis au contrôle bénéficiaient d'une infusion d'argent dont ils ont besoin pour maintenir leur monopole sur le pouvoir, souvent lorsqu'ils ne pouvait aller nulle part autre. Les perdants de ces transactions sont les populations, puisque les citoyens sont privés des avantages issus des ressources naturelles qui auraient dû servir à créer des infrastructures, à acquérir des emplois et à réduire la pauvreté.

Des structures d'incitation déformées. La vulnérabilité pour les acteurs internationaux l'exploitant est exacerbée par des structures d'incitation dans des régimes politiques non-démocratiques qui en même temps récompense financièrement ces personnes qui détiennent le pouvoir mais qui offre peu d'avantage pour gouverner réellement de manière efficace. En particulier, le contrôle sur l'extraction des ressources et la distribution des rentes issues des ressources donnent une opportunité considérablement plus importante de gains financiers que l'implication dans d'autres secteurs commerciaux. En même temps, parce que ces régimes ne reposent pas fréquemment sur le soutien des populations pour rester au pouvoir, l'attribution des ressources donne la priorité aux intérêts du parti ou du cercle des favoris plutôt que sur les investissements dans le développement. Pendant ce temps, bien que ces présidents sortants puissant jouir d'un certain degré d'impunité pendant leur mandat, ils seraient hautement vulnérables à la justice s'ils quittaient à jamais leur fonction. Dans ce contexte, la compétition politique dans les pays riches en ressources naturelles est souvent sous le principe selon lequel « vainqueur emporte toute la mise ».

Coopter le secteur de la sécurité. La richesse des ressources naturelles permet aux chefs d'État sortants de maintenir des forces de sécurité solides qui ont coopté d'appliquer les systèmes de politique d'exclusion par lesquels la malédiction des ressources persiste. Plusieurs pays visés par le groupe Queensway illustrent ce cycle. L'Angola a gagné l'étiquette d'un « État de déliquescence réussie » à cause de la capacité du régime à utiliser effectivement les revenus des ressources dans la poursuite des objectifs de la clique au pouvoir. Pendant les premières années de ses opérations en Angola, le groupe Queensway a noué directement des liens avec le Général Kopelipa, l'un des officiers les plus autocrates militaires du pays. Pendant des dizaines d'années, les dirigeants autocrates ont utilisé les recettes de l'exploitation minière principalement pour s'enrichir et maintenir une force militaire surreprésentée capable de supprimer tout dissident au régime. Au Zimbabwe, le président Robert Mugabe a permis

aux forces de sécurité d'avoir le contrôle direct sur l'exploitation lucrative des gisements diamantifères afin de garantir leur loyauté assidue.

La Guinée, sous le règne de Moussa Dadis Camara, est l'exemple même de la vulnérabilité créée par des incitations détournées. Au moment où le groupe Queensway arrivait en Guinée, la junte militaire était presque fauchée. De nombreux investisseurs et donateurs s'étaient retirés à cause des conditions de détérioration de la gouvernance et des droits de l'homme. La volonté du Groupe à faire une avance à la junte d'au moins $50 millions à titre d' « appui budgétaire d'urgence » et à financer un audit d'une société minière concurrente a aidé Queensway à réaliser des affaires qui étaient hautement désavantageuses pour les citoyens. La junte militaire de la Guinée a sacrifié les intérêts à long terme de la population afin de réaliser ses objectifs personnels et politiques sur le court terme.

Des institutions de contrôle interne sous-développées. Etant donné la valeur des ressources des industries extractives, les structures d'incitation problématiques des chefs de gouvernement, la complexité techniques et les dangers pour l'environnement associés à l'extraction des ressources naturelles, des institutions indépendantes et compétentes s'imposent à toutes les phases de la chaîne de valeur des industries extractives si ces ressources doivent être gérées dans l'intérêt des populations. Le groupe Queensway a recherché des pays dans lesquels ces institutions étaient faibles, permettant au Groupe d'œuvrer par l'intermédiaire de personnalités influentes. Le débat et l'aval du pouvoir législatif de la négociation des marchés sont quasiment inexistants.

En Guinée, les institutions principale de contrôle interne, nombreuses sont celles qui ont été mises à l'écart pendant quarante ans, ont manqué de ressources et d'indépendance afin de réglementer les industries extractives. Les architectes des accords du CNDD avec le groupe Queensway étaient libres d'insérer des dispositions dans les contrats sans que les autorités concernées aient donné leur consentement ou aient été concertées et pouvaient ignorer à leur gré les conseils des membres haut placés du gouvernement. Le Cabinet de l'ancien Premier ministre, Kabiné Komara, a même essayé d'intervenir, en produisant une analyse sophistiquée des irrégularités présentes dans le contrat de la junte avec le groupe Queensway. Ses conseils n'ont, toutefois, pas été entendus.

Dans d'autres exemples, le groupe Queensway a travaillé avec les hautes instances du gouvernement pour éviter les institutions de contrôle interne en place ou pour restructurer la bureaucratie afin d'obscurcir les structures appliquant le principe de responsabilité. En Angola, la formation du *Gabinete de Reconstrução Nacional* a garanti que Kopelipa, l'un des deux conseillers les plus proches du président dos Santos, aurait le contrôle du portefeuille de placements sensibles de Queensway. Cette organisation a efficacement réduit le nombre de membres dotés d'influence ou de connaissance des opérations du Groupe et pire encore, elle a dilué le pouvoir du ministre des Finances du pays. Pareillement, au Zimbabwe, le ZANU-PF a systématiquement court-circuité le ministre des Finances afin de maintenir la décision absolue sur ces ressources. En conséquence, l'accord relatif à la vente des diamants entre les Service centraux du renseignement et le groupe Queensway a donné une profusion

de fonds aux services de la police secrète qui ont servi à acheter les armes et le matériel qui a servi pour renforcer le régime.

Manque de transparence. Le choix fait par les gouvernements des pays riches en ressources naturelles à faire des affaires avec des investisseurs du secteur des industries extractives à huis clos garantit que les détails essentiels portant sur la nature et les conditions générales de ces relations restent inaccessibles au public. En Angola, Queensway a un portefeuille d'investissements de plusieurs milliards de dollars répartis sur plusieurs secteurs économiques bien qu'aucun contrat relatif à ses activités dans le pays riche en hydrocarbures n'a jamais été rendu public. Au Zimbabwe, le représentant du gouvernement qui a annoncé l'affaire passée avec le groupe Queensway a refusé même de révéler le montant total engagé dans la transaction. En Guinée, les documents régissant l'association en participation qui a fait surface après le changement de régimes a révélé « des clauses de confidentialité », acceptables pour une transaction entre deux parties du secteur privé mais pas pour un marché public avec un gouvernement. En l'absence d'une explication claire, le fait que les hauts représentants du gouvernement angolais servent d'administrateurs de sociétés écrans anonymes reliées à des investisseurs extérieurs qui font des affaires en Angola donne au mieux l'apparence d'un conflit d'intérêt. Ce manque de transparence entourant les opérations et interactions du groupe Queensway avec les gouvernements des pays hôtes augmentent le champ possible d'application de la corruption, la mauvaise gestion et l'exploitation.

Le manque de transparence fait de la corruption une activité moins risquée et plus attractive. Des rapports réguliers dénonçant la corruption des opérations du Groupe Queensway en Afrique ont fait jour. Le Ministre du commerce chinois a trouvé que le Groupe avait soudoyé de nombreux membres des gouvernements africains[418]. *The Economist* a annoncé que le Groupe avait livré un hélicoptère au chef du coup d'État militaire de la Guinée en guise de « cadeau »[419]. D'autres ont suggéré que le ministre des Mines d'alors, Mahmoud Thiam, avait profité financièrement de l'arrangement de la Guinée avec le Groupe. Etant donné le manque d'informations disponibles sur les relations du Groupe avec chaque gouvernement, il n'est pas surprenant que les nombreuses questions sur les pratiques douteuses manifestes restent sans réponse.

Plus important encore, sans la connaissance des conditions générales de ces affaires, les citoyens n'ont pas la possibilité de savoir si leurs intérêts sont protégés ou pas. En Angola et au Zimbabwe, par exemple, même les hauts responsables du gouvernement en charge des portefeuilles concernés n'ont pas assisté aux négociations avec le groupe Queensway. Au milieu d'un environnement si secret, il est impossible de déterminer si chacune des parties impliquées a même honoré ses obligations.

Restrictions imposées sur la société civile. En Tanzanie, les médias ont joué un rôle capital à enquêter sur le partenariat liant le pays à China Sonangol et à communiquer les résultats d'enquête sur leur relation. Non seulement ces révélations ont fourni des informations précieuses aux responsables politiques, mais elles ont donné les moyens aux de tenir leur gouvernement responsable. Au contraire, des contraintes majeures imposées sur la société civile et la presse dans d'autres pays visés par le groupe Queensway ont

affaibli l'examen du public. En Angola et au Zimbabwe, les cadres juridiques restrictifs imposent une liberté d'expression restreinte sur les journalistes. Dans ces pays, les journalistes et les organisations non gouvernementales sont exposés aux pratiques d'intimidation, de censure, d'emprisonnement et aux actes de violence[420]. De telles politiques ou mesures qui dissuadent ou empêche la société civile et la presse de mener des enquête et de publier des informations sur les industries extractives, la corruption ou la mauvaise gestion des fonds publics renforcent un environnement où l'impunité est reine et augmente la vulnérabilité à l'exploitation du pays.

Complicité des agents publics et manque de réglementation dans les pays d'origine

Etant donné que les investisseurs prédateurs comme le groupe Queensway souvent visent pays aux régimes illégitimes, non responsables, la nécessité d'un deuxième niveau de contrôle interne international se fait encore plus pressante. En particulier, il est crucial que les gouvernements des pays d'origine imposent le contrôle interne et une réglementation des activités des sociétés enregistrées dans leur pays. Dans le cas de Queensway, cependant, aucun des gouvernements qui pourraient être considérés comme le « pays d'origine » de Queensway n'a fait preuve de volonté suffisante de réglementer les opérations du « syndicat ».

Mélange de signaux d'alerte et des lacunes réglementaires à Beijing. Pendant les dix premières années de l'existence de Queensway, les débats sur la relation du « syndicat » avec Beijing se sont longtemps posé la question de savoir si l'État chinois contrôlait ou pas ses opérations. Ces débats négligent le fait que le gouvernement chinois en avait la connaissance, la motivation, l'autorité, la capacité et la responsabilité de prendre des mesures punitives à l'encontre du groupe Queensway. Les efforts cependant menés par les autorités chinoises à tenir le groupe Queensway responsable de ses actes ont été inadaptés. Il y a preuve qu'au moins certains représentants du gouvernement chinois comprennent que les activités du groupe Queensway cherchent à contrarier l'état de droit. Les mesures énergiques pour mettre fin à ces violations par le gouvernement chinois n'ont toujours pas été prises.

Finalement, la réponse muette du gouvernement chinois aux activités de Queensway renforce le vernis de légitimité du Groupe et alimente les perceptions que Beijing soutient, tout au moins, les activités de Queensway en Afrique.

Les régulateurs à Hong Kong et à Singapour ont fermé les yeux sur les activités du groupe. Hong Kong est le centre nerveux des opérations du groupe Queensway mais il n'y a aucune preuve que le gouvernement de Hong Kong a cherché à tenir les dirigeants du groupe Queensway responsables pour leurs pratiques commerciales prédatrices. Considérant que Beijing a répondu aux critiques publiques sur Queensway à de multiple occasions, ni le gouvernement de Hong Kong ou de Singapour (où le Groupe a un nombre croissant d'entreprises enregistrées) n'a commenté publiquement sur la polémique entourant le Groupe.

Le gouvernement de l'Angola a alimenté la pratique prédatrice de Queensway. En Afrique, le gouvernement le plus responsable d'avoir protégé le groupe Queensway de tout contrôle et d'avoir facilité son expansion est celui de l'Angola. La possession d'un passeport diplomatique angolais par Sam Pa lui a permis de contourner les douanes et d'éviter la fouille de ses effets personnels. Des personnalités angolaises ont présenté Sam Pa à des représentants de l'armée et du gouvernement dans de nombreuses capitales africaines et ont vanté son intégrité. Luanda a connu le fléau de la malédiction des ressources naturelles pendant des dizaines d'années. En aidant le groupe Queensway, l'Angola est maintenant en train d'exporter ce modèle d'entreprise dans tout le continent.

Le manque de contrôle interne est la norme, pas l'exception. Enquêter et poursuivre en justice des personnes ou des sociétés commettant des actes de corruption peut être extrêmement difficile et coûteux. Après tout, la corruption est une activité délibérément dissimulée et les malfaiteurs opérant dans des environnements opaques dans lesquels des agents de l'État peuvent être complices et donc, non coopératifs avec les enquêtes. De plus, les sociétés internationales aux structures juridiques complexes qui s'étalent sur plusieurs juridictions peuvent s'avérer être pour les régulateurs des cibles glissantes. Non seulement les frontières de compétence territoriale compliquent les efforts des enquêteurs, mais elles donnent aux autorités une excuse pratique pour ne rien faire. Comme l'évaluation de Transparency International concernant le respect de la convention anticorruption de l'OCDE par les États membres a encore conclu que la principale raison de retarder sa mise en œuvre est simple : le soutien inadéquat des gouvernements[421].

Un environnement réglementaire propice à l'échelle internationale

Les investisseurs prédateurs comme le groupe Queensway prospèrent sur les lacunes du système international de réglementation du système financier et de financement des entreprises, révélant que la chaîne logistique de la corruption est réellement mondiale. Bien qu'il y ait eu quelques améliorations principales, les cadres juridiques et institutionnels destines à gérer les activités de multinationales pétrolières et minières dans les États fragiles demeurent insuffisants. Pire encore, les banques négligentes et les bureaux d'immatriculation des sociétés *offshores* opaques permettent aux représentants des gouvernements corrompus et aux investisseurs prédateurs de déplacer facilement des fonds et d'opérer en toute impunité.

Cadre juridique et institutionnel insuffisant à l'échelle internationale. Bien qu'il existe des rapports que le groupe Queensway ait été impliqué dans de nombreuses activités illicites, comme le trafic de diamants et la vente d'armes en violation des embargos, nombreuses sont les activités du groupe Queensway qui n'enfreignent pas en soi les lois. De la même façon que le trafiquant d'armes notoire russe, Viktor Bout, s'est avéré être une cible frustrantes pour les régulateurs, de nombreuses pratiques commerciales prédatrices du groupe Queensway « relèvent d'un domaine juridique peu clair que la jurisprudence à l'échelle mondiale a simplement omis de proscrire »[422]. La signature d'un contrat

de plusieurs milliards de dollars avec un régime militaire en Guinée qui a récemment massacre des manifestants pacifistes n'est pas illégale. Contribuer au financement de services de police secrète au Zimbabwe que l'on a supposé être impliquée dans de nombreuses atteintes aux droits de l'homme répandues est parfaitement légal. Aucune convention de droit international n'oblige soit China Sonangol ou le CIF de révéler des détails sur leurs opérations en Angola. Ceci est problématique étant donné que les gouvernements de pays riches en ressources fragiles ont souvent des intérêts particuliers à garder ses transactions loin des yeux du public.

Certaines initiatives volontaires ont été menées par la société civiles et les gouvernements axés sur les réformes pour renforcer la transparence et d'améliorer la gouvernance ont aidé. Par exemple, l'Initiative pour la transparence des industries extractives (EITI), une coalition des gouvernements, des entreprises privées et des organisations de la société civile donne un cadre utile de réformes et a considérablement évoluée depuis la première annonce de sa création en octobre 2002. L'objectif terminal des États mettant en œuvre la norme EITI est de répondre à un ensemble de six critères de conformité (cf. les exigences de la norme EITI ci-après) afin de devenir « Conforme à la norme EITI ». En bref, la conformité à la norme EITI exige qu'un pays donné démontre qu'il a en place « un système efficace en vue de la déclaration et de la réconciliation annuelles de tous les revenus provenant de son secteur des industries extractives »[423]. En 2015, 48 pays avaient participé à la mise en œuvre de l'initiative, 31 desquels a reçu le certificat de conformité. En Afrique, 18 États étaient conformes à la norme EITI et trois supplémentaires étaient en train de la mettre en œuvre.

L'EITI n'est pas (et ne prétend pas l'être), cependant, la panacée à la malédiction des ressources. Deux facteurs limitent l'impact de l'EITI. En premier, de nombreux pays qui sont dans un besoin désespéré de réformes dans le secteur des industries extractives n'ont montré aucune intention de participer à son processus ou de mettre en œuvre les mesures de l'EITI, notamment l'Angola et le Zimbabwe. Puisque l'EITI manque du mécanisme d'application ou de conséquences concrètes pour ne pas être conforme aux exigences de la norme EITI, il n'est qu'efficace dans les pays aux dirigeants qui ont réellement des mesures incitatives pour mettre en œuvre des réformes. En conséquence, l'EITI est enclin d'être utilisé par des régimes qui veulent avoir les avantages de la réputation à être membres plutôt que de s'engager réellement aux principes de la transparence qui ont été le catalyseur en premier lieu de la création de l'EITI. Par exemple, un rapport de 2009 publié par le Centre de développement de l'OECD a conclu « qu'il existe un sentiment que le gouvernement [du Cameroun] se sert de l'EITI afin obtenir le statut de pays pauvre très endetté (HIPC), mais qu'il n'est pas réellement engagé à sa mise en œuvre »[424]. Deuxièmement, le champ d'application de l'EITI est limité à la collecte des recettes publiques provenant des investisseurs. Les autres segments de la chaîne de valeur des industries extractives, comme l'octroi des licences et des concessions, la réglementation et le suivi des opérations et l'attribution des recettes par le gouvernement, ne sont pas visés par l'EITI[425]. Ceci a été en partie adressé en 2008 par la présentation de l'EITI++, une expansion de l'EITI initiée par la Banque mondiale destinée à englober toute la chaîne de valeur des industries extractives.

Par comparaison à l'EITI, le processus Kimberley a été gêné par un mandat beaucoup trop restreint et le manque de souplesse. Les organisations non gouvernementales et les défenseurs des droits de l'homme ont célébré le système de certification du processus de Kimberley (KPCS) à son lancement en 2003 à titre d'exemple d'une action collective efficace de la communauté internationale pour endiguer le commerce illicite des diamants du conflit. A son crédit, le processus a réussi à rendre plus difficile l'arrivée sur les marchés internationaux des diamants extraits dans les régions sous la coupe de groupes rebelles. L'incapacité, toutefois, du KPCS à endiguer les flux de diamants provenant de pays ne souffrant pas de combats comme le Zimbabwe est l'illustration de trois problèmes majeurs du *statu quo* du KPCS.

En premier, la définition donnée des « diamants du conflit » par le système de certification est restreinte et donc ne peut pas s'appliquer à de nombreuses situations contemporaines où les diamants sont l'origine de violations des droits de l'homme ou de conflits, notamment lorsque ces actes sont perpétrés par des gouvernements au pouvoir. Deuxièmement, une capacité insuffisante d'application. Ceci a été prouvé au Zimbabwe où d'importantes quantités de diamants seraient sorties clandestinement du pays, même au moment où le pays avait reçu la suspension du processus Kimberley[426]. Enfin, la question de savoir si le président du processus Kimberley, Mathieu Yamba Lafpa Lambang, avait le pouvoir d'approuver unilatéralement l'exportation des diamants de Marange donne naissance à des doutes sur l'efficacité du processus décisionnaire du KPCS aussi bien que sur les différences entre les membres sur les objectifs de l'organisation.

Banques (et régulateurs) facilitent la corruption. « La corruption n'est pas seulement perpétrée par le dictateur qui a le contrôle des revenus des ressources naturelles » a publié Global Witness dans un rapport historique sur le rôle des banques dans la corruption liée aux ressources naturelles. « Il a besoin d'une banque désireuse de prendre l'argent. *It takes two to tango* »[427]. De nombreux exemples montrent d'importantes banques internationales prendre part à des pratiques douteuses dans les pays riches en ressources. Par exemple, les banquiers pour Denis Christel Sassou Nguesso, fils du président du Congo, ont continué à faciliter le paiement des factures de ses cartes de crédit personnelles malgré le fait d'être dans la position de savoir que les fonds utilisés pour payer le solde étaient des produits de la corruption. En fait, de nombreux scandales, impliquant des banques pour ouvrir et maintenir des comptes d'hommes politiques, sont bien la preuve que des banques souvent représentent un maillon crucial dans la chaîne logistique mondiale de la corruption[428]. Mais la négligence des banques ne représentent qu'un seul aspect du problème. Les régulateurs inefficaces sont également à blâmer. En fait, l'enquête du Sénat américain sur les contrôles du groupe HSBC pour lutter contre le blanchiment de capitaux a conclu que les lacunes réglementaires ont laissé les problèmes dégénérer. Dans d'autres cas, il est possible que les législations et les réglementations soient simplement insuffisantes.

Les prêts garantis sur le pétrole consentis à China Sonangol donnent lieu à un ensemble de préoccupations différentes sur la façon dont les banques peuvent faciliter la corruption dans le secteur des ressources naturelles. Le prêt de $3 milliards consenti en 2005 à China Sonangol provenant de plusieurs banques internationales éminentes, arrangé par la branche de Londres du Crédit Agricole, l'une des plus grosses

banques en France, souligne le seuil du risque élevé de corruption de nombreuses banques. Ce type d'arrangement a été reproduit par de nombreux autres prêts garantis sur le pétrole consentis à Sonangol depuis la fin de la guerre civile en Angola. La pratique de consentir des prêts garantis sur les ressources naturelles à des régimes irresponsables, permet par ailleurs à ces gouvernements d'hypothéquer la production future des secteurs pétroliers et miniers afin d'acquérir du capital immédiatement, prolongeant leur temps au pouvoir. La deuxième préoccupation est que, sans l'accès aux informations relatives aux propriétaires bénéficiaires, les banques impliquées dans ces prêts ne sont souvent pas équipées pour conduire des enquêtes approfondies préalables sur l'identité.

Des efforts ont été menés au niveau international afin de renforcer les contrôles anti- blanchiment des banques et d'améliorer les régimes de réglementation. Etabli en 1989 et approuvé par plus de 180 pays et de nombreuses organisations intergouvernementales, le Groupe d'action financière (FATF) a connu des succès remarquables à lutter contre le blanchiment d'argent. La menace de figurer sur la liste dite « la liste noire FATF » des « pays et territoires non coopératifs » (NCCT) a incité de nombreux pays à instaurer des réformes contre le blanchiment de capitaux (AML), lorsque les atteintes à la réputation subies par des pays, considérés non conformes conduisent souvent à l'évasion des capitaux[429]. L'évolution du FATF montre que, une fois que des préoccupations particulières sont formulées par la société civile, les chances sont d'améliorer le cadre juridique international contre la corruption.

Depuis que les leaders du G20 lui ont demandé en 2011 d'aider à détecter et à décourager la corruption, le FATF s'est plus penché sur le problème. En février 2012, le FATF a publié des normes mondiales qui visent à clarifier et à renforcer certaines mesures. Les recommandations du FATF présentent et expliquent en particulier la nécessité des mesures suivantes :

- vigilance à l'égard de la clientèle,
- identification de la propriété effective,
- transparence des virements bancaires transfrontaliers,
- identification des personnes politiquement exposées,
- investigation et la poursuite de la criminalité financière,
- l'échange de l'information, et
- mesures pour lutter contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Les recommandations expliquent aussi en détail l'utilisation d'une « approche axée sur le risque », qui exige des pays et des établissements financiers « d'identifier, évaluer et de comprendre les risques auxquels ils s'exposent associés au financement des terroristes et au blanchiment de l'argent ».

Bien que ces nouvelles recommandations soient une création bienvenue, de nombreux experts dénoncent qu'une grande partie du problème est que l'application des législations et des réglementations en vigueur reste faible. Dans un rapport de juin 2012 sur les facteurs de risque à blanchir les produits de la corruption, le FATF lui-même a conclu que les établissements financiers et non financiers ayant l'obligation de signaler toute activité suspecte ont manqué d'entreprendre des vérifications préalables

sur l'identité de leurs clients voire d'appliquer les contrôles AML efficacement[430]. Dans certains cas, ces établissements ont été proactivement complices ou ont sciemment fermés les yeux au blanchiment des produits de la corruption.

Les juridictions opaques donnent le pouvoir à des escrocs et corrompent les agents publics. Les centres d'enregistrement de sociétés à l'étranger, connus comme des juridictions opaques ou paradis fiscaux, ont joué un rôle important dans l'expansion et l'évolution du groupe Queensway. Ces juridictions permettent aux Groupe d'enregistrer des sociétés sans avoir à divulguer d'informations essentielles telles les détails de propriété effective. Ceci empêche ceux extérieurs au groupe d'identifier qui réellement contrôle et profite des opérations du Groupe en Afrique et bloque les tentatives de tracer l'organigramme de sa structure entière d'entreprise.

Pour le groupe Queensway, l'anonymat s'est souvent traduit en impunité. Les associations en participation de Queensway avec le gouvernement zimbabwéen, y compris sa filiale active dans le secteur du diamant, appartiennent à une toile de sociétés écrans anonymes offshore enregistrées dans les îles vierges britanniques. De plus, plusieurs sociétés de personnes entre Queensway et des hauts responsables de Sonangol ou du gouvernement angolais sont contrôlées par des sociétés écrans anonymes.

L'utilisation de juridictions opaques empêche les banques et les partenaires éventuels de ne pas entreprendre de vérification préalable. Par exemple, il est possible que de nombreuses banques qui ont consenti à des prêts de plusieurs milliards de dollars à China Sonangol, début 2005, n'aient pas été au courant que Sam Pa était l'un des plus importants actionnaires de l'entreprise. Il est tout à fait possible que même certains gouvernements ne comprennent pas réellement avec qui ils ont affaire.

L'impact des juridictions opaques ne s'arrête pas là. Raymond Baker, directeur de l'ONG *Global Financial Integrity*, organisation vouée à la recherche et à la promotion de mesures visant à réduire les mouvements financiers illicites sortant des pays en voie de développement, a désigné les juridictions opaques comme « la lacune la plus importante du système économique mondial »[431]. Dans un examen de 150 affaires de corruption, l'initiative *StAR* de la Banque mondiale (recouvrement des avoirs volés) a trouvé que dans la vaste majorité des affaires, « une société *had hoc* a été a été utilisée à mauvais escient pour dissimuler l'origine des flux financiers »[432]. Non seulement les juridictions opaques offrent un lieu sûr à des investisseurs prédateurs comme le groupe Queensway mais elles offrent également un endroit aux trafiquants d'armes, aux cartels de la drogue, aux terroristes, aux faussaires et aux agents publics corrompus pour cacher leurs gains mal-acquis.

Les efforts de promotion de la transparence ont réussi à porter le problème du secret bancaire des entreprises sur l'ordre du jour des communautés internationales. Le sujet a été abordé au sommet du G8 en 2013 organisé en Irlande. Plusieurs États membres du G8 se sont engagés à créer des registres nationaux qui permettent aux citoyens d'accéder aux données financières des entreprises. D'autres ont promis de produire un plan d'action national pour l'ouverture des données publiques. Cependant,

même au sein du G8, pas tous les pays n'étaient favorables à la législation relative à la propriété bénéficiaire. Les dirigeants de plusieurs pays ont écarté l'idée de créer des registres nationaux qui listent les propriétaires effectifs[432]. Les autres entités internationales, telles l'Union européenne et le G20, ont pris les engagements en 2014 d'améliorer la transparence de la propriété bénéficiaire. Des inquiétudes persistent, cependant, en ce sens que les engagements ne sont pas en adéquation à une action civile globale. Le nouveau système permettrait uniquement à ceux qui sont déclarés avoir un « intérêt légitime » d'avoir accès aux registres d'enregistrement des entreprises. Un partisan défenseur de la transparence a averti que les réformes récentes » peuvent amener à ce qu'une importante niche fiscale soit remplacée par plusieurs échappatoires fiscales moins importantes ». Les incertitudes persistent quant à savoir comment les pays évalueront qui a « un intérêt légitime »[433].

Pendant ce temps, les centres financiers importants ont fait marche arrière. En janvier 2013, par exemple, les législateurs de Hong Kong ont proposé de nouvelles restrictions sur l'accès aux données d'identité des sociétés à la suite d'une série de longues enquêtes. Le fait d'utiliser ces données a fait ressortir l'astronomique richesse cumulée par les hauts dirigeants chinois[435]. Cette déconvenue importante représente un défi d'envergure posé à la lutte contre la corruption. Bien que les sociétés légitimes resteront très probablement enregistrées dans la même juridiction, qu'elles soient obligés ou pas de dévoiler leur identité, il est probable que les malfaiteurs et les agents publics corrompus s'évaderont vers des lieux qui continuent à offrir l'anonymat des directeurs d'entreprise.

PARTIE V — RECOMMANDATIONS

Les pays richement dotés en ressources naturelles sont souvent gouvernés par des dirigeants politiques présentant peu de légitimité et des institutions de contrôle interne limitées. Cette combinaison se prête à des scenarios où les dirigeants vendent effectivement aux enchères le trésor national des ressources pour un profit personnel. Bien que la gouvernance dépourvue de redevabilité soit au cœur de malédiction des ressources naturelles, il faut admettre que même les gouvernements à l'esprit réformiste font face à des difficultés croissantes en poursuivant des réseaux d'investisseurs prédateurs responsables comme le groupe Queensway. L'objectif des recommandations qui suivent est d'adresser certains de ces problèmes systémiques. Ils sont présentés par les trois structures propices à la malédiction des ressources : des institutions intérieures faibles sur le principe de responsabilité, le contrôle limité par le pays d'origine des investisseurs prédateurs et un environnement international réglementaire complaisant. Remédier à cette exploitation systémique exigera également d'adresser l'interaction de ces trois processus comme l'effet cumulatif de leur impact qui a plus de répercussions néfastes que de traiter un seul élément de cette équation à la fois.

Renforcer la transparence, le contrôle interne et la gouvernance d'intégration de la société publique sur les ressources naturelles

La chaîne de décision dans de nombreux États est occupée par des dirigeants qui bénéficient du *statu quo* et sont donc résistants au changement. Même lorsque se présente une « fenêtre d'opportunités » pour faire avancer une véritable réforme, les intérêts particuliers et les priorités concurrentes rendent le problème de la gestion efficace du secteur des ressources naturelles difficile à résoudre. Etant donné la structure déséquilibrée du pouvoir dans ces régimes, la réforme exige à la fois d'être responsable des délits commis par les administrations précédentes autant que de restructures les cadres institutionnels qui régissent le secteur des ressources naturelles.

Donner l'accès à l'information aux citoyens sur les revenus engendrés par leurs ressources naturelles. La transparence est la première ligne de défense contre la corruption et la mauvaise gestion du secteur des ressources naturelles. Les citoyens doivent avoir accès aux détails principaux concernant les processus d'octroi de licence d'exploitation et des appels d'offre, la perception des redevances et l'utilisation des revenus issus des ressources naturelles. Les responsables du gouvernement impliqués dans les négociations des contrats et l'allocation des licences d'exploration et d'extraction doivent être ceux possédant un portefeuille défini et dotés de l'autorité pour négocier les contrats pour le compte de l'État mais dépourvus du pouvoir à conclure l'affaire. Ceci doit être laissé aux corps législatifs nationaux dont le rôle est de représenter les intérêts des citoyens. Les membres du gouvernement chargés des négociations doivent être identifiés publiquement et obligés de déclarer leurs actifs avant et pendant plusieurs années après une négociation, en particulier tous les intérêts des entreprises dans le secteur des industries extractives du pays. La raison principale de la transparence de la chaîne de valeur des

industries extractives est que les contribuables, à titre de propriétaires légitimes des ressources naturelles du pays, ont simplement le droit de savoir. Le contrôle public de ces informations agit aussi comme un élément important de dissuasion contre la corruption. Au-delà des arguments fondés sur les droits, la transparence a des avantages tout aussi importants et tangibles pour les citoyens que pour les gouvernements. L'accès aux informations financières aide à assurer que les dépenses publiques sont en adéquation avec les priorités de la société, conduisant à une gouvernance plus logique.

En bref, la transparence permet aux voies des citoyens ordinaires de se faire entendre et facilite un débat plus inclusif sur les utilisations par priorité des revenus provenant des ressources naturelles. La réputation de maintenir l'État de droit attire également les investissements bénéfiques d'entreprises respectables, permet de renforcer les secteurs financiers et commerciaux d'une économie. Puisqu'un marché plus transparent, qui est actuellement trop en faveur d'acteurs moins scrupuleux, garantit un traitement équitable, il existe des programmes d'incitation destinés à des entreprises pétrolières et minières réputées afin de soutenir les initiatives de transparence.

Certaines compagnies et gouvernements affirment que la publication des marchés d'extraction des ressources entraînera la divulgation d'informations commercialement sensibles. Ces affirmations ne sont pas fondées. « La plupart des informations citées comme étant commercialement sensibles n'apparaît pas dans les marchés initiaux », fait remarquer le *Revenue Watch Institute*[436]. Les clauses de confidentialité sont des dispositions légitimes prévues dans les accords entre des parties relevant du secteur privé. Ce n'est pas le cas pour les accords signés par des gouvernements qui déterminent la base juridique prévue pour la gestion des biens publics, comme les ressources naturelles[437].

La seule initiative prometteuse, dont l'objectif est de promouvoir la transparence et la gouvernance inclusive, est le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP) créé en 2011. Afin de devenir membre de l'initiative, les gouvernements doivent travailler en concertation avec la société civile afin d'élaborer un plan d'action qui définit ses engagements « à motiver des réformes novatrices dans les domaines de la transparence, la redevabilité et l'engagement des citoyens dans l'action publique ». Il est également exigé aux gouvernements de soumettre une auto-évaluation et de participer au mécanisme de notification des données de l'OGP afin d'évaluer leur progrès et leurs performances. De plus, l'OGP attend des gouvernements participant à ce qu'ils contribuent à l'apprentissage entre pairs par « un échange de pratiques exemplaires, de savoir-faire, de l'assistance technique, des technologies et des ressources ». L'OGP est passé de 8 pays fondateurs en 2011 à 63 pays membres en avril 2014[438].

Créer des institutions de contrôle interne solides à chaque maillon de la chaîne de valeur des industries extractives. La raison principale du contraste entre les résultats des exportateurs de matières premières qui ont réussi et la majorité des États riches en ressources naturelles de l'Afrique repose sur des institutions de contrôle interne efficace. Les ressources naturelles sont invariablement pillées, dilapidées ou mal gérées autrement lorsque des personnes ou des petites coteries de conseillers influents des présidents président les industries extractives.

Plus important encore, aucune institution œuvrant seule ne peut réduire l'impact corrosif des revenus issus des ressources naturelles sur la gouvernance. Les gouvernements mettent trop souvent en œuvre des réformes cosmétiques qui renforcent guère le contrôle à une seule étape du processus d'extraction des ressources naturelles tout en négligeant à mettre fin aux échappatoires à d'autres étapes. De plus, les actions des commissions de la lutte contre la corruption, qui sont créées dans les pays déstabilisés par la corruption, se soldent souvent par des paroles en l'air prétendant s'intéresser aux réformes afin d'apaiser les donateurs mais au final ne réduisent pas la corruption du secteur public[439]. Les agents publics corrompus et les entreprises illicites ont prouvé qu'ils ne sont rien d'autres que des brillants créateurs pour échapper aux lois et qui peuvent s'adapter rapidement si les réformes ne sont pas approfondies. La gestion efficace du secteur des ressources naturelles exige un système d'institutions indépendantes, compétentes et responsables qui couvre chaque maillon de la chaîne de valeur des industries extractives[440].

La Charte des ressources naturelles (NRC), élaborée par des économistes, des avocats et des experts en gouvernance des ressources naturelles au niveau international, donne un cadre utile aux gouvernements cherchant à améliorer la gouvernance des industries extractives.

Lancée en 2010 et adoptée par le Comité directeurs des chefs d'État de l'Union africaine en 2011 et par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique en 2012, la Charte NRC est un ensemble de 12 principes économiques (ou « préceptes ») qui présente les pratiques exemplaires permettant de gérer équitablement les industries extractives (cf. Les douze préceptes de la Charte des ressources naturelles ci- après). L'institut de la gouvernance des ressources naturelles offre des conseils d'experts, de la formation et des cours qui facilitent les réformes et le renforcement des institutions basé sur les préceptes de la Charte NRC. Un exemple de ceci sont les sociétés de personnes telle que le collège Len Blavatnik de l'Université d'Oxford du gouvernement pour accueillir un cours intensif de formation destiné aux dirigeants des pays riches en ressources afin de faire ressortir les choix fondamentaux de politique que les hauts responsables d'État doivent confronter tout au long du processus d'extraction[441].

Diverses stratégies ont été mises en place pour garantir que les revenus issus des ressources soient distribués équitablement, y compris la création d'un fonds de ressources naturelles, directs versements en espèces aux citoyens et les échanges de ressources contre la construction d'infrastructures. Bien que chacune ait ses avantages, le critère qui est crucial est que les décisions essentielles soient soumises à examen par un organisme indépendant représentant les intérêts des parties prenantes provenant de la société civile, du gouvernement et du secteur privé.

La Charte des ressources naturelles et ses douze préceptes

1. La gestion des ressources naturelles doit apporter les meilleurs avantages aux citoyens grâce à une stratégie nationale, inclusive et exhaustive, à un cadre juridique clair et à des institutions compétentes.
2. La bonne gouvernance des ressources naturelles ne peut être assurée que si les décideurs sont tenus de rendre des comptes à un public informé.
3. Le gouvernement doit encourager la poursuite d'opérations d'exploration et de production efficaces et en attribuer les droits afférents de manière transparente.
4. Le régime fiscal et les dispositions contractuelles doivent permettre au gouvernement de dégager la pleine valeur de ses ressources, en étant capable d'attirer les investissements nécessaires et de traverser sans heurts des situations changeantes.
5. Le gouvernement doit rechercher les opportunités de dégager des avantages pour les communautés locales et prendre en compte, atténuer et compenser les coûts environnementaux et sociaux des projets extractifs.
6. Les entreprises nationales de ressources naturelles doivent être redevables, détenir des mandats bien définis et viser à l'efficacité commerciale.
7. Le gouvernement doit investir ses revenus extractifs de manière à produire des effets optimaux et équitables pour le bénéfice des générations actuelles et futures.
8. Le gouvernement doit régulariser les dépenses intérieures qu'il effectue à partir de ses revenus extractifs afin de tenir compte de la volatilité de ces revenus.
9. Le gouvernement doit utiliser ses revenus extractifs en tant qu'occasion d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques aux niveaux - national et infranational.
10. Le gouvernement doit faciliter les investissements du secteur privé pour diversifier l'économie et favoriser l'engagement des entreprises privées dans le secteur extractif.
11. Les entreprises doivent d'engager à respecter les normes les plus élevées en matière d'environnement et de respect des droits sociaux et humains, ainsi qu'à promouvoir le développement durable.
12. Les gouvernements et les organisations internationales doivent promouvoir une harmonisation des normes toujours plus poussée des normes dans leur soutien au développement durable.

Habiliter les organes législatifs à jouer un rôle crucial dans le contrôle interne effectif des industries extractives. En plus d'affirmer l'autorité d'approuver toutes les licences et les contrats relatifs aux ressources naturelles, les organes législatifs des pays africains peuvent améliorer un contrôle interne à plusieurs niveaux en répartissant la responsabilité relative à la gouvernance des ressources naturelles sur plusieurs comités. Certains parlements africains ont profité habilement des outils à leur disposition afin de renforcer la transparence et la redevabilité. L'exemple de la Tanzanie montre notamment comment le comité des comptes des organismes parapublics peut être un instrument efficace pour le contrôle parlementaire du pouvoir exécutif. Ce type de comité, souvent désigné comme un comité des comptes publics (PAC), est en général présidé par des membres de l'opposition du parlement, qui protège l'intégrité et veille à ce que les parties de l'opposition puissent s'exprimer, soient capables de questionner l'intégrité des hautes instances du gouvernement et de revendiquer d'autres plans d'action. Au niveau du parlement, les PAC peuvent représenter un forum efficace permettant d'examiner les audits et d'évaluer les dépenses du gouvernement[442]. L'existence de ces institutions, comme en Tanzanie,

contribue à réduire certaines répercussions négatives des acteurs nationaux et internationaux visant à exploiter la richesse liée aux ressources naturelles du pays. Les parlements des pays africains doivent mandater ces comités afin de mener des évaluations annuelles des entreprises minières et pétrolières d'État, selon le cas.

Protéger la société civile et le droit de la presse à agir comme un instrument de surveillance. Non seulement l'information doit être disponible mais elle doit aussi être accessible aux citoyens. Comme un analyste l'a fait remarquer, « un rapport d'audit complexe par lui-même, posté sur Internet dans les pays en voies de développement où fréquemment moins de 20 % de la population a un accès internet fiable, utiliser un langage et une analyse sophistiqués dans les pays qui ont un taux d'analphabétisme important, a peu de chance de mobiliser, de façon utile et au sens large, les communautés des citoyens »[443]. Comme l'exemple de la Tanzanie l'a illustré, la presse indépendante habilitée et les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel à interpréter les rapports d'audit disponibles au public et d'autres documents publics (tels les notes de synthèse des ministères), en formulant et en publiant les préoccupations de l'opinion publique et en luttant pour obtenir des réponses politiques qui adressent ces préoccupations. Ces organisations jouent un rôle de surveillance indispensable en révélant la corruption et les abus de pouvoir et leurs actions ont un effet dissuasif considérable contre la corruption[444]. Par conséquent, les réformes cherchant à gérer les industries extractives doivent protéger l'espace donné à la presse et aux organisations de la société civile autant que d'améliorer l'accès à l'information.

Bien que des journalistes de nombreux pays africains soient bloqués par les limitations de ressources et une compréhension technique insuffisante des industries extractives, certains pays se sont battus contre vents et marées pour inclure les journalistes et les organisations de la société civile aux délibérations parlementaires sur la gestion des ressources naturelles. Le Ghana donne l'exemple de l'engagement efficace de la société civile dans le secteur des ressources naturelles. Depuis 2010, les organisations de la société civile et les journalistes ghanéens ont tenu un Examen annuel du secteur des ressources naturelles et de l'environnement afin de discuter et de débattre des questions essentielles. Cette sorte de mécanismes permet à l'ensemble de la société de rester informé sur les problèmes majeurs dans les industries extractives et donne le moyen aux préoccupations d'être formulés et diffusés aux citoyens. L'EITI, notamment, fournit également une plate-forme pour un tel engagement lorsque les règles stipulent que la société civile participe à tout le processus de certification de l'EITI. Il a donc été un instrument important pour encourager le dialogue sur les réformes dans de nombreux États membres.

Les transitions politiques offrent l'occasion cruciale d'évoluer économiquement. En mettant fin temporairement aux structures de régime politique d'exclusion axée sur le favoritisme, les transitions politiques représentent les occasions vitales de faire passer des réformes véritables dans le secteur des ressources naturelles. Ceci a été constaté en Guinée avec le passage au pouvoir d'un régime civil 2010-2011. La période pour agir est, cependant, révolue. Si le changement de direction n'est pas fait au tout début, les anciennes pratiques de corruption et d'immunité se réaffirmeront. Ceci rend les efforts ultérieurs à la réforme encore plus difficile. En conséquence, il est important pour les réformateurs

opérant dans ces environnements de définir un programme convaincant destiné à gérer les revenus issus des ressources naturelles de façon opportune. Le « Guide sur la transparence des recettes des ressources naturelles » du FMI offre un guide technique pour ces réformes. Elles doivent, de la même manière, être préparées afin de soutenir leur effort à de véritables réformes puisque établir ces nouvelles institutions de contrôle interne prendra du temps et connaîtra un inévitable recul[445]. Pendant ce temps, les gouvernements doivent travailler en concertation avec une grande diversité des parties prenantes afin d'élaborer des plans de développement économique à long terme pour savoir comment les recettes des ressources naturelles doivent être utilisées. Les citoyens des pays riches en ressources naturelles peuvent souvent avoir des attentes élevées des nouveaux gouvernements, en particulier dans les situations d'après conflit. Ces dialogues peuvent aider à gérer ces attentes[446].

Examiner les marchés des industries extractives dans les pays en transition vers une gouvernance démocratique peut être une étape importante vers des réformes significatives. Les corrections apportées à la suite de ces examens peuvent rééquilibrer radicalement les conditions générales du contrat préjudiciables aux populations. La perspective de ces examens peut également signaler aux investisseurs peu scrupuleux que les contrats signés avec des gouvernements illégitimes, en particulier les putschistes, connaîtront une prime de risque élevée. Les « empêcheurs des réformes » opportunistes, qui cherchent à tirer profit d'une restructuration du secteur minier peuvent, cependant, faire échouer les processus d'examen des contrats et les faire admettre par cooptation. Les audits, déclenchés par le CIF en Guinée (le conduisant à gagner le contrôle des actifs essentiels), ont été entrepris sous les auspices d'un examen du secteur minier.

Afin de protéger contre ces abus, le processus d'examen doit impliquer des organisations à but non lucratif, indépendantes et techniquement compétentes pour s'assurer que le processus soit entrepris de manière juste et systémique. Cette fonction peut être assurée par des organisations intergouvernementales, telle l'Initiative de recouvrement des avoirs volés (StAR), initiative de la Banque mondiale et du Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui s'appuient sur les protocoles reconnus pour l'examen et la révision des marchés sur les ressources naturelles. En effectuant ces examens aussi prévisibles que transparents que possible, cette approche permettrait d'affranchir les pays nouvellement démocratisés des effets néfastes de contrats léonins tout en réduisant l'angoisse des investisseurs légitimes.

Recouvrer les avoirs pillés par les régimes précédents est une autre priorité pour les dirigeants nouvellement élus. Le processus de dépistage, de gel et de rapatriement des produits de la corruption est, cependant, onéreux et chronophage et les gouvernements cherchant à recouvrer les actifs pillés sont exposés à d'immenses difficultés d'ordre technique, juridique et politique. Selon un rapport publié par l'initiative StAR, « même lorsque la volonté politique est présente pour poursuivre les ressources volées, des capacités limitées au niveau juridique, judiciaire et des organismes d'enquête et des ressources financières inadéquates pourraient nuire au processus »[447]. Néanmoins, s'engager dans l'engrenage du processus de recouvrement des avoirs volés et établir des partenariats avec les acteurs internationaux dotés du savoir-faire requis contribuera à concevoir de meilleurs systèmes de contrôle financier afin de protéger contre tout futur abus.

Les parties prenantes du gouvernement et de la société civile doivent se méfier de réformes purement cosmétiques, des politiques ou campagnes superficielles qui ne sont que des paroles creuses, dans les efforts menés pour lutter contre la corruption tout en maintenant le *statu quo*. Par de nombreuses occasions, par exemple, les hauts responsables angolais se sont engagés à réformer Sonangol et à accroitre la transparence du gouvernement. Les efforts de réforme tant vantés du gouvernement se sont concentrés à publier des statistiques sur les recettes perçues, desquelles le public apprend peu de chose sur qui réellement profite de la richesse en ressources naturelles du pays. Pendant ce temps, les hautes personnalités du gouvernement et de l'armée ont été capables de détenir, en secret, des participations dans des entreprises minières et pétrolières et de refuser à publier les statistiques sur les dépenses publiques[448]. Lorsque des établissements financiers internationaux acceptent des promesses de réforme au pied de la lettre et continuent à débloquer des enveloppes d'aide financière importantes pour le gouvernement en question, l'effet recherché peut être de renforcer ces pratiques de gouvernance opaque. C'est ce qui s'est incontestablement passé lorsque le FMI a fourni à l'Angola son prêt d'urgence en 2012. En bref, les citoyens et les organes internationaux doivent étudier de près les promesses et les engagements faits par les présidents sortants pour vérifier que les réformes annoncées se traduiront par la suite à l'amélioration de la gouvernance.

Renforcer les réglementations et les contrôles internes dans les pays d'origine

Etant donné les difficultés associées aux mécanismes de renforcement de la redevabilité dans les États fragiles dotés d'une richesse en ressources naturelles, les responsabilités des gouvernements des pays d'origine visant à régulariser les activités à l'étranger des investisseurs implantés dans leur territoire sont particulièrement essentielles pour mettre fin au cycle de la malédiction des ressources.

Adopter une législation qui interdit clairement de soudoyer les agents publics étrangers. Tous les pays doivent adopter des lois interdisant les citoyens à s'engager dans des actes de corruption à l'étranger. Ces lois doivent être soutenues par de solides mécanismes de répression. Les gouvernements doivent, en particulier, protéger l'intégrité des organismes chargés de faire respecter la législation visant à mettre un terme aux pratiques de corruption des agents publics étrangers en garantissant qu'ils reçoivent les fonds adéquats et qu'ils sont protégés contre toute influence politique[449]. Par ailleurs, les autorités doivent aussi soutenir la protection des informateurs puisque leur contribution déclenche souvent des investigations et peut offrir le bien fondé d'un recours judiciaire[450].

La responsabilité à contrôler les actes de corruption à l'étranger n'est en aucune sorte réservée aux acteurs principaux de l'économie mondiale. Les multinationales basées en Afrique, comme Sonangol, sont de plus en plus les acteurs prépondérants dans plusieurs secteurs économiques dans tout le continent et le monde entier. L'EITI pourrait jouer un rôle dans ce processus anticorruption en exigeant des pays riches en ressources naturelles d'adopter (et d'appliquer) des lois visant à mettre un terme aux pratiques de corruption des agents publics étrangers afin d'être considérés comme conforme à la norme de l'EITI.

Les pays qui ont été les plus efficaces à l'application des lois visant à mettre un terme aux actes de corruption des agents publics étrangers sont ceux dotés d'organes défenseurs dynamiques de la société civile qui cherchent activement à faire état de la corruption et qui sont les défenseurs d'une application proactive des lois et réglementations. Ceci est particulièrement important considérant le fait que l'absence de stabilité politique restera le plus gros obstacle à leur application dans de nombreux pays. Par exemple, les organisations de la société civile pour la transparence ont été une force motrice derrière la législation des États-Unis qui a exigé des sociétés minières et pétrolières de divulguer les paiements faits aux gouvernements étrangers. De plus, les groupes de la société civile qui ont effectivement fait pression sur leur gouvernement afin d'améliorer l'application des lois anticorruption des agents publics étrangers doivent s'engager à faire part de leurs pratiques exemplaires à leurs homologues dans les pays où ces lois sont soit absentes soit mal appliquées. Les gouvernements ont plus de chance de faire appliquer les lois lorsqu'il y a l'appui des citoyens directement intéressés par la création et l'adoption de lois.

Exiger des sociétés de capitaux qu'elles publient les versements faits aux gouvernements étrangers. En plus de la promulgation d'une législation qui interdit la corruption des agents publics étrangers, les gouvernements doivent exiger que les sociétés de capitaux publient les paiements faits aux gouvernements étrangers. Les campagnes permanentes de défense des intérêts aux États-Unis et en Europe ont donné lieu à la naissance de lois qui exigent que les sociétés minières et pétrolières présentes dans ces juridictions révèlent au public les détails importants des paiements faits aux gouvernements étrangers. Cette législation permet d'ouvrir l'accès à plus d'informations publiées aux autorités chargées de la réglementation financière et donc améliore leurs moyens d'enquête. De plus, le 22 août 2012, la SEC ou Commission américaine des opérations en Bourse (*U.S. Securities and Exchange Commission*) a adopté les règles de mise en œuvre prévues par la Section 1504 de la loi fédérale relative à la réforme des marchés financiers, le *Dodd-Frank Wall Street Reform* and *Consumer Protection Act*, exigeant des entreprises cotées en bourse de publier les montants versés aux gouvernements étrangers établis pour chaque « projet de réalisation ». Bien que les règles de mise en œuvre aient été annulées par le Tribunal de district américain à juridiction fédérale uniquement et pour le district de Columbia sur des motifs de droit administratif, la révision de ces règles de mise en œuvre est censée être très similaire dans l'intention[451]. « Pour être conforme aux dispositions de la Section 1504, les entreprises auront l'obligation d'identifier tous les paiements versés aux gouvernements relatifs à toutes leurs opérations ou projets, qu'il s'agisse d'opérations de forage, de construction de routes ou de la formation des ouvriers », annonce un rapport publié par le cabinet d'audit KPMG[452]. C'est un élément crucial de la législation, car il aide à donner une image globale des relations entre les investisseurs et le gouvernement des pays hôtes.

Renforcer l'échange d'information et la collaboration des organismes d'enquête. Pour les organismes de réglementation, les sociétés de capitaux transnationales apparemment nomades, comme le groupe Queensway, peuvent être difficiles à atteindre. Etant donné que la structure d'entreprise du groupe s'étale sur une demi-douzaine de juridictions différentes, il est important que les autorités d'enquête de chaque pays concerné échangent l'information et collaborent au mieux de leur compétence territoriale. Ceci facilitera les identifications sur lesquelles ces autorités ont enquêté dans le passé une

société désignée. Par exemple, celles qui cherchent à lancer une investigation sur les activités du groupe Queensway à Singapour ou au Zimbabwe pourraient contacter en premier le Comité des comptes publics des organismes parapublics ou le Bureau du contrôleur- vérificateur général en Tanzanie, qui a enquêté les opérations du Groupe avec Air Tanzania. L'échange de l'information pourrait aider les enquêteurs à se familiariser avec les méthodes et procédures employées par les sociétés de capitaux. Afin de faciliter ce processus, Interpol, organisation policière internationale, rassemblant de nombreux membres, qui est largement reconnue comme légitime et neutre, doit établir une base de données de dossiers d'affaires sur les enquêtes en cours, pour le recouvrement des avoirs, sur la corruption existant dans les industries extractives.

Imposer des sanctions sur les entités internationales qui soutiennent les acteurs du pays responsables des détournements des revenus issus des ressources naturelles. Le soutien aux investisseurs prédateurs, comme le groupe Queensway, contribue au maintien de régimes ostracisés et isolés, en leur permettant d'échapper aux sanctions. En conséquence, les gouvernements et les organisations internationales cherchant à réduire la malédiction des ressources doivent viser à imposer des sanctions à ces « intermédiaires » aussi. Etant donné leur caractère indispensable à l'équation de la malédiction des ressources, isoler ces acteurs opaques produira, sans conteste, plus de retombées immédiates et avec moins de répercussions politiques que de viser les agents publics eux-mêmes.

S'attaquer aux instruments internationaux facilitant la corruption

En dépit du fait que les investisseurs prédateurs et les représentants corrompus des gouvernements cherchent à passer inaperçus, la plupart demeure dépendant du système financier international afin de déplacer et de protéger leurs gains mal acquis. En conséquence, améliorer les cadres réglementaires internationaux et combler les failles majeures du système financier international sont des points essentiels, bien souvent ignorés certes, dans la lutte contre la malédiction des ressources naturelles.

Elargir le devoir de diligence des banques. Les gouvernements doivent élargir et faire appliquer proactivement le devoir de diligence relatif à sa clientèle, en examinant les détails importants sur des clients potentiels afin d'évaluer les risques financiers de non-conformité, et les mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux. Les règles de mise en œuvre du Groupe d'action financière (FATF) insistent sur le fait que de conduire simplement une vigilance approfondie que les personnes politiquement exposées (PEP), chefs de partis politiques, représentants du gouvernement et de l'armée aussi bien que les membres immédiats de leur famille, ne suffit pas pour mettre fin aux tentatives de blanchiment des produits de la corruption. « Les PEP corrompues devront prendre un grand soin à masquer l'identité et la provenance des fonds pour les placer dans le système financier sans élever de soupçon », annonce le rapport de juin 2012 du FATF sur les facteurs de risque liés au blanchiment des produits de la corruption. « Les PEP utilisent des véhicules de titrisation, des gardiens sophistiqués, des liquidités et des pays aux contrôles faibles du blanchiment de capitaux afin de déguiser leurs fonds »[453].

L'exemple du groupe Queensway montre combien il est difficile de déterminer les propriétaires effectifs des multinationales équipées de structures d'entreprise complexes transnationales. Afin de mieux comprendre ces liens, il faut exiger des banques, sans exception, qu'elles identifient le propriétaire effectif des entreprises avec lesquelles elles ont une relation commerciale. En juin 2014, le Département du Trésor américain par l'intermédiaire de son réseau de lutte contre la criminalité financière (*Financial Crimes Enforcement Network* (FinCEN)) a annoncé son intention d'exiger que les institutions financières américaines identifient les propriétaires réels des entreprises avec lesquelles elles ont une relation commerciale à titre d'une partie normalisée de leur processus de vérification préalable[454]. Les centres financiers mondiaux et les pays fragiles riches en ressources bénéficieraient pareillement de l'adoption de règles similaires.

De plus, les banques doivent être obligées d'entreprendre des enquêtes poussées par devoir de diligence relatif à sa clientèle sur des clients présentant de forts liens avec des gouvernements connus pour afficher les plus hauts niveaux de corruption du secteur public. Renforcer le devoir de diligence des banques implique d'examiner les détails essentiels de l'identité du client et comprendre l'objectif pour lequel le client cherche à utiliser un compte ou une ligne de crédit en particulier. Les banques doivent avoir les informations de base sur le client, les sources de leur richesse et obtenir des détails sur leurs activités commerciales. Les comptes maintenus par des clients à haut risque financier doivent être examinés plus fréquemment et faire l'objet d'un examen plus rigoureux que les autres clients[455].

Renforcer les mesures de conformité des banques et des dirigeants des réseaux bancaires. Virtuellement toutes les banques du monde doivent déjà avoir un programme de conformité pour lutter contre le blanchiment de capitaux en place. Le cas de HSBC et d'innombrables autres exemples au cours des dix dernières années, illustre que les normes de conformité ont, cependant, été simplement ignorées lorsqu'elles s'inscrivaient au milieu de banquiers peu scrupuleux et de bénéfices plus importants. Ceci parce que les conséquences d'un manque de respect des réglementations financières en place sont peu importantes comparées aux profits engrangés en facilitant ces opérations bancaires. Bien que les banques avérées coupables d'avoir blanchi de l'argent sont éventuellement redevables de payer des amendes très lourdes, les personnes physiques responsables de la transgression de l'établissement sont souvent à l'abri d'être poursuivies en pénal et d'avoir des répercussions financières. HSBC a été condamné de payer une amende de $1,9 milliard en 2012 pendant que le groupe avait encore réalisé la même année un bénéfice de $20,6 milliards. De surcroît, aucun des dirigeants de la société n'a été exposé à des poursuites pénales, certains d'entre eux-mêmes ayant même reçu des primes de plusieurs millions quelques mois après avoir payé l'amende[456]. Ceci est en partie dû au manque de clarté sur qui exactement doit être tenu responsable des transgressions de la banque. Afin de dissuader effectivement les banques de faciliter les blanchiments d'argent, des membres désignés de la haute direction des banques doivent être responsables du régime de conformité aux lois relatives à la lutte contre le crime organisé en place de leur établissement et doivent être personnellement tenus responsables pour leur rôle ou leur négligence à être complices des délits commis par la banque.

Renforcer les obligations de communiquer les données financières des prêts aux gouvernements dotés d'une richesse liée aux ressources naturelles très abondantes. La crise économique qu'a traversé l'Angola en 2009 est typique des États riches en ressources naturelles. Ils empruntent souvent sur des projections du cours des matières premières à un prix élevé et sont laissés avec des crises financières aigues et des problèmes graves de liquidités lorsque les prix chutent. Une tenue des compte insuffisante en Angola (et en particulier au sein de Sonangol) ne rendent pas facile la tâche d'évaluer comment les revenus issus des ressources naturelles sont utilisés pour améliorer le niveau de vie de l'angolais moyen. L'habitude de l'Angola à prendre des prêts très importants garantis sur le pétrole permet encore davantage au gouvernement d'hypothéquer la production pétrolière et/ou minière future afin d'acquérir du capital immédiatement. Si ce capital n'est pas utilisé pour des investissements productifs ou sociaux, il perd le capital de mise en valeur future. Pire, il alimente l'inflation qui porte préjudice à tous citoyens, en particulier les pauvres. L'exemple de la Guinée montre combien les dépenses excessives par des gouvernements irresponsables peuvent laisser les régimes futurs criblés de dettes exorbitantes pour les années à venir.

Le fait de comparer les réactions internationales en Guinée et en Angola permet de faire ressortir les possibilités par lesquelles les acteurs internationaux peuvent contribuer à renforcer les normes relatives à la divulgation d'informations financières. Dans une lettre d'intention de juin 2011 envoyée au FMI décrivant les politiques que la Guinée avait l'intention de mettre en œuvre dans le cadre de sa demande d'aide financière, les représentants du Ministère des Finances et de la Banque centrale de la Guinée ont convenu de « collecter les détails des marchés passés avec China Sonangol et China International Fund et de commencer à étudier les conditions générales de ces accords pour s'assurer que le gouvernement ne contracte ni ne garantisse de prêts non concessionnels [457]». Par comparaison, en Angola aucune de ces conditions n'a été imposée en dépit des nombreuses demandes répétées par les organisations de la société civiles à ce que le FMI exige un audit de Sonangol avant de débloquer la dernière tranche du prêt de $1,4 milliard. Les intérêts des citoyens seraient renforcés si les organismes de réglementation et les institutions financières internationales exigeaient une divulgation plus précise des données financières (c.-à-d. Les publications des descriptions des projets à être financés) pour des prêts à des États dotés de ressources naturelles, étant donnée l'utilisation abusive de ces fonds.

Exiger de toutes les entreprises à ce qu'elles révèlent l'identité de ses réels bénéficiaires. Il est bien trop facile pour les malfaiteurs et les agents publics corrompus de constituer des sociétés écrans, en particulier vu que les réformes nécessaires à mettre fin à ce problème sont aussi explicites. Il n'y a pas, cependant, que des utilisations illégitimes pour les sociétés écrans. Les développeurs immobiliers, par exemple, souvent utilisent cette forme d'entreprise lorsqu'ils acquièrent des terres afin d'éviter un gonflement des prix. Cette stratégie a cependant été exploitée par des acteurs sans scrupules avec la seule intention de cacher leurs actifs et leurs responsabilités relatives à leur statut de propriétaire[458]. Certains défenseurs du *statu quo* avancent que, dans certains cas, l'application de la loi peut donner l'accès aux données de propriété effective à tout moment et sur simple demande. En fait, ceci n'est pas souvent le cas. Demander l'accès à ses informations risque aussi de porter préjudice aux enquêtes sur des activités

illicites en révélant aux personnes faisant l'objet d'une enquête que les enquêteurs ont découvert des documents prouvant leur implication. Ceci donne aux criminels l'occasion de modifier leur mode opératoire avant que l'enquête n'aboutisse à sa conclusion. De plus, ramener le débat portant sur les données financières de propriété effective aux conditions de l'application de la loi aide à négliger le rôle critique joué par la société civile, la presse et les institutions financières internationales comme la Banque mondiale, à enquêter sur les actes de corruption et de criminalité. Ceci est particulièrement important dans des contextes où les services de répression sont complices dans des activités illicites ou sont la cible de politiciens corrompus. Certains opposants à l'amélioration de la transparence sur la propriété effective affirment que les réglementations sur la collecte de ses données financières seraient trop compliquées ou contraignantes autant pour les autorités de réglementation que pour les entreprises. Ceci ne doit pas être le cas. Les autorités doivent simplement exiger la révélation des informations de propriété effective à l'enregistrement de ces entreprises et, plus important encore, ces informations doivent être du domaine public.

Sans exception, tout pays, en particulier les centres financiers les plus connus, doivent être obligés de créer et de conserver un registre consultable par le public et à moindre frais de toutes les entités d'entreprise enregistrées ou opérant dans son territoire. Ces registres doivent contenir les renseignements des personnes physiques qui détiennent une participation considérables (au moins 5 %) de la société, y compris leur nom, date de naissance, adresse physique, nationalité et leurs coordonnées les plus récentes ainsi que les moyens par lesquels elles exercent le contrôle sur les sociétés de capitaux (c.-à-d. la combinaison de fidéicommis ou *trusts* utilisés pour exécuter leur participation). Ces entreprises doivent être obligées à révéler des détails de toute PEP qui détient une participation dans l'entreprise, quelle que soit sa taille. Les autorités doivent recouper les informations données par rapport à d'autres bases de données (déclarations fiscales, l'enregistrement du titre de propriété des véhicules, formulaire de déclaration des actifs envoyés par les PEP, etc.) afin d'en vérifier leur exactitude. (Le fait de veiller à ce que ces informations de propriété effective soient du domaine public pourra beaucoup alléger le fardeau qui pèse sur les régulateurs cherchant à l'authentifier puisqu'un grand nombre d'acteurs pourrait examiner les données). Falsifier ces informations ou utiliser un prête-nom doit être illégal et les autorités doivent soumettre à de sérieuses sanctions toute entité ou personne physique responsable de toute fausse déclaration.

Les juridictions qui abritent des sociétés écrans doivent être placées sous sanctions ou sur liste noire. Les juridictions qui manquent à révéler l'identité des bénéficiaires effectifs doivent être passibles de sanctions sévères. Les réformes, autrement, imposées à un centre financier offshore opaque peuvent simplement entraîner la migration des investisseurs vers des juridictions qui continuent à assurer le secret bancaire. « Au lieu d'avoir rapatrié les fonds, nos résultats d'enquête suggèrent que les fraudeurs fiscaux ont placé leur argent dans des paradis fiscaux qui ne sont pas couverts par un traité passé avec leur pays d'origine », a affirmé une étude qui a examiné l'impact du contrôle accru des finances des pays du G20 sur les paradis fiscaux suite à la crise financière mondiale. « La répression a alors provoqué le transfert des dépôts au bénéfice de paradis fiscaux les moins conformes aux réglementations financières »[459]. Bon

nombre au sein de ces centres financiers offshore, pensent que la viabilité économique de la juridiction dépend entièrement des prestations de secret bancaire offertes à des personnes morales. Toutefois, ceci n'est pas une justification appropriée. La volonté de faciliter le crime organisé et la corruption ne doit pas constituer un avantage comparatif. De lourdes sanctions doivent être imposées sur les pays qui continuent à permettre à des sociétés de s'enregistrer sans avoir à révéler l'identité de leurs propriétaires effectifs. Afin d'éliminer efficacement les juridictions opaques, le FATF doit envisager la création d'une liste noire supplémentaire pour les pays qui permettent aux entreprises de s'enregistrer sans avoir à révéler l'identité en détail de sa propriété effective.

Les initiatives internationales visant à renforcer la transparence et la redevabilité dans les industries extractives doivent en permanence réévaluer et réviser leurs mandats afin de répondre à de nouveaux problèmes. Tandis que l'EITI montre son aptitude à évoluer et à répondre à de nouvelles difficultés, le processus de Kimberley (KPCS) s'avère moins flexible et adaptable. Le KPCS doit adresser trois difficultés importantes. En premier, il doit réviser sa définition des « diamants du conflit » pour intégrer les interdictions d'exportation non seulement des pays affectés par la guerre civile ou dans lesquels les rebelles sont financés par les ventes de diamants mais également des pays dans lesquels les revenus issus du diamant servent à financer l'oppression et la violence à l'encontre des civils. Deuxièmement, les parties prenantes du KPCS doivent clarifier si un président de commission a le pouvoir d'avaliser unilatéralement les exportations de diamants d'un pays donné ou, au contraire, si le consensus des membres est exigé. Finalement, le KPCS doit améliorer sa capacité d'exécution. En septembre 2012, Tendai Biti, alors ministre des Finances du Zimbabwe, a suggéré que « les personnes qui volent nos diamants [du Zimbabwe] sont si sophistiquées que le pillage n'est pas prêt de s'arrêter[460]. En d'autres mots, les régulateurs doivent maintenir la cadence par rapport à l'évolution des techniques utilisées par les trafiquants de diamants. Les plans de certification et de vérification ne peuvent pas être complètement efficaces à moins que les mécanismes servant à exporter illégalement et à blanchir les revenus de ces exportations soient exposés.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1 « *Mettre fin aux* décès *inévitables de la mer et de l'enfant – Une promesse renouvelée* ». Tableau des indicateurs de la mortalité infantile avant l'âge de 5 ans. Site Web de la promesse renouvelée disponible à : <http://www.apromiserenewed.org/dashboard/>.

2 *Rapport sur les statistiques du développement humain 2014: Pérenniser le progrès humain: réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience* (New York: Programme des Nations Unies pour le développement, 2014), 198.

3 « *The World Factbook* - Country Comparison - Education Expenditures », site Web de l'Agence centrale du renseignement (CIA). Disponible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world- factbook/rankorder/2206rank.html>.

4 Cf. *The Secret Life of a Shopaholic: How an African dictator's playboy son went on a multi-million dollar shopping spree in the U.S.* (Washington, DC: Global Witness, Novembre 2009). Cf. également « *Well Oiled: Oil and Human Rights in Equatorial Guinea* », (New York: Human Rights Watch, Juillet 2009.

5 *L'indice de gouvernance des ressources naturelles de 2013 : une* évaluation *de la transparence et de la responsabilité dans les secteurs du pétrole, du gaz et des minerais* (New York: Revenue Watch Institute, 2013), 7.

6 « International Energy Statistics », Site Web de l'Agence américaine d'information sur l'énergie, Consulté en mars 2015, Disponible à : <http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/iedindex3.cfm?tid=5&pid=53&aid=1>.

7 Kelly Gilblom « Election worries put new Kenya oil, gas investment on hold », Reuters, 26 février 2013.

8 Groupe d'évaluation des progrès pour l'Afrique, Rapport 2013 sur les progrès en Afrique, « *Equity in Extractives: Stewarding Africa's natural resources for all* » (Genève : Groupe d'évaluation des progrès pour l'Afrique, 2013), 27.

9 Ibid.

10 Joseph Siegle, « Stratégies de gouvernance pour remédier à la malédiction des ressources naturelles », *International Social Science Journal* 57 (2009), 45.

11 « La France saisit un palace de £118 millions appartenant à la famille du chef de la Guinée équatoriale » - Agence-France Presse, 3 août 2012. Mfonobong Nsehe, « Les voitures de luxe du fils du dictateur équato-guinéen vendues aux enchères pour $4,1 millions » rapporte le magazine *Forbes*, 9 juillet 2013.

12 « Le fils du président de la République de Guinée équatoriale accusé de blanchiment de capitaux », RFI, 20 mars 2014.

13 Cf. par exemple, « *Undue Diligence: How Banks Do Business with Corrupt Regimes* » (Londres: Global Witness, March 2009).

14 Hereward Holland, « Le Président Kiir du Sud-Soudan a accusé des représentants du gouvernement d'avoir volé $4 milliards sur les deniers publics » Reuters, 4 juin 2012.

15 Cf. « *The Truth about Diamonds: Conflict and Development* », (Londres : Global Witness, Novembre 2006).

16 Michael L. Ross, « The Political Economy of the Resource Curse », *World Politics* 51 (1999), 306-307. L'expression le « mal hollandais » a été la première fois utilisée par *The Economist* pour décrire le déclin du secteur manufacturier après la découverte d'un important gisement de gaz naturel en 1959.

17 Philip Lowe, « *Developments in the mining and non-mining economies* » (discours prononcé au sommet d'ADC Future, Melbourne, Australie, Mai 2012).

18 Pour avoir une analyse de la réussite du Botswana à gérer sa richesse diamantifère, cf. Daron Acemoglu, Simon Johnson et James A. Robinson, *An African Success Story: Botswana*, Document de réflexion du CEPR N° 3219 (Londres : Centre de recherche sur la politique économique, 2002).

19 Siegle (2009), 45.

20 Ricardo Soares de Oliveira, *Oil and Politics in the Gulf of Guinea* (New York: Columbia University Press, 2007a), 50.

21 Michael L. Ross, *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations* (Princeton: Princeton University Press, 2012), 1.

22 Ibid, 5-6. Eoin F. McGuirk, *The Illusory Leader: Natural Resources, Taxation and Accountability*, Document de réflexion N° 327 de l'IIIS (Dublin: Institute for International Integration Studies, 2010), 2.

23 Soares de Oliveira (2007a), 36

24 Ivar Kolstad et Arne Wiig, « Is Transparency the Key to Reducing Corruption in Resource-Rich Countries? », *World Development* 37, N° 3 (2009), pages 521–532.

25 Soares de Oliveira (2007a), 101-103.

26 Andy Denwood, « Gabon's oil boom hangover », BBC, 11 octobre 2004

27 Soares de Oliveira (2007a), 49

28 Ian E. Marshall, *A Survey of Corruption Issues in the Mining and Mineral Sector*, MMSD Document de travail N° 15 (Londres : International Institute for Environment and Development, 2001), page 15.

29 « Fraud and corruption in mining and metals », Ernst & Young (2010), pages 7, 9

30 Stephen Long, « Swiss link undermines Xstrata's bid for WMC », *AM*, 11 février 2005.

31 *House Report N° 454: Justice Undone: Clemency Decisions in Clinton White House*, *Vol. 1*, U.S. Congressional Serial Set N° 14778 (Washington, DC: Government Printing Office, 2004), page 99.

32 Cf. Daniel Ammann, *The King of Oil: The Secret Lives of Marc Rich* (New York: St. Martin's Press, 2009).

33 Stephen L. Weigert, *Angola: A Modern Military History, 1961-2002* (New York: Palgrave Macmillan, 2011), 126-127.

34 Armindo Miranda, *Angola 2003/2004: Waiting for elections*, Report du CMI N° 2004:11 (Bergen: Chr. Michelsen Institute, 2004), 12.

35 Bill Clinton « My Reasons for the Pardon », *The New York Times*, 28 février 2001.

36 Jon Henley, « Gigantic sleaze scandal winds up as former Elf oil chiefs are jailed », *The Guardian,* 12 novembre 2003

37 « Government on Nomination of Pierre Falcone », Agência Angola Press, 26 septembre 2003

38 David Gauthier-Villars, « Court Acquits 3 in Angola Arms Case », *The Wall Street Journal,* 30 avril 2011.

39 Fritz Heimann, Sophia Coles, Gillian Dell, Ádám Földes, Kelly McCarthy et Angela Reitmaier, « L'exportation de la corruption ? *Rapport d'évaluation 2013 :* « *Evaluation de la mise en* œuvre *de la Convention de l'OECD sur la lutte contre la corruption d'agents publics* étrangers », (Berlin: Transparency International, 2013), 74.

40 Lee Levkowitz, Marta McLellan Ross et J.R. Warner, « The 88 Group Queensway: A Case Study in Chinese Investors' Operations in Angola and Beyond », U.S.-China Economic & Security Review Commission (10 juillet 2009). « China International Fund: The Queensway syndicate and the Africa trade ». *The Economist,* 13 août 2011. Laura Rena Murray, Beth Morrissey, Himanshu Ojha et Patrick Martin-Menard, « African Safari: CIF's Grab for Oil and Minerals ». *Caixin,* 17 octobre 2011

41 Jon Swain, « Mugabe Secretly Arming Ivory Coast Election Loser, Gbagbo ». *Sunday Times*, 23 janvier 2011. *Financing a Parallel Government? The involvement of the secret police and military in Zimbabwe's diamond, cotton, and property sectors* (Londres: Global Witness, Juin 2012), 23-29.

42 Interviews par l'auteur, Septembre 2011, Janvier 2012 et Février 2012.

43 Murray et al.

44 Yu Ning, Gu Yongqiang et Wang Duan, « A Legacy of Dirty Deals », *Caixin*, 17 octobre 2011. Voir également, Mariano Obarrio, « De aquel 'megaanuncio' quedó muy poco », *La Nacion*, 1er juin 2005. Voir également, Zhou Jiangong, « Africa Frenzy feeds China stock bubble ». *Asia Times*, 27 mars 2007. Professeur Deborah Brautigam sur son blog écrit que « Les observateurs de Chinafrique connaissent le CIF comme étant une société douteuse, opaque, problématique de Hong Kong qui a eu une grande difficulté de trouver l'argent pour réaliser les projets promis en Angola et ailleurs ». Deborah

Brautigam, « China International Fund's New Bellzone-Kalia Guinea Deal ». *China in Africa: The Real Story* (blog), 2 juin 2010.

45 Interviews par l'auteur, Juillet 2011 et Février 2012

46 Levkowitz et al., 16

47 Tom Burgis, « China in Africa: how Sam Pa became the middleman », *FT Weekend Magazine*, 9 août 2014.

48 48 Ibid.

49 Interviews par l'auteur, Octobre 2011 et Février 2012.

50 « ERITREA: US say human rights worsened, prominent detainee reportedly freed ». IRIN, 10 avril 2003.

51 Sam Pa (alias. Ghiu Ka Leung) et Debessai ont également été les copropriétaires et contrôlé une deuxième association en participation du nom de Longhorn Investments.

52 « Membre du gouvernement érythréen coupable de corruption », Agence-France Presse, 9 juin 2001.

53 *The Economist.*

54 Interviews par l'auteur, Octobre 2011 et Avril 2012.

55 Les informations sur les plaintes déposées à l'encontre de Sam Pa proviennent des bases de données des dossiers juridiques de Hong Kong.

56 Jon Swain, « ZANU-PF in shadow of elusive Chinese magnate », *Times LIVE*, 13 mars 2011. *The Economist*.

57 "银川大学举Tr2013级r生军训aC报表演暨开学典. [« Exercice militaire à la cérémonie d'ouverture de l'Université de Yinchuan en 2013 »], Ministère de l'Education de Ningxia, 16 septembre 2013.

58 Interview par l'auteur, Février 2012.

59 Transcrit de « Aló Presidente », 4 avril 2004.

60 Levkowitz et al. 5.

61 Interview par l'auteur, Avril 2014

62 Biographie professionnelle de Wu Yang. Copie versée au dossier de l'auteur.

63 Wu Yang v. Dayuan International Development Ltd., HCMP 2143/2011 (4 juin 2013), paragraphe 3.

64 Levkowitz et al, 7.

65 « SIPC obtient des « *Advanced Units in Safe Production* » pendant trois ans d'affilé », Communiqué de presse de Sinopec International Petroleum Exploration and Production Corporation, Janvier 2010. Wu Yang est actuellement listé en tant que vice-président, sur le site Web de SIPC, disponible à : <http://sipc.sinopec.com/sipc/en/about_us/teammanagement/>.

66 Levkowitz et al, 14.

67 Burgis (August 2014).

68 Yu et al.

69 Márcio Resende, « *Bataglia, el hombre de los chinos en la región* », Clarín, 14 novembre 2004.

70 « Aló Presidente ».

71 Ibid.

72 Ibid.

73 Resende.

74 « Charlas de Quincho », Ámbito *Financiero,* 29 mai 2005.

75 Obarrio.

76 Burgis (Août 2014).

77 Ibid.

78 Interview par l'auteur, Juin 2011. Informations sur les sociétés enregistrées à Singapour peuvent être obtenues auprès de l'autorité régulatrice de la comptabilité et des sociétés ou ACRA *(Accounting and Corporate Regulatory Authority)* de Singapour.

79 Swain (Mars 2011). Interviews par l'auteur, Avril 2012.

80 于小娜　刘华　翁海华, "香港调查：中基前世今生 », 21世纪经济报道, 2007年03月23日 [Yu Xiaona, Liu Hua, Liu Weng Haihua, « Hong Kong Investigation & Research Center: China International Fund's previous and present life », *21st Century Business Herald*, 23 mars 2007].

81 Ibid.

82 Ibid.

83 « Décision visant l'interdiction par la CSRC (Liu Guiting et He Hongda de Beiya Industrial) [2009] N°8 », Sanction administrative par la Commission de régulation des marchés financiers en Chine, 7 avril 2009.

84 « *Corrupt ex-head China rail firm boss jailed* », Agence France Presse, 1er avril 2009.

85 Ricardo Soares de Oliveira, « Illiberal Peacebuilding in Angola », *Journal of Modern African Studies* 49, N°2 (2011), 290.

86 « Données : Angola : Indicateurs de développement dans le monde », site Web de la Banque mondiale, disponible à : <http://data.worldbank.org/country/angola>.

87 Ibid.

88 Simon Kuper « Why the West loves a kleptocrat », *Financial Times*, 6 mars 2015.

89 Cf. « Après 33 jours de détention, le journaliste Armando Chicoca remis en liberté conditionnelle en attendant son jugement en appel », Reporters sans frontières, 12 avril 2011. Voir également, « La police angolaise s'insurge contre les journalistes », Comité pour la protection des journalistes, 20 septembre 2013.

90 Nicholas Shaxson, « Angola's Homegrown Answers to the 'Resource Curse », in *Governance of Oil in Africa: Unfinished Business,* éd. Jacques Lesourne (Paris: Institut Français des Relations Internationales, 2009), 74.

91 Ricardo Soares de Oliveira, « Business Success Angola-style: postcolonial politics and the rise and rise of Sonangol », *Journal of Modern African Studies* 45, N° 4 (2007b), 600.

92 Ibid. 601.

93 Ibid.

94 « Angola's National Oil Company Continues to Be the Government's Backbone », *Stratfor*, 2 septembre 2014.

95 Arvind Ganesan, *Angola: Some Transparency, No Accountability: The Use of Oil Revenue in Angola and its Impact on Human Rights* 16, N° 1(A) (New York: Human Rights Watch, Janvier 2004), 1.

96 *Time for Transparency: Coming Clean on Oil, Mining, and Gas Revenues* (Washington, DC: Global Witness, Mars 2004), 56.

97 Rafael Marques de Morais, « The Self-Dealings of Sonangol's CEO », *Pambazuka News*, 24 juin 2010.

98 Rafael Marques de Morais « The Angolan presidency: The epicenter of corruption », *Pambazuka News,* 5 août 2010, disponible à : <http://www.pambazuka.org/en/category/features/66476>; Tom Burgis et Cynthia O'Murchu « Spotlight falls on Cobalt's Angola partner », *Financial Times*, 15 avril 2012.

99 « Lettre au directeur général Lagarde au FMI concernant l'Angola », Human Rights Watch, 26 mars 2012, Disponible à : <http://www.hrw.org/es/node/106117>. « Uncovering Sonangol's Secrets », *Africa Energy Intelligence* N° 315 (Janvier 2002).

100 « Secrets are not forever », *Africa Confidential* 53, N° 16 (Août 2012).

101 « Revue annuelle de l'industrie diamantifère : Angola 2007», Partenariat Afrique Canada (Novembre 2007), 4-5.

102 *Africa Confidential* (Août 2012).

103 Rafael Marques de Morais, « My stand against Angola's blood-diamond generals », *The Guardian*, 24 novembre 2011.

104 Alex Vines, Nicholas Shaxson, Lisa Rimli, et Chris Heymans, *Angola: Drivers of change: an overview* (Londres : Chatham House, 2005).

105 Soares de Oliveira (2011), 295.

106 « Angola calls for international donor conference », Xinhua, 10 janvier 2004.

107 Ganesan, 6.

108 Pour avoir les rapports de l'Angola avec les établissements financiers internationaux au lendemain de la guerre civile, cf. Soares de Oliveira, 2011. Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa* (New York: Oxford University Press, 2010), 273-277.

109 Interviews par l'auteur, Avril 2011.

110 Burgis (Août 2014). Levkowitz et al.

111 Levkowitz et al. i.

112 Alexandre Neto, « *Empresas chinesas de segurança actuam ilegalmente em Luanda* », Voz da América, 16 mai 2011.

113 *Rigged? The Scramble for Africa's Oil, Gas and Minerals* (Londres: Global Witness, Février 2012), 16.

114 Ibid. 17.

115 Indira Campos and Alex Vines, *Angola and China: A Pragmatic Partnership*, Document de travail présenté à une conférence du CSIS, « Prospects for Improving U.S.-China-Africa Cooperation », 5 décembre 2007 (Washington, DC: Center for Strategic & International Studies, 2008), 17.

116 Ana Cristina Alves, *The Oil Factor in Sino-Angolan Relations at the Start of the 21st Century*, Rapport occasionnel de SAIIA N° 55 (Johannesburg: South African Institute of International Affairs, 2010), 20.

117 « *Who's Who*: *Catarina Marques Pereira* », *Africa Mining Intelligence* N° 212 (Octobre 2009).

118 Tal Moise, « Leviev sells Angola diamond mine stake », *Globes*, 29 mai 2011.

119 « Engineering Efficiency », *Trade Finance* (Novembre 2005).

120 Alves, 18.

121 Cf. dossiers d'hypothèque et documents comptables de China Sonangol International Holdings, disponible par le registre de commerce de Hong Kong.

122 Un reçu de la transaction en date du 5 juin 2006 détaille la vente par China Sonangol de 971 336 barils de pétrole brut à l'UNIPEC pour $69 901 223.90 ($71,96 le baril). Un autre reçu en date du 18 septembre 2006 montre la vente de 1 049 438 barils de pétrole brut angolais à l'UNIPEC pour $57 353 885.58 ($54,65 par baril). Documents versés au dossier du registre des sociétés de Hong Kong.

123 Nicholas Shaxson, João Neves et Fernando Pacheco, « Drivers of Change, Angola », Rapport final préparé pour le ministère du développement international du Royaume-Uni (Janvier 2008).

124 Serge Michel and Michel Beuret, *China Safari: On the Trail of Beijing's Expansion in Africa* (New York: Nation Books, 2009), 227.

125 Alec Russell, « Angola loan casts light on ties with China », *Financial Times*, 19 octobre 2007.

126 Michel et Beuret, 229.

127 Alex Vines, Lillian Wong, Markus Weimer, et Indira Campos, *Thirst for African Oil: Asian National Oil Companies in Nigeria and Angola* (Londres : Chatham House, 2009), 53.

128 Campos et Vines, 11.

129 Michel et Beuret, 231.

130 Levkowitz et al.18.

131 Ibid., 48.

132 Michel et Beuret, 227.

133 *The Economist.*

134 Michel et Beuret, 226-227.

135 David Benazeraf et Ana Alves, « *Oil for Housing': Chinese-built New Towns in Angola*, Exposé de notes de synthèse de SAIIA N° 88 (Johannesburg: South African Institute of International Affairs, Avril 2014), 2.

136 « *City of Kilamba, in Angola, to have 218 new buildings finished by January 2012* », Macau Hub, 23 décembre 2011.

137 Deborah Brautigam, « Chinese-Built Angolan 'Ghost Town' Wakes Up? », *China in Africa: Real the Story (Blog)*, 2 avril 2014.

138 Vines et al. (2009), 54.

139 *The Economist.*

140 Rafael Marques de Morais, « China's New Imperialism in Angola », *World Affairs* (Mars/Avril 2011).

141 « O Maior Elefante Branco de África », Maka Angola, 26 février 2014.

142 Vines et al, Août 2009.

143 Rafael Marques de Morais « The ill-gotten gains behind Angola's Kilamba housing development », Pambazuka, 12 octobre 2010.

144 Dani Costa, « Futuro aeroporto internacional de Luanda com parto complicado », *Seminário Angolense*, 9 juillet 2005.

145 « Novo aeroporto internacional de Luanda será no Bom Jesus », *Agora*, 8 septembre 2005.

146 « Obras do novo aeroporto em atraso - ministro dos Transportes », Agência Angola Press, 15 novembre 20072007.

147 « Projects: Airport Projects », China International Fund Web site, disponible à : <http://www.chinainternationalfund.com/projects1.asp?Id=283>. La version archivée de la page Web du CIF montre que ses « Projets d'aéroport » ont été mis en ligne en Octobre 2007. Un forum de discussion du même mois utilise les descriptions et les images du même site Web.

148 Maka Angola (Février 2014).

149 « Presidente da República visita obras do futuro aeroporto internacional de Luanda », Agência Angola Press, 22 octobre 2011.

150 Interviews par l'auteur, Mars 2012 et Décembre2012.

151 Maka Angola (Février 2014).

152 « Presidential Guards at the Service of Private Business », Maka Angola, 25 septembre 2012.

153 « New airport's control tower, administration building concluded », Agência Angola Press, 20 février 2014.

154 Maka Angola (Février 2014).

155 Ibid.

156 Tom Burgis, « Property scene reveals Angola's wealth gap », *Financial Times*, 13 juillet 2012.

157 Rafael Marques de Morais (Octobre 2010).

158 Ibid.

159 Ibid.

160 Ibid.

161 Ibid.

162 « *The World Factbook*: *Angola: Economy - overview* », site Web de l'Agence centrale américaine du renseignement (CIA), disponible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ao.html>.

163 Søren Kirk Jensen et Francisco Miguel Paulo, *Reforms of the Angolan Budget Process and Public Financial Management: Was the crisis a wakeup call?* Rapport du CMI N° 2011:7 (Bergen: Chr. Michelsen Institute, 2011), 42.

164 Lamin Leigh, Yuan Xiao et Nir Klein, « IMF Lends Angola $1.4 Billion to Support Reserves, Reforms », *IMF Survey Magazine*, 23 novembre 2009.

165 Maka Angola (Septembre 2012).

166 Shrikesh Laxmidas, « Oilman Vicente waits in Angola presidential wings », Reuters, 1er février 2012.

167 « The Succession Question », *Africa Confidential* 54, N° 15 (Juillet 2013).

168 « Angolan Vice-President Vicente Accused Over 'Illegal' Business Role », Maka Angola, 8 août 2014.

169 Interview par l'auteur, Avril 2014.

170 CIF SPACE VIII, bulletin du *China International Fund*, Février 2012, disponible à : <http://www.chinainternationalfund.com/UserFiles/Upload/20131868175041.pdf>.

171 « *Guinea Conakry's leader visits new Luanda's city centres* », Agência Angola Press, 28 janvier 2011.

172 « *President Ernest Koroma receives red carpet welcome in Angola* », Communiqué de presse de la Sierra Leone State House Communications Unit, 11 décembre 2013.

173 Global Witness (Mars 2009), 7.

174 « Vérifications préalables sur les clients provenant de pays NCCT dans la lutte contre le blanchiment des capitaux», Circulaire du 2 juillet 2004 de l'Autorité monétaire de Hong Kong. « Supplément à la directive relative à la prévention contre le blanchiment des capitaux », Directive de l'Autorité monétaire de Hong Kong, 24 juin 2004.

175 Global Witness (Mars 2009), 57.

176 Ibid, 57-58.

177 *Annual General Report of the Controller and Auditor General: On the Audit of Public Authorities and Other Bodies for the financial year 2010/2011*, The United Republic of Tanzania National Audit Office, 28 mars 2012, 45.

178 Byase Luteke, « *ATCL albatross: Has the govt been taking wrong decisions?* », *Business Times* (Tanzanie), 15 avril 2011, réimprimé par Byase Luteke sur les plates-formes des Jamii, 15 avril 2011. Un rapport *The Guardian on Sunday* fait remarquer que Luteke est le nom de plume d'un employé d'ATCL, Nimi Mweta, « *A320 lease was ministry project, says ATCL insider* », *The Guardian on Sunday* (Tanzanie).

179 *Wu Yang v. Dayuan International* (4 juin 2013), Annexe, paragraphe 3.

180 Polycarp Machira, « Highly indebted ATCL in pathetic condition », *The Guardian on Sunday* (Tanzanie), 4 juillet 2010.

181 Wilfred Edwin, « Govt wants more bidders for Air Tanzania », *The East African*, 10 janvier 2010.

182 Beibei Yin, « Chinese investment in Tanzania bears bitter fruit », *The Guardian* (UK), 2 mars 2012.

183 Ibid.

184 Ibid.

185 Ibid.

186 Wilfred Edwin, « *Chinese firm 'gifted' oil licences* », *The East African*, 30 janvier 2009.

187 Ibid.

188 « Kikwete and the 88 Group Queensway », *Indian Ocean Newsletter*, 28 novembre 2009.

189 Florian Kaijage, « What govt didn't tell on Sonangol, ATCL deal », *The Guardian on Sunday* (Tanzanie), 1er juillet 2012.

190 Ibid. « The President's new partners », *Africa-Asia Confidential* 5, n° 12 (Octobre 2012).

191 Kaijage (Juillet 2012).

192 Yin (Mars 2012).

193 Mweta (Mars 2012).

194 Ibid.

195 Florian Kaijage, « How cabinet was duped », *The Guardian on Sunday* (Tanzanie), 12 février 2012.

196 Ibid.

197 Ibid.

198 Ibid.

199 Ibid.

200 Mike Mande, « Chinese firm leased obsolete aircraft for Air Tanzania », *The East African*, 19 mai 2012.

201 The United Republic of Tanzania National Audit Office (Mars 2012), 45.

202 Florian Kaijage, « *Airbus deal to send top officials to jail* », *The Guardian on Sunday* (Tanzanie), 22 janvier 2012.

203 Mande (Mai 2012).

204 « *Air Tanzania flight crashes in Kigoma, passengers in shock but no casualties* », Bongo5, 9 avril 2012.

205 Byase Luteke, « ATCL sackings underline dire corporate governance per se », *Business Times* (Tanzanie), 20 juin 2012.

206 Ibid.

207 Songa Wa Songa, « Fate of inept ministers in Kikwete's hands – CCM », *The Citizen* (Tanzanie), 15 décembre 2013.

208 Orton Kiishweko « Kikwete: Bunge has impressed me », *Daily News* (Tanzanie), 2 mai 2012.

209 Stephen Munga, « Greater transparency can shed light on the murky world of resource corruption », *The Guardian*, 30 mars 2012.

210 Aisia Rweyemamu, « ATCL debt crosses Sh180bn », *The Guardian* (Tanzanie), 24 janvier 2015.

211 Alex Bitekeye « Zitto committee wants Lebanese sued over ATCL », *The Citizen*, 24 janvier 2015.

212 Nelson Kessy, « PAC wants probe on Chinese firm », *The Guardian on Sunday* (Tanzanie), 1er février 2015.

213 Paul Melly, « *Guinea: Situation Analysis and Outlook* », rapport de Writenet (UK/Genève: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2008), 3-11.

214 « *Guinea Ministers Submit to Rebels* », BBC, 26 décembre 2008.

215 Victor Omoregie, « Guinea: Junta Warns Mining Sector », *Vanguard* (Nigéria), 29 décembre 2008.

216 « Guinea bankrupted by junta - President Alpha Conde », BBC, 22 février 2011.

217 *Bloody Monday: The September 28 Massacre and Rapes by Security Forces in Guinea* (New York: Human Rights Watch, Décembre 2009), 7-8. « *Guinea massacre toll put at 157* », BBC, 29 septembre 2009.

218 « CIF, Beijing's stalking horse », *Africa-Asia Confidential* 3, N° 7 (Mai 2010).

219 Murray et al.

220 Ibid.

221 Interviews par l'auteur, Avril 2012 et Mai 2012.

222 Accord-cadre entre la République de Guinée et le China International Fund, Juin 2009. Copie versée au dossier de l'auteur.

223 « Blood and money in the streets », *Africa-Asia Confidential* 2, N° 12 (Octobre 2009).

224 Accord-cadre entre la République de Guinée et le China International Fund, Juin 2009.

225 Ibid.

226 *Africa-Asia Confidential* (Octobre 2009).

227 Ibid.

228 Plus important encore, le CIF Singapore est détenu à 100 % par China Sonangol International (S), qui à son tour appartient à Newtech Holdings Limited, société écran enregistrée dans les BVI.

229 Pacte d'actionnaires entre la République de Guinée et le China International Fund, 10 octobre 2009. Copie versée au dossier de l'auteur.

230 *Africa-Asia Confidential* (Octobre 2009).

231 *The Economist.*

232 Murray et al.

233 Daniel Balint-Kurti, « Guinea: Bought by Beijing », Chatham House, 2 mars 2010.

234 Kabiné Komara, « Directives relatives aux amendements et à la renégociation du Pacte d'Actionnaires entre la République de Guinée, CIF Singapour, et China Sonangol International », mémorandum, 2 décembre 2009. Copie versée au dossier de l'auteur.

235 Ibid.

236 Ibid.

237 Ibid.

238 Ibid.

239 Murray et al.

240 « Who's Who: Abdoulaye Yéro Baldé », *Africa Mining Intelligence,* N° 223 (Mars 2010).

241 Saliou Samb « Guinea court reclaims Friguia from RUSAL », Reuters, 10 septembre 2009.

242 Contrat de prêt entre CIF Singapore et Alex Stewart International, 14 octobre 2009. Copie versée au dossier de l'auteur.

243 Murray et al.

244 Tom Burgis, « Behind the Wrangle for Guinea's Minerals », *Financial Times*, 5 juin 2010.

245 « The junta rewards new friends », *Africa-Asia Confidential* 3, N° 1 (Novembre 2009).

246 Alpha Camara et Antony Sguazzin, « Guinea Asks Rusal to Return Friguia Alumina Complex »,Bloomberg, 10 septembre 2009.

247 *The Economist*. Murray et al.

248 Jesse Riseborough and Franz Wild, « *Late Guinea President Wife Said to Assist Steinmetz Probe* », Bloomberg, 19 avril 2013.

249 « Le Patron du *China International Fund* chez le Premier ministre : des beaux jours qui s'annoncent pour les secteurs énergétique et minier guinéens », Guinée 24, 19 juin 2010.

250 Ibid.

251 Correspondance entre la Banque centrale de la République de Guinée et China Sonangol indique que la « Convention des dépôts » pour le transfert de $45 millions à la Banque centrale de la République de Guinée a été conclue le 24 novembre 2009. Copie versée au dossier de l'auteur.

252 Lettre de Jack Cheung à la Banque centrale de la République de Guinée en date du 21 juillet 2010. Copie versée au dossier de l'auteur.

253 Lettre de Jack Cheung à la Banque centrale de la République de Guinée en date du 27 juillet 2010. Copie versée au dossier de l'auteur.

254 « Minister Thiam covers his bases », *Africa Confidential* 51, N° 14 (Juillet 2010).

255 « Le chef d'état de la Guinée-Conakry visite les nouveaux centres urbains de Luanda », Agência Angola Press, 28 janvier 2011.

256 « Un MOU contraignant atteint avec le *China International Fund* », Communiqué de presse de Bellzone Mining PLC, 24 mai 2010.

257 Graham Fyfe, « *Bellzone's Guinea Projects* », (présentation au *82nd Minesite Mining Forum*, Londres, Royaume-Uni, 15 septembre 2011). Disponible à : <http://www.youtube.com/watch?v=wf4gCwBmtxY>.

258 « Kalia Rail and Port Infrastructure Update », Communiqué de presse de *Bellzone Mining PLC*, 4 juillet 2011.

259 « Contrat d'enlèvement de Forécariah avec Glencore », Communiqué de presse de *Bellzone Mining PL*C, 9 août 2012.

260 Danny Fortson, « Chinese eye Rio's African jewel », *The Sunday Times* (UK), 6 mai 2012.

261 Ibid.

262 « New Guinean Mining Code to Tackle Corruption », Natural Resource Governance Institute, 3 mars 2011.

263 Lettre d'intention, Mémorandum de politique économique et Protocole d'accord technique du gouvernement de Guinée au Fonds monétaire international, en date du 30 juin 2011, 13, Disponible à : < http://www.imf.org/external/np/loi/2011/gin/fra/063011f.pdf >.

264 Ibid.

265 Code Minier de la République de Guinée (Conakry: Ministère des mines et de la géologie, Septembre 9, 2011), 72-73.

266 Saliou Samb, « Guinea adopts new mining code boosting state share », Reuters, 10 septembre 2011.

267 Le 15 février 2013, le Comité technique en charge d'examiner les titres et les contrats miniers, Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers (CTRTCM), a annoncé le lancement officiel de son site Web, Disponible à : <www.contratsminiersguinee.org>.

268 Emma Tarrant Tayou, « *Training for Journalists Begins in Guinea* », blog de l'institut pour la gouvernance des recettes issues des ressources naturelles, 26 novembre 2012.

269 Boubacar Diallo, « Official: Guinea treasury chief assassinated », Associated Press, 10 novembre 2012.

270 Tom Burgis, « Bellzone trading halted in fight over loan terms », *Financial Times*, 22 septembre 2014.

271 « A secret loan accord for Bellzone Mining », *Africa Mining Intelligence* N° 327 (Septembre 2014).

272 « *Chinese Directors Take the Top Jobs at Bellzone, Along With James Leahy* », Minesite, 19 novembre 2014.

273 « Government hits out at China International Fund », *Africa Mining Intelligence* N° 334 (Décembre 2014).

274 Ibid.

275 « Top Salesman for China Sonangol », *Africa Energy Intelligence* N° 643 (Janvier 2011).

276 Interviews par l'auteur, Janvier 2011.

277 Interviews par l'auteur, Septembre 2011.

278 *Diamonds in the Rough: Human Rights Abuses in the Marange Diamond Fields of Zimbabwe* (New York: Human Rights Watch, Juin 2009), 4.

279 Rosie Spinks, « Export of Zimbabwean diamonds threatens ethical jewellery trade », *The Ecologist,* 8 août 2011.

280 Human Rights Watch (Juin 2009), 19.

281 Ibid, 30-31.

282 Le site Web du processus de Kimberley « Historique et fondements de KP », Disponible à : <http://www.kimberleyprocess.com/en/about>.

283 *Return of the Blood Diamond: The deadly race to control Zimbabwe's new-found diamond wealth* (Londres: Global Witness, Juin 2010), 7.

284 « *Zimbabwe: Le processus de Kimberley est gravement endommagé* », Human Rights Watch, 28 juin 2011.

285 Farirai Machivenyika et Tendai Mugabe, « Chinese firm to invest US$8bn in Zim », *The Herald* (Zimbabwe), 19 novembre 2009.

286 Ibid.

287 Ibid.

288 « Zim signs $8US billion investment deals with Zim », *TendersInfo*, 20 novembre 2009.

289 « *Zimbabwe's Central Bank Launches 500m USD Gold Buying Programme* », Namibia News Network, 30 novembre 2009.

290 « *La Chine investit 8 milliards de dollars au Zimbabwe : rapport* », Agence-France Presse, 19 novembre 2009.

291 « *Zimbabwe signs four more deals with China* », New Ziana News Agency, 9 décembre 2009.

292 Interviews par l'auteur, Février 2012 and Mars 2012.

293 « Trading Partners », *Africa-Asia Confidential* 4, N° 6 (Avril 2011).

294 « *Zimbabwe's Central Bank launches 500m USD* »

295 « Chinese investors accused of unfair business practice », *The Standard* (Zimbabwe), 8 octobre 2011.

296 « Cotton furore: Ministers accused of aiding Chinese firms », *The Independent* (Zimbabwe), 29 juillet 2010.

297 Swain (Janvier 2011).

298 Swain (Mars 2011).

299 Ibid.

300 « New Noczim Board Appointed », *The Herald* (Zimbabwe), 2 mars 2006.

301 *Global Witness* (Juin 2012), 9.

302 Toh Han Shih, « HK adviser gave US$100m to Mugabe secret police », *South China Morning Post*, 5 août 2012.

303 Swain (Mars 2011). Lance Guma, « CIO splash out US$5 million on 200 vehicles », SW Radio Africa, 10 février 2010.

304 *Global Witness* (Juin 2012), 11.

305 Ibid. 11-12.

306 Swain (Mars 2011).

307 *The Economist*.

308 Swain (Mars 2011).

309 Carlos Duarte, « Angola Empresta Avião a Ditador do Zimbabwe », Maka Angola, 13 avril 2012.

310 Swain (Mars 2011).

311 Ibid.

312 Ibid.

313 « Polish to a shine », *Africa-Asia Confidential* 4, N° 9 (Juillet 2011).

314 Takunda Maodza, « ZMDC takes over Sino-Zim operations at Chiadzwa », *The Herald*, 7 janvier 2012.

315 Swain (Mars 2011). Khadija Sharife, « Disappearing Diamonds », 100Reporters, 20 février 2013.

316 Sharife (Février 2013).

317 Swain (Mars 2011).

318 « Gem Deals Listed », *The Zimbabwean*, 11 septembre 2013.

319 Ibid.

320 Sharife (Février 2013).

321 Une lettre de J.K. Wee a été postée dans la partie des observations en-dessous de l'article de février 2013 de Sharife.

322 « Des serpents dans l'avion », *Africa Confidential* 55, N° 7 (Avril 2014).

323 « Air Zimbabwe trying to secure French planes amid sanctions », *The Africa Report*, 26 octobre 2011.

324 Jama Majola, « Biti distances himself from Airbus deal », *Times LIVE*, 30 octobre 2011.

325 *Africa Confidential* (Avril 2014).

326 Ibid.

327 « Air Zimbabwe's A320 deal negotiated without board consent », CH-Aviation, 24 février 2014.

328 John Eligon, « Millions From Diamonds Go to Mugabe, Observers Say », *The New York Times*, 16 décembre 2011.

329 Tendai Biti, « Prospects for Regional Cooperation and Investment Opportunities in Zimbabwe », (discours donné à Chatham House, Londres, Royaume-Uni, 24 avril 2013).

330 Global Witness (Juin 2012), 10, 13.

331 Aislinn Laing et Peta Thorneycroft, « Call to Extend Zimbabwe Sanctions », *The Telegraph* (UK), 15 juillet 2012.

332 Charlotte McDonald-Gibson, « The flawed diamond sale: Sanctions lifted on gemstones from Zimbabwe », *The Independent* (UK), 15 décembre 2013.

333 Farai Maguwu, « Marange Diamonds and Zimbabwe's Transition », *Journal of Peacebuilding and Development* 8, N° 1 (2013), 75.

334 Peta Thornycroft et Aislinn Laing, « Zimbabwean politician behind diamond royalties report killed in car crash », *The Telegraph* (UK), 21 juin 2013.

335 « Un politicien zimbabwéen meurt dans un mystérieux accident de la route », *The Africa Report*, 20 juin 2013.

336 « Marange diamonds get KP green light », *The Herald*, 1er novembre 2011.

337 « No Consensus at Kimberley Process Intersessional », *Déclaration du Département d'État des États-Unis*, 24 juin 2011.

338 « Pourquoi nous quittons le processus de Kimberley », message du directeur-fondateur, Charmian Gooch, de Global Witness, communiqué de presse de Global Witness, 5 décembre 2011.

339 Alex Bell, « KP rift expected to deepen over reform calls », SW Radio Africa, 7 juin 2012.

340 Ibid.

341 David Rhode, « The Kimberley Process is a 'perfect cover story' for blood diamonds », *The Guardian,* 24 mars 2014.

342 « Zimbabwe : l'arrestation de militants pacifistes met en doute la possibilité d'un référendum crédible », communiqué de presse d'Amnesty International, 14 février 2013.

343 « Zimbabwe : la police arrête un proche du Premier ministre », Agence-France Presse, 18 mars 2013.

344 Miles Amoore, « Diamonds ensure Mugabe is forever », *The Sunday Times* (UK), 4 août 2013.

345 Ibid. D'autres chefs d'États africains, comme le président du Congo, Joseph Kabila, et le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang, ont également contribué à la caisse noire pour la réélection de Mugabe and Equatorial pour un total de $177 millions.

346 « Le Trésor impose des sanctions à des personnes pour leur rôle à saboter la démocratie Zimbabwéenne », Communiqué de presse du 17 avril 2014 par le *Department of Treasury* des États-Unis.

347 Interview par l'auteur, Avril 2014.

348 *The Marange Diamond Fields Of Zimbabwe: An Overview* (Harare: Sokwanele, 2011), 2.

349 Interview par l'auteur, Octobre 2011.

350 J.R. Mailey, « A Tale of Two Kaesong Industrial Zones: Not All Foreign Investment is Created Equal », *38* North, 14 juillet 2014.

351 *Africa-Asia Confidential* (Octobre 2009).

352 *Wu Yang v. Dayuan International* (4 juin 2013), Annexe, paragraphe 3. Mailey, note 5.

353 Informations sur les sociétés enregistrées à Singapour peuvent être obtenues auprès de l'autorité régulatrice de la comptabilité et des sociétés ou ACRA *(Accounting and Corporate Regulatory Authority)* de Singapour.

354 Swain (Mars 2011).

355 Soares de Oliveira (2007b), 609.

356 Interviews par l'auteur (Mai 2011, Mars 2012, Février 2014); « Presidential election is reviving business », *The Indian Ocean Newsletter*, 25 octobre 2013; Hery Rajaonarimampianina, Observations faites aux Nations Unies, 17 mars 2014.

357 *The Economist*.

358 Mailey.

359 Ibid.

360 Levkowitz et al. Vines et al. (2009), *The Economist*. Murray et al. Burgis (Août 2014).

361 Toh Han Shih (Août 2012).

362 « *Update following Financing a Parallel Government report* », Global Witness, 30 octobre 2012.

363 Cf. Issac John, « Dubai to set up oil refinery », *Khaleej Times*, 27 septembre 2013.

364 Cf. Global Witness « Update on Financing a Parallel Government », Octobre 2012.

365 « Corporate Social Responsibility », site Web de China Sonangol, disponible à : <http://www.chinasonangol.com/social_ responsibility.html>.

366 Polina Temerina « Легко ли быть Путиным», [« It Is Easy to Be a Putin »] *Vedomosti Online*, 20 octobre 2014.

367 « Investment Consulting », page Web de Putin Consulting, disponible à :<http://www.putinconsulting.com/>

368 Burgis (Août 2014).

369 Yu et al.

370 Ibid.

371 Levkowitz et al.

372 Zhou Jiangong, 2007, Serge Michel et Michel Beuret, *China Safari: On the Trail of Beijing's Expansion in Africa*, (Nation Books: 30 juin 2009)

373 Zhou.

374 Levkowitz et al.

375 Ibid.

376 Michel et Beuret, 228.

377 « Notes de synthèse sur les opportunités disponibles pour les partenariats entre secteur privé et public avec le Peuple de la République de Chine par l'intermédiaire de la Banque de développement chinoise (CDB) », Ministère des Finances tanzanien, 30 juillet 2008.

378 Levkowitz et al.

379 « Remarques de l'interlocuteur du Ministère des Affaires étrangères, Ma Zhaoxu, sur la coopération commerciale entre le gouvernement de Guinée et *China International Fund Ltd.* », 19 octobre 2009.

380 Swain (Mars 2011).

381 Yu et al.

382 Ibid.

383 Ibid.

384 Ibid.

385 CIF SPACE VIII.

386 Communiqué de presse de l'Université Yinchuan, Septembre 2013.

387 Communiqué de presse de la province de Hebei, Décembre 2013.

388 « China Sonangol International Holdings Limited présente une bannière à l'équipe d'intervention spéciale » Communiqué de presse du poste central à Beijing d'inspection frontalière des entrées et sorties du territoire, 5 août 2011. Copie versée au dossier de l'auteur.

389 Swain (Mars 2011).

390 « 37 suspects rapatriés d'Angola sur la Chine », Xinhua, 25 août 2012.

391 Ibid.

392 *Wu Yang v. Dayuan International* (4 juin 2013), paragraphe 4.

393 Ibid., paragraphe 3.

394 Ibid., paragraphe 44.

395 Ibid., paragraphe 14.

396 Ibid., Annexe, paragraphe 3.

397 *Wu Yang v. Dayuan International Development Ltd. et al.*, HCMP 2143/2011 (27 juillet 2012), paragraphe 4.

398 Ibid., paragraphe 7.

399 Nicholas Shaxson, *Treasure Islands: Uncovering the Damage of Offshore Banking and Tax Havens* (New York: Palgrave Macmillan, 2011) pages 27-28 (Les paradis fiscaux : enquête sur les ravages de la finance néolibérale)

400 Levkowitz et al, 31.

401 « Africa Israel agrees to sell New York property stakes », Reuters, 31 août, 2008. Interviews par l'auteur, Avril 2014.

402 Murray et al.

403 Oshrat Carmiel et Karen Freifeld, « *Ousted Africa Israel Chief Marin Alleges He Uncovered Abuses* », Bloomberg, 6 mai 2009.

404 *Richard A. Marin v. AI Holdings (USA) Corp. et al.*, Rôle N° 651224/2011 de la Cour suprême de New York State (5 mai 2011), paragraphes 11-12.

405 Colin Moynihan, « Artists Occupy Wall Street for a 24-Hour Show », *The New York Times*, 9 octobre 2011.

406 « The Dark Knight Rises film locations », site Web *de The Worldwide Guide to Move Locations*.

407 Tess Hofmann, « Firm aims to turn iconic 23 Wall into entertainment hub », *The Real Deal*, 8 janvier 2015.

408 Andrew Rice, « Stash Pad », *New York,* 29 juin 2014.

409 « *OKP in joint-venture to grow external wing; poised to take on larger urban development projects overseas* », communiqué de presse de *OKP Holdings Limited*, 28 septembre 2009, 2. Mailey.

410 Mailey.

411 « *Surya Paloh Akui di Balik Impor Minyak Angola, Diragukan Hemat 25 %* », FastNews Indonesia, 7 novembre 2014.

412 « China Sonangol invests in Galicia region of Spain, which wants to be part of the Community of Portuguese-speaking countries », *Macau Hub,* 9 mars 2015.

413 *U.S. Vulnerabilities to Money Laundering, Drugs, and Terrorist Financing: HSBC Case History*, Comité du Sénat des États- Unis chargé de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales, Communiqué de presse du Sous-comité permanent chargé des enquêtes (17 juillet 2012), 3-4.

414 Cette branche particulière HSBC était la succursale de HBUS, la filiale américaine du groupe bancaire.

415 Rapport du Sous-comité permanent du Sénat des États-Unis chargé des enquêtes, 239.

416 « *Senate Subcommittee Holds Hearing and Releases Report* », Comité du Sénat des États-Unis chargé de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales, Communiqué de presse du Sous-comité permanent chargé des enquêtes, 16 juillet 2012.

417 Rapport du Sous-comité permanent du Sénat des États-Unis chargé des enquêtes, 3.

418 Yu et al.

419 *The Economist*.

420 Pour avoir une couverture détaillée des questions relatives à la liberté de la presse en Angola et Zimbabwe cf. Le Comité pour la protection des journalistes, « *Attacks on the Press in 2011: A Worldwide Survey »,* article publié par le Comité pour la protection des journalistes (New York: CPJ, 2012), 66-67, 92-93.

421 Fritz Heimann et Gillian Dell, rapport « *L'exportation de la corruption ? Mise en* œuvre *par les pays de la Convention de l'OECD sur la lutte contre la corruption ». Rapport d'évaluation 2012* (Berlin: Transparency International, 2012), 6.

422 Douglas Farah et Stephen Braun, « The Merchant of Death », *Foreign Policy*, 16 octobre 2009.

423 « Iraq et Tanzanie déclarés « à la norme de l'EITI », communiqué de presse de l'Initiative pour la transparence des industries extractives, 12 décembre 2012.

424 Dilan Olcer, « Extracting the Maximum from the EITI », Document de travail N° 276 (Centre de développement de l'OECD: 2009) pp. 27-28.

425 Thorsten Benner, Ricardo Soares de Oliveira et Frederic Kalinke, « The Good/Bad Nexus in Global Energy Governance », in *Global Energy Governance: The New Rules of the Game*, eds. Andreas Goldthau et Jan Martin Witte (Washington, DC: Brookings Institution Press, 2010) 296-301.

426 Cf. Global Witness (Juin 2012), 5.

427 Global Witness (Mars 2009), 4.

428 Ibid.

429 J.C. Sharman, « The Bark *is* the bite: International organizations and blacklisting », *Review of International Political Economy* 16, N° 4 (Octobre 2009), 573-596.

430 *Specific Risk Factors in Laundering the Proceeds of Corruption: Assistance to Reporting Institutions*, Rapport de FATF (Paris: Groupe d'action financière, 2012), 3.

431 Raymond Baker, « The Ugliest Chapter in Global Economic Affairs Since Slavery », (discours prononcé à l'occasion de la conférence « *Illicit Financial Flows: The Missing Link in Development* », organisée par CSIS Hills Program on Governance and the Center for International Policy's Global Financial Integrity Program, Washington, DC, 28 juin 2007).

432 Emile van der Does de Willebois, Emily M. Halter, Robert A. Harrison, Ji Won Park, et J.C. Sharman, *The Puppet Masters: How the Corrupt Use Legal Structures to Hide Stolen Assets and What to Do About It* (Washington, DC: Banque mondiale, 2011), 2.

433 « The beginning of the end of corporate secrecy? G8 strikes a blow against corruption – but still more to do », Communiqué de presse de Global Witness, 18 juin 2013.

434 Huw Jones, « EU shines light on dirty money with central registers », Reuters, 17 décembre 2014.

435 Grace Li, « Hong Kong proposes new restrictions on access to company data », Reuters, 9 janvier 2013.

436 Peter Rosenblum et Susan Maples, *Contracts Confidential: Ending Secret Deals in the Extractive Industries* (New York: Revenue Watch Institute, 2009), 35.

437 Ibid.

438 « How it Works: Requirements », site Web d'*Open Government Partnership*, Disponible à : <http://www.opengovpartnership.org/>.

439 John R. Heilbrunn, *Anti-Corruption Commissions: Panacea or Real Medicine to Fight Corruption?* (Washington, DC: Banque mondiale, 2004), 1.

440 Cf. Eleodoro Mayorga Alba, *La chaîne de valeur des industries extractives : une stratégie globale intégrée aux industries extractives des pays en développement*, Document de travail Région Afrique N° 125 (Washington, DC : Banque mondiale, 2009).

441 « Oxford Executive Education Course », site Web de la Charte des ressources naturelles, disponible à : <http://naturalresourcecharter.org/content/oxford-executive-education-course>.

442 Mathurin C. Houngnikpo, *Armées africaines : chaînon manquant des transitions démocratiques*, Bulletin sur la sécurité en Afrique N° 17 (Washington, DC: *National Defense University Press*, Janvier 2012), 5.

443 Mary Ella Keblusek, « Is EITI really helping improve global good governance? Examining the Resource Curse, Corruption, et Nigeria's EITI Implementation Experience », Niger Delta Professionals for Development (Janvier 2010).

444 Cf. Joseph Siegle, *Surmonter les dilemmes de la democratization – Protéger les libertés civiles et le droit* à *la démocratie, Nordic Journal of International Law* 81, N° 4 (2012) 471–506.

445 Cf. Joseph Siegle, « ICT and Accountability in Areas of Limited Statehood », in *Bits and Atoms: Information and Communication Technology in Areas of Limited Statehood*, éditeurs Steven Livingston et Gregor Walter-Drop (Oxford: Oxford University Press, 2014), 63-64.

446 Ernest Aryeety et Emmanuel Asmah, « Africa's New Oil Economies: Managing Expectations», in *Foresight Africa: The Continent's Greatest Challenges and Opportunities for 2011* (Washington, DC: Brookings, 2011).

447 *Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (StAR) : Difficultés, Opportunités et Plan d'action*, (Washington, DC: Banque mondiale, 2007), 1.

448 Ricardo Soares de Oliveira, « Transparency reforms yield little change », *Financial Times*, 18 juillet 2012.

449 Pour obtenir la liste globale de recommandations sur la manière d'appliquer les lois anti-corruption des agents publics étrangers, cf. Heimann et al. (2013), 8-11. Voir également, le rapport publié de Fritz Heimann, Ádám Földes et Gábor Báthory, « *Exporting Corruption: Progress Report 2014* » - *Evaluer l'application de la convention de l'OECD sur la lutte contre la corruption des agents publics* étrangers (Berlin: Transparency International, 2014), 8-9.

450 Heimann et al. (2013), 10.

451 Yin Wilczek, « SEC Sued over Delay In Resource Extraction Rule », Bloomberg BNA, 18 septembre 2014.

452 « Financial Transparency in the Extractive Industries: Section 1504 du Dodd-Frank », KPMG (Mars 2014), 4.

453 Rapport du FATF, 4.

454 Samuel Rubenfeld, « Proposed Rule to Force Banks to Identify Beneficial Owners», *The Wall Street Journal*, 30 juillet 2014.

455 InfoBase du FFIEC (*Federal Financial Institutions Examination Council*), chargé de la lutte contre le blanchiment des capitaux et de l'application de la loi relative au secret bancaire, donne des informations utiles de fond et des lignes directrices aux banques concernant les procédures de vigilance à l'égard de la clientèle et la conformité aux lois anti- blanchiment de capitaux.

456 « Outrage at vast HSBC profits and bonuses despite role in drug money laundering », communiqué de presse de Global Witness du 4 mars 2013.

457 Lettre d'intention du gouvernement de Guinée au Fonds monétaire internationale (Juin 2011), 15.

458 Michael G. Findley, Daniel L. Nielson, and J.C. Sharman, *Global Shell Games: Experiments in Transnational Relations, Crime and Terrorism* (Cambridge: Cambridge University Press, 2014), 33.

459 Niels Johannesen et Gabriel Zucman, « La fin du secret bancaire ? Une évaluation de la lutte du G20 contre les paradis fiscaux», *American Economic Journal: Economic Policy* 6, n° 1 (Février 2014), 65.

460 Mathew Nyaungwa, "Zim Fin minister says diamond leakages to persist," *Rough & Polished,* 13 septembre 2012.

REMERCIEMENTS

Joseph Siegle, Wendy Williams et Davin O'Regan ont revu les nombreuses versions de ce rapport et ont fourni l'orientation, des conseils et de la motivation pour la version finale. Leur aptitude à toujours avoir une vision synthétique de la situation a été cruciale pendant toute la durée d'élaboration de ce projet. Leurs contributions à ce rapport sont inestimables.

Cette étude se base notamment sur des articles et rapports précédents publiés par la Commission consultative États-Unis/Chine chargée de l'examen des questions relatives à l'économie et à la sécurité, par Chatham House, l'organisation Global Witness, *The Economist*, le Centre Stabile pour le journalisme d'investigation (à savoir Laura Rena Murray, Beth Morrissey, Himanshu Ojha, and Patrick Martin-Ménard), Jon Swain, Khadija Sharife à 100Reporters et Tom Burgis au *Financial Times*. Les auteurs de nombre de ces rapports ont généreusement partagé leurs connaissances supplémentaires.

D'autres ont généreusement donné de leur temps pour revoir les premières ébauches de ce manuscrit et ont donné des commentaires et des éclairages précieux. Parmi ces volontaires, Lee Levkowitz, Marta McLellan Ross, Rob Sheldon, Judith Poultney, Deborah Brautigam, Sam Rosmarin et Ricardo Soares de Oliveira. J'ai également bénéficié des idées de Nick Donovan, Almira Cemmell, et Lesley Anne Warner. Assis Malaquias, Rafael Marques de Morais et Susana Moreira ont fait part de perspectives intéressantes sur l'économie politique de l'Angola. Alexis Arieff et Thierno Mouctar Bah ont partagé leur expertise sans pareil sur les politiques et la gouvernance de la Guinée. Ce rapport n'aurait pas vu le jour sans la sagesse, la patience et les encouragements de Caitlin Campbell.

L'auteur souhaiterait, par ailleurs, remercier le Bureau des services linguistiques du Département d'État des États-Unis pour sa contribution à traduire les nombreux documents qui ont aidé à renforcer la portée de ce rapport. Les illustrations ont été fournies par Lorenzo Lowery. Francine McCain et Katelyn Moore ont aidé à revoir les épreuves du rapport.

Plusieurs personnes interrogées par l'auteur ont donné des informations utiles sur les exemples de pays étudiés dans ce rapport mais ont tenu à ce que leur anonymat soit respecté. Leurs contributions n'ont pas été oubliées.

À PROPOS DE L'AUTEUR

J.R. Mailey est chercheur associé au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Suivez-le sur Twitter @MaileyJR.

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Directeur : Kate Almquist Knopf
National Defense University
300 Fifth Avenue, Building 20
Fort Lesley J. McNair
Washington, D.C. 20319-5066
Tél: + 1 202 685 7300
Site Internet : www.africacenter.org

RAPPORTS SPÉCIAUX DU CESA

Directeur de la rédaction : Joseph Siegle, Ph.D.
Tél: +1 202 685 6808
Courriel: Sieglej@ndu.edu

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE
National Defense University
300 Fifth Avenue, Building 21
Fort Lesley J. McNair
Washington, D.C. 20319-5066
Phone: + 1 202-685-7300
Site Internet: www.africacenter.org/fr